

**L'Algérie doublerait
le prix du gaz
vendu à la France**

LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,30 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique,
15 L. ; Canada, 5 0/10 ; Côte d'Ivoire, 220 F CFA ;
Communauté, 4,50 fr. ; Espagne, 60 pes. ; Grande-
Bretagne, 20 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 125 rls. ;
Italie, 600 L. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 15 fr. ;
Norvège, 3,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 G. ; Portugal,
30 esc. ; Suède, 130 F CFA ; Suisse, 2,50 fr. ;
Suisse, 1,20 F. ; U.S.A., 80 cts. ; Yémen, 20 dir.

Tarif des abonnements page 23
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris 6 604572
Tél. : 246-72-23

L'évolution de Paris et de Washington à l'égard des Palestiniens

UN DOUBLE DÉSARTE

Le gouvernement israélien s'est vu infliger, le dimanche 2 mars, un double désaveu, par la France et par les États-Unis, qui ne manquera pas d'être péniblement ressenti par la plus grande partie de l'opinion de l'État hébreu.

Les Israéliens se considèrent sans doute comme « lâchés » par les États-Unis, qui ont voté au Conseil de sécurité une résolution condamnant les implantations juives en Cisjordanie et à Gaza. Washington n'a, certes, jamais caché sa désapprobation d'une « colonisation » qui « constitue un obstacle (...) à l'établissement d'une paix globale » au Proche-Orient. Mais c'est la première fois que le délégué américain a été obligé de se prononcer sur ces bases des plus résolus du gouvernement de Jérusalem, notamment les pays communistes, pour dénoncer dans des termes aussi durables la politique suivie par M. Menachem Begin.

La condamnation de cette colonisation avec la nouvelle position adoptée par Paris à l'égard de l'avenir palestinien a été aussitôt relevée à Jérusalem, non sans amertume et inquiétude. La France, depuis la présidence du général de Gaulle, n'a certes jamais été considérée par beaucoup d'Israéliens comme un pays « ami ». Mais si elle s'était malaisée fois prononcée en faveur de la restitution aux Arabes des territoires, conquis en juin 1967, elle avait adopté des termes désobligeants pour se référer aux « droits légitimes » des Palestiniens, en particulier celui de « disposer d'une patrie ».

La « petite phrase » qui figure dans le communiqué franco-koweïtien reconnaissant aux Palestiniens le « droit à l'autodétermination » constitue une évolution notable dans la position française. Elle pourrait être lourde de conséquences. Paris paraît ainsi écarter une « simple participation » des Palestiniens au « processus » de négociations engagé à Camp David, entre Israël, l'Égypte et les États-Unis, qui se sont engagés, dans la pratique, comme les auteurs des populations de Cisjordanie et de Gaza. Le communiqué franco-koweïtien remet encore en cause la résolution 242 du Conseil de sécurité, base de tout règlement, en affirmant que le problème n'est pas celui des « réfugiés » — terme qu'utilise la résolution 242 — mais bien d'un « peuple qui doit disposer (...) de son droit à l'autodétermination ».

M. Yasser Arafat n'aurait pas formulé autrement un principe qu'il n'a cessé de défendre depuis des années. L'O.L.P., suivie de la quasi-totalité des Palestiniens, ne revendique rien d'autre pour obtenir la reconnaissance du droit des Palestiniens d'ériger leur propre État indépendant « sur toute partie libérée de la Palestine », notamment en Cisjordanie et à Gaza.

M. Giscard d'Estaing a bien choisi l'endroit et le moment pour annoncer le spectaculaire infléchissement qu'il donne à la politique française, tout en rappelant, en dehors du communiqué, d'autres principes, dont celui de la reconnaissance de tous les États de la région. Les négociations égypto-israéliennes pèsent, et personne ne croit vraiment qu'un accord sur l'autonomie des territoires occupés interviendra, comme prévu, pour le 26 mai. D'autre part, le propos du président de la République française est conçu pour susciter de larges et favorables échos dans une région peuplée de Palestiniens placés à des postes-clés dans l'administration et l'économie, qui s'inquiète aussi de l'« aveuglement » américain. Après la révolution iranienne et l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, les dirigeants des États du golfe Persique estiment que la protection de leur région passe davantage par une solution du problème palestinien que par le renforcement du dispositif militaire américain dans cette partie du monde.

- Le communiqué signé au Koweït par M. Giscard d'Estaing fait état du « droit à l'autodétermination »
- Les États-Unis votent pour la première fois à l'ONU une résolution condamnant les implantations israéliennes

M. Giscard d'Estaing est arrivé ce lundi 2 mars à Manama, capitale de l'État de Bahreïn. Le chef de l'État a été accueilli à l'aéroport par l'émir de Bahreïn, cheikh Issa Ben Salmane Al Khalifa ainsi que par le premier ministre et le prince héritier de Bahreïn. M. Giscard d'Estaing venait de Koweït où un communiqué commun franco-koweïtien a été publié. A propos du conflit israélo-arabe, ce texte déclare notamment, après avoir rappelé les bases de la position française : « Le président de la République française et l'émir du Koweït ont exprimé leur conviction que le problème palestinien n'est pas un problème de réfugiés, mais celui d'un peuple qui doit disposer, sur ces bases et dans le cadre d'une paix

juste et durable, de son droit à l'autodétermination. » Cette expression est utilisée pour la première fois dans un texte diplomatique signé par la France. Aucune réaction officielle n'était encore connue à Jérusalem, ce lundi en fin de matinée.

D'autre part, à New-York, les États-Unis ont voté, samedi, la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies condamnant les implantations israéliennes dans les territoires occupés, y compris la partie orientale de Jérusalem. Il s'agit d'une condamnation particulièrement sévère de cette politique d'implantations et c'est la première fois que les États-Unis lui apportent leur soutien (voir page 4 l'article de notre correspondant).

De notre envoyé spécial

deux volets. D'une part, alors que la France n'avait pas jusqu'à présent de relations directes avec les Koweïtiens, la Compagnie française des pétroles et la société Elf-Aquitaine seront acheteurs directs au Koweït. D'autre part, la France et le Koweït s'associeront pour la réalisation conjointe de projets industriels en France, au Koweït et dans le reste du monde, par exemple dans l'exploration pétrolière, la pétrochimie et le raffinage.

Le représentant à Koweït de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Khaled El-Hassan, a déclaré qu'il s'agissait « d'un pas en avant », ajoutant qu'il espérait qu'une « position comparable et plus claire sera adoptée par la Communauté européenne tout entière ».

Liban, soit M. Girard, ministre de l'Industrie, a signé, avec son homologue koweïtien, deux accords qui, à dit le porte-parole du président de la République, M. Blot, « constituent des exemples de nouvelles formes de coopération entre un pays industriel et un pays producteur et exportateur d'hydrocarbures ».

Le premier texte, sous forme d'un échange de lettres, est un accord-cadre de coopération en

qu'à présent soumis à de fortes fluctuations. On sait, en outre, que le Koweït doit, à partir du 1^{er} avril, réduire substantiellement sa production. Or les compagnies ont toujours tendance à défavoriser plutôt les clients qui n'apportent pas eux-mêmes des ressources.

L'introduction de compagnies françaises au Koweït devrait donc, à terme, avoir pour effet d'amortir les retombées en France de la décision koweïtienne. D'autre part, et surtout, les accords de coopération, en liant les intérêts industriels des deux pays, devraient inciter les Koweïtiens à régulariser l'approvisionnement français. « Leur objet — a dit à cet égard M. Blot — est de rechercher non pas des garanties juridiques, mais par une coopération industrielle, plus de continuité et de régularité dans notre approvisionnement ».

Dans le domaine économique encore, il a été décidé que la commission mixte de coopération qu'il existe déjà, mais se réunissant irrégulièrement au niveau des fonctionnaires, se réunira désormais tous les ans au niveau ministériel. La prochaine session aura lieu à Paris dans deux mois.

MAURICE DELARUE

(Lire la suite page 3.)

La contestation antinucléaire

La tension reste vive à Plogoff après les incidents de ces derniers jours

Après les violents incidents qui se sont produits à la fin de la semaine dernière à Plogoff (Finistère), où l'E.D.F. projette de construire une centrale nucléaire, la tension reste vive. De nouvelles barricades ont été dressées par des « antinucléaires » pendant la nuit du dimanche 2 au lundi 3 mars, sur les routes d'accès à la commune. Elles ont été démantelées par les forces de l'ordre comme celles qui avaient été établies le samedi 1^{er} mars, après que Mme Amélie Kerioch, adjointe au maire de Plogoff, ait demandé aux habitants de « faire de la commune une île inaccessible aux policiers ».

Une charge d'explosif placée sous le pont du Loch à causé de légers dégâts. Onze personnes ont été interpellées vendredi et trois samedi après les incidents qui avaient opposé les manifestants aux forces de l'ordre (« le Monde » daté 2-3 mars). Cinq personnes ont été relâchées. Les neuf autres ont comparu samedi après-midi 1^{er} mars devant le tribunal des flagrants délits de Quimper. Le procès a été renvoyé au jeudi 6 mars à la demande des procureurs. Seul l'un des interpellés, qui sont tous poursuivis en vertu de la loi « anticasseurs », a été laissé en liberté.

Une délégation de maires et d'élus du cap Sizun a été reçue samedi après-midi à la préfecture de Quimper afin d'étudier une solution pour détendre l'atmosphère. Elle a demandé le retrait des forces de l'ordre. Le préfet, M. Pierre Jourdan a répondu que l'enquête d'utilité publique se poursuivait et que la loi serait respectée.

Les rebelles du cap Sizun

De notre envoyé spécial

Plogoff. — La messe a lieu tous les jours à 17 heures à Plogoff (Finistère). Pas celle qu'on célèbre dans les églises, mais une cérémonie païenne dédiée aux « séminaristes », c'est-à-dire aux forces de l'ordre (six cents hommes) ainsi appelées parce qu'une partie d'entre elles ont installé leurs quartiers dans le séminaire de Pont-Croix.

Personne ne sait pourquoi on a baptisé « messe » cette habitude qui consiste, chaque soir, à se rendre près du calvaire de Trogor, à la sortie du village, pour saluer, si l'on peut dire, le départ des camionnettes servant de bureaux annexes à la mairie, et des gendarmes mobiles qui les protègent de la fureur antinucléaire. Tout simplement, peut-être, en raison du caractère pieux de ce rendez-vous ou parce que les camionnettes étaient à l'origine installées près de la chapelle Saint-Yves.

Le rite est immuable, sauf le dimanche, bien sûr, et le samedi

où « le culte » contestataire est remplacé à midi, il en sera ainsi jusqu'au 14 mars, jusqu'à la fin de l'enquête d'utilité publique. D'ailleurs, de même que cette liturgie à laquelle, suivant les jours, deux cents à quatre cents personnes se rendent comme attirées par ces policiers qui, au fur et à mesure que la foule s'aggrave, renforcent les troupes.

Les différentes étapes de la contestation antinucléaire, qui a débuté le 31 janvier, sont bien rodées. Cela commence par des quolibets, puis viennent les insultes, les provocations. « Vous êtes pire que les Allemands, C.I.S.-S.S. ! » « Vous êtes, si c'est un homme, c'est à la trouvaire la formule choc ou la meilleure plaisanterie. Les femmes sont au premier rang, le plus souvent parce que les camionnettes étaient à l'origine installées près de la chapelle Saint-Yves.

MICHEL BOLE-RICHARD.
(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

TRAVAIL POUR CHOMEURS

Répondant à des perturbateurs, M. Borre, en clôture de la Semaine de travail manuel, s'est écrié avec irritation : « Eh, bien ! les chômeurs, ils devraient chercher à créer une entreprise plutôt que de se borner à toucher des indemnités de chômage ! »

Mépris, méconnaissance et incompétence se le disputent dans cette réflexion, qui rappelle tout à fait Mario-Antoine.

nette assant du peuple : « S'ils n'ont pas de pain, qu'on leur donne de la brioche. »

Séuleme, si l'on sait comment, pour Mario-Antoine, s'est terminée l'histoire, on ignore encore ce qui risque, après pareille débâcle, d'advenir d'un premier ministre qui a déjà, c'est visible, perdu la tête.

MICHEL CASTE.

DE GAULLE ET POMPIDOU

Une guerre de succession

Près de dix ans après la mort du général de Gaulle à Colombey-les-deux-Églises, le 9 novembre 1970, et six ans après celle de Georges Pompidou, survenue le 2 avril 1974 à Paris, l'histoire de la V^e République connaît en regain d'intérêt. Les témoignages d'acteurs, de collaborateurs des dirigeants du pays et les analyses des observateurs se multiplient. Les documents commencent à être publiés.

L'ouvrage de deux journalistes, Anne et Pierre Rouanet, « Les Trois Derniers Chagrins du général de Gaulle », retrace la polémique sur les raisons et les origines du départ du général de Gaulle après l'échec du référendum du 27 avril 1969. Quelque peu moche, ce livre attribue à Georges Pompidou un rôle déterminant dans le départ du général. Les proches du général député du Cantal ripostent en niant l'existence de divergences entre lui et le fondateur de la V^e République.

C'est très précisément le lundi 27 mai 1968 que serait né le « pompidolisme » et qu'il serait devenu inconciliable avec le gaullisme. Ce jour-là, des députés U.D.R. comme MM. Jean Teltünger et Alain Chandon viennent en effet demander au premier ministre de « mettre le visage au placard », et ils ne se font pas rabrouer.

La crise de mai bat son plein. La négociation de Grenelle avec les syndicats vient de buter sur le refus opposé par les ouvriers de Billancourt aux accords caennais per

M. G. Ségué. Le chef du gouvernement envisage en secret l'usage des armes contre les communistes et la C.G.T., et il fait rapprocher de la capitale quelques escadrons de chars.

Le même jour, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la Fédération des républicains indépendants, fait porter à de Gaulle une lettre écrite par laquelle il se propose, en substance, pour remplacer Pompidou à l'Hôtel Matignon.

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 11.)

LE SYNDICALISME EN CRISE ?

Traversé de courants contraires, le syndicalisme français tente de s'adapter aux multiples mutations qui, à la faveur de la crise économique, affectent l'appareil industriel.

L'enquête dont nous commençons aujourd'hui la publication vise à décrire cette adaptation délicate. Elle a été menée « sur le terrain » et non — principalement du moins — dans les antichambres parisiennes des diverses confédérations.

1. — « La faute à la gauche... »

An diable les Cassandres ! Les voilà bien timides, d'un coup, ces doctes experts qui hier encore, dissertaient à foison sur les mille et un maux d'un syndicalisme « en crise ».

Triste litanie : des dirigeants

par DOMINIQUE POUCHIN

moroses, disait-on, ruminant leurs espérances mortes sur les ruines d'une gauche défaite et déchirée ; des troupes qui s'éti-

lent et des fidèles qui doutent ; quelques efforts, c'est vrai, pour parler un langage un peu neuf, mais rien qui couvre enfin les refrains éculés d'avant-hier. Bref ! L'avenir était sombre, semé de cruelles déconvenues.

Soudain, le cours ! Inattendu, importun : des urnes presque pleines aux élections prud'homales, 63,3 % de participation ; la C.G.T. résiste malgré une certaine érosion, la C.F.D.T. confirme, F.O. boucle les pronostics, les « indépendants » ne ramassent plus que des miettes... Un franc succès en pleine déprime, ça dérange l'eutendement. Nos experts, pris à contrepied, en restent cois.

« Il ne faut pas se précipiter, prévient pourtant M. Jacques Delors (1), le type de liens que le salariat français entretient avec ses syndicats est tel qu'il désorganise souvent les meilleurs observateurs des relations sociales. Les salariés manifestent leur attachement en certaines grandes occasions : les prud'homales sont du nombre. Mais cela ne change rien aux difficultés présentes de l'action syndicale. Attachement n'est pas engagement... »

(Lire la suite page 44.)

(1) Ancien conseiller « social » de M. Jacques Chaban-Delmas, lorsque ce dernier était premier ministre. Aujourd'hui député (P.S.) à l'Assemblée européenne.

ALAIN TOURAINE

Z. Hegedus - F. Dubet - M. Wiewiorka

La prophétie anti-nucléaire

Un livre riche d'analyses et d'intuitions, qui apporte une contribution originale aux débats classiques : il élève le débat tout en restituant fidèlement la complexité du matériau d'enquête et d'observation sur lequel il se fonde.

Pierre Rosanvallon / Le Matin

Collection Sociologie permanente

dirigée par A. Touraine
déjà parus : La voix et le regard
Lutte étudiante

684 pages

SEUIL

Revenir à Montesquieu

par JEAN-MARIE BENOIST (*)

« C'EST une expérience éternelle, écrit Montesquieu, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser : il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir » (1).

L'énoncé, moderne, de cette nécessité du fonctionnement des Etats constitutionnels et des démocraties mène l'auteur de l'Esprit des lois à radicaliser sa position et à poser comme un principe canonique essentiel ce qui peut apparaître comme le point culminant de la nécessaire multiplication des pouvoirs : la séparation des pouvoirs. Il y a dans l'Esprit des lois de Montesquieu trois sortes de pouvoirs : la puissance législative, la puissance exécutrice des choses qui dépendent du droit des gens et la puissance exécutrice de celles qui dépendent du droit civil. Traditionnellement distinction, énoncée par Montesquieu dans son analyse de la Constitution de l'Angleterre, mais qui s'affirme moins comme un principe initial qu'à la ma-

nière d'une hypothèse destinée à consolider une position déjà prise. « Ce n'est pas la distinction réelle des fonctions, écrit Georges Burdeau en un subtil commentaire (2), qui conduit à aménager leur exercice de manière à assurer la sûreté des citoyens ; c'est la volonté de garantir cette sécurité par un équilibre des puissances qui aboutit à imaginer une hypothétique distinction des fonctions. »

« Cette hypothèse, ajoute Burdeau, ne correspond pas aux exigences de la réalité. On ne s'enrichit donc pas de trouver sous la plume de Michel Debré les arguments suivants, qui forment comme l'antidote rousseauiste aux tentations « montesquieuennes » de la démocratie libérale d'aujourd'hui : « Il n'existe pas de séparation des pouvoirs car la responsabilité de la vie sociale est indivisible. Les constitutions qui divisent l'autorité en tranches conduisent les sociétés à l'anarchie. »

Pourtant, au stade présent du devenir de la société française et de la société européenne, en cette sorte de veille toujours recommencée du contrat social européen, notre pari consisterait à affirmer que la dynamique du libéralisme en son rapport aux institutions et à la Constitution doit consister en la réaffirmation positive du principe de la séparation des pouvoirs. Il semble, en effet, possible d'échapper à l'alternance mortelle entre l'amalgame, révéler des jacobins, pour qui toute diversité signifie danger, et la scission, source de conflits inévitables. En d'autres termes, le temps du « tout ou rien » s'achève, et nous entrons dans l'ère d'un relativisme harmonique où le droit constitutionnel s'entendrait des acquis de la multiplicité libérale.

C'est, en effet, en termes de fonctionnement relatif qu'il faut désormais entendre, cas par cas, la relation séparée du législatif et de l'exécutif, de l'exécutif et du judiciaire. Mais cette redistribution fonctionnelle permanente a évidemment des corollaires importants en termes d'anatomie des institutions : ainsi l'indépendance de la magistrature vis-à-vis de l'exécutif ne signifie pas une sorte de cooptation des juges par leurs propres corps constitués en une atmosphère de fronde parlementaire permanente, où présidents à mortiers et juges de cassation feraient assaut de rébellion stérile vis-à-vis du gouvernement. Cette indépendance peut ne pas entraîner l'usage selon lequel l'exécutif, par le biais du

ministère de la Justice, comme en France, nomme les magistrats qui reçoivent le statut de fonctionnaires.

Mais l'application féconde de la fonction de séparation des pouvoirs suppose l'éducation des magistrats et de l'exécutif, parallèlement à un autre tour d'esprit, celui qui consiste pour les juges, même nommés par le gouvernement, à se conduire avec la même indépendance d'esprit que s'ils émanaient d'une autre source de l'autorité. Cela suppose la pleine connaissance de la fonction transnationale de leur personnalité, perçue par eux-mêmes aussi bien que par l'exécutif comme excédant leur dimension empirique, laquelle, pourtant, dit le droit de manière irréductible, et assure cette indispensable circulation, la supposition, entre la particularité du cas et l'universalité de la règle.

Mais, au-delà de ce doublet empirico-transcendantal que constitue la personnalité du juge, la prise de conscience sociale et institutionnelle de l'indépendance de la magistrature doit se trouver marquée par un certain nombre de liturgies et de rites où s'expriment les regards que lui doivent ses concitoyens ; ce que la Grande-Bretagne a su symboliser de manière fort sage et antique par l'usage de la perrique et l'appellation de Lord Chief Justice. Et à son tour, lorsque la Chambre des Lords, lieu du législatif, se convertit en Haute Cour de magistrats pour juger l'un des pairs inculpés, le passage se fait par une conversion spatiale et vestimentaire, ce qui illustre la possibilité fonctionnelle de la séparation des pouvoirs.

Le droit de remontrance

La pierre de touche de la démocratie libérale se trouverait donc sise en cet usage « fonctionnel » plus que canonique de la séparation des pouvoirs, usage qui se doit, pour être efficace, d'être symbolisé par des rituels et des liturgies. M. Jean-Marie Varant, dans une communication récente, rappelait qu'au XVIII^e siècle le chancelier était le seul dignitaire du royaume qui ne se mit point en deuil à la mort du roi, ce pour marquer l'hétérogénéité des formes de pouvoir. De même, jamais dans sa vie le chancelier d'Aguesseau ne vit le roi Louis, car tout contact eût signifié contamination. Tout de même que dans les analyses données par Roger Caillois dans *Instincts et société* à propos du bourgeois, ou dans l'anthropologie de la souillure proposée par Mary Douglas (*Purity and danger*), il convient que le roi, chef de l'exécutif, et le plus haut représentant du pouvoir judiciaire, se marquent une distance, ou même davantage : un interdit.

Le droit de remontrance, par lequel la justice royale parvenait à contrôler et à limiter l'exercice de la puissance exécutive, avait beau provenir de la même source de l'Etat, le roi, dont dépendaient les parlementaires, on peut néanmoins percevoir comment son usage par le Parlement illustrait la fonction de séparation des pouvoirs : il y avait eu quelque chose de source royale qui bornait l'exercice du pouvoir du souverain, et rappelait surtout que le roi, parce que de droit divin, admettait, outre la loi divine, une limite humaine à son pouvoir.

C'est cette fonction de contrôle que nous retrouvons dans le rôle que le Conseil constitutionnel pourrait jouer vis-à-vis de l'exécutif et du législatif, lorsqu'il connaît de la constitutionnalité

des lois, rôle étendu par rapport à sa compétence actuelle. Afin d'accentuer sa dimension de Cour suprême et de l'éloigner à l'esprit de l'indépendance et de séparation des pouvoirs, il conviendrait donc d'inscrire sa saisine, de permettre aux simples citoyens de requérir devant lui et d'élargir sa compétence. C'est ce que souhaite le même juriste, J.-M. Varant, confiant dans les virtualités montesquieuennes de la V^e République. Plus le pouvoir présidentiel, dans cette monarchie élective qui est nôtre, tend à se consacrer, plus il importe que des magistrats indépendants l'aident à connaître son contour et à le limiter de son être. Et c'est au même moment que la Cour suprême européenne pourrait voir le jour, afin de compléter l'exercice du contrôle que l'on doit déjà à l'Assemblée européenne vis-à-vis de certaines activités de la commission. S'il est un lieu où doit s'illustrer la séparation des pouvoirs, c'est bien dans des institutions de l'Europe : contrôle de l'exécutif par le législatif et recours a posteriori grâce à un tribunal suprême fait de juges indépendants. *Habeas corpus*, droits de l'homme, contrôle d'ententes illicites, excès de la mise en fiches informatiques, etc. Partout où les valeurs libérales sont menacées, y compris par les Etats eux-mêmes, c'est à une Cour suprême européenne de rappeler ses principes et de sommer solennellement les gouvernements de les mettre en vigueur. Non dotée de moyens de coercition, c'est par le biais de l'efficacité, du spectaculaire et du symbolique que ce tribunal européen parviendrait à persuader les gouvernements de bien des leçons pratiques de ses « remontrances », en faisant appel à l'opinion.

Des micro-communautés

Que l'on n'aille pas sonner le tocsin en dénonçant le « gouvernement des juges » à l'échelle européenne. Ce serait, du reste, à des Cours suprêmes nationales de constituer des correspondants pour la Cour suprême européenne : relayer, et au besoin contester, en tout cas se prononcer sur les décisions du tribunal suprême européen.

L'intervention de ce troisième pouvoir, même divisé en ces arti-

culations agencées entre elles, permettrait que la tentation de la puissance publique à retrouver son vieux jacobinisme s'effaçât soit contrecarrée. Il est urgent de revenir à Montesquieu et à Burke aujourd'hui, à leur paysage peuplé de différences et de relâches. C'est dans les libertés que se vit l'exigence de la liberté. C'est dans des micro-communautés à la fois intégrales et démocratiques que se vit l'exigence du contrat social qui reste le socle de la démocratie libérale.

(1) *L'Esprit des lois*, liv. XI, chapitre 6.

(2) Georges Burdeau, *Le libéralisme*, collection « Points », Ed. du Seuil, 1974.

[Texte extrait d'un recueil sur les intellectuels et la démocratie à paraître prochainement aux Presses universitaires de France.]

Décadence de l'Etat ou Etat de la décadence?

par MICHEL CHARZAT (*)

COMBIEN frivole pourrait apparaître, vu de Sirius, le propos de l'actuelle monarchie publicitaire qui cherche à abaisser l'Etat qu'elle dirige dans l'espoir de plaire au corps social. L'écho que rencontre cette parade idéologique chez nombre de professionnels de l'anti-étatisme doit cependant nous inciter à prendre au sérieux la diversion élyséenne.

Pour certains clercs — héroïquement dressés contre tout Etat, et de préférence contre celui de gauche qui n'existe pas encore — le pouvoir, comme le Dieu de Pascal, se définit simultanément par son centre et son absence de centre. En bons lecteurs de Hobbes et de Tocqueville, ils voient le Léviathan s'abattre sur l'humanité depuis l'aube des temps. En bons lecteurs de Proudhon et de Stirner, ils suspectent la prolifération multiforme et insidieuse du Moloch moderne.

Ainsi s'entrechoient le discours libéral et le discours libertaire pour qui, tout pouvoir étant mauvais, celui que nous subissons semble encore un moindre mal. Le moment du compromis historique libéral-libertaire qui réserve aux uns les grands espaces des multinationales et aux autres des espaces de « souveraineté individuelle » au sein de la société civile a sonné. Plus d'Etat, plus de nation, donc plus besoin de parti pour conquérir cette coquille vide : le pouvoir d'Etat.

Comprendre la société où nous vivons, ses contradictions et ses tendances, constitue le préalable nécessaire à tout effort conséquent de transformation. L'analyse des mutations — politiques, économiques, idéologiques — qui

modifient — sous nos yeux — la nature et le rôle de l'Etat est au cœur de cette exigence de lucidité.

Le parti socialiste vient de procéder, au terme d'une large consultation, à la radiographie de l'Etat giscardien. Allons à l'essentiel : la spécificité du giscardisme ressortit moins à l'économie qu'au politique. Toute l'évolution de la V^e République révèle en effet l'essor progressif de la multinationalisation du capital.

Le début des années soixante-dix a marqué un tournant important. A l'utopie du « vieux Etat » au service de la nation, à l'ancien Etat corporatiste et protecteur succède une nouvelle et énigmatique superstructure étatique. Depuis 1974, les grandes orientations de la politique tracées dès 1959 dans le rapport Rueff-Armand, les objectifs de rentabilisation des entreprises publiques affirmés, dès 1967, dans le rapport Nora, sont franchement mis en œuvre.

Désormais, pour le pouvoir, l'idée même d'un service public égalitaire et pluraliste, d'intérêts collectifs, de fonctions sociales distinctes des fonctions marchandes doit être dépréciée. Les principes de l'Etat républicain contraindre de surcroît le radicalement social et la réforme autoritaire des institutions publiques.

Avec Giscard d'Estaing, on a en quelque sorte troqué la république des hauts fonctionnaires contre la république des affaires. La démission de l'Etat devant les arbitrages des grands intérêts, les pressions des multinationales coïncide avec cette exacerbation de l'individualisme qui précède toujours les grandes déroutes.

Le retour du pouvoir notabiliaire

La décadence du « vieux Etat » prépare l'émergence de l'Etat de la décadence. Néanmoins, depuis deux décennies, le *spoils system* giscardien, aggravant le dépeuplement de l'esprit public. Le secteur nationalisé, en l'absence d'un « devoir d'Etat », est conduit à calquer son fonctionnement sur l'« ardent impératif » du marché.

La dégradation des relations entre les citoyens et leur administration est également préoccupante. Développement de la pollution fonctionnelle, montée en puissance du clientélisme, renforcement des filières parallèles, du secret : tout concourt à aggraver les inégalités sociales. L'élargissement ou le recul des services rendus par la collectivité accroît la vulnérabilité et la solitude des individus face aux agressions des forces dominantes, accélère la désertification des zones rurales et la désurbanisation des grands centres urbains.

Un bain républicain

Enfin, le déclin du droit de l'autorité publique, se traduit inévitablement par le recours à des formes régressives de solidarité et de résolution des conflits (milices privées, compromis clandestins...).

Autre symptôme de la maladie giscardienne de l'Etat : le fossé psychologique s'approfondit entre la caste au pouvoir et les agents du secteur public. Inconcevable à l'origine que celle d'un pouvoir qui dénie les propres serviteurs, et qui perpétue l'existence du secteur nationalisé comme une gêne ! Comment faire oublier que les fonctionnaires ne peuvent que mettre en œuvre les directives du gouvernement ; que les entreprises nationales, malgré le carcan du libéral-dirigisme et l'« écrémage » de certaines de leurs activités, ont joué un rôle d'entraînement économique et social déterminant.

Le parti socialiste ne communique pas — est-il besoin de le préciser — dans la célébration du « vieux Etat » qui meurt. Sa défense du secteur public, expression des conquêtes du Front populaire et de la Résistance, ne saurait être ni triviale ni naïve. Les socialistes veulent relever l'Etat, pour pouvoir assurer sa transformation dans la perspective de leur projet de société.

Le moment est venu de resourcer nos institutions dans un

déjà figure de touchants vestiges du passé. Le défaut d'alternance depuis deux décennies, le *spoils system* giscardien, aggravant le dépeuplement de l'esprit public. Le secteur nationalisé, en l'absence d'un « devoir d'Etat », est conduit à calquer son fonctionnement sur l'« ardent impératif » du marché.

La dégradation des relations entre les citoyens et leur administration est également préoccupante. Développement de la pollution fonctionnelle, montée en puissance du clientélisme, renforcement des filières parallèles, du secret : tout concourt à aggraver les inégalités sociales. L'élargissement ou le recul des services rendus par la collectivité accroît la vulnérabilité et la solitude des individus face aux agressions des forces dominantes, accélère la désertification des zones rurales et la désurbanisation des grands centres urbains.

Pour les socialistes, il ne s'agit pas seulement de rendre à l'action publique sa dignité perdue. D'où leur volonté, réaffirmée, d'empêcher la voie de l'abrogation, c'est-à-dire de l'Etat social, qui permettra à des hommes et à des femmes responsables, toute forme de gigantisme et de centralisme cassée, de décider : la nécessaire extension du secteur spécialisé se fera ainsi au profit de citoyens, et non pas de l'appareil administratif.

Rénover le contenu de la notion de service public comme l'expression de la volonté de servir autrui, affirmer le rôle nouveau de l'Etat dans l'optique d'une croissance forte et différente, enfin préciser les critères de bon fonctionnement d'un secteur public, instrument privilégié du pouvoir de contrôle et de décision des citoyens, telles sont l'ambition et la responsabilité du parti socialiste.

(*) Secrétaire national au secteur public du parti socialiste, conseiller de Paris.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

En France, au niveau le plus élevé, un programme de formation à la gestion pour diplômés du deuxième cycle et jeunes cadres :

- une préparation personnalisée de 18 mois à plein temps permettant d'acquiescer dans tous les domaines de la gestion les connaissances et méthodes de travail nécessaires à l'accélération et au développement de leur carrière ;
- une pédagogie active en milieu pluridisciplinaire rapprochant X, Agro, A & M, chimistes... et juristes, littéraires, économistes, vétérinaires, pharmaciens, ayant ou non une expérience professionnelle ;
- un corps professoral permanent commun à HEC, à l'ISA et au CFC, rassemblant sur le campus du CESA des hommes faisant autorité dans les diverses branches de la gestion.

Certaines parties du programme peuvent être effectuées à l'étranger (Brésil, Espagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Japon, Mexique...).

L'admission est prononcée en tenant compte des aptitudes et des motivations. Une fois acquise elle reste valable plusieurs années.

Le financement est assuré par les allocations professionnelles, le budget formation des entreprises et des prêts très favorables.

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
75350 JOUY-EN-JOSAS — TÉL : 01 956.45.61
ou (1) 956.80.00, postes 430, 434, 428, 476, 492.
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la deuxième session en vue de la rentrée de septembre 1980 : lundi, 31 mars 1980

Réunions d'information, avec la participation d'anciens ISA : PARIS - 6 mars - 18 h 30 - Hôtel Sofitel - 32, rue St-Dominique (7^e) STRASBOURG - 17 mars - 18 h 30 - Holiday Inn - 20, pl. de Bordeaux

هكذا من الأصل

LE VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING DANS LE GOLFE ET LE PROBLÈME DU PROCHE-ORIENT

L'évolution de Paris à l'égard des Palestiniens

(Suite de la première page.)

Les discussions sur la situation internationale ont porté essentiellement sur l'Afghanistan et le Proche-Orient. Les deux délégations — à déclarer la porte-parole français — ont constaté qu'elles avaient « une appréciation extrêmement voisine sur la situation internationale », elles se sont prononcées « contre toute intervention et ingérence extérieures, qui risquent de porter atteinte à la paix et à la sécurité ».

À propos de l'Afghanistan, le communiqué déclare que l'émir du Koweït et le président de la République « ont estimé » que l'intervention soviétique « était inacceptable au regard du droit international et que les groupes soviétiques doivent se retirer de façon à permettre au peuple d'Afghanistan de décider de son propre destin ».

Les deux chefs d'Etat rappellent aussi la nécessité de garder la région du Golfe en dehors des conflits et que « la sécurité et

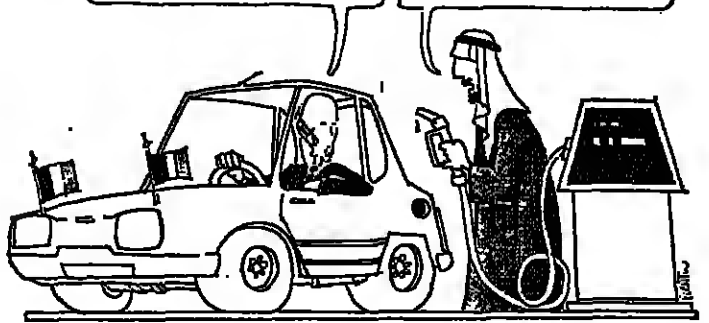
En fait, le dialogue entre la Communauté et les pays du Golfe et le « dialogue » sont à peine ébauchés. Cependant, on peut considérer comme le souligné M. Giscard d'Estaing, que les accords de coopération franco-koweïtiens et les projets d'ententes prises conjointes dans le monde, qui associeront des capitaux arabes et la technologie française pour contribuer au développement de pays africains, sont des exemples de ce qu'il faudrait faire à une plus grande échelle.

À propos du Proche-Orient, le communiqué indique d'abord que chacun a rappelé ses positions. Ce rappel est jugé important du côté français, sans quoi la formulation pourrait prêter à malentendu. Le porte-parole français a tenu à ce sujet à répéter les grandes orientations de la position française : primo, la reconnaissance de l'existence de tous les Etats du Proche-Orient dans des frontières stables, reconnues et garanties ; second, l'évacuation des territoires occupés par Israël en 1967 ; tertio, la

caines et japonaises et des bâtiments unifiés de style cosmopolite rutilant la nuit de milliers d'ampoules électriques multicolores. C'est un Etat sans passé mais un sans avenir, où la France fait l'objet d'une sympathie qui, pour n'être pas tout à fait spontanée — tout ici est une création récente et volontaire, — n'en est pas moins réelle. Ainsi, alors que l'anglais est non seulement la première langue étrangère mais la langue de travail qui s'impose à tous, le gouvernement koweïtien a indiqué son intention de développer l'enseignement du français. Le président de la République terminera son voyage, comme il a été annoncé vendredi, par une visite éclair lundi 10 mars en Arabie Saoudite, puissance arabe prépondérante dans la région. D'après les indications recueillies dans l'entourage présidentiel, il semble que ce soit M. Giscard d'Estaing qui ait suggéré comme une sorte de point final à son plus long voyage dans le monde arabe, ce bref détour. Il aurait été envisagé de laisser-on entendre — des avant la lettre, du roi et du roi si la santé de celui-ci le permet et sera ensuite reçu par le premier ministre pour un déjeuner de travail. Arrivé tard le soir, le chef d'Etat se reposera lundi après-midi.

MAURICE DELARUE

COMBIEN VOUS DOIS-SE ? UN ETAT PALESTINIEN !



(Dessin de PLANTU.)

la stabilité » de cette région ne relèvent que des Etats qui s'y trouvent, en excluant toute intervention étrangère.

Le communiqué rappelle les différents « dialogues » internationaux déjà amorcés : le dialogue euro-arabe, qui doit être « activement poursuivi », le dialogue entre les pays du Golfe et la Communauté européenne que les deux chefs d'Etat jugent « important », enfin ils ont évoqué le « dialogue » suggéré par M. Giscard d'Estaing entre l'Europe, le monde arabe et l'Afrique, qui se trouve ainsi mentionné pour la première fois dans un communiqué commun.

L'ÉLYSÉE JUGE « INSUFFISANTE » LA RÉOLUTION 242

Manama (A.F.P.). — La France considère que « la résolution 242 du Conseil de sécurité est insuffisante en ce qui concerne le problème palestinien, mais elle ne rend pas compte dans son ensemble », a déclaré lundi 3 mars M. Siot, porte-parole de la délégation française.

M. Siot a précisé que cette résolution est insuffisante parce qu'elle ne parle du problème palestinien qu'en termes de « réfugiés », alors que le problème a évolué et qu'il s'agit maintenant du droit du peuple palestinien à une patrie.

Interrogé sur le texte du communiqué franco-koweïtien, le porte-parole a ajouté que « la France a pour la première fois reconnu dans un communiqué officiel que le problème palestinien n'est pas un problème de réfugiés », comme on l'a demandé si la France allait proposer à l'ONU une nouvelle résolution, il s'est borné à répondre que l'analyse faite par le gouvernement français « ne signifie pas que la France fera quelque chose, mais que cela ne l'exclut pas non plus ».

DANS LA PRESSE PARISIENNE

La presse parisienne réserve ses machettes ce lundi 3 mars, dans le communiqué franco-koweïtien, à la mention de « l'autodétermination des Palestiniens ». Pour le *Matin*, « cette prise de position représente de la part de la France, un pas sans précédent vers les thèses arabes », car « le principe d'autodétermination va plus loin que l'idée de patrie à laquelle se tenaient jusqu'à présent les pays occidentaux, parce que qui dit autodétermination dit indépendance ». Le *Figaro* en conclut, pour sa part, que « la France a accepté de prendre une initiative qui fera avancer d'un cran le règlement du problème du Proche-Orient » et qu'il s'agit là d'« un changement qui fera date ». Dans l'*Europe*, Jean-Guillaume Brulon s'interroge d'une éventuelle rencontre entre le président français et M. Yasser Arafat, « une rencontre improbable, mais qui, si elle se confirmait, donnerait un tour parvenu d'assistance au circuit islamique » de M. Giscard d'Estaing.

Libération s'interroge également à propos d'une telle rencontre et estime qu'« une initiative arabo-européenne » fait d'ores et déjà l'objet d'une « course de vitesse » entre Londres et Paris « pour savoir qui de Margaret Thatcher ou de Giscard d'Estaing présentera au nom des neuf pays de la C.E.E. cette démarche visant à élargir un nouveau processus de paix ». Pour l'*Humanité*, « la démarche présidentielle » n'a pour objet que de préparer « des contrats pour le compte de quelques grands groupes français ».

reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, notamment son droit à disposer d'une patrie.

C'est en ayant ces principes à l'esprit qu'il faut lire le passage du communiqué franco-koweïtien portant que les deux chefs d'Etat « ont exprimé leur conviction que le problème palestinien n'est pas un problème de réfugiés mais celui d'un peuple qui doit disposer d'une patrie juste et durable de son droit à l'autodétermination ». Autrement dit, les deux chefs d'Etat ont exprimé leur conviction que la France du droit des Palestiniens à l'autodétermination ne peut pas porter atteinte aux frontières d'Israël de 1967. Cependant, le communiqué franco-koweïtien va au-delà des prises de position françaises antérieures, d'une part, en raison de la reconnaissance du droit explicite des Palestiniens à l'autodétermination ; d'autre part, parce qu'il est exprimé l'indication que, pour la France, le problème palestinien n'est plus un problème de réfugiés. Rappelons que la fameuse résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a servi jusqu'à présent de base aux tractations sur le Proche-Orient, ne mentionne les Palestiniens que comme des réfugiés.

À ce propos, en dépit des spéculations qui ont entouré et qui continueront à entourer le voyage de M. Giscard d'Estaing, il est exclu selon les meilleurs sources françaises que le président de la République rencontre à ses différentes étapes M. Yasser Arafat. Celui-ci pourrait, certes, être invité à venir à Paris, et c'est ce qu'il souhaite, mais uniquement si cette visite pouvait être l'occasion d'un progrès substantiel sinon dans un règlement arabo-arabe, du moins dans une certaine détente au Liban, que rien n'annonce pour le moment. Il n'est peut-être pas exclu, en revanche, que des membres de la délégation française, autres que M. Giscard d'Estaing, soient, notamment en Jordanie, en contact avec des personnalités de l'O.L.P.

Né du boom pétrolier, l'Etat du Koweït, le plus riche du monde par habitant, dont plus de la moitié de la population active est étrangère, concentre toute sa population sur une immense ville-chantier, aux portes du désert, avec des avenues gigantesques grouillantes de voitures américaines.

● M. Jean-Edern Haliez nous a adressé la déclaration suivante : « Première nouvelle qui soit répercutée internationalement hors de France depuis mon départ en Irlande, elle m'amène à sortir de mon silence. Que le nouveau peuple de l'est, le peuple des opéridés, des humilisés, des offensés, soit depuis des années la Palestine, évidence pour tout homme ayant gardé un minimum d'honnêteté intellectuelle, il était impossible de le proclamer sans être dénoncé aussitôt par une conspiration vigilante des médias. Que M. Giscard d'Estaing ait le courage d'en prendre conscience est un pas considérable dans la défense des libertés. A cette occasion, je révisé toutes mes prises de position antérieures envers le président de la République ».

(M. Haliez, avant de « s'enfermer » en Irlande, avait publié un violent pamphlet, « Lettre ouverte au colin traître » (« Le Monde » du 13 novembre 1979), dans lequel il donnait au président de la République le surnom de Colin Traître ; au cours d'un entretien accordé à Alain Rollat (« Le Monde » du 23 janvier), il avait affirmé : « La colonisation est toujours dans ce pays et comme chacun sait, le poison commence toujours à pourrir par la tête ».)

Les Israéliens redoutent une offensive concertée de Paris et de Washington

De notre correspondant

Jérusalem. — Jérusalem n'avait pas encore commenté, lundi en fin de matinée, la dernière prise de position française sur la question palestinienne. La nouvelle était, en effet, parvenue trop tard en Israël et n'a été que brièvement annoncée à la radio dans les premiers bulletins d'informations de la matinée. Les Israéliens, de toute manière, restaient bien davantage préoccupés par le changement d'attitude des Etats-Unis, qui ont joint, samedi, leur voix à la résolution du Conseil de sécurité condamnant les implantations dans les territoires occupés.

Il est toutefois manifeste que la quasi-coïncidence de ces deux initiatives américaines et françaises, au moins de vingt-quatre heures, inquiète vivement certains milieux politiques de Jérusalem. La constatation de cette concordance ne fait qu'aggraver la choc ressenti après le vote des Nations unies. Généralement considérée comme résolument hostile à Israël, la politique du gouvernement français ne retient pas généralement l'attention de Jérusalem, sinon pour l'influence qu'elle peut avoir sur la position des autres pays européens. Or, récemment, les Israéliens se sont montrés très inquiets de l'activité diplomatique déployée par le gouvernement de Londres pour tenter de modifier et compléter la résolution 242 du Conseil de sécurité dans un sens plus favorable à la cause palestinienne. On soupçonnait à Jérusalem que la France soutient activement le point de vue du Foreign Office, mais on se plaisait à croire que Washington ne l'approuverait pas. La vote américain aux Nations unies a remis brusquement en cause cette relative confiance des Israéliens envers leur principal allié, et certains dirigeants à Jérusalem se demandent aujourd'hui si Israël ne fait pas l'objet de la part de l'ensemble des pays occidentaux d'une vaste offensive concertée pour obtenir du gouvernement de M. Begin un notable assouplissement de sa position.

Cependant, le gouvernement de M. Begin n'a pas encore fait connaître de véritable réaction au vote américain. La très violente tempête de neige, qui a paralysé Jérusalem dimanche, est venue opportunément lui donner le temps de la réflexion, tout en délaissant l'attention de l'opinion publique. Le cabinet n'a pu se réunir et le conseil des ministres hebdomadaire a dû être reporté au mardi 4 mars.

Ce délai paraît d'autant plus important que cette réunion était très attendue, car il était prévu que le gouvernement prendrait des mesures préliminaires pour l'installation de colonies israéliennes dans le centre de la ville d'Hébron, en Cisjordanie. La « décision de principe » pour cette nouvelle étape dans la colonisation des territoires occupés a

déjà été prise le 10 février, et c'est précisément ce qui avait déclenché le débat au Conseil de sécurité. Plusieurs ministres ont laissé entendre qu'ils étaient partisans d'une réponse « ferme » à la résolution du Conseil de sécurité. Le ministre de l'éducation, M. Zevulun Hammer, l'un des plus ardents défenseurs des implantations, a dénoncé l'« incompréhension » dont « tout prouve, dans notre gouvernement, certains hommes à l'égard des besoins d'Israël en matière de sécurité et à propos des fondements du sionisme ». D'autres membres du gouvernement, plus modérés, mais actuellement minoritaires, ont fait savoir qu'ils devraient tenir compte de l'avertissement donné par les Etats-Unis, mais preuve d'une plus grande orandance dans l'avenir, et peut-être même « réexaminer » certaines décisions.

Dans l'opposition les premières réactions soulignent que le vote des membres du Conseil de sécurité, et surtout celui du représentant des Etats-Unis, marque bien l'échec de la politique de M. Begin.

Une résolution « injustifiée »

Dans les territoires occupés la presse arabe et les principales personnalités politiques n'ont pas dissimulé leur satisfaction ; toutes expriment cependant des doutes à propos de l'« efficacité » du geste des Etats-Unis.

En Israël, le seul commentaire de caractère officiel a été fait par le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Il a déclaré qu'Israël « déplorait » une résolution qui paraissait toutefois « injustifiée ». Il a fait part de l'inquiétude du gouvernement en ajoutant que celui-ci se montrait « déçu » par l'attitude américaine. Toutefois, les dirigeants de Jérusalem ont manifestement évité de mettre trop en relief la signification du vote des Etats-Unis, bien que chacun s'accorde à en reconnaître la gravité.

La presse a souligné que, selon certains observateurs à New-York, les Américains ne s'étaient pas contentés d'approuver le texte de la résolution, mais avaient aussi joué un rôle très actif dans son élaboration. On a noté sur ce point avec amertume à Jérusalem que l'administration Carter n'avait jamais été aussi loin puisque pour la première fois le gouvernement de Washington réclame clairement le « démantèlement » des implantations existantes, « y compris à Jérusalem ».

Pour beaucoup d'Israéliens le vote des Etats-Unis n'est pas vraiment une surprise. Il s'agit bien de l'aboutissement d'un processus en cours depuis les rapports entre Washington et Jérusalem n'ont cessé de s'envenimer.

Mais sur le sujet précède des implantations, qui sont de plus en plus souvent dénoncées dans tous les milieux politiques des Etats-Unis tout comme au sein de l'influente communauté juive américaine, la Maison Blanche avait déjà pris ses distances à l'égard de M. Begin et montré son irritation.

Récemment, et à de nombreuses reprises, les Américains avaient critiqué l'état inquiétant de l'économie israélienne en incrimant le coût de l'occupation de la Cisjordanie et du territoire de Gaza. En décembre, le président Carter avait lancé une première mise en garde à Israël en refusant d'augmenter l'aide régulière américaine. Israël avait eu à ce moment l'occasion de comprendre qu'il risquait de ne plus être pour toujours l'allié privilégié des Etats-Unis. Au cours des semaines passées, les dirigeants israéliens ont manifesté auprès de Washington leur inquiétude et leur irritation devant la multiplication des promesses d'assistance économique et militaire à l'Egypte et les nouveaux projets de ventes d'armes aux pays arabes.

La mise en garde américaine

Enfin, et c'est sans doute le plus important, depuis l'invasion soviétique en Afghanistan, les dirigeants américains n'ont pas manqué de faire savoir qu'ils voulaient profiter de l'occasion pour essayer de se rapprocher de la plupart des pays arabes effrayés par le danger communiste et que pour y parvenir, Israël devait faire preuve de « compréhension ». Les Israéliens ont saisi l'allusion : Washington leur demandait de faire des concessions sur la question palestinienne ; ils ont vivement réagi en déclarant qu'ils voulaient pas faire les frais de l'opération et que les Etats-Unis faisaient fausse route.

Cette dernière et sévère mise en garde américaine sera-t-elle cette fois entendue à Jérusalem ? La réunion du gouvernement israélien mardi devrait permettre de le savoir. La tendance jusqu'à maintenant n'était pas à l'assouplissement. La semaine dernière, la présentation du budget pour l'exercice 1980 au Parlement faisait apparaître que le gouvernement envisageait une dépense de près de 7,5 milliards de livres (environ 750 millions de francs) pour le développement des implantations, ce qui a provoqué de multiples remous, car d'importantes restrictions ont été apportées sur les autres postes budgétaires, à l'exception de la défense et du logement.

D'autre part, M. Begin examine actuellement la possibilité de modifier la législation en vigueur dans les territoires occupés afin d'éviter les recours engagés par les Palestiniens en Cisjordanie contre les réquisitions de leurs terres pour les nouvelles implantations. En toute hypothèse, Israël, ramenant plusieurs observateurs, ne peut se permettre de se broutiller gravement avec un allié dont il est de plus en plus dépendant.

FRANCIS CORNU.

LA RECHERCHE

L'évolution du cerveau
par Philip V. Tobias

L'énergie éolienne
par Raymond Goethals

Les usines à pions
par Jacques Arvieux

La résistance aux maladies
par Jan Klein

La subduction
par Xavier Le Pichon

Dossier : La recherche mathématique en Chine
par Kwan Chiao-On

N° 109 - 15 F

OFFRE D'ABONNEMENT

Un an : 130 F (au lieu de 165 F*)
Etranger : 1 an : 150 FF *Prix de vente au numéro

Je souscris un abonnement d'un an (11 nos) à la RECHERCHE, au prix de 130 F (150 F) au lieu de 165 F

Nom : Je règle par : (à l'ordre de la Recherche)
Profession : ☐ chèque bancaire
Adresse : ☐ chèque postal (3 volets)
Code postal : ☐ mandat

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine 75006 Paris
Abonnement Belgique : Soumission S.P.R.L. Avenue Massenet 28 - 1180 Bruxelles

PREMIERE LIAISON AERIENNE TEL-AVIV - LE CAIRE

Un Boeing-707 de la compagnie israélienne El Al décolle ce lundi 3 mars de Lod (Tel-Aviv) pour Le Caire, inaugurant ainsi la première ligne aérienne directe entre Israël et l'Egypte. L'appareil aura à son bord cent soixante-trois passagers, dont près de la moitié seront Israéliens et les autres des étrangers.

De son côté, une compagnie égyptienne qualifiée du Caire de « privée » relatera Le Caire à Tel-Aviv deux fois par semaine (cf. le Monde du 18 février).

D'autre part, pour la première fois depuis l'occupation israélienne de la bande de Gaza en juin 1967, un journal a été autorisé à paraître, durant le week-end, dans ce territoire. Ce journal, Asharq Al-Awsat (le Moyen-Orient), épouse les thèses de l'O.L.P., mais « n'est pas ouvertement hostile à l'Egypte », a indiqué l'agence de presse israélienne ITIM, laissant ainsi entendre que la censure israélienne pourrait admettre l'expression modérée de revendications palestiniennes, mais ne laisserait pas critiquer ouvertement la politique du Caire.

Le directeur de la publication et rédacteur en chef, M. Djamaï El Chawa, soixante ans, est le neveu du maire de Gaza, M. Rachid El Chawa. Le journal est un bi-hebdomadaire qui doit se transformer ultérieurement en quotidien. — (A.F.P.)

Cambodge

Tribune internationale

ENTRE DEUX MAUX...

par SIM VAR (*)

Tel semble être le sens qu'il faudrait prêter au propos tenu le 10 février à Bordeaux par le prince Sihanouk lorsqu'il déclarait (le Monde du 12 février 1980) : « Le danger khmer rouge est pire que le péril vietnamien. »

Le prince n'a certainement pas tort de penser ainsi, puisque le régime de Pol Pot, mondialement réputé pour ses atrocités, avait emmené pratiquement le peuple khmer à l'état moribond. Mais nos avis divergent lorsqu'il s'agit de le péril vietnamien est moins dangereux que celui des Khmers rouges, car nous pensons au contraire que l'occupation du Cambodge par les troupes d'Hanoi est le coup de grâce qui achève ce qui reste de son peuple.

En effet, n'a-t-on pas vu, au docteur Folleau, qui prétend que ce dernier renait maintenant à la vie, on ne peut s'expliquer pourquoi, malgré cette prétendue renaissance, on assiste à un mouvement continu d'exode de gens qui se ruent chaque jour vers la Thaïlande comme vers la terre promise. Ni pourquoi les autorités du Phnom-Penh, aux ordres de Hanoi, refusent toujours aux Médecins sans frontières l'autorisation de pénétrer au Cambodge pour apporter des secours d'urgence aux villageois khmers qui souffrent gravement de malnutrition et de maladies de toutes sortes. Enfin pourquoi les thuriferaires seuls ont le droit d'y entrer. Le moins que l'on puisse en penser est que ces thuriferaires, en opportunistes des témoignages favorables à leurs maîtres d'Hanoi, servent sciemment les desseins de ces derniers pour faire du Cambodge leur colonie de peuplement et y appliquent leur politique de génocide qui, pour être subtile et plausibile, n'est pas moins dangereuse que celle des Khmers rouges. Ils complèteront tous pour la fin du peuple cambodgien qu'on ne le droit pas autrement, plaçant ainsi l'ONU devant le fait accompli en dépit de sa résolution du 14 novembre 1979 qui ordonne le retrait des forces vietnamiennes hors du Cambodge.

En ce qui concerne le souhait principal de voir les dirigeants d'Hanoi retirer de plein gré leurs troupes de notre pays, il risquerait fort de rester à l'état de vœu pieux. Car on imagine mal comment, après avoir maintenu solidement leur emprise sur la proie khmère qu'ils convoitaient depuis des siècles, ils accepteraient de bonne grâce de lâcher celle-ci sur une simple prière pour les beaux yeux de l'ancien chef d'Etat, quels que soient les services qu'il leur a rendus dans le passé.

Quant au remplacement éventuel des troupes vietnamiennes par les forces de l'ONU ou par celles des pays non alignés comme la désire le prince, c'est une autre paire de manches, car il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, tous les pays du monde ou presque font déjà partie de l'ONU, et que, parmi eux, ceux qui se réclament du non-alignement ne sont pas tous acquis au Cambodge : il y en a même qui lui sont franchement hostiles, tels par exemple ceux qui soutiennent le Nord-Vietnam impérialiste. S'il fallait recourir aux forces de ces derniers pour neutraliser les Khmers rouges, mieux vaudrait alors garder chez nous celles d'Hanoi !

Mais nous ne sommes pas sûrs que le prince soit de cet avis. Pourtant, le bulletin Sreika, qui passe pour être son organe, semble en admettre déjà l'idée. Si c'est la cas, ces « bons » pays non alignés, à commencer par le Nord-Vietnam et Cuba, ne se feraient pas prier deux fois pour envoyer leurs troupes au Cambodge selon le désir du prince. Dans ces conditions, serions-nous plus avancés qu'avant ? Certainement pas.

Si après tout, le seul que les Nord-Vietnamiens et leurs alliés d'hier et d'aujourd'hui ont fait à notre pays et à son peuple le prince continue encore à garder ses illusions, toutes ses illusions, c'est son droit le plus obsolet. Mais il n'a pas le droit d'en rajouter aux malheurs du peuple khmer, car celui-ci, qui n'a déjà que trop souffert des lubies de ses dirigeants successifs jusqu'à maintenant, ne saurait en supporter davantage sans risquer d'en mourir pour de bon.

Pour nous, dans l'éventualité où le Nord-Vietnam serait contraint de gré ou de force de retirer ses troupes du Cambodge, il serait alors bien indiqué de faire appel aux cinq grandes puissances membres permanentes du Conseil de sécurité de l'ONU : Chine, URSS, Etats-Unis, France et Grande-Bretagne, leur demandant, pour un laps de temps à déterminer, d'envoyer chez nous des contingents armés pour garantir effectivement sur place non seulement le respect de notre indépendance, de notre neutralité et de l'intégrité de notre territoire, mais aussi celui des Droits fondamentaux de l'homme et du citoyen pour empêcher le retour de tout régime totalitaire de droite ou de gauche.

C'est alors, et alors seulement, que le peuple khmer exsangue pourrait renouer à la vie et survivre en toute sécurité à ses malheurs actuels, dus principalement à l'imprévoyance, à la cupidité et à l'imbécillité de ses dirigeants successifs, dont le seul souci a toujours été de se maintenir ou pouvoir à n'importe quel prix, même à celui de la haute trahison en pactisant sous honte avec nos ennemis héréditaires. Il est donc grand temps que tous les Khmers dignes de ce nom, y compris ceux qui aspirent au leadership, prennent bien conscience du sort et de l'avenir de leur pays, et acceptent, en renouant une fois pour toutes aux errements du passé, de servir sincèrement le peuple ou lieu de s'en servir comme d'un jouet.

(*) Ancien conseiller de l'Union française, ancien premier ministre du prince Sihanouk, membre du « conseil des sages » du Front national de libération du peuple khmer.

BIBLIOGRAPHIE

« L'Enjeu thaïlandais »

de Sylvia et Jean Cattori

La Thaïlande malade de la crise indochinoise, prochaine victime des ambitions de Hanoi pour les uns, pion chinois ou américain pour les autres, assume depuis un an le redoutable privilège de la « une » de l'actualité. Les réfugiés et les organismes humanitaires y affluent. Il existe aussi une autre Thaïlande, celle qui attire des hordes de touristes en charters, celle des massages et de la sérénité, du clinquant et des plages de sable fin. Ce n'est pas de ces deux aspects connus que Sylvia et Jean Cattori ont choisi de parler dans *L'Enjeu thaïlandais*, mais plutôt d'un pays par trop ignoré, de ces gens qui travaillent derrière les façades éclairées au néon des grandes artères de Bangkok, ou qui triment dans les campagnes si vite traversées en voiture.

Un regard neuf

Livre précieux, qui sort des clichés cette Thaïlande où le bouddhisme respectueux de la vie humaine cache le taux de criminalité le plus élevé au monde, la meurtre politique quotidien, la répression, la drogue qui intoxique un habitant de Bangkok sur dix et qui est à l'origine de tant de fortunes. Seul pays à ne pas avoir été colonisé en Asie du Sud-Est, la Thaïlande est en crise, déchirée entre des structures quasi féodales héritées du passé et une économie capitaliste et libérale liée aux pays développés. Gouvernée presque sans interruption depuis un demi-siècle par les militaires, elle a cru, l'espace de trois ans — de 1973 à 1976 — à la démocratie, après les émeutes estudiantines qui renversèrent la dictature des maréchaux Thanom et Prapass. Le retour au pouvoir des militaires a conduit dans les bras du P.C. clandestin chinois, qui lutte depuis des années dans la jungle, des milliers de personnes, des hommes politiques, socialistes, des étudiants, mais aussi des paysans.

* Sylvia et Jean Cattori, *L'Enjeu thaïlandais*, L'Harmattan, 256 pages, environ 52 francs.

CHARTERS

PARIS - TEL-AVIV

de 1.290 F à 1.640 F

Réductions enfants

Prix groupes sur demande



WAGONS-LITS

TOURISME

14, bd des Capucines, 75009 PARIS

266-42-44

Libres opinions

LE JAUNE ET LE BLANC

par PIERRE VIDAL-NAQUET

DANS la matinée du 9 novembre 1979, la police vietnamienne a tiré sur un groupe de méti, qui tentaient de pénétrer dans le consulat général de France à Ho-Chi-Minh-Ville. Par chance, ce tir ne blessa grièvement qu'une femme, de trois belles d'AK-47. Si j'en crois mon informateur, lui-même Eurasien, dans lequel j'ai toute confiance et qui a toujours lutté pour la libération du Vietnam, ce n'était pas la première tentative des Eurasiens pour pénétrer dans le consulat de France. D'autres manifestations ont suivi depuis. Le problème reste cependant fort mal connu, et même à l'occasion de l'arrivée en France de quelques citoyens français d'origine vietnamienne, qui ont été accueillis par M. Jean François-Poncet, il n'a pas été abordé par les médias.

Après la tragédie des boat people, dont on sait aujourd'hui avec certitude, que la majorité a payé en or, et au gouvernement de la République socialiste du Vietnam, le droit de périr en mer ou de gagner une terre d'accueil, le drame des méti est une péripétie dans ce qu'on pourrait appeler la « normalisation » du Vietnam, ou encore, pour user du langage raffiné du Dr Nguyen Khac Vien, le parachèvement de son unité nationale. Le gouvernement vietnamien a fait savoir qu'il souhaitait le départ d'environ dix mille personnes identifiées comme méti. La plupart de ces personnes sont culturellement des Vietnamiens que l'autorité refuse en fait de considérer comme tels pour des raisons dont il faut bien dire qu'elles ont un aspect raciste.

Pour sa part, le gouvernement français n'accepte en principe d'accueillir que des individus nés entre 1945 et 1955 (1958, selon d'autres informations), donc « oubliés » par les membres du corps expéditionnaire ou autres représentants de la France. La procédure consistait alors à convoquer au consulat de France ces personnes et à constater de visu qu'elles possèdent les traits somatiques qui établissent une ascendance européenne.

A ce jour, quelques milliers de ces personnes ont été effectivement accueillies en France. Que deviendront les autres ? Demander à partir implique, dans les lois, la perte de la carte de travail et des rations alimentaires. Beaucoup d'Eurasiens sont, de ce fait, accusés à la délinquance, beaucoup d'autres sont marginalisés en fait, ce qui permet au gouvernement vietnamien de dire qu'il veut simplement éliminer le corps social. Un pas de plus est franchi dans une politique qui a déjà vu la suppression de la zone autonome des minorités ethniques, l'élimination des Chinois et qui verra demain l'ensemble du Sud coulé dans le même moule uniforme et triste où ont été fondus les habitants du Nord.

Il ne s'agit pas ici d'éliminer quelque campagne antiviétnamienne que ce soit. Qu'une longue présence étrangère provoque des drames de ce type est explicable, sinon justifiable. Il y eut en France, en 1944, des épisodes dont nous n'avons pas lieu d'être fiers. Des femmes en ont été victimes et, par contre-coup, des enfants. Mais le problème que je soulève à propos du Vietnam n'en a pas moins pris une dimension tragique.

Brummell 80.
50 ans d'élégance
au masculin.

1930, c'était la naissance de Brummell.

1980, Brummell fête ses 50 ans. Le grand magasin de l'élégance au masculin, aide les hommes à faire leur choix, les guide et pendant toute cette année 1980, les invite à venir fêter cet anniversaire en compagnie de toutes les valeurs sûres de l'élégance masculine.

Brummell 80 : des exclusivités, des articles sélectionnés représentatifs des tendances actuelles, des services, des conseils et des prix, tout au long de l'année.



L'univers pour hommes du Printemps.

Hausmann/Printemps National/Parly 2
Villiers/Indes-Galeries/Brummell Reauzy
Belle-Epine/Forum des Halles/Cony

VOS CHEVEUX :

Un capital précieux et fragile



Les désordres capillaires sont malheureusement le fait de la plupart. Soit passagers, soit permanents, ils causent des désagréments plus ou moins importants qu'il faut neutraliser rapidement et avec efficacité.

D'abord, il faut, et on le peut, rechercher la ou les causes de ces problèmes (fatigue, pollution, nervosité, emagrissement...) et ensuite, agir. La négligence en ce domaine est une chose qui se paye tôt ou tard.

Agir, comment ? Grâce à une hygiène parfaite et à une remise

en condition du cuir chevelu et des cheveux eux-mêmes.

Nos instituts capillaires, par des traitements spécifiques et notre nouveau traitement aux algues marines fraîches, 100 % naturels, et rigoureusement contrôlés, sont en mesure d'agir vite et durablement.

Consultez nos spécialistes : ils établiront le traitement approprié à votre cas.

S'ils ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront aussi.

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, des cheveux gras, secs ou cassants.

Adressez-vous sans tarder aux instituts capillaires EUROCAP à PARIS, 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS - TEL : 260-38-84.

AMÉRIQUES

Surinam

Les premières mesures du Conseil national militaire ont une coloration nationaliste

Paramaribo. — Le Conseil national militaire, instance dirigeante du Surinam depuis le coup d'État du 25 février, ne rendra que partiellement le pouvoir aux civils. La composition du prochain gouvernement ainsi que son plan de redressement économique seraient connus à la fin de cette semaine. Certains signes de durcissement sont perceptibles. Les fréquentes références à la Constitution, de la part de la

junte militaire, ne font pas trop illusion ici. Toutefois, les officiers putschistes semblent vouloir prendre en compte les aspirations de toutes les communautés du pays (créole, indoustan, javanaise, et descendants d'anciens « nègres marrons ») (1). Ce qui n'était pas exactement le cas sous M. Arron, l'ancien premier ministre.

De notre envoyé spécial

Le commissariat de police et les bâtiments avoisinants ne sont plus qu'un tas de ruines calcinées. Un soldat fusil en main, traque les photographes. La vie a repris son cours normal, le jour, sur les trottoirs de la capitale. Mais, la nuit, les rues se viduent brusquement à 19 heures : le couvre-feu est toujours en vigueur. Les commerçants n'ont pas encore remplacé leurs vitrines brisées par les pillards au moment du putsch. Des militaires, isolés ou en petits groupes, parcourent la ville, en voiture ou à pied. Souvent très jeunes, et apparemment peu expérimentés dans le maniement des armes, ils semblent néanmoins faire rapidement l'apprentissage de leur nouveau pouvoir. Les sous-officiers, peu nombreux au moment du coup d'État, recrutent rapidement, et sans excès discernement, des civils : chômeurs le lundi, soldats le lendemain ! Dans ces conditions, on ne peut qu'admirer qu'il n'y ait pas eu de « bavures » trop sérieuses. On avance généralement le chiffre de sept ou huit morts.

Toutefois, est-il que la police n'a pas opposé grande résistance aux militaires. Ministres, officiers et chefs des forces de l'ordre pensaient davantage à leur sécurité qu'à reprendre la situation en main ! Les militaires ne prévoyaient peut-être pas d'aller si loin, et si vite.

C'est avec satisfaction que la population a assisté au renversement du gouvernement, en majorité créole, de M. Henck Arron. Premier ministre du Surinam depuis 1973 et qui mena son pays à l'indépendance deux ans plus tard, M. Arron était en nette perte de vitesse. Il n'était nullement assuré de gagner les élections générales anticipées du 27 mars prochain — aujourd'hui repoussées.

Les sous-officiers, regroupés, pour la plupart, dans le Syndicat des cadres de l'armée, avaient reçu l'appui d'une fraction importante de la population en janvier-février, lors de leur épreuve de force avec le gouvernement. Les syndicats et les partis politiques de l'opposition avaient également soutenu leur action — parfois par simple tactique.

M. Eddy Bruma, l'avocat des sous-officiers, a été le premier appelé pour constituer un « conseil national des citoyens » (gouvernement). Fondateur du P.N.R. (Parti national de la République), ancien ministre des affaires économiques de M. Arron, il s'était apparemment retiré de la vie politique depuis sa défaite aux élections de 1977. Qualifié de « rouge » par la droite, et souvent considéré comme un « nationaliste bourgeois » par l'extrême gauche, M. Bruma était loin, naguère, de faire l'unanimité dans le pays. Simple avocat des militaires, ou leur complice ? Une question que beaucoup ne manquaient pas de se poser après le putsch militaire.

Un émiettement politique

Le nom de M. Henck Heineberg, chef du parti socialiste surinamien, et ceux de plusieurs leaders syndicaux ont été, peu après le putsch, beaucoup prononcés. Certains observateurs n'excluaient pas, dès lors, l'hypothèse d'un coup d'État de gauche ou même communiste. Toutefois, cette impression s'est modifiée lorsque le Conseil national militaire s'est entretenu avec des personnalités modérées et a demandé aux membres de l'ancien gouvernement de collaborer avec lui. M. Henck Arron, qui s'est rendu le 25 février, a été laissé en liberté surveillée.

En fait, les sous-officiers semblent vouloir rallier à eux toutes les forces vives du pays. Selon toute vraisemblance, ils consolideront l'émiettement politique du Surinam compte vingt-six

Haïti

• DIX-SEPT PRISONNIERS POLITIQUES, dont M. Sylvio Claude, président du parti démocrate-chrétien haïtien, ont été libérés le 28 février, une grève de la faim, a annoncé le même jour Radio-Haïti-Inter, un des organes de la presse indépendante citant un communiqué de presse du bureau politique du parti démocrate chrétien. M. Sylvio Claude, qui s'était présenté aux élections comme un contrôleur général de la police, avait été arrêté à la suite d'un meeting organisé le 28 août à Port-au-Prince, à la suite duquel la police secrète avait mis à sac le bureau de son parti et procédé à plus de deux cents arrestations. — (Corresp.)

Brésil

Le Parlement tente de recouvrer son autonomie à la faveur de l'ouverture politique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — « Le gouvernement sera d'autant plus fort que le Parlement aura du prestige. D'où la nécessité de repenser des attributions que des préjugés d'occasion ont rognées, à une époque où l'on a cru, selon une vision erronée du phénomène politique, à la décadence des Parlements, censés céder le pas à des gouvernements forts. C'était l'époque des dictatures. Le temps, et les souffrances, a

mis à nu le mensonge des apôtres de cet ordre nouveau. » Cette déclaration n'émane pas, comme on pourrait le croire, d'un dirigeant de l'opposition. Elle a été formulée à Brasilia par le président du Congrès, membre du parti gouvernemental, le sénateur Luis Vianna, dans un discours prononcé lors de la réouverture des deux chambres, le

1^{er} mars. M. Vianna mettait ainsi l'accent sur ce qui sera le problème du Congrès brésilien, alors que commencent une année parlementaire capitale : le pouvoir législatif sera-t-il à même, profitant de l'ouverture politique en cours, d'affirmer vis-à-vis de l'exécutif une autonomie qu'il a pratiquement perdue depuis le coup d'État militaire de 1964 ?

Pour la première fois depuis quinze ans, le Congrès se réunit libre de la « camisole de force » du bipartisme, imposée en 1965 par l'acte institutionnel n° 2 et à laquelle la loi de réforme des partis a mis fin en novembre dernier. Cinq blocs parlementaires ont, depuis, vu le jour. Ils devraient se transformer en partis officiels enregistrés. Le principal sera, à nouveau, le parti du gouvernement, qui a pris le nom de P.S.D. (parti démocratique et social) et qui s'est construit sur les bases de l'ancienne ARENA. Dans l'enthousiasme des débuts, il s'est permis le luxe de présenter un programme qui apparaît, à certains égards, comme plus radical que ceux de l'opposition, incluant notamment la cession et l'hypothèque sociale sur la propriété privée.

L'opposition s'est, de son côté, divisée en quatre courants. Le principal, le P.M.D.B. (Parti de la mobilisation démocratique brésilien) entend apparaître comme parti d'opposition M.D.B. et veut le successeur naturel de l'ancien comme lui, de réaliser une alliance entre la gauche et le centre libéral. Il a maintenu à sa présidence le député Ulysses Guimarães. Les milieux modérés de l'opposition et certains secteurs dissidents de l'ancienne ARENA gouvernementale ont fondé, autour du sénateur Francisco Neves et du député Magalhães Pinto, un parti du centre qui a pris le nom de parti populaire (P.P.). L'ancien gouverneur M. Leonel Brizola, à de son côté, reconstitue, avec une base parlementaire assez limitée, son P.T.B. (parti travailliste brésilien) sur une ligne de centre gauche. Enfin, quelques congressistes ont adhéré au projet de plusieurs dirigeants syndicaux de lancer un Parti des travailleurs (P.T.).

Majorité précaire

Grâce à une forte offensive et, assure l'opposition, à une « distribution systématique de faveurs », le gouvernement a finalement maintenu sa majorité absolue dans les deux chambres. Elle sera cependant plus précaire que par le passé, et le scrutin sera à la merci, à chaque scrutin, de l'éventuelle défection de quelques députés.

La stratégie du régime a changé. Jusqu'à son décès, en janvier dernier, l'ancien ministre de la justice M. Petronio Portella, principal exécutant du plan d'ouverture politique, avait tenté de donner consistance à l'idée d'un « parti d'opposition de confiance », en l'occurrence le P.R., qui pourrait servir de force d'appoint au régime soit se substituer sans à-coups au parti officiel. Son projet avait au moins un mérite : il déparait le terrain pour ce qui apparaît comme le plus délicat des problèmes liés à l'ouverture politique, le retour à l'alternance.

En fait, au contraire, par tous les moyens, une majorité absolue pour le parti gouvernemental P.D.S., aux dépens du P.P., le nouveau ministre de la justice, M. Ibrahim Abi-Ackel, n'a peut-être remporté qu'une victoire à la Pyrrhus. Le gouvernement risque, en effet, de perdre une force d'appoint qui pourrait lui être indispensable après les élections législatives de 1982, lors desquelles il est peu probable qu'il obtienne la majorité absolue. Désormais, au contraire, il est en train de provoquer un regroupement de tous les secteurs d'opposition.

THIERRY MALINIAK.

A travers le monde

R. F. A.

• UN SOLDAT BRITANNIQUE a été grièvement blessé par balles, dans la nuit du 1^{er} au 2 mars à Muenster, par au moins deux tireurs. Des balles de mitraillette et de fusil ont été tirées contre sa voiture, arrêtée à un carrefour. Le 16 février dernier, le colonel britannique Mark Coe avait été assassiné à Bielefeld (Rhénanie-Westphalie). Ce meurtre avait été revendiqué par l'organisation terroriste irlandaise IRA. — (A.F.P.)

République populaire du Congo

• LE CONGO ET L'UNION SOVIÉTIQUE ont signé, à Brazzaville, vendredi 29 février, un protocole d'accord portant sur la coopération culturelle qui prévoit la formation de cadres congolais en Union soviétique pour une période de cinq ans. — (A.F.P.)

20/20 AU NOUVEAU PERMIS

Salaire P.D.G.

Intelligence Einstein

Force Popeye

Virtuosité Kenny Roberts

Difficiles, contestés, parachutés, les trois nouveaux permis bouleversent le monde motard. Pour tous les motards et pour les amis et parents des jeunes passionnés de moto, Le Nouvel Observateur ouvre un dossier explosif :
• Pourquoi le refus de la vignette ?
• Les nouveaux permis, leurs conséquences heureuses et dangereuses.

- La vie sur deux roues racontée par un homme qui y passe réellement sa vie.
- Pourquoi et avec quels arguments les japonais triomphent sur le marché mondial de la moto ?
- Les rapports entre motards et automobilistes.
- Femme ou moto : faut-il choisir ?

MOTARDS: L'EXPLOSION.

CETTE SEMAINE DANS LE NOUVEL **observateur**

EUROPE

Portugal

Deux ans et demi après avoir quitté le P. S.
M. Lopes Cardoso renoue le dialogue avec M. Soares

De notre correspondant

Lisbonne. — L'Union de la gauche pour la démocratie socialiste (U.E.D.S.), dirigée par l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Lopes Cardoso, a accepté la proposition du P.S. d'entamer des négociations en vue de la constitution d'un Front de progrès qui se présentera aux prochaines élections législatives d'octobre.

Cette décision a été prise au cours de la deuxième convention du parti qui s'est tenue à Lisbonne le samedi 1^{er} et le dimanche 2 mars. Une tendance qui souhaitait conserver l'autonomie absolue de l'U.E.D.S. à l'égard des autres formations politiques a été nettement battue, la majorité des délégués se prononçant en faveur du rapprochement avec les « forces du socialisme démocratique » pour « barrer la route à la droite » et « sauvegarder le régime ».

Deux ans et demi après avoir quitté le P.S., M. Lopes Cardoso se prépare donc à renouer le dialogue avec ses anciens amis politiques. Sa tentative d'occuper l'espace situé entre le parti de M. Soares et le P.C.F. s'est d'ailleurs soldée par un échec notable lors des élections législatives du 3 décembre 1979 où

l'U.E.D.S. n'a obtenu que 0,7 % des suffrages exprimés.

L'idée de créer un Front de progrès a été lancée pendant la réunion de la commission nationale du P.S. qui a eu lieu à Porto à la fin du mois de janvier. Trois dirigeants socialistes, MM. Constanço, António Reis et Galvão Teles, ont été chargés de prendre des contacts avec l'U.E.D.S. et aussi avec l'F.S.D.I., organisation constituée par des dissidents du parti social-démocrate de M. Sá Carneiro. Certaines personnalités indépendantes comme Mme Maria Pintasilgo, qui a exercé les fonctions de premier ministre de juillet à décembre 1978, sont également concernées par le projet.

Celui-ci n'a pourtant pas obtenu l'accord du Mouvement de la gauche socialiste (M.G.S.), qui vient d'adhérer au Front d'unité populaire (SUP), dirigé par le commandant Otelo de Carvalho. Cependant, le M.G.S. se déclare ouvert à des conversations avec le P.S., envisageant notamment des désistements en faveur des forces de gauche les mieux placées à l'issue du premier tour des législatives d'octobre.

JOSE REBELO.

Suisse

La séparation complète de l'Eglise et de l'Etat est rejetée par référendum

De notre correspondant

Berne. — Par 1 052 294 « non » contre 381 760 « oui », les citoyens suisses ont rejeté, dimanche 2 mars, une « initiative populaire » réclamant la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Emanant des milieux laïques et de fidèles des Eglises minoritaires, ce projet visait notamment à interdire aux cantons de percevoir des impôts ecclésiastiques. Les considérations financières n'étaient donc pas absentes de cette consultation.

Mais, finalement, la majorité des électeurs ont préféré s'en tenir au statu quo qui laisse aux cantons le soin de définir leurs rapports avec les Eglises.

Alors que les partisans du projet ne représentaient que 21 % des votants dans l'ensemble du pays, ils étaient un peu plus nombreux, respectivement 35 % et 31 % à Genève et à Neuchâtel, les deux seuls cantons à connaître une séparation partielle de l'Eglise et de l'Etat. Même s'ils ont tendance à désertir de plus en plus les

lieux de culte, les Suisses ne semblent guère pressés de se rallier à une laïcité pure conforme à leur mentalité et à leurs traditions. Le débat a cependant ébranlé un intérêt mitigé puisque 34 % seulement des citoyens se sont rendus aux urnes. Ce chiffre correspond à peu près à la proportion des Suisses qui fréquenteraient plus ou moins régulièrement les Eglises catholiques ou protestantes.

Plus nettement encore, le corps électoral s'est prononcé par 88 % de « oui » contre 14 % de « non » en faveur d'un nouvel article constitutionnel sur l'approvisionnement du pays en temps de crise. Ainsi le gouvernement disposera dorénavant de moyens d'intervention renforcés pour affronter des circonstances exceptionnelles comme celles de la crise pétrolière de 1973.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Union soviétique

M. Sakharov souhaite émigrer s'il ne peut rentrer à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Avant de retourner à Gorki auprès de son mari, l'académicien Sakharov, Mme Elena Bonner a déclaré, samedi 1^{er} mars à Moscou, que les autorités soviétiques devraient, soit le laisser rentrer dans la capitale, soit leur permettre d'émigrer en Occident. C'est la première fois que M. et Mme Sakharov envisagent ainsi publiquement de quitter l'U.R.S.S. Jusqu'à maintenant, ils avaient toujours souhaité pouvoir rester dans leur pays, bien qu'une partie de leur famille vive déjà aux Etats-Unis. La belle-mère de M. Sakharov, Mme Ruth Bonner, vient de recevoir un visa de sortie, tandis que sa belle-fille, Lisa, attend toujours le sien.

En 1978, l'académicien n'avait pas été autorisé à sortir d'Union soviétique pour se rendre à Oslo recevoir son prix Nobel de la paix. Sa femme, qui a pu d'ailleurs aller plusieurs fois en Italie, avait fait le voyage et avait lu le discours que M. Sakharov avait préparé pour la cérémonie. Les autorités avaient expliqué leur refus par le fait que le physicien, qui passe — dans une large mesure à tort — pour le « père de la bombe H soviétique », était détenteur de secrets militaires et scientifiques.

Cet argument est-il toujours valable ? Il y a bien longtemps que M. Sakharov ne travaille plus, ni de près, ni de loin, pour la défense nationale, et les autorités pourraient être amenées à penser qu'il serait moins gênant

en liberté en Occident que relégué à Gorki.

Les manifestations de solidarité se poursuivent en tout cas. Finiciens, personnalités soviétiques viennent d'adresser une lettre ouverte au secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, pour lui demander de faire cesser les poursuites contre M. Sakharov et de poser la question de son sort à la prochaine Assemblée générale de l'ONU.

Cette lettre est signée par M. Boris Altschuler, un physicien digne de M. Sakharov, par les écrivains Georges Vladimov et Léon Kopelov, le philosophe Georges Pomerantz, l'avocat Rodion Kalitstov et par des scientifiques qui, pour des raisons de sécurité, tiennent à conserver l'anonymat.

On pense généralement à Moscou que le congrès de l'Académie des sciences, dont les travaux commencent mardi à Moscou, n'aura pas à se prononcer sur l'émigration de M. Sakharov. En effet, sur les cartons d'invitation distribués depuis quelques jours, dans le point de vue du jour, on a été récemment barré. Le premier concerne les « questions d'organisation », rubrique qui cache généralement les problèmes de membres et correspondants étrangers : étant donné l'ampleur du boycottage décidé en Occident, les autorités soviétiques ne veulent pas courir le risque d'essuyer des refus. — D. V.

Yougoslavie

L'état de santé du président Tito a empiré

De notre correspondant

Le bulletin de santé quotidien publié lundi 3 mars en fin de matinée indique que l'état du président Tito « reste grave » et que « les mesures de traitement intensif se poursuivent ».

Belgrade. — Les derniers bulletins de santé du président Tito, la semaine passée, paraissaient s'optimiser. Vendredi, le texte affirmait que la situation « n'était pas plus grave » que jeudi, samedi, il était dit qu'elle « n'était pas meilleure » que vendredi. L'ambiguïté a été levée avec le bulletin du dimanche 3 mars. Ce communiqué indiquait que l'état de santé du président avait « empiré » au cours de la nuit précédente et qu'en particulier son cœur continuait à faiblir. La lente agonie du malade, dont on sentait les poumons et le cœur sont atteints, continue donc inexorablement. Selon les sources médicales, le président, qui a considérablement maigri, ne reprendrait conscience que par moments. Il souffrirait de vives douleurs, que les médecins combattent avec prudence, car ils craignent les conséquences sur le cœur du malade, de l'utilisation de fortes doses de calmants.

La règle du silence absolu des milieux officiels sur ce qui se passe, appliquée dès le premier jour, est encore en vigueur.

Cependant, la vie quotidienne continue comme si de rien n'était. Seules la radio et la télévision ont modifié partiellement leurs programmes en supprimant des émissions humoristiques de musique légère, et en les remplaçant par des chants de partisans, de la musique

populaires ou des films sur la guerre de libération nationale.

Le public ignore également tout sur les préparatifs des obsèques. Rien n'a encore filtré sur les moyens et les conditions de transport de la dépouille mortelle du président à Belgrade, et un se refuse avec obstination à confirmer ou infirmer les informations selon lesquelles elle sera déposée dans la grande salle du Musée du 25-Mai, où d'importants travaux ont été effectués en hâte et dont l'approche est interdite par la police.

Ce lundi 3 mars, il y a exactement deux mois que la première information sur la maladie du président Tito et son admission au centre clinique de Ljubljana a été publiée. Cette période a été marquée dans un premier temps par l'inquiétude des insuccès de l'opération des vaisseaux sanguins, dans la nuit du 12 au 13 janvier, puis l'impasse de la jambe gauche le 20 janvier ; cependant, le malade ayant très bien supporté cette seconde intervention chirurgicale, les médecins n'avaient pas dissimulé leur optimisme.

Le 8 février, les auraient même envisagé le transfert du président au château de Brdo, près de Ljubljana, qui dispose d'un centre sanitaire moderne et où ils se préparaient de poursuivre le traitement. Or, comme le 8 février était un vendredi, le président lui-même aurait suggéré l'ajournement du transfert au lundi 11 février. C'est précisément entre ces deux dates que son état de santé s'est subitement détérioré.

PAUL YANKOVITCH.

DIPLOMATIE

Londres est de plus en plus irritée par l'attitude française face aux problèmes internationaux

De notre correspondant

Londres. — Anticipant l'opposition des Français à toute formule de compromis pour régler la « guerre du monton », ainsi que pour arriver à une solution du problème de la contribution britannique au budget communautaire, les milieux officiels espèrent encore que les autres partenaires de la Communauté européenne acceptent les propositions de la commission de Bruxelles.

Néanmoins, à la lumière des dernières déclarations de M. Giscard d'Estaing sur la nécessité d'un accord global portant sur l'ensemble des questions litigieuses, les chances de succès du prochain sommet de Bruxelles apparaissent minces. L'attitude de la France est perçue comme une « dérive à l'extrême », selon la formule employée par M. Thatcher.

Le gouvernement de Londres paraît se résigner à prendre des mesures de représailles soit en interrompant ses paiements à la Communauté, soit en pratiquant une politique d'obstruction. Mais en même temps, le gouvernement, dans son désir maintes fois exprimé de rester dans la Communauté, ne veut pas encourager le fort courant anti-européen qui se développe dans le pays.

De plus, s'ajoutent l'appréhension et l'attitude différentes des deux gouvernements concernant la crise africaine. Tout cela aboutit à une détérioration des relations franco-britanniques dont la mesure apparaît clairement dans un article de M. Frank Giles, rédacteur du *Financial Times*, dont il fut le correspondant d'autant plus de poids qu'il vient d'un journaliste considéré depuis toujours comme l'un des plus équitables en matière de relations franco-britanniques.

Tout en admettant que l'attitude française est « peut-être la bonne », il estime que la France doit « manifester un esprit de contribution... à déjouer ou ignorer toutes initiatives qui ne tiennent pas de Paris, à enlever le caractère d'« agression » d'une fin en soi, tous les degrés de l'anti-américanisme ».

A propos de l'Afghanistan, M. Giles considère qu'il est injuste et excessif de parler d'une attitude « hostile » de la France, car, ajoute-t-il en se référant à la crise de Cuba, « le général savait ce qu'on attendait de lui ». « Il y a quelques choses d'ignobles de la part du ministre des sports français d'écouter son nom pour fuir les Jeux olympiques de Moscou ». De même, il qualifie de « mesquins » l'attitude de la France à l'égard de la proposition de M. Vance d'une rencontre à quatre au début de ce mois.

Quant aux déclarations du président Giscard d'Estaing sur le sujet de la France d'être à la fois fidèle à l'alliance atlantique et de mener une politique indépendante, il pense que « la position réaffirmée de la France de jouer sur les deux tableaux est trépidante, mais n'est pas une surprise ». Néanmoins, il estime que le manque d'unité de l'Occident permet à Moscou de jouer sur les différences de vues et séduire les Russes à séparer l'Europe des Etats-Unis.

Tout en notant le « caractère » des Français approuvant la politique de M. Giscard d'Estaing en Afrique et des pressions politiques qui exercent sur le président, M. Giles écrit que « l'attitude de Giscard déçoit ceux qui avaient espéré en lui pour quelques choses de meilleures ». Il rappelle qu'il y a cinq ans il écrivait lui-même que le président paraît appelé à devenir le leader de l'Europe de demain, « il serait difficile de maintenir ce point de vue aujourd'hui ». — R.F.

La conférence sur le droit de la mer reprend ses travaux à New-York

La neuvième session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer s'ouvre le 3 mars à New-York. Après cinq semaines de discussions, elle reprendra ses travaux pour le reprendre cet été à Genève.

Cette neuvième session va être marquée par un changement important des modes de travail. Pendant les soixante-six semaines des huit premières sessions, les discussions ont eu lieu le plus souvent à huis clos au sein de commissions sous-commissions, comités, groupes constitués par des discussions portant sur des problèmes spécifiques. Aucun vote n'a sanctionné ces discussions, et les sujets de discussion ont été de plus en plus étendus. Il s'est dégagé un consensus qui a permis de considérer que l'accord s'était fait. Au point que les textes officiels, rédigés sous la responsabilité du président de la conférence et des présidents des trois grandes commissions — le dernier en date porte le nom de « Texte de négociations des commissions officielles révisé I ».

En fait, les textes officiels ont servi de textes de référence pour de nombreuses lois nationales et ont donc contribué à créer un droit coutumier radical, contraire au droit maritime traditionnel.

Des désaccords importants subsistent cependant, en particulier sur le régime juridique qui s'appliquera à l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins, que tout le monde reconnaît être « patrimoine commun de l'humanité », et sur la délimitation vers le large du plateau continental.

Le but déclaré est pourtant de conclure la convention globale régissant tout ce qui concerne la mer pendant la neuvième session. Pour y parvenir, un calendrier précis a été fixé dès septembre 1979. L'examen des dernières clauses n'ayant encore été achevé pendant les trois premières semaines de la neuvième session, il s'agit d'arriver à ce qui n'était jusqu'ici qu'un projet. Tous les participants à la conférence prendront part aux débats, et les déclarations ou observations — limitées en principe à quinze minutes — seront consignées dans les documents officiels de la conférence.

Au milieu de la cinquième semaine, le « Texte de négociations des commissions officielles » aura ainsi été révisé pour devenir le « document final de la conférence qui servira de projet de convention ». Ce qui n'empêchera pas, par la suite, la présentation de nouveaux amendements représentant éventuellement des amendements précédemment écartés. Toutes ces déclarations et prises de positions officielles pourraient amener la conférence à trancher par des votes.

Cette nouvelle méthode peut soulever deux sortes de difficultés.

Parlant officiellement, certaines délégations, qui ont fait des concessions officieuses ou qui acceptent sans trop protester le consensus obtenu par compromis, ne seront-elles pas tentées de renouer avec force leurs positions initiales pour recommencer le marchandage, avec l'espoir de n'être plus obligées qu'à des concessions moins importantes ? En outre, quelle chance de ratification auraient des articles votés, certes, à une large majorité, mais inacceptables pour la minorité ? On peut aussi se demander si un calendrier aussi précis peut être tenu, alors que les réunions officielles ou officieuses de la conférence n'ont jamais, depuis 1973, commencé à l'heure fixée. Enfin, la tension internationale actuelle pourrait influencer les travaux de la conférence.

YVONNE REBEYROL.

SALON Océanexpo-Océan-Tropiques
DU 4 AU 8 MARS A BORDEAUX

Le Salon océanexpo-ocean-tropiques, qui aura lieu au palais des expositions de Bordeaux du mardi 4 au samedi 8 mars, est l'occasion de présenter une exposition consacrée aux pays en voie de développement concernés par les problèmes de la mer. Ce Salon sera inauguré par M. Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal.

Cette manifestation permettra aux pays en voie de développement de rencontrer les pays industrialisés et d'exposer leurs problèmes, leurs réalisations, leurs activités et leurs projets, tant en ce qui concerne la mer que les fleuves, les lacs et les lagunes. Une vingtaine de pays du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (A.C.P.), des Etats arabes (dont l'Arabie Saoudite et les émirats), du Sud-Est asiatique, et le Pérou (pour l'Amérique latine) auront leurs stands aux côtés de ceux des pays industrialisés. Chaque groupe d'Etats

Parallèlement, le mercredi 5 mars, le ministère de l'aviation et du cadre de vie organisera une journée sur la prévention et sur la lutte contre les pollutions marines.

Dans le cadre du salon aura lieu également le troisième Symposium international sur la technologie du dragage.

Les communautés européennes présenteront de leur côté, et pour la première fois, tout ce qui a été fait par les « Neuf » dans le domaine de la mer.

Seront également à Bordeaux de nombreux ministères, le Centre français du commerce extérieur, le Commissariat à l'énergie atomique, le Centre national de la recherche scientifique, ainsi que le Centre national pour l'exploitation des océans qui présente l'engin robot autonome « Epeurard » d'exploration sous-marine.

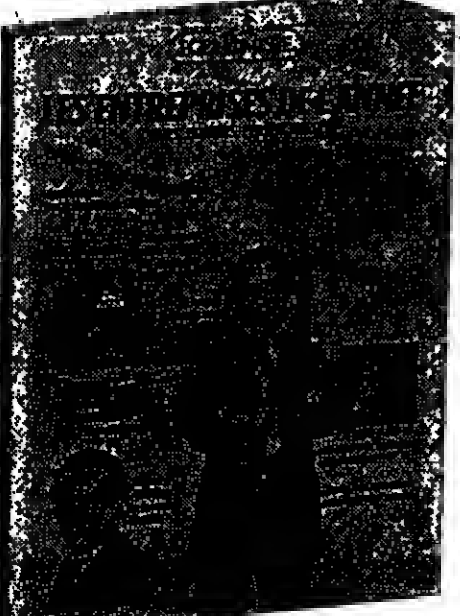
Revivez l'essentiel de 1979 pour aller de l'avant en 1980.

LE NOUVEL ECONOMISTE publie pour la première fois un dossier de référence regroupant une sélection d'articles clés parus en 1979 dans l'édition hebdomadaire sur les entreprises et les hommes dont le rôle sera primordial pour l'économie en 1980.

292 pages - 235 articles

3 parties

- LES ENTREPRISES
16 secteurs étudiés en 135 articles;
- LES HOMMES
les 100 personnalités de l'année;
- L'INDEX alphabétique
des 1500 entreprises citées.



LES ENTREPRISES DE L'ANNEE

En vente chez votre marchand de journaux 45 F.

مكتبة من الأصل

Le comité directeur du P.S. réaffirme son hostilité au présidentielisme et souhaite un « contrat de gouvernement » avec le parti communiste

Le comité directeur du P.S. réuni samedi 1^{er} mars à Paris, a adopté le projet de résolution mis au point par le secrétariat national rappelant les grandes lignes de la stratégie du parti et l'hostilité traditionnelle des socialistes au présidentielisme. Les représentants des courants animés par MM. Michel Rocard et Pierre Mauroy se sont abstenus, ils avaient indiqué qu'ils voteront le projet de résolution à la condition que leur amendement soit accepté.

Cet amendement, qui a été repoussé, demandait que soit écartée l'hypothèse d'une dissolution automatique de l'Assemblée nationale en cas de victoire du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981.

La résolution adoptée par le comité directeur résume, tout compromis avec la droite, et affirme qu'il n'est pas question de transiger avec la règle du « désistement républicain ». Le texte indique que le P.S. proposera, au cas

de victoire, un « contrat de gouvernement » à toutes les forces de gauche. Il fait allusion à 1936 pour préciser qu'elles seraient les conditions d'un gouvernement homogène en cas de refus du P.C.F. de « prendre ses responsabilités ».

A l'égard des communistes, M. Jean Poperen a suggéré que la conclusion d'un « contrat démocratique » soit le préalable à tout nouvel accord afin que soit garanti le respect du plu-

ralisme et de l'indépendance à l'égard des blocs.

Dimanche, quelque trois cents responsables nationaux et fédéraux du courant favorable à M. Mitterrand se sont réunis en assemblée générale à Paris, en l'absence de leur chef de file. Ils se sont dotés d'un « collectif national » et se sont assigné pour objectif de créer les conditions d'une candidature de M. Mitterrand à l'élection présidentielle. — J.-M. C.

La réunion du comité directeur du P.S. a été précédée d'une réunion du secrétariat national au cours de laquelle la résolution présentée par la majorité a été mise au point. Le comité directeur a été ouvert samedi après-midi par l'intervention de M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national, qui a présenté le rapport d'activité du parti.

M. Jospin a d'abord évoqué la politique extérieure de M. Chirac d'« Estuaire », « plus opportuniste qu'opportuniste », qui « finira par pencher là où penche la logique des choses et de la droite française, vers l'atlantisme ». Le secrétaire national chargé des relations internationales a ajouté : « A cet alignement sur les Etats-Unis répond l'alignement sur l'U.R.S.S., auquel se tère la direction du P.C.F. avec la vigueur de qui retrouve une de ses identités les plus chères. »

Après avoir noté que le « soutien » du P.C.F. à la politique du gouvernement soviétique « ne concerne pas que la politique extérieure », M. Jospin a examiné « les difficultés des rapports de force au second tour, surtout lorsque le candidat de la gauche est communiste ». Ces difficultés sont réelles et nous devons lutter contre, a-t-il précisé, mais elles sont dans la logique de l'attitude du P.C.

« Un numéro deux » du parti socialiste a souligné que « face aux forces qui cherchent à le déporter du terrain politique qu'il a choisi, le P.S. résiste et la direction se conforme au mandat reçu des militants au congrès de Metz ».

Puis il a critiqué les déclarations de M. Edgar Pisani et celles de M. Didier Motchane. Le premier avait indiqué que, si le candidat communiste arrivait en tête au premier tour du scrutin de 1981, il irait « pêcher à la ligne » ; le second, l'un des animateurs du CERES, avait vivement dénoncé les déclarations de M. Mitterrand à l'Assemblée nationale, selon lesquelles le P.S. pourrait gouverner seul en cas de victoire.

Critiquant également la façon dont M. Michel Rocard avait envisagé la perspective d'un gouvernement homogène, le rapporteur de M. Jospin indiquait : « Deux attitudes paraissent également absurdes. La première consiste à dire : nous voulons l'union des travailleurs et des citoyens de leurs souffrances mais nous avons décidé a priori de gouverner seuls

et seulement seuls. La deuxième affirme que, en cas de victoire de la gauche, si le P.C. refuse de prendre ses responsabilités de gouvernement, eh bien, nous renoncions chez nous, baissant la démocratie et laissant le pouvoir à la droite minoritaire devant les travailleurs ébahis. La première position, outre qu'elle n'est pas conforme à notre orientation politique, nous rend impuissants, car elle nous ferme la porte d'une victoire électorale. La seconde nous rend impuissants autrement, en donnant à la droite la porte du pouvoir au P.C. Ne comptez pas sur nous ni pour l'un ni pour l'autre absurdité ».

Afin de tenir compte de la réunion, le texte du secrétariat national et de l'accord conclu avec le CERES, M. Jospin a, dans la version finale de son rapport, ôté le mot « absurde ».

Dès l'entrée en séance, les amis de M. Pierre Mauroy ont déposé un texte, dont ils se sont inspirés au cours de leurs interventions. Le document, proche de la ligne d'opinion de M. Jean Le Garrec, que nous avons publiée dans nos éditions datées 2-3 mars, évoque la détérioration de la situation de l'ensemble des travailleurs, les perspectives internationales et la « crédibilité » du P.S. dans le pays. En matière internationale, les amis de M. Mauroy insistent sur la dimension européenne et sur la nécessité de développer à cet égard une stratégie socialiste par rapport au tiers-monde.

La République. Mais l'opération candidature engagée par Michel Rocard depuis mars 1978 porte atteinte non seulement à l'unité, mais aussi à l'identité du parti socialiste. (...) L'idée du gouvernement socialiste homogène telle qu'elle est présentée par l'un des responsables du P.S. est dépourvue de toute perspective. Plus, elle peut déboucher sur une dérive droiteuse.

Rocard) : le deuxième, relatif au texte proposé par le secrétariat national, a été adopté par 74 voix contre 2 (MM. Alain Karoui, pro-M. Mauroy et Arbutnot, pro-M. Rocard) et 38 abstentions (rou-

La résolution adoptée

La résolution adoptée par le comité directeur résume une analyse de « l'aggravation de la crise » et du regain de tension dans le monde et utilise par la droite pour détourner les préoccupations des Français. Afin de « faire reculer cette droite sans cesse plus arrogante », les fédérations et les militants sont appelés à populariser le « projet socialiste ».

Le texte examine ensuite la situation créée « par la politique destructrice » des dirigeants du P.C.F. et rappelle que « les changements nécessaires appellent le plus large rassemblement populaire autour du P.S. ».

Le texte précise : « Il ne saurait y avoir de compromis avec la droite. Le désistement républicain est une règle avec laquelle il n'est pas question de transiger. »

La résolution évoque également la question du gouvernement de la France en cas de victoire d'un socialiste au scrutin de 1981. Il est précisé :

« 1) Il est exclu que les socialistes puissent gouverner avec la droite. Un président socialiste, rejetant le présidentielisme que nous n'avons cessé de condamner, ne pourra faire les propositions nécessaires de transformation de la société française sans dissoudre l'Assemblée nationale, en vue d'obtenir au Parlement comme dans le pays l'appui majoritaire nécessaire à la mise en œuvre de cette transformation. Il appartiendra alors au peuple de se prononcer. »

2) S'il y a une majorité de gauche, et dans le contexte nouveau qui aura résulté de la victoire du parti socialiste, comme il y est prêt à tout moment, un contrat de gouvernement à toutes les forces de gauche. Plus large sera l'union, plus assurée sera l'entreprise.

3) Toujours dans le cas d'une majorité de gauche, si comme en 1936 la direction du P.C.F. refusait de prendre ses responsabilités, le P.S. prendra la sienne. Il refusera de dire aux travailleurs : « Nous pourrions transformer les choses, mais rentrez chez vous, nous ne voulons pas gouverner. »

« Le projet socialiste pour les années 80 clarifie les données du

combat. Il entend poursuivre son action, vers la rupture avec le capitalisme. Il réclame la démocratie politique dite de consensus dont le véritable ressort est la manipulation de l'opinion. Il rejette la pratique institutionnelle actuelle, et propose un réajustement du pouvoir au profit du législatif. Il développe les grandes réformes prévues : nationalisations, planification démocratique, décentralisation, politique économique de redressement dans la recherche du plein emploi, mesures contre les inégalités, nouveaux droits pour les travailleurs et les citoyens, extension des espaces de liberté, bref l'ensemble des choix conformes au projet socialiste dans la perspective de l'autogestion, qui ne saurait être rendue en cause. Il propose de faire, dans la page le creuset de la libération de l'homme et de la femme. Il incarne la volonté de briser l'engrenage de la guerre froide. Il affirme l'urgence autogestionnaire de lutte, de conquête du pouvoir, de transformation de la société, d'indépendance nationale, de recherche de la sécurité, de désarmement et de paix. »

Enfin M. Didier Motchane, l'un des animateurs du CERES, a critiqué le rapport présenté par M. Jospin au motif que ce texte met l'accent sur l'alignement du P.C.F. sur l'U.R.S.S. alors que, selon lui, cet alignement n'est que la conséquence de choix de politique intérieure. M. Motchane a également contesté le paragraphe du texte de la majorité consacré à l'« inspiration républicaine » de la dissolution automatique de l'Assemblée nationale. Il estime en effet qu'une victoire d'un candidat socialiste signifierait qu'il y a une majorité de gauche dans le pays. Dans ce cas, a-t-il dit, il n'est pas possible de préjuger de la direction du P.C.

L'amendement proposé par M. de la Fournière, qui a été repoussé, proposait de remplacer le paragraphe consacré à la dissolution de l'Assemblée nationale par des dispositions suivantes : « Un président socialiste, investi de l'autorité du suffrage universel, fera soumettre au Parlement par son gouvernement les grands projets de réforme que sa campagne aura popularisés. Au cas où l'Assemblée nationale s'opposerait à ces projets, refusant ainsi de prendre acte de la volonté populaire, la dissolution s'imposerait. »

● M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré samedi 1^{er} mars au P.C.F. à Vélizy (Hauts-de-Seine) que « la situation qui est en train de se créer (au sein du parti socialiste) avec cette course à la candidature résumée de l'insure de François Mitterrand et de l'impasse dans laquelle son orientation a enfoncé le P.S. ».

« Un numéro deux » du parti socialiste a souligné que « face aux forces qui cherchent à le déporter du terrain politique qu'il a choisi, le P.S. résiste et la direction se conforme au mandat reçu des militants au congrès de Metz ».

Puis il a critiqué les déclarations de M. Edgar Pisani et celles de M. Didier Motchane. Le premier avait indiqué que, si le candidat communiste arrivait en tête au premier tour du scrutin de 1981, il irait « pêcher à la ligne » ; le second, l'un des animateurs du CERES, avait vivement dénoncé les déclarations de M. Mitterrand à l'Assemblée nationale, selon lesquelles le P.S. pourrait gouverner seul en cas de victoire.

Critiquant également la façon dont M. Michel Rocard avait envisagé la perspective d'un gouvernement homogène, le rapporteur de M. Jospin indiquait : « Deux attitudes paraissent également absurdes. La première consiste à dire : nous voulons l'union des travailleurs et des citoyens de leurs souffrances mais nous avons décidé a priori de gouverner seuls

Un contrat présidentiel

En ce qui concerne la « crédibilité » du P.S., le texte du rapport du P.C. de la direction du P.C.F. affirme : « Il n'est pas possible de retrouver à court terme les conditions de développement que le P.C. a rassemblées à celles de 1972 (...). Les socialistes doivent avoir le courage et la lucidité de reconnaître que le P.C., en septembre 1977, a mis fin à une période de développement d'un accord politique engageant une volonté de gouverner en tant qu'égalité de droits et de devoirs pour la mise en place d'un programme qui nous était commun. (...) »

« Notre démarche doit donc être pleinement autonome, et notre programme s'affirmer dans son originalité. Cela passe nécessairement par l'établissement d'un contrat présidentiel qui marque

La réunion du comité directeur s'est achevée par trois scrutins : le premier concerne l'amendement de M. de la Fournière, repoussé par 72 voix contre 38 (contre 39 pour M. Rocard et

Un débat de politique-fiction

Loin d'être apaisée, l'onde de choc provoquée par l'intervention télévisée de M. Michel Rocard, lundi 25 février à l'Antenne 2, a eu des effets inattendus sur la réunion, samedi 1^{er} mars, du comité directeur. Si la rivalité entre le député des Yvelines et celui de la Nièvre a pesé sur le contenu des débats, il n'y a pas d'affrontement entre les deux hommes (aucun n'a pris la parole), pas plus qu'il n'y eut d'écœurement d'un débat qui fut « de routine », selon l'expression du premier secrétaire du P.S. Il est vrai que tout avait été dit le veille et l'avant-veille par M. Mitterrand au micro de R.M.C. et par M. Lionel Jospin dans le *Matin* (la *Monde* des 28 février et 1^{er} mars). Il est vrai également que les problèmes de fond, furent érudits au point qu'une question de « politique-fiction », comme l'a relevé M. Fabrice, a dominé les travaux du parlement ou parti : celle de savoir dans quelles conditions il faudrait dissoudre l'Assemblée nationale au lendemain d'une victoire du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Chacune des parties en présence s'est montrée soucieuse d'éviter une bataille frontale. Personne ne souhaite prendre le risque de passer pour celui qui divise le parti. Chacun semble également conscient des risques que comporte, pour le candidat qui qu'il soit, une situation de déclinisme. La prudence a donc été de règle.

Dès lundi 25 février à l'Antenne 2, M. Rocard avait indiqué qu'il recherchait une désignation « sans heurt » et qu'il privilégiait l'élaboration d'un consensus au sein du parti. De plus, il a placé le problème de la candidature sur le seul terrain de la compétitivité et de l'efficacité : se désignant comme le meilleur candidat socialiste (il est vrai que les sondages abondent dans ce sens), il lui fut évité, dans le parti, de trop se distinguer de M. Mitterrand, tout en mettant en avant, dans l'opinion, ses propres options.

Soulignant sa volonté « de ne pas

déclencher des conflits inutiles », il a, samedi, bien accueilli la proposition de dissolution du secrétariat national, destinée pourtant à lui répondre sur trois points : le présidentielisme des institutions, qu'il lui est reproché d'avoir, la dissolution que la majorité veut automatique, et l'autogestion, objectif qu'il a paru minimiser lors de l'émission « Cartes sur table ».

Pour cette dernière question, M. Rocard devrait être conduit à préciser sa pensée. Indiquant qu'il incarnait, dans le pays, le courant autogestionnaire, il attribua à l'expression qu'il a utilisée — un « socialisme de responsabilité » — une valeur pédagogique. Quant au présidentielisme, s'il met l'accent sur la nécessité de s'appuyer sur la « logique des institutions » pour vaincre, il ne conteste pas que l'exercice actuel du pouvoir rende nécessaire un réajustement en faveur du Parlement. En tout état de cause, ses amis plaident que les positions qu'il a défendues au cours de cette bataille sont conformes à celles de M. Mitterrand pendant la campagne pour la scrutin de 1974.

Si M. Rocard ne s'est distingué de la majorité que sur la question de la dissolution, force est de reconnaître que cette majorité lui a, quelque peu facilité la tâche. Certes, les principaux éléments de la contre-offensive de la direction figurent dans la résolution adoptée par le comité directeur. Mais cette contre-offensive s'est surtout déroulée dans la presse, et le texte rédigé par le secrétariat national n'était pas susceptible de provoquer un véritable affrontement.

La question de la candidature, quasi absente des débats du comité directeur (rare ont été ceux qui, tel M. Louis Mermaz, l'ont abordé sans ambiguës), a été au centre des discussions de l'Assemblée générale du courant favorable à M. Mitterrand. Un texte approuvé à la candidature du premier secrétaire, proposé par M. Georges Fillioud et Louis Mermaz, n'a pas été retenu au motif qu'il semblait accuser que la majorité du parti doit avoir son candidat et que ce candidat ne peut être que M. Mitterrand.

La résolution adoptée par le comité directeur résume, tout compromis avec la droite, et affirme qu'il n'est pas question de transiger avec la règle du « désistement républicain ». Le texte indique que le P.S. proposera, au cas

Toutefois, même si cet argument n'a pas été utilisé explicitement, certains membres éminents de ce courant s'inquiètent des conséquences d'une désignation tardive du candidat. M. Mitterrand ne souhaitant pas se prononcer avant le fin de l'année, ils estiment que M. Rocard peut profiter de « vide » ainsi créé. Ils concluent « le nécessaire pour l'un des deux d'occuper le terrain d'ici le 1^{er} mars ou créer une situation telle que le recours au premier secrétaire s'impose à nouveau. »

Mais sur cette question, un clivage existe : ceux qui, fidèles à M. Mitterrand depuis la Convention des institutions républicaines, ont été écartés de la direction au congrès de Metz, reprochent à certains représentants de la génération qui a pris la relève d'être par trop préoccupés de leur propre avenir. Il est vrai que les premiers ambitionnent peut-être de retrouver un rôle important à la faveur d'une nouvelle campagne présidentielle du premier secrétaire.

Le seul fait nouveau de ces deux journées a finalement été l'attitude de M. Pierre Mauroy. Alors que la direction reprend en son compte l'un des principaux éléments de la motion qu'il avait soutenue à Metz, la notion d'un « contrat de gouvernement » avec le P.C., le maire de Lille a affirmé qu'elle se refuse à recréer les conditions d'un rassemblement de ce type. Les conséquences de ce refus. Le moment venu, nous verrons à quel point le candidat qui rassemble et qui est le plus porteur d'espérance soit celui du parti », a-t-il affirmé. Cette phrase est interprétée comme une volonté de se situer désormais sans hésitation dans l'actuelle minorité du parti, une fois dressé le constat d'échec de ses tentatives de rassemblement. La prochaine convention nationale, consacrée aux questions internationales, d'aurait bien aimé d'apprécier s'il en est bien ainsi.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

LE MOUVEMENT ROYALISTE FRANÇAIS A TENU SON PREMIER « CARREFOUR »

Près de quatre cents personnes ont participé samedi 1^{er} mars à Paris, au « carrefour royaliste » organisé, pour la première fois, par la fédération de la région parisienne du Mouvement royaliste français (M.R.F.), constitué en octobre 1979 par plusieurs associations régionales afin de rassembler les différents courants royalistes soutenant l'action politique du comte de Paris.

Les débats ont été animés notamment par MM. Jean-François Chippaux, historien, vice-président du Front national (extrême droite), Luc de Goussine, écrivain, Marcel Jullian, éditeur, ancien président-directeur général d'Antenne 2, Philippe Legrand, président de la fédération de Bretagne et Vendée du M.R.F., et Georges Serres, professeur de philosophie.

Après le terme de cette réunion, M. Fabrice O'Driscoll, président de la fédération parisienne du M.R.F., a notamment déclaré : « Nous avons tenu notre parti au-delà même de nos espérances. Le nombre et la moyenne d'âge (trente-cinq ans environ) des participants à ce premier carrefour royaliste constituent une confirmation et une approbation de la justice des choix politiques et stratégiques du Mouvement royaliste français. Des royalistes de tous les horizons — certains sont au parti socialiste, dans des mouvements régionalistes ou écologistes — se sont rencontrés et ont débattu librement, par-delà les vieilles rancunes nées des échecs du passé. Marcel Jullian a bien résumé notre pensée, au cours de cette journée, en disant que « pour le royalisme français, l'histoire s'achève, il n'y a plus trop long. »

★ Mouvement royaliste français, B.P. 347-16, 93166 Paris Cedex 16.

Réunis en assemblée générale LES AMIS DE LA TERRE ONT REPORTÉ AU MOIS DE MAI LA DÉFINITION DE LEUR STRATÉGIE POLITIQUE

Le Réseau des Amis de la Terre (RAT) a tenu une assemblée générale extraordinaire à Paris, les samedi 1^{er} et dimanche 2 mars, pour préciser son orientation politique, ainsi qu'il avait décidé de la faire lors de sa précédente assemblée, au mois de novembre dernier, à Marseille. Le RAT conçoit cette démarche en trois temps : il s'agit de définir son « identité », son « projet » et sa « stratégie ».

Le « projet », qui a été adopté au cours du week-end, traite successivement des relations sociales, qui ne doivent pas être déterminées par les seules exigences de la production ; des relations entre les pays industrialisés et le tiers-monde ; des institutions, enfin, le RAT se prononçant « pour l'état minimum ». En revanche, les parties « identité » et « stratégie » de ce qui doit devenir le manifeste des Amis de la Terre vont donner lieu à de nouvelles discussions au sein des groupes. Elles devront être adoptées le 1^{er} mai, à Lyon, avant que s'ouvrent les assises écologistes qui réuniront le RAT, le Mouvement d'écologie politique (MEP) et les écologistes qui ne se reconnaissent dans aucune de ces deux structures.

L'objet des assises de Lyon sera de fixer l'attitude des écologistes en vue de l'élection présidentielle de 1981. Les Amis de la Terre ont consacré une demi-journée à cette question, mais ils ont décidé de ne pas rendre publics leurs débats, ni leurs éventuelles décisions, avant la réunion de Lyon. — P. J.



DIRECTEUR FINANCIER

Maroc

Mécanisme Industrielle — Casablanca — Une toute jeune société vient de se monter au Maroc sur un marché très porteur. Elle s'est dotée d'un matériel moderne pour l'usinage du bois, a réalisé 10 millions de francs de chiffre d'affaires dès la première année et compte déjà 60 personnes environ. Les investisseurs qui ont créé cette affaire recherchent, pour conduire le développement important auquel elle est promise, un Directeur Financier. Présant au départ l'animation d'une petite équipe, cet homme, responsable de la comptabilité, de l'administration des ventes, de la finance et du contrôle de gestion, doit assumer rapidement, sous la supervision du Président, la Direction Générale de l'entreprise. Le poste s'adresse à un cadre de nationalité française, qualifié pour faire face aux problèmes de gestion et de finances d'une petite entreprise industrielle, et pouvant prouver, à travers sa formation et son expérience, son aptitude à évoluer vers des responsabilités plus larges. Le poste est à pourvoir à Casablanca, avec des conditions matérielles très avantageuses pour un candidat de valeur. Écrire à G. MASSON à Nantes. R.E.F. A/1050M

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Ouest

Ingénierie — Une entreprise française d'ingénierie (300 personnes, chiffre d'affaires supérieur à 200 millions de francs), filiale d'une multinationale, recherche son Directeur Administratif et Financier. Dépendant du Directeur Général, il aura la responsabilité de l'ensemble des services administratifs et comptables et de l'information (en tout une quinzaine de personnes). Il assurera en outre le rôle de « Contrôleur » de la société et sera à ce titre l'interlocuteur du responsable financier du groupe. Ce poste, basé dans une grande ville universitaire de l'Ouest, nécessite un homme âgé de 30 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur (si possible HEC, ESSEC, ESCP), parlant anglais couramment et ayant acquis une expérience en cabinet d'audit anglo-saxon. La rémunération de départ sera fonction des compétences acquises. Écrire à G. MASSON à Nantes. R.E.F. A/1051M

CONTROLEUR ADJOINT

150.000 F

Bourgogne — La filiale française (chiffre d'affaires 200 millions de francs, 650 personnes) d'un important groupe international, leader sur son marché de biens d'équipements mécaniques lourds et réalisant les 2/3 de son chiffre d'affaires à l'exportation, recherche l'Adjoint de son Directeur Administratif et Financier. Basé dans une agréable ville de Bourgogne, il sera responsable des comptabilités générale et analytique, de l'estimation des coûts par produit et animera une vingtaine de personnes. Ce poste s'adresse à un diplômé d'une Grande École de gestion (HEC, ESSEC, ESCP...) titulaire du DECS, âgé d'au moins 30 ans et connaissant la comptabilité anglo-saxonne. Il aura acquis au cours d'une expérience professionnelle de 5-6 ans minimum, une solide pratique des comptabilités analytique et générale dans une entreprise industrielle, de préférence multinationale. Il aura en l'habitude de travailler avec l'outil informatique et maîtrisera bien la langue anglaise. Une expérience d'audit serait un atout supplémentaire. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu et pourra atteindre 150.000 francs. Écrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. R.E.F. A/3521M

CHEF DE PRODUIT

120.000 F

Savoie — Une importante société, fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation, filiale d'un groupe à forte implantation nationale et internationale, recherche pour son siège social localisé en Savoie, un Chef de Produit. Dans le cadre de la structure participative de la Direction Marketing et en étroite collaboration avec le chef de groupe, il se verra confier la gestion complète de produits existants, ainsi que le lancement et le développement de produits nouveaux. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 27 ans, diplômé d'une grande école commerciale, et possédant une expérience professionnelle de 4/5 ans acquise dans un service études et/ou comme assistant chef de produit dans une entreprise réputée pour son marketing et commercialisant des produits de grande consommation. Des connaissances de la langue anglaise constitueraient un atout supplémentaire de réussite. La rémunération, liée à l'acquis professionnel du candidat retenu, sera de l'ordre de 120.000 francs. Écrire à M. LE COUFFE à Villeurbanne. R.E.F. A/3520M

COORDINATEUR GESTION ET INFORMATIQUE

120.000 F

Ouest — Un important groupe industriel français recherche, pour son siège social basé dans une ville universitaire de l'Ouest, le coordinateur de ses applications informatiques. Directement rattaché au Responsable du Département Systèmes d'Informations, il sera chargé d'assurer la liaison entre l'informatique et les services utilisateurs. Intervenant en position fonctionnelle auprès des différents secteurs de l'entreprise (Production, Commercial, Personnel, Finance...), il aura pour tâches principales le recensement et la planification des besoins, l'étude des systèmes de gestion, la formalisation des procédures, la conception et la réalisation de modules, ainsi que l'information ou la formation des différents services aux méthodes modernes de traitement. Ce poste, nouvellement créé, et impliquant une certaine mobilité, doit motiver un spécialiste des problèmes d'entreprise, pluridisciplinaire, âgé de 28 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur (ou équivalent), et pouvant justifier d'une expérience étendue, acquise de préférence en milieu industriel ou en Cabinet Conseil, à ce niveau de responsabilité. La fonction requiert conviction, initiative, organisation, goût des contacts et esprit de synthèse. Une grande rigueur et de bonnes connaissances en informatique (notamment en traitement de bases de données) sont nécessaires pour une parfaite réussite à ce poste. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée. La rémunération annuelle de départ pourra être supérieure à 120.000 francs si la valeur et l'expérience du candidat le justifient. Écrire à G. MINS à Nantes. R.E.F. A/1049M

INGÉNIEURS BATIMENT

Rhône-Alpes

Un important organisme de contrôle technique recherche, pour sa division « Contrôles de Construction », deux Ingénieurs Bâtiment. Les fonctions à remplir consistent à assurer le contrôle technique de constructions, depuis le stade de la conception jusqu'à la réalisation complète. Ces postes ne peuvent convenir qu'à des ingénieurs diplômés (IUT, ECL... option génie civil), âgés au minimum d'une trentaine d'années, et possédant au moins 6 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du bâtiment et/ou du génie civil. Un des postes sera basé à Lyon, l'autre soit dans une ville des Alpes, soit éventuellement à Dijon. De brefs mais fréquents déplacements sont à prévoir dans les départements environnants. Compte tenu du développement rapide de l'activité concernée, des possibilités de promotion sont ouvertes pour des éléments de valeur. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel des candidats. Écrire à M. FOBY à Villeurbanne. R.E.F. A/3522M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adressez C.F. en rappelant la référence à :
PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

1, rue Duquesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82

78, boulevard du 11-Novembre, 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 983-80-63

Amsterdam - Bruxelles - Coppenhague - Copenhague - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes
Paris - Stockholm - Strasbourg - Vienne - Zurich

POLITIQUE

POINT DE VUE

De l'État-nation à la fédération des cultures

par GUY HÉRAUD (*)

Il m'est difficile de laisser passer sans réagir ces quelques semaines déformantes du Point de vue de Michel Debré « Pour l'État-nation » (le Monde du 20 février).

Que l'auteur, dans un vaste amalgame, s'en prenne, pêle-mêle, aux corrupteurs de la jeunesse, aux inciviles, aux égoïstes, aux profiteurs de l'État-providence, aux défenseurs des minorités ethniques, aux partisans d'une fédération européenne, aux sceptiques de la force de frappe nationale, cela dénote plus de passion que de calme raisonnement et n'apprend rien de nouveau sur une « étatolatrie » bien connue. Qu'il traite d'« agitateurs » à la « philosophie brève, marquée par l'intolérance la plus effrénée » les défenseurs des minorités ethniques et linguistiques, et leur inflige l'insulte de « racistes », voilà qui attise l'obscureté serine dont votre journal se fait un devoir et un honneur. Comment un défenseur des libertés civiles peut-il brandir avec autant de violence et d'injustice l'arme du terrorisme intellectuel ?

Car enfin, il faudrait s'entendre. Quel partisan des « ethnies » a-t-il jamais attribué à ce mot une dénotation raciale ? Le terme est apparu à l'époque contemporaine dans le livre de François Fontan, *Ethnisme*, vers un nationalisme humanitaire (1). L'auteur, prématurément disparu en décembre 1979, avait fait de la prison pour la cause algérienne du temps où M. Debré menaçait de ces foudres les adversaires de l'Algérie française. Dans cet ouvrage, qui est le premier essai de traitement scientifique de la question nationale, on trouve une condamnation systématique de toute forme de domination et d'oppression : nationale, sociale, économique, familiale, sexuelle.

Ensuite sort l'*Ethnie française* d'Euro (2), du Welfen Charles Bonnet. Celui-ci plaide pour la prise de conscience par-delà les frontières des États et fonde la première Association de l'ethnie française, initiative dont procèdent les organisations proliférantes de l'actuelle « francophonie ».

Georges Pompidou est, en un sens, un disciple de l'école ethnique ; de même Charles de Gaulle avec son fameux « Vive le Québec libre ! », cependant que les Canadiens anglais s'en prennent aux « théories ethniques » avec la même virulence sommaire que l'auteur du Point de vue. Faut-il donc compter M. Debré parmi les adversaires du Québec libre et du Canton du Jura ? Sinon, ne voit-il pas que sa haine de l'« ethnisme » l'entraîne malgré lui contre la francité ? Et si, malgré tout, ce que j'ignore, il soutient les Acadiens, Wallons et Juraistes, comment peut-il vitupérer contre les Basques, Bretons, Corses, Occitans, dont les motivations et les aspirations, dont la philosophie — pas, et « hélas » que ce soit — est exactement la même que celle qui sous-tend le combat des francs non français de la francité ?

« Je mets M. Debré au défi... »

Mon livre, *L'Europe des ethnies*, est paru en 1963 (3) ; je mets Michel Debré au défi d'y trouver ce « racisme » qui le bouleverse. Je le mets également au défi d'élever une autre philosophie que l'ethnique, capable d'interpréter les rapports de force entre nations, d'expliquer et de concilier les luttes combales de la désintégration. Comme je l'ai très nettement montré, l'ethnie ne se définit pas par la race, mais par la langue. J'aurais pu intituler le livre : *L'Europe des cultures sans en changer un iota*. Faut-il regretter d'avoir choisi un mot plutôt qu'un autre ? Face à des « lecteurs » étihiastes, a priori hostiles, hélas oui !

On se référera aussi à Pierre Mauget (auquel le présent Point de vue doit son titre) : *Contre l'État-nation* (4). Ce livre exprime une philosophie libérale, celle-là même qui a permis l'indépendance des Balkans, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'Irlande, et qui, depuis la décolonisation, fait l'unité de la conscience universelle. M. Debré voudrait-il s'en retrancher ? Certes, la décolonisation est imparfaite ; en partie parce qu'elle ignore le fédéralisme continental, en partie parce qu'elle ignore le fédéralisme interne, en partie parce qu'elle se moule dans des cadres territoriaux ethniquement disparates, hérités de la colonisation. C'est en refusant le principe ethnique qu'on a laissé assassiner l'Arménie et le Biafra, napolitiser les Moltes Indochine et qu'on continue de priver les Basques et les Kurdes d'une patrie. Cette patrie même à laquelle on tient si fort quand l'agit le sol !

Car c'est bien dans son grand amour de la nation française (ou plutôt de son État) que Michel Debré

puise la force morale, lui le « libéral », de déclencher une « chasse aux sorcières » et d'effiler les idées funestes dont sont sorties presque toutes les guerres et une bonne part des dominations. Une nation française, soit dit en passant, qui incorpore Wallis-et-Futuna, mais non Tournai, cette ville, « belge » parbleu, qui réconcilie d'un dernier message de sympathie Jeanne d'Arc montant au bûcher, une nation française qui répudie les Liégeois, bien qu'ils se fussent jetés dans ses bras sous le Directoire, mais commémore l'annexion de la Franche-Comté qui eut lieu dans des conditions de pire violence...

Une doctrine hypercentraliste

Si M. Debré aime à ce point la France, alors que ne la respecte-t-il ? S'il déclare « légitimes » les « originalités », que ne les institutionnalise-t-il pas, en brillant légiste qu'il est ? Il est significatif que le « pluralisme » dont il se réclame fasse une place aux « races, opinions et croyances » mais exclue les régions et les langues. On s'attendrait à voir proposer une régionalisation authentique et la reconnaissance officielle des sept langues de France autres que la française, avec statuts protecteurs et l'appui. Sans cela, comment prendre au sérieux une profession de foi « pluraliste » et de « respect des originalités » ?

Non, la France ne doit pas être une fusion, mais une coexistence. Pour se sentir heureux d'être Français, les habitants des différentes régions doivent se sentir Français.

réions, les locuteurs des différents parlers, doivent pouvoir disposer des mêmes droits et des mêmes facilités que ceux que le Suisse procure à ses vingt-trois cantons et à ses quatre groupes linguistiques, le Canada à ses Québécois et Acadiens et même Madrid et Rome à leurs allogènes respectifs. Il est quand même un peu fort d'imposer aux régions et aux ethnies le droit de la centralisation uniformisante et de vouloir de plus qu'elles se montrent éperduées de reconnaissance !

Mais voilà, la philosophie étatiste, moniste, c'est-à-dire totalitaire en puissance, empêche ceux qui le proposent d'accéder à la représentation des systèmes fédéraux, les seuls capables pourtant de concilier et de garantir l'unité et la diversité d'une nation. Ces systèmes ont beau fonctionner à nos portes : on ne les aperçoit pas ; nul ne devrait ignorer pourtant que tous les États de l'Europe occidentale, sauf la Grèce et la France, reconnaissent et organisent le diversité régionale et ethnique et n'existent pas pour autant.

On se demande finalement si la doctrine hypercentraliste de M. Debré n'est pas pour la France une des plus dangereuses qui soient. Son aversion pour la diversité qui fait la richesse de ce pays, et l'unité en profondeur, n'a d'égal que son hostilité à la fédération européenne, sans laquelle pourtant un avenir proche nous balayera comme fétus de paille. Ce n'est pas la première fois, qu'en toute sincérité, et dans un élan indomptable, des sœurs de nations les conduisent à leur parti.

- (1) Librairie occitane, Bagnols-sur-Cèze.
- (2) Presses d'Europe.
- (3) Nouvelles Éditions latines, 1963.
- (4) Éditions Denoël, 1979.

CORRESPONDANCE

Faut-il publier les avis du Conseil d'État ?

Nous avons reçu la lettre suivante de M. François Luchaire :

Le communiqué de la chancellerie publié par le Monde (19 février) interprète inexactement mon article du 13 février : je n'ai nullement reproché au gouvernement de publier un avis du Conseil d'État ; j'ai déploré au contraire qu'un haut fonctionnaire se soit servi d'un avis non publié dans tout débat juridique. L'homme de loi ne se sert pas de documents que les lecteurs peuvent connaître, surtout lorsqu'il s'agit d'avis du Conseil d'État, qui peut associer ses réponses favorables d'un certain nombre de réserves.

Mais le communiqué de la chancellerie a le mérite de poser le problème du secret au Conseil d'État. Les avis du Conseil sont confidentiels mais le gouvernement peut les rendre publics ; on ne peut donc pas dire que les libertés de l'individu, le secret est fort regrettable.

Il est d'abord pour le citoyen qui est le premier concerné par toute atteinte à la liberté ; il est ensuite pour le gouvernement, car les rumeurs les moins vérifiables circulent à son détriment ; c'est ainsi qu'au moment de la préparation de la loi du 6 novembre 1962, faisant élire le chef de l'État au suffrage universel direct, le bruit a couru que le texte avait rencontré l'opposition de tous les membres du conseil à l'exception du rapporteur.

Mais le secret est encore plus regrettable pour le Conseil d'État lui-même, en effet le gouvernement est trop souvent tenté de ne faire connaître que les avis qui épousent ses thèses ; le public, qui n'est informé que de cette catégorie d'avis, croit alors que le Conseil d'État, dans ses formations administratives, donne toujours raison au gouvernement. Or, ce n'est pas vrai ; le Conseil d'État donne souvent des avis défavorables ou assortis de très sérieuses réserves : on peut présu-

mer qu'il a dû le faire à plusieurs reprises à l'encontre de projets gouvernementaux qui lui paraissent contraires aux droits et libertés de l'individu.

De plus, le Conseil d'État a la possibilité d'attirer l'attention du gouvernement sur toute réforme utile ; il pourrait donc lui signaler tous les textes législatifs et réglementaires qui sont aujourd'hui en contradiction avec la jurisprudence du Conseil constitutionnel.

De tout cela le citoyen devrait être informé ; le secret n'est pas une bonne méthode ni d'administration ni de gouvernement. La chancellerie est-elle prête à publier tous les avis du Conseil d'État intéressant les libertés ?

BACCALAUREAT SCIENCES PO

LIVRET CASSETTE
REVISEZ VOTRE PROGRAMME
« HISTOIRE XX »
1914-1945
6 livrets de 50 pages
+ 6 cassettes de 50 mn
État-Uni, Grande Bretagne
L'empire russe, URSS
Évolution de l'économie mondiale
La France
Italie, Allemagne
Le monde asiatique Européen
Vente en librairie (diffusion Vulbert)
ou par correspondance 75 frs franco
en chèque par titre à Groupe Signe
Éditions 16 rue du Cloître N-Dame
75004 Paris - 325.63.30

Le Monde DE L'ÉDUCATION

numéro de mars
LA VIOLENCE DES ENFANTS
Étudiant sans baccalauréat
En vente partout : 7 F

Cours pour lycéens - Immersion linguistique totale - Vacances de Pâques et été
ALLEMAGNE AUTRICHE
ALLEMAGNE Voyage accompagné de Paris et provinces - Accueil en famille
Excursions - 900 km de la capitale - 100 km de la mer - 100 km de la montagne
à votre service - An pair - Anglais pour adultes
Voyageurs gratuits
Tél. 508.94.59 club A3
CLUB A3 10, rue Saint-Marc 75002 PARIS

هكذا من الأصل

Les élections cantonales...

ALLIER : canton de Cusset (1^{er} tour).

Inscr. 13 176; vot. 8 224; suffr. expr. 7 897. MM. René Bardet, P.C., adj. au maire de Cusset, 3 220 voix; Gabriel Péronnet, U.D.F.-rad., anc. min. dép., 3 042; Pierre Meslier, P.S., 1 083; André Pruneyre, soc.-ind., 647. Il y a ballottage.

[Le Conseil d'Etat avait confirmé, le 18 janvier dernier, le jugement d'annulation de l'élection du conseiller général de Cusset, rendu par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, à la suite de l'organisation, par la municipalité du chef-lieu, d'une exposition sur les problèmes de l'eau, dans un hall proche d'un bureau de vote. Il avait estimé que cette manifestation avait été de nature à affecter la sincérité du scrutin.]

M. Bardet, premier adjoint au maire de Cusset, qui avait été élu vice-président du conseil général après les élections cantonales de mars 1975, avait été proclamé élu au second tour, avec 4 647 voix contre 4 312 à M. Gabriel Péronnet, alors conseiller général sortant, sur 8 159 suffrages exprimés, 3 576 votants et 13 088 inscrits.

En premier tour, M. Péronnet était arrivé en tête, avec 3 764 voix, contre 2 895 à M. Bardet, et 1 063 à M. Pruneyre (P.S.), sur 13 886 inscrits, 9 713 votants et 3 262 suffrages exprimés.

Par rapport à ce premier tour des élections cantonales de mars 1975, le candidat communiste a gagné 5,39 points de pourcentage (49,28 % contre 34,87 % en 1975). En revanche, M. Péronnet perd 7,65 points (35,64 % contre 45,99 %) et le parti socialiste, dont le candidat a changé, 6,43 points (15,6 % contre 20,83 %). Le record socialiste pour un parti s'explique par le fait que M. Péronnet, comme socialiste indépendant de son ancien représentant, M. Pruneyre, démissionnaire du P.S.]

DORDOGNE : Canton de Villefrancha - du - Périgord (1^{er} tour).

Inscr. 2 210; vot. 2 043; suffr. expr. 1 990. MM. Jean-Yves Martegoutte, mod. maj., sout. U.D.F., 1 066 voix; ELU; Maurice Boyon, P.C., 629; Mme Marie-Odile Dauriac, P.S., 243; François Cocatrix, 83.

[Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis l'annulation de l'élection de M. Martegoutte, démissionnaire par le Conseil d'Etat, pour atteinte à la légalité de la campagne électorale de mars 1975, ainsi que pour défaut d'attribution dans une mairie annexée. M. Martegoutte avait été proclamé élu en second tour des élections de mars 1975 avec 389 voix contre 368 à M. Boyon (P.C.), alors conseiller général sortant. Il y avait eu 2 394 inscrits, 1 387 votants et 1 945 suffrages exprimés.]

En premier tour, M. Martegoutte était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Martegoutte, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

EURE : canton d'Ecot (1^{er} tour).

Inscr. 6 649; vot. 4 411; suffr. expr. 4 350. MM. Freddy Deschaux-Beaume, P.S., 2 506 voix; ELU; Bernard Tallien, R.P.R., m. d'Ecot, 1 131; Bernard Berche, 104.

[Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis l'annulation de l'élection de M. Deschaux-Beaume, démissionnaire par le Conseil d'Etat, pour atteinte à la légalité de la campagne électorale de mars 1975, ainsi que pour défaut d'attribution dans une mairie annexée. M. Deschaux-Beaume avait été proclamé élu en second tour des élections de mars 1975 avec 389 voix contre 368 à M. Boyon (P.C.), alors conseiller général sortant. Il y avait eu 2 394 inscrits, 1 387 votants et 1 945 suffrages exprimés.]

En premier tour, M. Deschaux-Beaume était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Deschaux-Beaume, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

NORD : Falleries (1^{er} tour).

Inscr. 997; vot. 784; suffr. expr. 735. MM. Eléonore Bernard, 335; M. Eléonore Bernard, 335; M. Eléonore Bernard, 335.

U.D.F., m. de Giverny, 383; Jean-Luc Lecomte, P.C., 330.

[Il s'agissait de pourvoir le remplacement de Mme Suzanne Deschaux-Beaume (P.S.), décédée dans un accident de la route en décembre dernier. Mme Deschaux-Beaume avait battu au second tour des élections cantonales de mars 1975, avec 2 818 voix, le conseiller général sortant, M. Jouty (R.P.R.), qui en avait recueilli 2 531, sur 5 230 suffrages exprimés, 5 354 votants et 6 645 inscrits.]

En premier tour, M. Jouty était arrivé en tête avec 4 000 voix, contre 1 877 à Suzanne Deschaux-Beaume et 724 à M. Pourchaux (P.C.), sur 4 637 suffrages exprimés, 4 821 votants et 6 645 inscrits.

M. Deschaux-Beaume, avec 17,60 % des voix, a sensiblement amélioré le score réalisé par sa femme, qui avait obtenu 40,94 % des suffrages exprimés, au premier tour de mars 1975, et 33,59 % au second. Les deux candidats, qui se réunissent de la majorité cette fois, totalisent 1 514 voix, soit 34,80 % des suffrages, alors que M. Jouty en avait eu, au premier tour de mars 1975, 2 818 (soit 44,5 %). De son côté, le parti communiste enregistre un net recul: il perd plus de la moitié de ses voix, ne recueillant plus que 7,38 % des suffrages exprimés, contre 15,44 % il y a un an.

VAL-DE-OISE : canton de Francouille (1^{er} tour).

Inscr. 17 551; vot. 8 185; suffr. expr. 9 043. M. Francis Delattre, U.D.F.-R., 3 874 voix; Mme Anne Brunet, P.C., m. de Francouille, 2 710; MM. Louis Demay, P.S., adj. au m., 1 832; André Blondé, sout. R.P.R., 954; Gérard Orget, P.F.N., 173. Il y a ballottage.

[Le Conseil d'Etat avait annulé la dernière tour du scrutin de mars 1975, qui était solidaire par l'élection de M. Francis Delattre par 5 255 voix contre 3 282 à Mme Anne Brunet (P.C.). Au premier tour, Mme Brunet avait obtenu 3 214 voix contre 2 983 à M. Demay (P.S.), 1 741 à M. Blondé (R.P.R.) et 143 à M. Orget (P.F.N.). 13 638 inscrits, 8 185 votants et 7 143 suffrages exprimés.]

En premier tour, M. Delattre avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

En premier tour, M. Delattre était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Delattre, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

En premier tour, M. Delattre était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Delattre, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

En premier tour, M. Delattre était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Delattre, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

En premier tour, M. Delattre était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Delattre, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

En premier tour, M. Delattre était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Delattre, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

En premier tour, M. Delattre était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Delattre, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

En premier tour, M. Delattre était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Delattre, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

En premier tour, M. Delattre était arrivé en tête avec 879 voix contre 729 à M. Boyon et 233 à M. Curat (P.S.). 2 246 inscrits, 1 586 votants et 1 540 suffrages exprimés.

M. Delattre, qui avait obtenu 47,77 % des voix au premier tour de mars 1975 et 50,74 % au second tour, en recueille cette fois 55,56 %. Avec une perte de 99 suffrages, l'ancien conseiller général communiste enregistre un recul de 7,36 points (41,8 % contre 39,56 % il y a un an). Le P.S., qui a 9 suffrages supplémentaires, perd un demi-point (12,6 % contre 12,66 %).

POLÉMIQUE A PROPOS DES « TROIS DERNIERS CHAGRINS DU GÉNÉRAL DE GAULLE »

Une guerre de succession

(Suite de la première page.)

Anne et Pierre Rouanet, dans les Trois Derniers Chagrins du général de Gaulle, retracent avec minutie les deux dernières années de la République gaullienne et ils ne cachent pas leur admiration exclusive pour l'ancien chef de la France libre.

Une admiration qui paraît d'autant plus grande que les jugements portés sur les autres personnages, sur leurs arrière-pensées, leurs motifs, leurs comportements, sont fort sévères. Ces jugements ont commencé à relancer les polémiques et les débats sur une histoire de la République décidément bien difficile à écrire.

Difficile à faire revivre, car rarement la France aura connue une période aussi paradoxale où la publicité et le secret se sont entremêlés.

Jamais en effet, durant que de Gaulle un chef d'Etat n'aura gouverné sur la place publique et par la presse en multipliant les déclarations, en énonçant les pays et l'univers et en recourant aussi fréquemment au suffrage universel. Mais jamais non plus les réseaux, les amitiés, les clans, les complots, les opérations compliquées, n'auront autant foisonné que durant ces années. Prolongation de la Résistance et de la clandestinité pour les uns, lutte autocratique au vu d'accéder au pouvoir pour les autres, ambition qui justifie tous les moyens pour la plupart. Alors que tout cela était au service du fondateur de la V^e République, brusquement, trois ans avant sa mort, celui-ci cesse d'être le bénéficiaire exclusif. Les motivations et les comportements, il est vrai, n'ont peut-être pas tellement changé depuis dix ans que de Gaulle a disparu.

Dès 1967, en effet, alors qu'il a été élu en 1965 au suffrage universel, pour sept ans après avoir reconquis le pouvoir, de Gaulle se retrouve seul, du moins entouré d'incompréhension. Anne et Pierre Rouanet datent du voyage au Québec, en juillet 1967, la première fêlure entre de Gaulle, les hommes politiques et le pays. Le consensus a disparu. Ne s'est-il pas, en réalité, effondré depuis l'élection de 1965 ? Ce sera désormais, en tout cas, une cascade d'échecs, mal mérités et d'initiatives mal reçues parce que mal préparées et surtout mal expliquées et mal défendues. L'attitude à l'égard d'Israël en novembre 1967 — que les auteurs semblent trop négliger, — les événements de mai 1968 et le référendum d'avril 1969 sont autant de « chagrins » pour de Gaulle, qui sentent non seulement que son charisme s'efface mais surtout que des ambitions antagonistes se dessinent déjà dans son sillage.

Le livre d'Anne et Pierre Rouanet est une véritable enquête de détectives accompagnée d'une analyse sémantique approfondie. Anne et Pierre Rouanet établissent avec certitude que le « Viva le Québec libre ! » lancé du balcon de l'hôtel de ville de Montréal n'est pas un quelconque lapsus ni l'effet de l'atmosphère régnante. C'est tout à fait délibérément qu'il s'est jeté comme un défi. « Je n'aurais plus été de Gaulle si je n'avais pas fait », confie le général dans l'avis de retour. Alors que M. Couve de Murville, ministre des affaires étrangères, croit au résultat d'une « intoxication » politique, c'est en réalité depuis toujours que de Gaulle se préparait à ce coup qu'il réalise à soixante-dix-sept ans lorsqu'il est totalement détaché des préoccupations électorales (le septennat doit s'achever en 1972 lorsque le général aura quatre-vingt-deux ans).

Georges Pompidou à Paris est plus résigné que surpris devant ce qu'il considère un peu comme une farce bien réussie. Mais au soulagement que le discours de Montréal est dû à la seule initiative du général, le premier ministre commence à prendre ses distances. L'incompréhension des diplomates et de l'opinion est alimentée par l'action des agents secrets israéliens et britanniques, qui veulent accréditer l'idée que décidément de Gaulle est devenu fou. M. Giscard d'Estaing prend lui aussi ses distances en dénonçant, le 17 août, l'exercice électorale du pouvoir, qui vise tout autant de Gaulle que son premier ministre, considéré par voie de conséquence comme quantité négligeable. Le président des républicains indépendants rappelle à ce moment-là qu'il est entré dans la majorité en 1962 « pour succéder à de Gaulle » et qu'il se présentera à l'Elysée « même contre Pompidou ».

On suit à travers l'ouvrage le cheminement de l'ambition présidentielle du député du Puy-de-Dôme qui, selon les circonstances, s'oppose ou s'allie à de Gaulle ou à Pompidou pour atteindre son but. Ainsi, au lendemain du départ du général, en avril 1969, M. Giscard d'Estaing propose son appui à M. Alain Poher et celui-ci s'engage à lui laisser la

place à l'Elysée au terme rapproché de trois ans. Devant le refus du président du Sénat, le président des R.I. apporte, deux heures plus tard, son soutien à Georges Pompidou, qui aura lui-même manifesté sa reconnaissance.

La léture entre le premier ministre et le général devient cassure au mai 1969 lorsque Georges Pompidou conteste les « histoires de participation » du général, qui ne sont qu'un « rêve », désapprouve le projet de référendum et impose des élections législatives. De Gaulle, de plus en plus seul, est cependant toujours convaincu d'avoir raison, mais il n'a plus les moyens d'appliquer ses politiques faute de relais fiables. Anne et Pierre Rouanet montrent bien comment le premier ministre joue un rôle de plus en plus indépendant et comment il se pose en victime avant de se présenter en recours. Ils soulignent encore comment, dès le retour de Baden-Baden, M. Giscard d'Estaing se montre ému par le général et par les maux qu'il éprouve.

Poursuivant dans leur thèse, ils affirment que, dès le 30 mai 1968, Georges Pompidou a décidé de « porter la main sur son père spirituel » et de se préparer à devenir le son tour président de la République. N'y pensait-il pas plus tôt, comme le révèle un sondage qu'il a fait réaliser en 1967 ? Il est vrai que de Gaulle n'est pas tendre non plus pour son premier ministre, et il ira certaines confidences. La moins que

l'on puisse dire est que les deux hommes ont sur les événements de mai 1968 des jugements assez différents.

M. Edouard Belladur, qui fut un très proche collaborateur du premier ministre, a montré dans l'arbre de mai (Le Monde du 5 novembre 1979) comment la vacance de l'Elysée aurait été fatale si Georges Pompidou n'avait fait preuve d'une grande maîtrise. Mme Pompidou dément aujourd'hui qu'il y ait eu des divergences entre son mari et le général et rappelle que, dans une lettre du 30 avril 1969, de Gaulle écrivait : « Vous êtes certainement fondé à croire que j'approuve votre candidature, je l'approuve en effet ».

C'est, paradoxalement, lorsqu'il quitte le pouvoir que s'accroissent l'irréversibilité ascendante de Georges Pompidou, tandis que de Gaulle s'achemine vers son ultime « chagrin ». On peut s'étonner que les auteurs n'aient pas jugé légitime que le premier ministre s'inquiète de la succession inéluctable du général et qu'il s'y prépare puisque d'autres la faisaient ouvertement. Selon Anne et Pierre Rouanet, la rupture se transforma alors en sisme, et il se transforma même que le rang de « maître humble s'est gravé dans le marbre », car il se savait déjà atteint par le mal. De Gaulle revient dès juillet 1968 à son idée de référendum, car les élections législatives ont été celles de la « rouille » et n'ont pas réglé le problème de la participation.

La situation se détériore encore avec la désastreuse politique économique du gouvernement Couve de Murville. Les tractations qui poussent de Gaulle à renoncer à l'extrême de la dévaluation du franc, le 23 novembre 1968, sont retracées dans le détail, y compris le plaidoyer du jeune secrétaire d'Etat Jacques Chirac en faveur de la dévaluation, et ils assurent aussi que Georges Pompidou, dans l'ombre, « a pris la part du l'extérieur ». La cote du général est en train de baisser lorsque, le 17 janvier 1969, à Rome, Georges Pompidou fait sa fameuse déclaration de candidature à l'Elysée « si de Gaulle venait à se retirer ». Cette annonce rassure la droite et les conservateurs, soulage les députés gaullistes et réveille comme une « demande d'appui étranger ».

Bien que ce soit peut-être innocent, cette déclaration — nous pouvons en témoigner — correspond à ce que Georges Pompidou disait en privé depuis plusieurs mois. Elle a été faite au moment de la prise de congé des journalistes, après leur avoir longuement parlé des relations franco-italiennes.

Si Pompidou n'a peut-être pas voulu lancer une bombe, il n'a cependant pas jugé nécessaire d'éteindre ensuite la mèche qu'il venait d'allumer, puisque, de toute façon, sa résolution était arrêtée. M. Giscard d'Estaing ne cache pas, un peu plus tard, que les républicains indépendants voteront « non » au référendum. Le député du Puy-de-Dôme préfère-t-il donner déjà un gage à celui du Camal, gage qui lui ouvrirait, en quelque sorte, la voie pour plus tard ?

De Gaulle sembla hésiter à persévérer dans la voie référendaire, son premier ministre n'a pas la foi, les ministres sont obédissés par le « qu'en-dira-Pompidou », personne n'écrit avec conviction le sens du mot « réforme » que doit illustrer le projet. De Gaulle ne peut plus reculer, mais il est lucide : « Nous allons perdre dimanche, dommage pour la France », confie-t-il le jeudi, démentant ainsi par avance le thème du « référendum-eulogie ». Alors « référendum-testament » ? Qui a l'on dénombrera tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont souhaité le départ de de Gaulle, organisés non affaiblissement, combattu son action, provoqué ses « chagrins », et tous ceux qui sont les mêmes et, depuis dix ans, se réclament du gaullisme et revendiquant sans pudeur une part de l'héritage.

ANDRÉ PASSERON.
* Les Trois Derniers Chagrins du général de Gaulle, de Anne et Pierre Rouanet. 487 pages, environ 90 francs.

Mme Pompidou et M. Balladur ne sont pas d'accord avec le livre d'Anne et Pierre Rouanet

Dans le numéro du Point daté du 3 mars, Mme Pompidou déclare au sujet du livre d'Anne et Pierre Rouanet :

« Pour ce que j'en voyais — et je le voyais tout de même de très près — les deux hommes collaient très étroitement. Je n'ai pas senti de divergences. (...) Ce référendum, le général le voulait, parce qu'il voulait, je suppose, sortir de la crise. Quelle que soit la décision, il n'y avait pas de sens à ce qu'il soit fait par un grand. En revanche, mon mari sentait qu'il était considéré, et qu'il était mieux, le refus, l'organisation des élections législatives. La suite lui a donné raison : les législatives ont été un succès en 1968, et le référendum a échoué en 1969, un an plus tard ! (...) »

L'idée que mon mari est allé à Rome pour déclarer qu'il allait remplacer le général de Gaulle, c'est d'un comique, mais d'un comique ! En cas de départ du général, il n'y avait pas besoin de faire de déclaration depuis Rome pour être élu... »

Dans le même numéro de l'hebdomadaire, M. Edouard Balladur, qui fut conseiller technique de Georges Pompidou à l'hôtel Matignon puis secrétaire général adjoint de l'Elysée, estime :

« Les deux hommes n'ont pas fait la même analyse de la situation en mai 68, ou du moins n'en ont pas tiré les mêmes conclusions. (...) De Gaulle était-il donc si naïf pour accepter la confiance et estime au moment ? En 1969, de Gaulle s'est adressé à Pompidou pour lui demander son concours lors de la campagne référendaire, et Pompidou n'a même pas participé ni aux réunions publiques ni aux émissions de la télévision. Il en est fait davantage et le gouvernement l'avait souhaité. »

LES RELATIONS PUBLIQUES INSTITUTIONNELLES
« CORPORATE COMMUNICATION »
Le C.E.P.R.P. (Centre de Perfectionnement et de Recherche des Relations Publiques) organise les : 16 et 17 avril 1980

UN SEMINAIRE SUR : LES RELATIONS PUBLIQUES INSTITUTIONNELLES
— Comment créer et utiliser l'image d'entreprise et l'image de marque pour attirer la réputation et l'efficacité en France et à l'étranger des firmes industrielles et commerciales
— Comment prévoir leur fonctionnement économique, sociologique et politique.

ANIMATEUR : Maurice H. BOOD, vice-président Europe de McKENNA Inc., ancien directeur de la communication de Motorola et Bendix, a collaboré à Business Week, Figaro International, Herald-Tribune.
Destiné aux directeurs généraux et secrétaires généraux des entreprises privées et publiques, directeurs de l'exportation et du marketing, directeurs commerciaux et professionnels de la communication.
Sur simple demande : Programme détaillé des 21 séminaires d'initiation ou de perfectionnement à la communication.
C.E.P.R.P. : 226-10-01
22, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

«Le complexe atomique» de Bertrand Goldschmidt est un monument — jamais un ouvrage aussi complet n'avait été publié sur l'histoire politique de l'énergie nucléaire.

Albert Ducrocq — le Figaro

LE COMPLEXE ATOMIQUE

BERTRAND GOLDSCHMIDT

FAYARD

Une alerte à la bombe immobilise un appareil d'Air Inter à Calvi

Le fait le plus étonnant du week-end en Corse aura été l'alerte à la bombe, signalée vers 16 heures, le dimanche 2 mars, par un correspondant anonyme à la tour de contrôle de Calvi dont les techniciens venaient d'aider à se poser une Caravelle d'Air Inter. Averti de l'explosion imminente de l'appareil, le commandant immobilisa l'avion en bout de piste et faisait évacuer les quatre-vingt-huit passagers par les glissières de sécurité.

Un artificier était immédiatement acheminé par hélicoptère depuis Ajaccio et procéda à la fouille de l'appareil. En fin d'après-midi, aucun engin explosif n'avait été découvert. A Paris, un communiqué du comité de soutien aux patriotes corses emprisonnés signale que la manifestation qui s'est déroulée entre 11 et 14 heures devant Notre-Dame, le samedi 2 mars, avait pour but de protester contre le « black-out des médias sur les événements actuels en Corse ». « Depuis les tours de la cathédrale, pourvu le communiqué des banderoles et des drapeaux à tête de Mure et ont été déployés jusqu'à l'intervention des gardiens de la paix. Alors que banderoles et drapeaux avaient déjà été retirés, les policiers ont frappé violemment et sans aucune raison plusieurs Corses présents sur les lieux (des constats médicaux ont été établis). Le comité de soutien de Paris aux emprisonnés et les familles des prisonniers présentes « ont couru contre de tels agissements devenus systématiques et réaffirment continuer leur combat jusqu'à la libération de tous les patriotes corses et la reconnaissance des droits du peuple corse ».

Enfin, le bureau politique de l'Union du peuple corse a réuni une conférence de presse le 1^{er} mars à Bastia, dont notre correspondant nous rend compte ci-dessous.

L'UNION DU PEUPLE CORSE : un bilan positif de l'action populaire

De notre correspondant

Bastia. — Pour l'U.P.C., le bilan de l'action populaire est largement positif : succès du rassemblement du 26 janvier à Ajaccio, des cinq journées à région morte, qui se sont déroulées entre le 31 et le 29 février, occupations pacifiques (notamment de nombreuses maires), barrages de routes et diverses actions menées par des mouvements et organisations. C'est pour l'U.P.C. la démonstration du consensus unanime « du peuple corse », il faut ajouter à cela la grève de la faim à laquelle s'astreignent dans plusieurs localités de l'île les parents des emprisonnés ou des militants nationalistes.

« Ainsi la preuve est faite, déclarent les responsables de l'U.P.C., en dépit des ruses et des tentatives de la contrepartie, que la Corse entière est décidée à obtenir la libération de tous les prisonniers. Le pouvoir le sait désormais et poursuit des informations très précises et très nombreuses de la part de la population, sur les territoires, sont venues confirmer ces dernières heures la mise en place d'une stratégie de plus en plus orientée vers la répression et la provocation pour conduire notre pays à l'effacement et à l'anarchie ».

Cette analyse de la situation a conduit les membres du bureau politique de l'U.P.C. à prendre

à l'humanité les mesures suivantes :

« En responsables conscients, nous demandons instamment et fraternellement à nos frères emprisonnés de cesser la grève de la faim et d'accepter la poursuite de l'instruction. »

« Nous demandons aux militants et sympathisants de l'U.P.C. de tous les patriotes qui ont entamé des actions de solidarité de mettre un terme à ces actions. »

« Nous demandons par contre à tous de poursuivre et d'amplifier, en particulier au sein des collectivités, la campagne de sensibilisation et d'information pour la satisfaction des revendications de base. »

Il ne s'agit donc pas de démolition, mais bien d'une stratégie nouvelle qui peut laisser prévoir un durcissement de l'action. Le bureau politique déclare en effet dans sa conclusion : « En prenant ces décisions, l'U.P.C. a opté en mouvement responsable et déterminé, convaincu de la validité de sa stratégie et soutenu de ne pas tomber dans le piège grossier du chaos et de l'anarchie que le pouvoir tend, pour la seconde fois en quelques semaines, au peuple corse. »

« L'U.P.C. réaffirme sa volonté de mener à son terme la lutte d'émancipation du peuple corse par l'exercice légal et constitutionnel d'un statut d'autonomie interne. » — T.G.

Faits et jugements

Trente-neuf mille détenus dans les prisons françaises.

Le nombre des détenus dans les prisons françaises atteint 39 000, a indiqué, vendredi 19 février, à Antibes, M. Christian Dabian, directeur de l'administration pénitentiaire. Au 1^{er} janvier 1979, il était de 33 315. Le rapport de l'administration pénitentiaire pour 1979 s'inquiète déjà de la surpopulation de presque tous les établissements (le Monde du 17 janvier).

En décembre 1978, la chancellerie indiquait que le nombre des détenus avait augmenté de 18,90 % entre le 1^{er} janvier 1976 et le 1^{er} janvier 1979, passant de 33 178 à 39 000 (le Monde du 18 décembre 1979). La progression est désormais régulière. Au début des années 70 les chiffres de la population pénitentiaire, très élevés en 1968 (34 000) et 1969 (33 427), étaient stabilisés autour de 30 000 : 29 025 en 1970, 28 135 en 1974. Il n'était plus que 27 165 en 1976, avant de remonter régulièrement depuis cette date. L'administration pénitentiaire estime que le chiffre de 40 000 sera atteint au mois d'avril.

« Un objectif de conscience remis en liberté à Lyon. » M. Daniel Briand, l'objecteur de conscience détenu au fort Montebello de Lyon, après s'être suspendu à la tour Eiffel le 31 décembre 1979, a été remis en liberté le 1^{er} mars.

Appréhendé le 15 février, M. Briand entendait, par son geste spectaculaire, attirer l'attention sur le refus de l'autorité militaire d'octroyer le statut d'objecteur à plusieurs dizaines de jeunes gens qui en avaient exprimé le souhait.

Selon l'objection collective, une organisation de la région lyonnaise militait en faveur de l'objection. Le juge d'instruction militaire a estimé que la manifestation de M. Briand ne se justifiait pas, le Conseil d'Etat devant statuer prochainement sur le refus de statut que lui avait opposé la commission juridictionnelle.

Sursis pour un jeune Marocain menacé d'expulsion.

Le préfet du Loiret, M. Marcel Blanc, vient d'accorder « un délai d'épreuve pour faire la démonstration de sa bonne conduite » à M. Mustapha Agoud, le jeune travailleur immigré marocain menacé d'expulsion (le Monde du 1^{er} mars). Condamné à deux mois d'emprisonnement pour de petits actes de délinquance, M. Mustapha Agoud, dans toute la famille, vit à Orléans, avait fait l'objet, le 24 décembre dernier, d'une mesure d'expulsion malgré des efforts de réinsertion depuis sa condamnation.

« Trois agents de la R.A.T.P. ont été agressés, dimanche 2 mars à 0 h. 45, à la station de métro Madeleine par trois jeunes gens qui avaient franchi le portillon automatique sans composer leurs billets. Après les avoir frappés à coups de poing, leurs agresseurs leur ont projeté au visage le contenu d'une bombe à gaz lacrymogène et ont pris la fuite. Les trois employés de la R.A.T.P., légèrement blessés, ont reçu des soins à l'Hôtel-Dieu. D'autre part, un lycéen, M. Hassenne Gaouari, a été gravement blessé d'un coup de couteau dans le dos, dimanche 2 mars, lors d'une bagarre entre deux groupes de jeunes gens, dans le couloir de la station de métro Colonel-Fabien, à Paris (19^e). Le jeune homme a été transporté à l'hôpital Beaujon. »

« Attentat contre un officier R.I.M. à Toulouse. » Une violente explosion a ébranlé, dans la nuit du dimanche 2 au lundi 3 mars vers 0 h. 30, le quartier de la place Jeanne-d'Arc à Toulouse. Une charge explosive placée contre le mur de l'office municipal d'I.R.I.M., rue Rouquairol, a provoqué d'importants dégâts matériels aux bureaux du recensement, ainsi qu'aux services du recensement (bureau des examens), qui se trouvent juste en face de ces immenses vitrines et à des vitrines en stationnement. L'attentat n'a pas été revendiqué. — (Corresp. rég.)

Eugénisme et insémination artificielle aux États-Unis

L'initiative d'un homme d'affaires américain fait l'objet de nombreuses critiques

L'initiative d'un homme d'affaires américain, M. Robert Graham, consistant à faire inséminer des femmes « d'une intelligence exceptionnelle » par le sperme de titulaires du prix Nobel (le Monde du 2-3 mars) suscite de nombreuses réactions, sur le mode humoristique ou ironique. Si le professeur danois Åge Bohr, prix Nobel de physique 1922, s'est borné à déclarer : « Cela ne me dit rien », le britannique Sir Geoffrey Wilkinson, prix Nobel de chimie 1978, s'est exalté, rapporte l'International Herald Tribune, d'une « absurdité biologique ». Un autre Britannique, le professeur Maurice Wilkins, prix Nobel de médecine 1962, a déclaré de son côté au Daily Telegraph : « Je n'admets pas que le monde pense que les titulaires du prix Nobel s'estiment plus sages que le reste de l'humanité ».

La presse française de ce lundi commente abondamment l'initiative de l'homme d'affaires américain, Dominique Jamet, dans le Quotidien de Paris, rappelle le mot de Louis Pasteur, prix Nobel de chimie 1954 : « Je préfère les bonnes vieilles méthodes ».

Albert Ducrocq, dans le Figaro, cite le célèbre dialogue de Bernard Shaw et d'Isadora Duncan : « Je n'ai rien de mieux à te proposer, que de te faire inséminer par un homme d'intelligence ». « Votre intelligence, plus ma grâce, cela ne pourrait donner qu'un pharaon », rétorque la britannique. Jamet dit : « Gardons-nous-en ! l'insémination ».

LES MÉSAVENTURES DE JOHN GUEZ

Le bruit de la poésie

John Guez, poète, a raconté des choses « à la croisée des rues piétonnes de Beaubourg quelques heures par jour. Le mercredi, les enfants viennent nombreux et les personnes âgées reléguées dans le quartier regardant, attendues, se courir en smoking qu'elles ne puissent pour l'avoir vu à la télévision au Grand Éclatier ». John Guez refuse « par haine de tous les théâtres » de jouer sur la « piazza » — cette place en pente située devant le Centre Pompidou, où l'« animation » est autorisée par la police jusqu'à 19 heures. « Mon théâtre, dit-il, est celui de la surprise. »

John Guez gêne-t-il la tranquillité publique des habitants d'un quartier envahi l'été par quarante mille personnes chaque jour ? Tel était l'avis de la police en 1979, qui le verbalisa trente-trois fois pour « audition vocale et musicale sur le voie publique », en vertu d'une ordonnance de 1959. Telle ne fut pas l'opinion du juge qui, le 17 décembre, le relaxa. « Il ne résulte pas du dossier, lisait-on dans le jugement, que les riverains du Centre Beaubourg, débarrassés des bruits de voitures (...) aient porté plainte de manière précise contre le roulement de ce poète. » (le Monde du 26 et 3 décembre 1979 et 3 janvier 1980).

UNE MANIFESTATION FÉMINISTE DEVANT LE SIÈGE DU P.C.F.

Une centaine de personnes ont répondu, samedi 1^{er} mars, aux « groupes de femmes » qui avaient appelé à manifester contre l'intervention soviétique en Afghanistan, de la Bastille à la place du Colonel-Fabien, à Paris. Elles formaient un petit groupe coloré et étrange, avec leurs valises à « Georges Marchais » ou racontant à Antoine à qu'il avait dit à sa femme : « Fais les valises, on rentre à Paris ». Les femmes le prennent au mot. C'est pourquoi nous avons des valises. Nous faisons la valise de Marchais, du stalinisme, du dogmatisme, du fascisme et du machisme prétendu de gauche. »

Sur une banderole, on pouvait lire : « Ni shah, ni tschador, ni chapeau, ni manteau, ni valise, ni message : « Marchais, deviens dissident, tu auras meilleure mine ». » Près de 400 personnes ont participé à la manifestation. Elles ont chanté des chansons sur Khaboul : « Ni occupations militaires ni occupations menagères ». « Sous le prétexte d'un P.C.F. d'Alphonse, sous l'Alphonse l'Alphonse. »

Sous les regards, maladroits mal-amnésés, des promeneurs le groupe est arrivé place du Colonel-Fabien, devant le siège du P.C.F. où des cars de police attendaient. Les forces de l'ordre ont demandé aux femmes de ne pas aller jusqu'à l'entrée de l'immeuble P.C.F. et ont attendu que le groupe se disperse.

Dans les principales villes de France

DES MOTARDS ONT MANIFESTÉ CONTRE LE NOUVEAU PERMIS

« Non au nouveau permis, non à la vignette ! » Les motards semblent bien décidés à continuer leur combat : plusieurs milliers d'entre eux ont manifesté, le samedi 1^{er} mars — date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions concernant l'obtention des trois nouveaux permis (le Monde du 24-25 février).

Dans le même temps, de longs cortèges casqués et bottés allaient de l'un à l'autre des grandes villes de province, Strasbourg, Mulhouse, Montbéliard, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Rennes, Saint-Brieuc, Clermont-Ferrand, Limoges, Toulouse, Lille, Dijon, etc.

Si ces manifestations ont provoqué, comme à l'ordinaire, de sérieux embouteillages, aucun incident ni accident n'est à déplorer. La Fédération française des motards au calice (F.F.M.C.), principale organisation de ce jour, a organisé une manifestation, a déposé une motion à l'hôtel de ville de Paris et au ministère des transports.

Le texte demande, notamment, aux pouvoirs publics de « mettre fin à leur comportement agressif et discriminatoire vis-à-vis des motards », et réclame, une fois encore, l'élaboration de nouvelles mesures de sécurité pour les usagers des deux-roues.

AU TRIBUNAL DE CARCASSONNE

L'ouverture illégale d'un « lieu de vie »

De notre correspondant

Carcassonne. — Il s'agissait de l'ingé, ce mercredi 27 février, devant le tribunal de grande instance de Carcassonne, deux personnes qui ont ouvert sans autorisation préfectorale le centre de Coumeille, à Saint-Hilaire (Aude), destiné à recevoir des adolescents. Une toute petite affaire, selon M. Gabriel Alessandria, le président du tribunal. Mais ce procès a posé en réalité des questions beaucoup plus importantes qu'une simple entorse à la législation : le domaine de Coumeille, que M. Dominique Guillo, vingt-cinq ans, et son épouse, Michèle, ont ouvert il y a quelques années entre Carcassonne et Limoux, est en effet un de ces « lieux de vie » qui naissent ici et là pour s'opposer à la psychiatrie officielle.

Cinq personnes s'occupent là de chez nous, explique Mme Guillo, quand ils sont restés enfermés dans un enfant est dépressif, je m'occupe de lui. »

Seulement, en village de Saint-Hilaire, où est née, dit-on, la blanchette de Limoux, on ne voit pas d'un bon œil ces « marginaux » chevelus venus d'ailleurs. Un rapport des gendarmes qui, en août 1977, évaluait le nombre de deux adolescents en état d'ivresse, fait état d'un manque à l'hygiène et à la sécurité, de terres laissées incultes, d'artisans n'ayant pas dépassé le stade du bricolage et même de pieds de cannabis poussant dans le secteur. Les responsables du centre n'ont jamais demandé d'agrément en centre. Au président du tribunal qui s'en étonne, Mme Guillo a répondu : « L'autorisation est impossible à avoir : les enfants que nous accueillons ne peuvent pas s'inscrire dans les normes. »

Il y avait du monde au procès pour se prononcer en faveur du centre. Alain Mille, juge-assistant à Montpellier, y a placé un garçon de dix-sept ans « qui ne pouvait plus supporter la vie en institution ». « D'ailleurs, dit-elle, j'ai été profondément impressionnée par l'accueil et la façon d'être qui existe à Coumeille. Le garçon a extraordinairement changé, même physiquement. »

Selon un psychiatre, M. Peyrille, « les responsables du centre ont une disponibilité privilégiée et préférentielle pour les enfants ». C'est sans doute ce qui

a séduit encore un autre psychiatre, le docteur Ribstein, qui raconte l'histoire d'une jeune fille qui est restée enfermée de seize à vingt-cinq ans dans un hôpital psychiatrique où elle n'avait pour compagnie que des malades âgés ; placée à Coumeille, elle s'est absolument transformée, n'a plus pris de médicaments et participe aujourd'hui au travail collectif.

« Deux illégalités »

M. Jean-Pierre Rosenczweig, juge des enfants à Versailles, a estimé : « Il n'y a le choix qu'entre deux illégalités : les laisser à la rue ou les envoyer dans un lieu de vie comme Coumeille. »

Ce n'est pas dans ces termes que M. Georges Truch, procureur de la République, qui demande une sanction contre les responsables du centre, situe le problème : « On ne peut contester que les Guillo sont animés de bons sentiments, mais je ne pense pas qu'on puisse laisser s'établir, sans autorisation... »

Coumeille, souligne M. Ottan, un des avocats de la défense, est le dernier maillon d'une chaîne. Je veux bien qu'il y ait la loi. Mais, telle qu'elle est conçue, elle supprime tout espoir pour les enfants. Elle les conduit aux hôpitaux psychiatriques. »

« Je préfère, a estimé l'autre avocat de la défense, M. Roux, l'illégalité qui fait vivre à la légalité qui tue. »

Jugement le 26 mars. BERNARD REVEL.

DÉFENSE

Quinze généraux de réserve proposent de porter de 10 à 18 mois la durée du service en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. — La querelle de l'armée s'envenime en Belgique et c'est peut-être le début d'une épreuve de force entre les deux vice-premiers ministres. M. Guy Spitaels, socialiste, responsable du budget, fait le levé des généraux et du social-chrétien. M. José Desmarès, vice-premier ministre, entré au cabinet à la fin de 1979 et chargé de la défense nationale. Parce que le prix du pétrole augmente, le budget de la défense (l'équivalent de 13 milliards de francs français) ne suffit plus et les militaires demandent un supplément de 2 milliards de francs belges (950 millions de francs français), sans quoi, dès cet été, les avions de la force aérienne seront cloués au sol, les navires de la marine resteront au port, et même les chars de l'armée de terre seront immobilisés (le Monde du 13 février). Le ministre de la défense approuve ce pessimisme des généraux, mais les présente il n'a guère protesté contre les propos de son collègue du budget selon lesquels « l'armée, dans le budget, est la serpillière qui nettoie tout ce qui est sale, donne un fâcheux exemple d'indiscipline budgétaire ». M. Spitaels estime encore : « Le secteur social a fait des sacrifices, formés en fera aussi. »

Le samedi 1^{er} mars et le lendemain, la guérilla a rebondi. Quinze généraux, retraités, les anciens de la Royal Air Force, des commandants du corps expéditionnaire de Corée en 1950, des chefs de l'état-major général, ont adressé une lettre ouverte au gouvernement où ils se déclarent « inquiets pour l'avenir et la liberté de la Belgique, son indépendance étant à nouveau menacée ».

L'inquiétude des quinze généraux

Ils estiment que la contribution belge à la défense de l'Europe n'est pas suffisamment efficace en raison, notamment, des restrictions budgétaires et de la réduction du temps du service militaire. Ils proposent de porter le service à dix-huit mois, ce qui, à leur avis, permettrait de réduire le chômage belge de trente à quarante mille unités, soit plus

de 10 % du total (il y avait, au 15 janvier, 320 000 chômeurs dans le pays).

Samedi, également, le rapport de la commission sénatoriale de la défense a été publié. Il confirme l'inquiétude des quinze généraux. Le ministre de la défense y reconnaît notamment que l'armée n'est plus compétitive sur le champ de bataille actuel : 70 % des véhicules sont d'un calibre de 150 millimètres et « peu efficaces contre les formations blindées. Elles datent de 1956 ou de 1964. L'arsenal des tubes est très avancé. L'opinion publique est trop codifiée. Les systèmes de contrôle des tirs sont dépassés ». Pour les moderniser, un programme de 11 milliards (1 300 millions de francs français) est prévu.

« Les retombées économiques »

La commission sénatoriale relève une autre déclaration du ministre de la défense : « Si nous ne réagissons pas, l'U.R.S.S. risque, quand elle le voudra, de ne mettre que quelques jours pour atteindre la mer du Nord ; il est donc impérieux d'être forts pour dissuader d'abord, pour résister s'il le faut. »

Dans une déclaration publiée dimanche 2 mars, à la suite de la lettre des quinze généraux, le ministre de la défense, M. Desmarès, a précisé que l'OTAN avait demandé aux pays membres un accroissement de 3 % des dépenses pour la défense et que, au contraire, la Belgique a vu sa part de 2 %. Le ministre insiste aussi sur les « retombées économiques des dépenses de la défense ». Elles font vivre des centaines de milliers de Belges et soutiennent plusieurs secteurs de l'industrie, explique-t-il.

M. Spitaels estime, de son côté, qu'un supplément pour l'augmentation du prix du carburant équivalendrait à une hausse du budget de la défense nationale de 7,7 % un an. Il ajoute : « Au sein de l'OTAN, la Belgique se place, du point de vue des dépenses consenties, dans une position moyenne (...). N'est-ce pas normal que le gouvernement propose au budget de la défense nationale les mêmes limitations qu'aux autres départements ? A titre d'exemple, celui de la prévoyance sociale a subi une amputation de l'ordre de 3 milliards. »

PIERRE DE VOS.

هكذا من الأصل

HISTOIRE

LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Vingt ans après...

Un récit de Pierre Laffont

UNE HISTOIRE D'AMITIÉ

Pierre Laffont a voulu sans aucun doute réhabiliter cette « Algérie de papa », dont de Gaulle avait dit qu'il était le pire ennemi de la France. Mais il n'est pas le seul à avoir écrit sur l'Algérie. Il y a eu aussi ceux qui ont écrit sur la France, et qui ont écrit sur l'Algérie. Il y a eu aussi ceux qui ont écrit sur la France, et qui ont écrit sur l'Algérie.

Dans toute la deuxième partie de son Histoire de la France en Algérie, Pierre Laffont explique, même s'il ne la justifie pas complètement, la révolte des Français d'Algérie et leur refus désespéré et vain du sort qui leur était inévitablement réservé. L'auteur ne montre aucune indulgence envers de Gaulle, dont il décrit avec précision l'attitude en matière de politique algérienne, mais il souligne aussi le mal que l'O.A.S. a pu faire à la cause de l'Algérie française. Si de Gaulle s'est bien prononcé pour l'Algérie française — ce que la collection de ses « discours et messages » omet soigneusement de mentionner aujourd'hui — il est surtout et avant tout un homme d'État. Et c'est en tant qu'homme d'État qu'il a écrit son Histoire de la France en Algérie.

En matière de politique algérienne, depuis Charles X, jamais une orientation donnée n'a été longtemps respectée. Et Pierre Laffont souligne bien comment, jusqu'en 1940 au moins, c'est toujours la métropole qui s'est opposée à l'amélioration du statut des indigènes qui n'ont jamais vraiment su choisir entre les notions de colonie-comptoir ou de colonie de peuplement.

Rares sont les hommes choisis par Paris pour diriger sur place qui méritent l'indulgence de l'auteur. Clausel, incapable et corrompu, le brave général Berthelot, Savary, sanguinaire, et le père Sugaut lui-même, qui, lors du traité de la Tafna, se fait tout simplement acheter par Abd el Kader... et qui le reconnaît, précédant dans une vivante galerie les portraits de médicaments et d'épigrammes gouverneurs généraux de la République, à l'exception d'un seul : Maurice Viollette, aux vues prémonitrices. En revanche, Pierre Laffont fait revivre des personnages pittoresques, souvent méconnus, comme Konrad Kilian, qui, dans l'incertitude générale, découvrit les richesses pétrolières du Sahara.

C'est donc bien en définitive le procès de la France en Algérie qui est ici instruit, mais sans passion. Et c'est un peu malgré elle que la France en une partie de son histoire en Algérie. Celle-ci aurait-elle pu vivre coupée de la métropole ? Pierre Laffont ne croit pas à la solution de la sécession, bien que, rappelle-t-il, dès 1898, à l'occasion de l'affaire Dreyfus, l'Algérie ait été au bord de la rupture. Mais, à l'époque, la violence et même l'antisémitisme y étaient uniques et verbeux. La description des événements ultérieurs, les complots d'Alger pendant la guerre, la rivalité entre de Gaulle et Giraud, l'assassinat de Darlan à propos duquel il ne choisit pas entre la machination gaulliste et l'attentat monarchiste — les prémices de la rébellion qu'il fait remonter à 1943, le rôle des États-Unis, l'action du F.L.N. et de l'O.A.S., sont traités avec un grand souci d'équité.

Refuge de la France en 1940, tremplin pour la reconquête du pouvoir en 1942, puis en 1958, l'Algérie, pendant cent trente-deux ans, a plus servi les intérêts de la métropole qu'elle ne s'est servie de celle-ci. On comprend mieux ainsi que Pierre Laffont ait écrit la chronique d'un amour déçu mais d'une amitié toujours fidèle et exempte, malgré les vicissitudes de l'histoire, de toute haine.

ANDRÉ PASSERON.

* Pierre Laffont, Histoire de la France en Algérie, Flon, 541 pages.

Les souvenirs du général Laure

« DE SALAN A BOUMEDIÈNE »

Le général René Laure fut un « colonel d'Algérie ». Un colonel très classique même si, en 1980, au cours d'une campagne électorale mouvementée dans le huitième arrondissement il fut qualifié de « colonel de division » par ses adversaires. Le général prend aujourd'hui tout son sel : le colonel Laure, fils d'un très proche et fidèle collaborateur de Fétain, dont personne n'a jamais mis en doute l'attachement à la République, un indépendant, M. Fernon, qui l'emporta de justesse. Les tiraillements de l'actuelle majorité ne datent pas d'hier.

Dans un livre de souvenirs, René Laure, aujourd'hui civil, s'efforce de montrer sans passion ce que furent ses tâches pendant le conflit et comment, fante, à ses yeux, d'une politique d'intégration des musulmans dans l'ensemble français, la partie fut perdue pour la France. Sans illusions : il ne fait pas porter, comme bien d'autres, le fardeau au seul général de Gaulle.

Le commandant Laure fut un des membres les plus actifs du groupe des cinq officiers de l'Ecole de guerre qui, le peu d'indépendance de l'Algérie, dans la revue Hommes et mondes, dans le Figaro et grâce à une publication consacrée, Message des forces armées, de montrer les déficiences et les perspectives de notre politique de défense. Leur anonymat n'était opaque que pour un pouvoir mal assuré. Il faut lire un article sur le Sahara dans le Monde pour que, sous la Ve République, René Laure, à peine sorti de ses mésaventures électorales, se voie infliger quinze jours d'arrêts de rigueur.

Le meilleur de son livre est probablement, aux yeux du lecteur d'aujourd'hui, l'autoportrait d'un officier brillant, scrupuleux,

et qui se veut lucide dans la tourmente algérienne. René Laure a des attaches familiales en Algérie. Comme beaucoup d'hommes de sa génération que leurs fonctions ont amenés à exercer des commandements militaires, militaires ou opérationnels, il est à la recherche de la pensée politique qui doit inspirer son action. Faute de comprendre les intentions de Paris, qu'elles soient celles des dirigeants ou celles des militaires, il cherche d'abord à les interpréter, puis à peser sur elles. Comment n'en serait-il pas ainsi ? Ne confie-t-on point aux commandants de secteur le soin de faire voter et bien voter ? Dans un second temps, comme bien d'autres, mais avec plus de prudence et une vision plus complète, il s'efforce d'orienter les décisions de Paris.

Lui saura ne pas outrepasser ou, du moins, n'outrepasera que par des indications mineures les limites qui s'imposent à l'état militaire. Ami de M. Michel Debré, il appliquera, comme lui, à son corps défendant, une politique qu'il réprouve ou dont il connaît les détours.

Reste un tableau minutieux qui ne va pas sans quelque comparatisme et quelques politesses, des responsabilités exercées tant au Sahara qu'en Algérie, un portrait de Birgand en action. La bataille de Timimoun est à peine terminée que déjà deux opuscules à sa gloire sont préparés par ses propres services... René Laure est un homme bien élevé. C'est, s'agissant de ses supérieurs et de ses camarades, la seule rose qu'il se permette de la mêlée d'éloges. La valeur de son témoignage — et sa faiblesse — tiennent à ce souci de compréhension et de modération.

J. P.

* René Laure, De Salan à Boumediène, 324 pages. Editions Odil, 40, rue du Per-Moulin, 75006 Paris. Environ 50 francs.

Un portrait de Daniel Leconte

LES PIEDS-NOIRS D'AUJOURD'HUI

« Ce peuple sans religion et sans idoles meurt seul après avoir vécu en foule. » Cette belle phrase d'Albert Camus dans Noces. Daniel Leconte a voulu à la fois la justifier et la démentir en esquissant l'histoire et le portrait de la communauté pied-noir. Il démontre en effet que pour ses compatriotes, les Français d'Algérie, c'est ce qui leur reste « après » qu'ils aient tout perdu. Mais il souligne aussi ce qu'être pied-noir veut encore dire, dix-huit ans après l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Rares sont les ouvrages consacrés aux Français d'Algérie qui ont été aussi sensibles, émouvants et compréhensifs, mais également aussi lucides et complaisants.

Le peuplement européen de l'Algérie a commencé par un exil, celui de 1830, et s'est terminé par un autre exil, en sens inverse, celui de 1962, encadrant un âge d'or assez bref. Daniel Leconte décrit ces trois époques avec la minutie d'un anthropologue pour mieux montrer la complexité du caractère « pied-noir ». Les exilés du dix-neuvième siècle qui ont débarqué en Algérie étaient tout à la fois des artisans et des bannis, des spécialistes et des déclassés, plus vagabonds que conquérants, qui ont davantage connu la misère que la gloire. Peu à peu, le petit agriculteur devient un rebelle contre la métropole qu'il a quittée et un conformiste dans la terre où il s'enracine. Et il se fait trailler de « colonialiste » lorsqu'il revendique le contrôle des décisions qui le concernent, alors qu'il les a prises par le pouvoir parisien ou par le « lobby » des « gros colons ».

Daniel Leconte illustre son

recit de témoignages authentiques qui soulignent la monotonie des incompréhensions mutuelles entre les communautés, qui se transformeront en une lutte à mort. On pénètre tout à tour dans les milieux libéraux, chrétiens, communistes, dans celui du F.L.N., mais aussi chez les « poujadistes », les anciens combattants, les étudiants et les ultras.

C'est sans passion partisane et en évitant de farder l'histoire que Daniel Leconte explique la montée du nationalisme comme celle de l'« Algérie française », dans laquelle les petits Blancs déclassés trouvaient l'occasion de s'acquitter d'une dette envers la France. Il reconnaît toutefois que l'épilogue de la présence française en Algérie « ressemble à un suicide programmé à la fois par de Gaulle et par l'O.A.S. ». Après d'hui de mémoires jusqu'alors amnésiques ». Daniel Leconte, aujourd'hui journaliste à Paris, en est l'illustration, lui qui, en 1967, à l'âge de neuf ans, a quitté son Oranais natal.

A. P.

* Les Pieds-Noirs, Histoire et portrait d'une communauté, par Daniel Leconte. Le Seuil, collection « Histoire immédiate », 315 pages, environ 30 francs.

Une enquête de Richard Koubi

UNE SORTE DE DIASPORA

Des pieds-noirs de « belle posture », Richard Koubi, né à Oran en 1944, en a recensé un assez grand nombre et il est allé interviewer une douzaine d'entre eux. Par cette enquête, l'auteur a surtout voulu détruire un certain nombre de clichés aussi faciles que nuisibles qui collent à la peau de ces expatriés. Après inventaire, il est arrivé à quelques certitudes telles que celle-ci : les pieds-noirs n'étaient pas tous des colons fortunés, puisque 70 % d'entre eux ne vivaient que de la terre et qu'en 1956 le revenu moyen des Français d'Algérie était inférieur de 20 % à celui des métropolitains.

Il apparaît surtout, à travers les réponses qui sont contenues dans ce livre, que ces « déracinés » se sont tout à fait intégrés dans la société française, bien qu'ils conservent leur sensibilité propre. Ils sont un peu devenus des provinciaux comme les autres, mais dont la province d'origine n'est pas plus que dans le souvenir. C'est M. Jacques Attali qui reconnaît que « des individus porteurs d'une culture se sont noyés dans la masse métropolitaine » et qu'en conséquence « la culture pied-noir a presque disparu », ce qui est d'ailleurs une preuve de la réussite de l'insertion humaine. C'est l'acteur Robert Castel qui

veut cultiver « le droit inaliénable à la différence tout en étant complètement français ». C'est le journaliste Jean Daniel qui « partage les nostalgies et les révoltes des pieds-noirs ». C'est la comédienne Françoise Fabian dont les souvenirs sont « physiques et violents ». C'est René Lenoir, ancien ministre, qui dit qu'il a manqué deux siècles aux pieds-noirs pour créer une culture originale. M. Richard Dupuy, ancien grand-maître de la Grande Loge de France, le sculpteur Paul Belmondo, M. Paul Robert, le créateur du dictionnaire, Fernand Sastre, président de la Fédération française de football, le journaliste Jean-Pierre Elkabbach, voient avec le philosophe communiste Louis Althusser, le dessinateur Wojniski et André Carrus, l'invité du P.M.U.

Bi tous opposent l'anonymat, l'isolement, la dureté de la vie en France à celle qu'ils ont connue en Algérie, tous sentent entre eux des affinités, des réactions communes, qui font de ces déracinés les membres d'une nouvelle diaspora mais qui savent qu'ils n'ont plus de terre promise.

A. P.

* Pieds-Noirs belle posture, par Richard Koubi, 221 pages, Editions de l'Atlantique, 184, rue de Vaugrard, 75015 Paris.

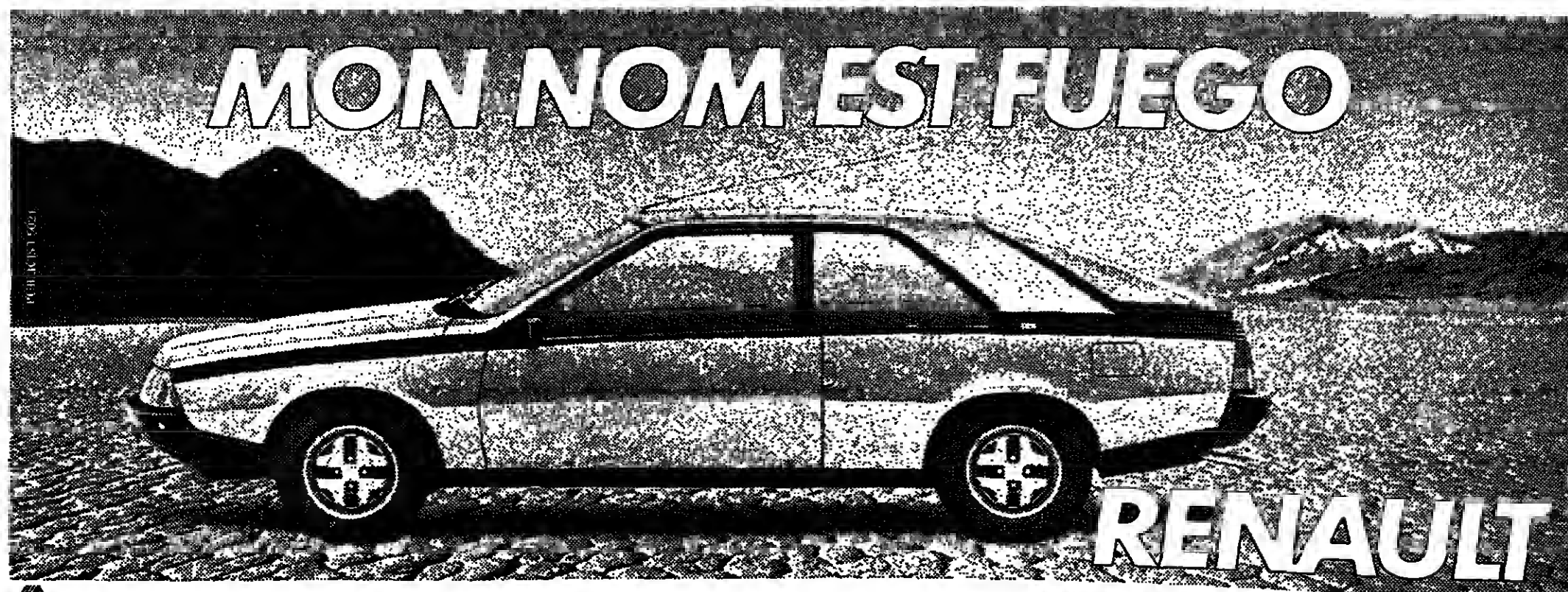
Les monuments aussi sont en exil

Comme toutes les villes et tous les villages de France, ceux d'Algérie possèdent leurs monuments. Statues commémoratives des faits d'armes des « héros » de la conquête, bustes des gouverneurs et surtout monuments aux morts des deux grandes guerres portées par tout témoignage de la présence française. On comprend que l'Algérie indépendante n'ait pas voulu conserver ces vestiges obsoletés. Beaucoup d'entre eux ont été détruits : certains subsistent encore sur place, comme la célèbre monument aux morts d'Alger, dû à Lardoux, qui veut faire revivre une certaine culture française d'Algérie, est donc essentiellement une œuvre de pitié pour redonner un peu d'âme à ces objets inanimés. — A. P.

* Monuments en exil, par Alain Amato, 333 pages. Editions de l'Atlantique, 184, rue de Vaugrard, 75015 Paris. Environ 54 francs.

sur le sol de France. Il e pu ainsi constituer un véritable mémorial retraçant l'histoire de ces témoignages de pierre, de marbre ou de bronze aujourd'hui dispersés. L'histoire de chaque œuvre est précisée ainsi que sa localisation actuelle. La plupart d'entre elles — comme l'indique dans sa préface le sculpteur d'origine « pied-noir » Paul Belmondo, membre de l'Institut — avaient une valeur beaucoup plus effective que véritablement artistique. L'album, réalisé par les Editions de l'Atlantique, sous le parrainage du Cercle algérien, qui veut faire revivre une certaine culture française d'Algérie, est donc essentiellement une œuvre de pitié pour redonner un peu d'âme à ces objets inanimés. — A. P.

* Monuments en exil, par Alain Amato, 333 pages. Editions de l'Atlantique, 184, rue de Vaugrard, 75015 Paris. Environ 54 francs.



La ligne. Le style. La vitesse. Le nerf. L'économie. Le bien-être. L'espace. Son nom est Fuego.

Modèle présenté Renault Fuego GTI 1647 cm³ 48.500 F. Prix de base en option de 25.02.80 (excl. taxes). Consommations à vitesse stabilisée: 6,2 litres à 90 km/h, 8,1 litres à 120 km/h, 10,6 litres en cycle urbain.

هكذا من الأصل

CARNET

LETTRES

Mort de Jaroslav Iwaszkiewicz

L'écrivain polonais Jaroslav Iwaszkiewicz est mort dimanche matin 2 mars, à la clinique gouvernementale de Varsovie, des suites d'une intervention chirurgicale.

Né à Kalink (Ukraine) en 1894 dans une famille de la noblesse polonaise, à l'époque où la Pologne était partagée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, Jaroslav Iwaszkiewicz avait fait ses études à la faculté de droit de Kiev, avant de venir à Varsovie en 1918, l'année de l'indépendance de la Pologne.

Nourri jusque là d'œuvres littéraires russes, ce n'est qu'après qu'il découvre la littérature polonaise, qui est pour lui une révélation. Dans les années 30, il écrit le *Bois de bouleaux* et les *Demoiselles de Wilko*, qui sont traduits par Paul Cazin et publiés aux Éditions du Sagittaire en 1928 et qui ont été récemment popularisés par les films d'Andrzej Wajda : ces deux nouvelles ont été rééditées l'an dernier aux Éditions des Autres (voir « Le Monde des livres » du 9 novembre 1979).

Ses grands romans *floues*, les *Bouillottes rouges* (1934) à thème médiéval, et la *Gloire et la Renommée* (1958-1962) sur la vie de l'intelligentsia polonaise entre 1914 et 1945, n'ont jamais été traduits. Président de l'Union des écrivains depuis plus de vingt ans, il était également vice-président du Comité polonais de la paix et avait obtenu le prix Lénine de la paix en 1970. Il était rédacteur en chef de la revue littéraire *Creation*. Son activité politique n'avait jamais cessé : entré à la Diète polonaise à la libération, il était encore sur la liste des candidats aux élections du 23 mars prochain.

Du 1^{er} au 16 mars inclus
T.L.S. dim. compr. 10 à 12 h. 30
et de 15 à 19 h. 30
VENTE
UN LOT DE TAPIS
ORIENT ET CHMOIS
Soldé 50 %
IVOIRES, PIERRES DURES,
SCULPTES CHINE ET JAPON
SALLE DE VENTE
185, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 NEUILLY - 745-55-55
Achats - Vente - Expertise.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 22 février 1980, de Mme Georges PARAVY, née Camille Eugénie, munie des sacrements de l'Église. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église Saint-Louis de Grenoble, le lundi 23 février.

De la part de Mlle Pierrette Paravy, sa fille, et de toute sa famille.
2, rue Lieutenant-Chanaron, 38000 Grenoble.

Mme Georges Widmann, ses enfants, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Georges Frédéric WIDMANN, survenu le 24 février 1980, à l'âge de soixante-huit ans.
Labarthe, 81700 Puy-lavard.

Remerciements
Mme Georges Kuster exprime à toutes les personnes qui se sont associées à son deuil ses sincères remerciements.
A la mémoire de son mari M. Georges KUNSTLER, une messe sera célébrée mardi 4 mars 1980, à 13 h. 10, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard (3, rue Gerbert).
14, rue Castagnary, 75015 Paris.

Communications diverses
— Samedi 23 mars, 18 heures, chapelle Désaugères, 812, français traditionnels, quatrième ordre (équivalent dix-huitième grade). Réception selon le rituel ancien intégral. Sur invitation.
S.F. 175, 75160 Paris Cedex 04.

SCHWEPES : un homme averti en vaut deux.
« Indian Tonic » et SCHWEPES Lemon.

La famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Paul LEMOINE, fondateur de la société, survenue le 22 février 1980. La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Joseph-des-Champs de Reims, le mardi 4 mars 1980, à 10 h. 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.
S.A. Attalages Lemoine, 51000 Reims.
1, rue du Commandant-Barbier (Z. I. Ouest).

L'Union nationale des pharmaciens de France prie de faire part du décès de son vice-président, M. Roger MASSON, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, président du Syndicat des grandes pharmacies de la région de Paris, survenu le 22 février 1980.

Les obsèques seront célébrées le mardi 4 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, avenue du Soule à Neuilly-sur-Seine. Le présent avis tient lieu de faire-part.

La famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Joseph DUCROUX, survenu le 22 février 1980, dans sa soixante-septième année à Paris. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Montparnasse.

8, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75003 Paris.
S. rue Georges-Lafenestre, 92340 Bourg-la-Reine.
S. résidence des Académies, 92400 L'Hay-les-Roses.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme François Walch, M. et Mme Yves Baron, M. Pascal Foulon, M. Patrice Lefèvre, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FOUINAT, survenu le 22 février 1980, dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Sannois (Val-d'Oise).

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité à Montigny (Val-d'Oise).

Naissances
— Anne-Claire et Laure-Marie, M. Gilles DURAND et Mme, née Sylvie Polrat, laissent à Grégoire la joie d'annoncer la naissance de Isabelle.
La Celle-Saint-Cloud, le 7 février 1980.

— Marie-Françoise et Pierre-Albert LEVAILLANT, ainsi que Charles-Henri, ont la joie d'annoncer la naissance de Claire Isabelle.
Paris, 24 février 1980.

— Benjamin SCHAFFA et ses parents François et Anne, née de Souza, sont heureux d'annoncer la naissance de Michaël.
le 27 février 1980.
10, avenue Fremiet, 75016 Paris.

— Le docteur et Mme François VALLOIS, Michaël et Pascal ont la joie d'annoncer la naissance, à Bordeaux le 27 février 1980, de Claire.
Villa 31, Résidence le Pontet-Lamartine, 33000 Pessac.

Mariages
— Mme Michel JEVARDAT de FOMBEILLE est heureuse de faire part du mariage de sa fille, Anne, avec Xavier de GROUT de BEAUFORT.
Paris, le 22 février.

Décès
— M. Joseph Alm, ses enfants, M. et Mme Pierre Alm et leurs enfants, M. et Mme Henri Elmalah et leurs enfants, M. Gérard Alm et son fils, M. et Mme Joseph Rahbah et ses enfants, M. et Mme Edith Levy et leurs enfants, M. et Mme Emilie Fauré et leurs enfants, M. et Mme Charles Djan, M. et Mme Marie Benayoun et ses filles, M. et Mme Michel Alm et leurs enfants, Famille, parents, alliés et amis, ont la grande douleur de faire part du décès de M. Joseph ALM, né à Nulles-Attia, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu vendredi 22 février, à 15 heures, au cimetière de Pantin.

— Mme A. Aouam et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de M. Arezki AOUAM, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 9, rue Jules-Dubouché, Paris (20^e).

— M. et Mme Gérard Bach, leurs enfants et leurs petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Joseph BACH, directeur départemental adjoint honoraire des impôts, survenu dans sa quatre-vingt-cinquième année le 18 février 1980, à Strasbourg.

Les obsèques ont eu lieu le 22 février 1980, à Strasbourg, dans l'intimité, 1 bis, avenue de l'École d'Agriculture, 67000 Montpellier.

— M. Vital Béhar, M. et Mme Pierre Béhar et leurs enfants, M. et Mme François Béhar et Patrick, ont la grande douleur de faire part du décès de M. Rachid BÉHAR, né Savatier, leur épouse, mère et grand-mère, survenue le 22 février.

Les obsèques auront lieu le mardi 4 mars 1980, à 14 h. 30, à la porte principale de Pantin-Parisien. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— Follmer, Mme Robert Boisseau et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Robert BOISSEAU, facteur d'orgues, survenu le 22 février 1980, à l'âge de soixante et onze ans. Les obsèques auront lieu le lundi 3 mars 1980, à 15 h. 45, en la cathédrale Saint-Pierre de Poitiers, 67, rue des Quatre-Cyprès, Poitiers.

— Les obsèques de M. Etienne BOUYARD-RIGAUD, décédé subitement, ont eu lieu à Villeneuve-les-Avignon, le jeudi 22 février.

De la part de : M. et Mme Etienne Bouyard, son épouse, Le professeur et Mme Pierre Bouyard, leurs fils Jean-Claude, Valdo, Luc et Christophe, M. Maurice Bouyard, fils et petits-fils.

« Observe l'homme intègre et considère l'homme droit, car la fin d'un tel homme est la paix. » « Ma grâce te suffit. » 2 Cor. 13-5. Chemin des Frères-Reboul, 30400 Villeneuve-les-Avignon, 23, boulevard Bourne, 13009 Marseille.

— On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-unième année, de M. Emile-Pierre CAZALIS, commandeur de la Légion d'honneur, docteur en droit, ancien directeur au ministère de l'Industrie, président-fondateur de l'Association générale des administrateurs civils. Les obsèques ont été célébrées le 22 février dans l'intimité au temple d'Eymet (Gardonne), suivies de l'inhumation au cimetière d'Eymet.

De la part de : M. et Mme Cazalis, son épouse, Sa famille et ses amis. Cet avis tient lieu de faire-part. 10, avenue de Breteuil, 75007 Paris, 94500 Eymet.

— Flora Ducroux, son épouse, Claude et Françoise Frontal, Alain et Jacqueline Berton, ses enfants, Agnès, Nathalie et Julien, ses petits-enfants.

Abaissier les coûts informatiques: un objectif HP qui est dès maintenant une réalité.

En 1974, Hewlett-Packard mettait sur le marché le premier ordinateur universel HP 3000. L'objectif premier était de sauvegarder l'investissement que représentait pour vous l'ordinateur et son logiciel. C'est pourquoi chacun des modèles de la gamme a été conçu pour être compatible avec son prédécesseur.

Aujourd'hui, les trois modèles de l'actuelle gamme HP 3000 peuvent utiliser des programmes sur les systèmes HP créés il y a cinq ans. Vous pourrez, de la même façon, utiliser les programmes d'aujourd'hui sur nos futurs modèles.

Un frein à l'inflation des coûts du logiciel.

Les prix du matériel ne cessent de diminuer. Par contre, les coûts du logiciel ne cessent d'augmenter et représenteront un pourcentage croissant de vos futurs budgets informatiques. Heureusement, nous pouvons vous aider à inverser cette tendance.

A l'intérieur de la gamme d'ordinateurs HP 3000, vous pouvez utiliser le même système d'exploitation, les cinq mêmes langages

et les mêmes liaisons; pour constituer des réseaux répartis. Vous pouvez donc développer un programme sur votre processeur central HP 3000 modèle III et le transmettre par ligne téléphonique à un ordinateur HP 3000 modèle 30 situé à l'autre bout du pays.

Un meilleur traitement des informations de gestion.

Un de nos tout premiers objectifs fut de créer un logiciel de gestion de base de données qui ne soit pas démodé par l'évolution de la gamme HP 3000.

Résultat: le système de gestion de données IMAGE/3000. Un système plusieurs fois primé, qui met à votre portée immédiate les informations qu'il vous faut. Outil de gestion pratiquement indispensable, IMAGE/3000 vous permet d'obtenir, par de simples interrogations, l'affichage d'informations

précises sur un terminal à écran ou l'impression d'un état de synthèse.

Communiquer:

Voici la clé du traitement réparti pour les années 80: les informations gérées par vos ordinateurs (des petits ordinateurs spécialisés aux grands ordinateurs universels) doivent être d'un accès facile à tous les niveaux de l'entreprise. Et ce, sans programmation coûteuse.

C'est dans cette optique que nous avons conçu le logiciel de communication DS/3000, liaison simple entre vos ordinateurs vous permettant d'utiliser les données et les fonctions de systèmes éloignés, tout comme s'ils se trouvaient devant vous. A noter également que des liaisons avec les ordinateurs IBM sont prévues.

Si vous cherchez à abaisser vos coûts informatiques, tout en augmentant la productivité, penchez-vous sur la gamme d'ordinateurs de gestion qui, depuis 1974, réunit ces deux avantages. De plus, nous vous garantissons des délais de livraison rapides.



1974: LE HP 3000 CX.
1976: LE HP 3000 MODÈLE II.
1977: LE HP 3000 MODÈLE I.
1978: LE HP 3000 MODÈLE III. Ce modèle haut de gamme est capable de gérer un grand nombre d'utilisateurs exécutant simultanément de nombreux travaux tels que: enregistrement de commandes, édition d'états ou paye. Il peut, en outre, dans le cadre d'un réseau de traitement réparti, être associé à d'autres modèles de la gamme HP 3000. Prix de base: 757.910 F.
1979: LE HP 3000 MODÈLE 30. Lorsque vous devez concilier l'accès local aux données et l'économie, le nouveau série 30 vous apporte la solution. Il s'agit d'un ordinateur autonome, rapide, doté de toutes les fonctions étendues, qui peut aussi servir de station active dans un réseau de systèmes répartis. Prix de base: 372.946 F.



Informez-vous sur toutes les possibilités des différents modèles HP 3000 en écrivant à: HP France, BP 70, 91401 Orsay Cedex, tél.: 90778.25-Evry, tél.: 07796.60-Bruxelles, tél.: (2) 660.50.60-Centre Le Lionnet, tél.: (22) 96.03.22.

Le prix des services

Le premier révoit l'établissement de conventions départementales ou nationales limitées par arrêté; le second, la libération contre la souscription préalable d'engagements de modération par les professionnels concernés.

Si le montant de la facture est inférieur à 100 F, la note est facultative, mais sera obligatoirement remise sur la demande expresse du client.

HORIZONTALEMENT
I. Souvent cités quand ils sont
grands. — II. Qui semble donc un
peu rongée. — III. Comme un
cheval sur lequel on voit de
grosses mouches. — IV. Ne fa-
pas un pli quand il est coupé.
Sert de frontière à l'Est.
Premier : Ses tours sont com-
plètes.

Aix-Marseille (1)

Eté 1980 : du vendredi 11 juillet
au vendredi 26 septembre.
Tousinait : du samedi 8 novembre
au lundi 1^{er} novembre.
Noël : du mardi 23 décembre au
lundi 5 janvier.
Février : du samedi 14 au lundi
23 février.
Printemps : du mardi 31 mars au
lundi 13 avril.
Ete 1981 : du mardi 26 mai au lundi
1^{er} juin.
Eté 1981 : du samedi 11 juillet au
vendredi 23 septembre.

(1) Basses-Alpes, Bouches-du-
Rhône, Hautes-Alpes, Vaucluse.

« Hôtel du Laurun, 15 h., 17. quai
d'Anjou. Mme Bouquet des Chaux.
« La Musique de Paris, 15 h.
Place du Mont-de-Vernie, Mme Gu-
nien Gilbert.
« La Sorbonne, 15 h., 17, rue des
Ecoles. Mme Riout.
« Musée de la Ville de Paris au Musée
Carnavalet, 15 h., 13, rue de Sévigné.
Mme Fannec. « Galerie nationale des
monnaies et médailles au Musée de
la Ville de Paris au Musée de la
Ville de Monnaie, 15 h., 11, quai
Conti. (Approche de l'art).
« Le Palais National, 15 h., 10,
métro Cité (Connaissance d'ici ou
d'ailleurs).
« Le Palais, 15 h., entrée du ciné-
tère (Mlle Flauriot).
« Le Marais, 15 h., Académie Salis-
Belain. (Le Marais à la Rochelle).
« L'UNESCO, 14 h., 30. Place Fon-
tenoy (Tourisme culturel).
« Le Marais, 15 h., 2, rue de Sévi-
gny. Théâtre-Français.

17 heures 30 : 6, rue Ferru
M. H. Curien : « Une industrie spé-
ciale pour l'Europe » (Institut fran-
çais des relations internationales)
18 h : Palais de la découverte
avenue Franklin - D. - Roosevelt
« Transes art et ordinateur ».

SOLUTRICINE VITAMINE C

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ $\frac{1}{4}$ de mm)
 [hachures] Zone de pluie ou neige ∇ Avenues ∇ Orages \equiv Brouillard \sim Vergles
 [flèche] Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent: \swarrow 5 nœuds \searrow 10 nœuds \nearrow 50 nœuds
 [flèche] Sens de la marche des fronts [front chaud] Front chaud [front froid] Front froid [front occlus] Front occlus

Evolution probable du temps en France, entre le lundi 4 mars à 0 heure et le mardi 5 mars à 24 heures :

L'air froid venant de la mer de Norvège enlaira une grande partie de l'Europe dans un flux de secteur nord-est, qui aura ses effets en France, où le champ de pressions demeurera élevé.

Le temps sera froid, surtout le matin, avec des gelées de l'ordre de -10°C à -30°C (locale-ment) dans le Nord (et le Nord-Est), qui n'épargneront qu'en Corse et le littoral méditerranéen, où la mistral soufflera. Des brouillards fréquents sont à craindre au lever du jour, principalement dans les vallées du Nord-Ouest et du Nord, les vents seront faibles et de direction variable. De belles éclaircies prédomineront généralement au cours de la journée, sauf sur la Corse où les régions pyrénéennes, où les nuages seront plus abondants, avec quelques ondées locales. Les vents du Nord-Est seront également possibles sur les Vosges, le Jura et les Alpes du Nord, le 5 mars, 7 mars, 7 mars, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer étalé, à Paris, de hauteur, entre 766,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 mars, le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Arles, 13 et 4 degrés ; Béziers, 11 et 7 ; Bordeaux, 8 et 4 ; Bourges, 0 et 4 ; Brest, 8 et 2 ; Caen, 8 et 0 ; Cherbourg, 7 et 3 ; Clermont-Ferrand, 10 et 1 ; Colmar, 2 et 2 ; Grenoble, 13 et -1 ; Lille, 8 et 3 ; Lyon, 7 et 0 ; Marseille, 14 et 3 ; Nancy, 10 et 1 ; Nantes, 10 et 1 ; Nice, 13 et 7 ; Paris-Le Bourget, 0 et 2 ; Pau, 9 et 5 ; Perpignan, 14 et 3 ; Rennes, 10 et 1 ; Strasbourg, 10 et 1 ; Tours, 9 et 5 ; Valenciennes, 11 et 4 ; Pointe-à-Pître, 28 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 2 et 10 degrés ; Amsterdam, 8 et 1 ; Athènes, 12 et 5 ; Berlin, 5 et -5 ; Bonn, 8 et -1 ; Bruxelles, 8 et 2 ; Le Caire, 19 et 8 ; Casablanca, 19 et 11 ; Copenhague, 4 et -3 ; Cracovie, 10 et 0 ; Lisbonne, 12 et 7 ; Londres, 10 et 1 ; Madrid, 8 et 8 ; Moscou, -2 et -1 ; Paris, 7 et -1 ; -7 ; Palma de Majorque, 17 et 5 ; Rome, 15 et 11 ; Stockholm, 1 et -7 ; Tébérân, 6 et 1.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TRANSPORTS

LA S.N.C.F., LES VÉLOS, LES MOTOS

La S.N.C.F. accepte le transport de bicyclettes accompagnées sur certaines lignes, aux mêmes conditions que celui des bagages à main. Ce transport est gratuit et effectué sous la seule responsabilité du voyageur. Pour assurer le chargement et le déchargement, les voyageurs peuvent, sans surcoût, ainsi que les motocyclistes, solliciter un transport à condition que leur hauteur n'excède pas 1,55 m et que leur garde au sol ne soit pas inférieure à 0,10 m.

Du 1^{er} au 15 mars, sept cents hôtesses attendent les « nouveaux clients » de la société nationale dans deux cent trente centres commerciaux et hypermarchés français. Elles les proposent et valideront les cartes couples et cartes familles.

« Cette formule, souligne-ton à la S.N.C.F., présente un avantage. Notre clientèle habituelle qui vient dans les gares connaît nos toris. Mois en nous implantant durant deux semaines dans les centres commerciaux nous pourrions atteindre un public qui se déplace habituellement en voiture particulière. »

Les tarifs préférentiels proposés par la S.N.C.F. sont les suivants :

- Durant les périodes « creuses » (du samedi 12 heures au dimanche 15 heures, du dimanche 12 heures au vendredi 15 heures) une réduction de 50 % sera appliquée sur tous les billets des détenteurs d'une carte couple ou famille. Une seule personne paiera plein tarif.
- Durant les périodes de fort trafic, les familles seules bénéficieront de réduction.
- Durant les périodes de pointe, aucune réduction ne sera consentie.

RECUPERATION DES ANNUAIRES TELEPHONIQUES. — Le campagne de récupération des annuaires téléphoniques, organisée par l'Union départementale des consommateurs de Paris, a achevée le 2 mars. Une arri- sive a fait écarter, dans le 11^e de - du 1^{er} mars (page 40), qui durerait jusqu'au 2 avril. 27 l'or- environ, d'annuaires ont été p- nés su cours de cette cam- p-

Un appareil de télévision pour les sourds a été mis sur le marché, en Suède, annonce la direction des postes et télécommunications suédoises. Il est composé d'un combiné classique muni d'un clavier et sur un écran de vision. Les sourds peuvent lire la « communication ».

Il est d'autre part possible d'établir une « conversation » en se procurant le seul clavier dont le texte peut être lu sur l'écran d'un appareil de télévision.

Un autre moyen de communication pour les sourds est à l'étude : la transcription automatique sur un écran d'une télévision-terminal d'ordinateurs d'une conversation enregistrée sur une bande magnétique. (A.F.P.)

ALLO, ICI LE PERIPHERIQUE. — La réseau d'appel téléphonique d'urgence sur le boulevard périphérique, va « s'enrichir » de nouvelles bornes. Implantées dans les deux sens tous les cinq cents mètres, entre la porte de Barcy et la porte des Lilles, d'une part, et entre la porte des Lilles et la porte d'Asnières d'autre part. Le boulevard périphérique parisien est déjà équipé de ces bornes au sud et à l'ouest entre la porte de Barcy et la porte Maillot.

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Souvenirs et témoignages.

Pour consacrer sa vie à un compositeur qu'il n'aimait pas, Henri-Louis de la Grange, qui vient de publier deux mille pages sur Gustav Mahler chez Fayard (le second tome reste à paraître), a dû d'abord changer d'opinion, chercher des témoignages en se défilant des austères trop étés et, pour finir, il a livré le récit de cette étonnante aventure au Monde de la musique.

Dans le numéro de mars, on lira également l'interview de Solomon Volkov, celui qui a recueilli les souvenirs amers de Chostakovitch, considéré en U.R.S.S. comme un faux grand, mais qu'on soupçonne ailleurs de contenir une bonne part de vérité. Les amateurs d'histoires sans paroles à la télévision découvriront avec étonnement que le générique de leur émission préférée est un air anglais du dix-neuvième siècle, mais que Jean Wiener, qui vient d'enregistrer sa quatre-vingt-neuvième musique d'accompagnement, a toujours bon pied bon œil depuis qu'il a inventé, dans les années 1920, la « musique-salade ».

★ Le Monde de la musique, numéro 21 (9 francs).

Information et création.

Le Festival de La Rochelle fait peu bruit. Avec les moyens du bord — un budget qui n'a pas suivi l'augmentation du coût de la vie et un passé généralement laissé par l'exercice précédent — Alain Durré, le nouveau directeur, propose une formule nettement différente de celle qui avait prévalu jusqu'à présent. Ainsi, le Festival ne devrait plus être que le temps fort d'une action permanente organisée en liaison avec les structures locales — maison de la culture, conservatoires, Théâtre du Silence, maisons de quartier — car il vise désormais un double objectif : que La Rochelle devienne un centre de création artistique, mais que les échanges avec un public quel qu'il aura donné préalablement les moyens de s'enrichir par l'apport de contacts entre compositeurs et auditeurs.

Pour cela, certains compositeurs représentés cette année (Franco Donatoni, par exemple) feront l'objet d'un important travail d'information et de diffusion en 1981 et 1982, d'autres, comme Brian Ferneyhough (du 27 au 30 juin) ou Georges Aperghis (7 et 8 juillet), d'un cycle de trois ans avec, outre les concerts, des rencontres, des séminaires d'analyse et des répétitions publiques. Enfin, les jeunes compositeurs ne seront pas oubliés, mais, au lieu d'en présenter beaucoup dans des conditions défavorables, ils seront en nombre restreint mais bénéficieront d'une soirée complète pour présenter leur travail (Marc Monnet, le 29 juin). En outre, le Festival de La Rochelle entend mener une politique de secondes auditions pour certaines œuvres déjà créées mais qui ne méritent pas d'être oubliées pour autant.

A côté des concerts, des ateliers, des séminaires d'analyse, le Festival de La Rochelle propose également une exposition de partitions, des spectacles chorégraphiques, du jazz contemporain et une soixantaine de films. Pour clore le Festival, un « Hommage au nouveau monde », spectacle musical de grande envergure, sera présenté sur l'avant-port de La Rochelle, le 14 juillet.

★ Festival de La Rochelle, du 28 juin au 14 juillet. Enseignements : 31, rue du Chef-de-Ville, La Rochelle. Tél. : 41-00-33. (A Paris : 4, rue de la Paix. Tél. : 269-72-21.)

MONTPARNASSE

- Petite Salle -

PRÉVERT
UN
TRIOMPHE!

Prolongation jusqu'au 9 mars

« ELSENEUR », de René Koering à Radio-France

On espérait beaucoup d'Else-neur, l'opéra commandé par Radio-France à René Koering, musicien d'une personnalité vigoureuse, sur un livret poétique de Michel Butor qui assemble et oppose en une construction précise, par-delà les temps et l'histoire, Tycho, Brühl, Kepler et la muse Uranie, Buzéhudé, sa fille, et J.-S. Bach, Hamlet, Ophélie et Macbeth, Hans-Christian Andersen, sa petite sœur et un romancier tant-fait-janté.

Ces belles promesses sont restées lettre morte en raison de l'impossibilité où s'est trouvé Koering d'inventer un langage mélodique nouveau, aussi éloigné de l'écriture post-romantique que du style vocal traditionnel, ou au moins débarrassé, dans ces arabesques souvent contournées, les mots restent emprisonnés, et d'autant plus que le tempo est presque toujours assez lent, l'action statique, le texte incompréhensible en raison de la complexité de l'écriture vocale et

parfois d'une certaine surcharge instrumentale. On ne voit guère progresser l'écriture, qui semble continuellement retardée par une curieuse difficulté d'être, sinon dans les brefs interludes où le dynamisme et le romantisme de Koering sont soulignés, mais dans les longs passages où les chorales enregistrent, qui sont, elles, mystérieusement libres et poétiques, ce qui devrait faciliter le compositeur à persévérer dans la voie difficile de l'opéra. On n'oubliera pas la conclusion de l'œuvre où, en quelques mesures, avec un traitement d'alto, musique crée une étonnante atmosphère trinitarienne.

Else-neur a été excellemment dirigé par Siegfried Van Ocken, Günter Knigge, Martin Ritzler, Ulrich Cold, François Leroux, le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, sous la direction d'Hubert Soudant, sans oublier les superbes sol de tuba de Melvin Culbertson.

JACQUES LONGCHAMPT.

MUSÉES

Le musée du XIX^e siècle va modifier l'image que nous nous faisons de ce siècle

déclare M. Valéry Giscard d'Estaing à la revue « Connaissance des arts »

Dans un entretien accordé à la revue « Connaissance des arts », à paraître cette semaine, M. Valéry Giscard d'Estaing explique les raisons qui ont inspiré la réalisation du musée du dix-neuvième siècle, et les objectifs auxquels répondront son aménagement dans l'ancienne gare d'Orsay, dont les travaux devraient commencer en mai. En voici quelques extraits.

« La vraie raison de cette création, à laquelle je pense depuis dix ans, est que le sort des attributions ministérielles me laisse résider dans une partie du Louvre, est le besoin d'une organisation continue des musées nationaux, accompagnée du logement du Jeu de Paume. Cette idée s'est développée pour donner naissance au projet de musée du dix-neuvième siècle (...). Ce musée va modifier l'image que nous nous faisons de ce siècle. Il entraînera

de nouvelles appréciations et comparaisons. Il permettra d'assimiler à cette tension permanente, tout au long du siècle, entre l'art officiel et l'art en rupture de Manet et Cézanne. Il permettra de dévoiler des convergences trop longtemps ignorées, qui se révèlent par exemple dans la période symboliste. Pour la première fois, apparaîtront au grand public les correspondances entre la peinture, la sculpture et la musique, entre Manet, Mallarmé, Proust et Debussy, par exemple (...).

« Pour la première fois, il n'est pas de concevoir seulement un musée de peinture, mais de présenter aussi les arts décoratifs, la sculpture, la littérature, l'architecture, la littérature, notamment l'admirable œuvre romanesque, la musique, et d'évoquer l'ensemble de la culture en France au dix-neuvième siècle. La photographie, qui y prit naissance, y trouvera une place privilégiée.

« J'ai souvent exprimé le souhait que le musée du dix-neuvième siècle soit un « beau musée », le dirai au sens traditionnel et permanent de ce terme. Un « beau musée », c'est tout d'abord un musée qui laisse au visiteur une impression globale, forte et inoubliable, comme le Prado, le Louvre, l'Ermitage, le National Gallery, ou le Rijksmuseum. Un musée qui présente de grandes œuvres, d'un exceptionnel intérêt, et cela sera le cas d'Orsay avec Delacroix, Corot, Courbet, Manet, Cézanne. C'est aussi un musée où il est clair et affirmé que les fonctions de conservation et de présentation des œuvres sont prioritaires et constituent la raison d'être essentielle du musée.

« Un beau musée cela signifie aussi une harmonie entre les œuvres et le bâtiment-musée. Une évolution récente et heureuse de la muséographie conduit à renouer le charme du musée, à lui redonner son caractère de lieu de vie, de lieu de rencontre. Tel sera le cas à Orsay. Il est souhaitable d'éviter la banalité des formes et des volumes, qui est souvent le résultat d'une volonté excessive de flexibilité. Un beau musée, c'est aussi un musée où les matériaux utilisés pour les ailes, les murs, présentent une grande qualité et une valeur permanente, comme c'est le cas dans la nouvelle aile de la National Gallery de Washington ou le musée de Yale à New-Haven.

« L'exposition des Six cents contre-projets pour les Halles est prolongée jusqu'au 16 mars. Elle est toujours présentée dans les anciens magasins de la FNAC, 13, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris (ouvert de 12 heures à 20 heures, tous les jours, sauf mardi, et, en nocturne, le mercredi).

THÉÂTRE

« LE CAMP DU DRAP D'OR », au TEP

Terni par le temps

Revanj a écrit Le Camp du drap d'or il y a une dizaine d'années, quand se préparaient les fêtes pour le deuxième millénaire du trône d'Oran. À la même époque, Duvalier-le-père était maintenu artificiellement en vie, le temps pour son fils d'imposer sa succession. Revanj a pris les gros titres de l'actualité et inventé un empire du sous-sol, dont le roi, fasciné par les progrès technologiques venus d'Occident, vend ses richesses et exploite bonnement son peuple. C'est un vieux libidineux que l'on sort pour les cérémonies. Soa fils, débile, collectionne les porte-clefs. Sa fille, nymphomane, tient l'armée à sa botte. À partir de là, il n'y a pas d'intrigue, mais une série de sketches du genre chansonnier, où

l'on voit des hommes d'affaires, des chefs d'État, des metteurs en scène occidentaux et ridicules, des miliciens cruels, des pauvres qui sont fusillés ou disposés de force pour les photos des touristes. Il ne faut pas s'attendre à une quelconque analyse politique. Revanj a écrit une farce allégorique, déjà douteuse il y a dix ans, franchement ennuyeuse aujourd'hui. D'abord, son écriture, sa manière d'inverser les genres des mots, de brouiller l'ordre de la grammaire, de cligner de l'œil vers les grossièretés, ne surprenent plus. Or, de nos jours, la nécessité de ces distorsions systématiques qui hloquent les comédiens, les alourdissent. Mais le pire n'est pas là.

Le Camp du drap d'or a inno-

gué Théâtre ouvert en 1971, mis en espace par l'équipe Vincent Jourdeuil, qui a préféré, l'année suivante, monter Capitaine Schellie capitaine Ego, autre pièce de Revanj (où le chah est remplacé par Onassisi, sans doute plus intéressante pour les comédiens. Il n'est pas certain qu'aujourd'hui Vincent ou Jourdeuil s'y seraient intéressés. On ne peut plus, au moment où Tito meurt, évoquer les agonies prolongées des chefs d'État sans en traiter le sens politique. Les nouvelles qui arrivent quotidiennement d'Orient, de tous les « points chauds » du globe, ne permettent plus de se réduire à quelques idées générales, façon slogans de bistrot. On ne peut plus ignorer la complexité, les contradictions, les incertitudes... Or la critique, ici, est tellement linéaire qu'elle ne correspond à rien, qu'elle se dénonce rien.

Guy Rétoré a pensé l'élargir en évitant la caricature trop directe, par exemple en confiant le rôle du vieux roi à un grand beau gaillard noir, mais ça ne suffit pas, le texte freine. Quant aux situations, il n'y en a pas, il ne se passe rien, il y a seulement des gens qui parlent. Le côté grand spectacle bien ficelé dans un décor bleu fait de Bernard Thomassin souligne le côté creux de la pièce, qui se termine par un ballet un peu style Béart dont le sens n'est pas évident. Guy Rétoré s'est sans doute trouvé embarrassé pour conclure, et on le comprend. Mais pourquoi a-t-il monté cette pièce ?

COLETTE GODARD.

★ TEP, 20 b. 30.

PETITES

NOUVELLES

■ Le poète et chanteur John Jacob Niles est mort le samedi 1^{er} mars à Lexington (Kentucky). Il avait écrit plus de mille chansons et ballades folk, dont certaines ont été traduites dans de nombreux pays étrangers.

■ Le ténor Michel Sénéchal vient d'être nommé directeur de l'Opéra de Lyon. Il a remplacé M. Bernard Lefort, qui doit prendre ses fonctions d'administrateur de l'Opéra de Paris le 1^{er} septembre 1980.

■ Dans le cadre d'une année romane en Auvergne et à l'occasion de l'année du patrimoine, le Centre régional de documentation pédagogique de Clermont-Ferrand présente jusqu'au 5 avril 1980 une exposition « L'Art roman en Auvergne », dans laquelle sont évoqués l'architecture, la sculpture, le nombre d'oeuvres (15, rue d'Amboise, 63037 Clermont-Ferrand Cedex).

■ Malgré la baisse du yen sur le marché des changes, le Japon continue à se doter d'œuvres d'art étrangères de qualité. Ainsi le musée de Kanamato, au sud du pays, a récemment acquis une toile de Renoir pour environ 180 millions de yens (près de 750 000 dollars), une version du « Balcon » de Renoir pour 40 millions de yens (150 000 dollars). On apprend que la préfecture d'Iwate, dans le nord du pays, achètera pour 165 millions de yens (600 000 dollars) une œuvre de Maillol : « Les Trois Nymphes », qui sera installée dans le parc de la capitale locale. Enfin, le 28 février, la préfecture de Saitama, dans la banlieue ouest de Tokyo, annonce son intention d'acheter une sculpture à la galerie Wildenstein de New-York : « Le Jeune Homme », de Maillol également, pour 110 millions de yens (soit 450 000 dollars).

Quelques représentations exceptionnelles à partir du 7 mars

MEPHISTO
Le roman d'une carrière
d'après Klaus Mann
THEATRE DU SOLEIL
Cartoucherie, 374 24 08
LOCATION OUVERTE

LES MARIONNETTES DE SALZBOURG

Les limites de l'illusion

Lorsqu'on évoque Salzbourg, les mélomanes pensent à Mozart, quant aux marionnettes, chacun sait qu'elles font le joie des enfants, et mieux encore si l'on en croit cette phrase de Mirabeau, dont l'authenticité a pourtant été mise en doute : « Les marionnettes divertissent la noblesse, réjouissent le clergé et enthousiasment le tiers état ».

Aussi n'est-il pas besoin de beaucoup de perspicacité pour deviner que les Marionnettes de Salzbourg, venues donner au Théâtre du Rondelet trois opéras de Mozart : « La Flûte enchantée », « L'Enlèvement au sérail », « Don Juan » ainsi que « Le Barbier de Séville » de Rossini font sa comble depuis le 25 février (on ne saurait affirmer qu'il reste beaucoup de billets à vendre jusqu'au 16 mars), et que, en matière, plus particulièrement, la moyenne d'âge est sensiblement moins élevée qu'au Palais Garnier.

Créées en 1913 par Anton Alcher, qui présente d'abord « Bostien et Bostienne », les Marionnettes de Salzbourg ont beaucoup évolué depuis, mais sont restées dans la famille : Grell Alcher, qui les a oménées à Paris, est le petit-fils d'Anton et la fille d'Hermann Alcher, qui a perfectionné notablement ce qui, à l'origine, relevait davantage de l'artisanat que d'une utilisation systématique des techniques modernes.

Animées par des fils invisibles, les poupées ont toutes les oppo-

rences de la vie grâce à de nombreuses et ingénieuses articulations. Il ne leur manque que la parole, mais, avec les progrès de la haute fidélité, un bon enregistrement suffit à créer l'illusion. Est-ce de l'opéra pour autant ? Pas tout à fait, car il manque précisément ce qui fait le prix d'une représentation : la présence physique des interprètes. Les marionnettes peuvent bien, à force de gestes, donner l'impression qu'elles chantent, mais le plus du temps elles en font trop.

Ce qui manque aux Marionnettes de Salzbourg, c'est une manière originale de traiter l'opéra : la mise en scène, à en juger par celle de « L'Enlèvement au sérail », est non seulement très conventionnelle mais semble même embarrassée de tous les trucs de chanteurs qui sont à l'art lyrique ce que la fumée et la poussière sont aux villes : indispensables si on veut les peindre, mais nullement irrémédiables.

Telles qu'elles se présentent, et sans vouloir amoindrir les prouesses techniques des manipulateurs — car la précision des gestes, la vérité des attitudes, représentent une véritable performance — ces représentations d'opéra ressemblent à une bonne idée qui aurait mal vieilli, un peu comme les raffinements des moyens de reproduction ne font que rendre plus oigée l'impossibilité d'atteindre à une identité absolue.

GÉRARD CONDÉ.

MERCREDI

Après KES et FAMILY LIFE
le nouveau film de KEN LOACH

Black Jack
UN FILM DE KENNETH LOACH
STEPHEN WISE, LOUISE COOPER, ANDREW BENNIE
d'après le roman de LEON GARRETT D'après TONY GARNETT - KESTREL FILMS
PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE CANNES 1979

JACQUES DOUAI
THEATRE FONTAINE TOUS LES SOIRS à 21^h Relâche DIMANCHE
LOCATION AU THEATRE, 874 74 40

هكذا من الأصل

ELLE de Blake Edw
quarante

SACRÉE
JACQUELINE
HENRI
EXQUE

LE SOULIER
DE SATIN

WINGS

ZADIG

HAROLD
ET MAUDE

ELLE EST LA

MOI
FAR

BERG

LEX

LE
RO

Europa

SUPPLEMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

Le Monde
DE L'ÉCONOMIE

A Six, cela n'allait pas mieux qu'à Neuf

Pour l'homme de la rue, et souvent même pour l'homme politique, cela semble évident : plus on est nombreux dans un club et moins on y est uni. Mais est-ce sûr ? Tout porte à croire, au contraire, que la C.E.E. fait mentir, pour l'instant, cette maxime apparemment tirée du bon sens.

1) Prétendre que la C.E.E. fonctionne moins bien à neuf, et qu'elle fonctionnera encore moins bien à douze jusqu'à se diluer dans une sorte de zone de libre-échange, suppose admis ce postulat : à six tout allait mieux. Or, rien n'est plus faux. Lorsque, en 1972, les Britann-

2) Non seulement dans ces conditions les trois nouveaux États ne risquaient-ils guère de freiner davantage la machine communautaire, mais tout au contraire leur adhésion devait-elle permettre de faire avancer certains dossiers. Ainsi, les nouveaux, sous la présidence irlandaise, ont permis le déblocage du libre établissement des médecins, dentistes, infirmières, etc., bref des professions libérales, que les Six avaient été incapables de résoudre (le veto, une fois n'est pas coutume, venait de la Belgique). Ce sont les Britanniques, appuyés par les Irlandais, qui vont avec la complexité des Italiens, exiger des autres la création d'une politique régionale commune. Il ne faudra rien de moins qu'une crise, c'est-à-dire une menace de retrait pure et simple du Marché commun par le gouvernement travailliste, pour que le fonds régional européen soit créé. Or on n'insistera jamais assez sur l'importance d'un fonds régional européen dans une Communauté où les déséquilibres régionaux n'ont cessé de croître.

par
JEAN-LOUIS BURBAN (*)

ques, les Danois et les Irlandais sont à la veille d'adhérer, on peut constater que, dans la Communauté à six tous les dossiers ou presque sont en souffrance : la conseil des ministres est bloqué depuis 1968 par le retour à la règle de l'unanimité, le plan Werner d'union économique et monétaire est mort-né, le plan Marshall de réforme de la politique agricole commune (déjà) démantelé, par l'éternelle coalition des « petits » (agriculteurs) et des « gros » (industriels) alliés contre toute réforme agricole ; il n'y a toujours pas de politique régionale communautaire, la politique sociale stagne.

Ainsi, et là encore contre toute attente, le dossier de l'élection européenne ne sera-t-il pas bloqué par l'Angleterre, qui demandera seulement son report d'un an (1979 au lieu de juin 1978 prévu au sommet de Paris de 1974), report qui se traduira d'un combien salubre étant donné l'état d'impregnation de l'opinion publique ? Certes, en revanche, on peut trouver des dossiers bloqués par les nouveaux : les Britanniques feront tout pour empêcher l'application de la législation communautaire rela-

tive à l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes. 3) En vérité, que la C.E.E. soit à six, à neuf ou bientôt à douze, on peut dire que c'est à tour de rôle que chacun des États membres bloque ou débloque la construction européenne. L'essentiel est qu'il ne tombe pas, c'est-à-dire que tout le monde ne freine pas en même temps. Or quel État membre a osé aller jusqu'à la rupture ? La France de Charles de Gaulle s'y est exercée en 1965, lors de la crise de la « chaise vide ». Qu'est-il arrivé ? Le peuple français a profité de l'élection présidentielle de décembre 1965 pour faire savoir au chef de l'État, candidat, jusqu'où il ne fallait pas aller trop loin. Mis en ballottage par Jean Lecanuet sur le problème européen, Charles de Gaulle retiendra la leçon et la France reprendra son siège à Bruxelles dès janvier 1966.

La Grande-Bretagne d'Harold Wilson s'y essaiera elle aussi en organisant, en 1975, un référendum sur l'éventuel retrait du Royaume-Uni. À la veille du scrutin, tout le monde connaît la victoire du « non », un peu dans les mêmes proportions que le « non » du référendum norvégien de 1972 (51 %). Or, à la surprise de tous, les Britanniques (des votants d'extrême droite) ont voté pour le maintien.

Il en est aujourd'hui de même pour la politique agricole commune, les gouvernements, tous les gouvernements de nos États, savent jusqu'où ils ne peuvent aller dans la voie de la rupture.

(Lire la suite page 23.)

Chargé de cours à la faculté de droit de Metz.

L'AVENIR IMPOSERA UNE COOPÉRATION ENTRE LES CONSTRUCTEURS D'AUTOMOBILES EUROPÉENS

Peugeot-Citroën et Fiat viennent de signer un accord en vue de développer une stratégie commune en Amérique du Sud. Le 50^e Salon de l'Automobile s'ouvrira à Genève. Les statistiques des constructeurs indiquent à cette occasion un recul des ventes en Amérique du Nord et une relative stabilité dans le reste du monde, y compris en Europe. Mais les industriels sont circonspects. Deux d'entre eux, MM. Toni Schmücker et Umberto Agnelli, donnent ici leur point de vue, cependant que le président exécutif de Ford, M. Philipp Caldwell, répond aux questions de Horst-Alexander Siebert, qui présente par ailleurs le dossier de l'avenir de l'industrie automobile américaine, en pleine transformation.

Après une décennie épon-
vante, au cours de laquelle les années 80, l'industrie automobile se trouve de nouveau devant la perspective de difficultés. Devant les tensions politiques et économiques mondiales, après les événements d'Iran et d'Afghanistan, et à la suite des dernières hausses

par
TONI SCHMÜCKER (*)

importantes du prix du pétrole, est compréhensible que les constructeurs se trouvent devant des problèmes de survie. Les constructeurs automobiles ne peuvent pas se permettre de pessimisme. Une analyse à long terme incite pourtant davantage à la confiance qu'à la crainte.

Tout d'abord, les nouvelles difficultés auxquelles la branche automobile doit faire face ne touchent pas l'automobile elle-même. Aujourd'hui, la scène est dominée par la rationalité : les consommateurs ne se posent pas la question : une auto, oui ou non ? Ils se posent plutôt la question : quelle auto ? et s'adaptent ainsi aux évolutions nouvelles.

Après plusieurs années de boom, nous verrons probablement en 1980 la baisse attendue de la conjoncture automobile. La réorientation vers des catégories de voitures économiques en carburant, déjà apparue avant les dernières aggravations internationales, pourrait se poursuivre maintenant avec plus de force.

Le groupe Volkswagen a adopté pour sa part la stratégie suivante en ce qui concerne ses modèles :

- 1) Des réductions de la consommation de carburant doivent être réalisées ;
- 2) La hiérarchie actuelle de l'offre en matière de voitures, doit être maintenue ;
- 3) Les économies de carburant ne doivent pas être faites au détriment des qualités existantes des voitures, c'est-à-dire de leur rendement, leur sécurité et leur confort. Il s'agit surtout d'un réel progrès technologique important.

Au stade actuel, la quantité de carburant nécessaire au fonctionnement d'une voiture dépend surtout du comportement du conducteur. Nous envisageons, par des mesures conceptuelles, et indépendamment de la question, quelle auto ? et s'adaptent ainsi aux évolutions nouvelles.

Mais il faut être clair : l'industrie automobile ne peut pas, du jour au lendemain, comme par enchantement, produire une voiture qui offre des normes de consommation entièrement nouvelles. Il faut, pas à pas, parcourir le chemin des économies. Il ne peut s'agir que d'un processus

évolutif, libre de tout dirigisme, et dicté par le seul mécanisme d'orientation des prix. Les consommateurs peuvent être certains que la dépense supplémentaire pour des technologies d'économie sera compensée par des consommations plus faibles, réalisées pendant la vie de la voiture.

Les problèmes énergétiques peuvent avoir sur l'évolution future de la production automobile mondiale une influence positive. Une grande partie des voitures actuellement en circulation a plus de « vieillesse » que celle n'aurait été le cas sans l'augmentation du prix du pétrole. De nombreuses voitures, comme les fameux « paquebots roulants » américains, sont même devenues un phénomène anachronique.

Ce processus de transformation structurelle pourrait donner à l'industrie mondiale de l'automobile une base sûre pour une nouvelle expansion à long terme. Toutefois, un changement du comportement des consommateurs, provoqué par une psychose de crise dans les pays hautement motorisés, ou se trouvant environnés par les trois quarts de l'humanité mondiale des voitures, peut conduire, à tout moment, à un écart négatif.

La transformation du parc des voitures sera naturellement plus marquée aux États-Unis. L'industrie automobile américaine utilisera pendant de longues années encore la plus grande partie de ses moyens de financement technique et financier pour le processus. Il ne faut guère s'attendre, on le craint parfois, que les « grands américains » disposent d'énergies supplémentaires pour submerger l'Europe en voitures de catégorie moyenne « made in U.S.A. ». La question qui se pose est de savoir ce que sera la situation en Europe lorsque les fabricants américains pourront à nouveau détourner leur attention de leur propre marché. La réorientation actuelle de General Motors, Ford et Chrysler vers des voitures moyennes, économiques en essence, est encore loin de pouvoir constituer une menace pour l'industrie automobile européenne.

Augmenter la productivité

Les fabricants de voitures japonaises ont, sans nul doute, une avance spectaculaire. C'est sans doute en 1985 que la production commerciale de voitures aura commencé au Japon et, cette année, il se pourrait que le pays arrive en tête de la production mondiale d'automobiles chassant les États-Unis de cette place traditionnellement occupée par eux. Mais il se pourrait que l'industrie japonaise ait atteint son rythme de croisière sur le marché mondial de l'automobile. Reste enfin la question : la situation nouvelle créée par la forte augmentation du prix du pétrole conduira-t-elle à des changements importants dans la structure de l'industrie automobile en Europe ? Chez Volkswagen on ne le croit pas. Les constructeurs européens pourront certainement survivre à l'avenir. Mais il est douteux que tous

puissent le faire par leurs propres moyens. Après un processus de plusieurs décennies, l'industrie automobile européenne a atteint une structure qui ne permet plus d'envisager de nouvelles concentrations. Des coopérations peuvent toutefois gagner en importance, car elles représentent l'un des moyens prometteurs qui restent, sinon le seul, pour obtenir de nouvelles augmentations de la productivité. Il s'agit de concevoir la production des composants de véhicules au moyen de « joint ventures », lorsque, individuellement, un fabricant ne peut plus arriver à une solution économique. De cette manière, les coûts des études, fortement en hausse, pourraient être répartis de façon plus équilibrée. La coopération est encore un domaine où bien des choses restent à imaginer pour l'industrie automobile de l'Europe.

(*) Président du directoire de Volkswagen.

Soyons sérieux

Le major Thompson à Bruxelles

Si, à l'instar de ce chirurgien qui ouvre un jour un Anglais, un de ses confrères belges ouvrait un eurocrate, je me demande ce qu'il y trouverait. Des soucis, of course, ainsi que des projets... beaucoup de projets. Des ambitions supranationales. De la tentation dirigiste, sinon totalitaire. Des avantages sociaux hors taxe. Mais surtout de la confusion linguistique. Les eurocrates ne parlent pas le français, mais le désemparant.

C'est une Anglaise, journaliste de son état, épouse d'un fonctionnaire du Marché commun, qui a inventé l'expression « eurocrate ». On ne connaît pas la réaction de son mari. Je me demande même s'il était dans le tableau (1), car il va sans dire que tout eurocrate moyen est un cadre... peut-être même un cadre supérieur.

By Jove ! Il est doué, l'eurocrate ! Il n'est pas seulement constructif (2) mais constructeur : à ses moments perdus, il se retrouve en enfer dans sa ferme, ou il fait la part pour rallonger son week-end.

Au bureau, par contre, ces hauts fonctionnaires ont souvent la vue basse, à force de regarder à si près le dessous des cartes européennes. C'est pourquoi ils se méfient de ceux qu'ils appellent les « gouvernements nationaux » — afin de les distinguer d'un éventuel gouvernement européen.

Well ! C'est toutefois avec ces gouvernements que notre eurocrate espère établir un dialogue permanent, ce qui laisse supposer que la supranationalité n'est pas pour demain.

PANGLOSS.

(1) En français dans le texte. Le Major veut dire sans doute « en la picture », expression argotique anglaise qui signifie « au portrait » (Note du traducteur).
(2) Productif. A moins que le Major n'ait voulu dire « constructeur ». (Note du traducteur.)

« Il faut former les jeunes aux technologies nouvelles »

nous déclare le vicomte Étienne Davignon

La téléinformatique, cette révolution technologique dans les télécommunications, l'ordinateur, la miniaturisation et les banques de données, est à l'ordre du jour des préoccupations de la Commission européenne. Dans une étude présentée lors de la réunion au sommet des pays de la Communauté à Dublin, la Commission a engagé la C.E.E. d'ici à 1990, non seulement à représenter le tiers

du marché mondial de la téléinformatique, mais à approvisionner largement ce marché.

Absorbés par le débat sur la contribution britannique au budget communautaire, les neuf chefs de gouvernement n'ont guère prêté d'attention aux préoccupations futuristes de la Commission. Ils n'en ont pas moins été d'accord pour

reconnaître la nécessité d'une stratégie commune dans ce domaine.

Le vicomte Étienne Davignon, commissaire européen chargé des affaires industrielles, sera le maître d'œuvre du projet. Il explique ici, dans l'entretien qu'il a accordé à deux journalistes du « Times », pourquoi il attache une telle importance à la révolution téléinformatique.

— Comme le président Jenkins, vous évoquez le danger de voir la C.E.E. écartée entre d'un côté les nouveaux pays industrialisés du tiers-monde et de l'autre les économies à haute technologie des États-Unis et du Japon. Pourriez-vous développer ce point de vue ?

— Notre approche est simple. Chacun reconnaît aujourd'hui qu'il est essentiel pour l'industrie européenne de réussir, durant la décennie 80, à se préparer au siècle prochain. Cela veut dire qu'il nous faut accepter un certain nombre de changements dans les secteurs qui traditionnellement, constituaient la base de notre développement économique.

Le rythme des ajustements, cependant, du fait des problèmes sociaux et régionaux qu'ils entraînent, dépendra essentiellement de la confiance dans le fait que le développement de nouvelles activités saura remplacer les secteurs traditionnels en déclin. Sans cette confiance, nous continuerons à nous accrocher à nos vieilles industries, qui perdront de plus en plus leur compétitivité, et nous nous laisserons de loin, dépassés par les États-Unis et le Japon dans les nouveaux secteurs de développement.

Dans nombre d'industries l'Europe a montré par le passé une certaine autosatisfaction. Les entreprises ayant un « cash flow » positif ont continué à se développer. Mais, par rapport au marché occupé par les entreprises européennes, n'a cessé de diminuer.

Croyez-vous pouvoir définir sans erreur les secteurs de pointe de l'avenir et persuader les milieux industriels d'accepter votre point de vue ?

— Il ne fait aucun doute que la téléinformatique est un secteur en pleine progression. L'accélération de la technologie dans le domaine des microprocesseurs, des composants électroniques, etc., est allée beaucoup plus vite,

que prévu. On estimait qu'il fallait dix ans pour parvenir à l'intégration des composants de base et voilà que trois à quatre ans suffisent. Ce qu'il faut chercher à savoir, en interrogeant l'industrie et les États européens, c'est pourquoi le phénomène est apparu moins vite dans la C.E.E. qu'aux États-Unis.

— A quelles conclusions êtes-vous parvenu jusqu'ici ? — Nous avons constaté, d'un élément-clé, à savoir le processus de formation, l'enseignement dispensé dans les écoles, l'adaptation du public à l'ère de la science-fiction. La science-fiction n'appartient plus au monde des films et des séries de télévision ; elle est déjà parmi nous. Mais, contrairement à ce que nous avons vécu jusqu'à présent, nous nous trouvons ici confrontés à une technologie qui ne demande plus seulement d'acheter avec le produit la notice explicative. Une formation particulière est indispensable.

Les petites et moyennes entreprises qui ne maîtrisent pas les nouvelles techniques resteront toujours loin derrière leurs concurrents. Le processus doit commencer dès l'école. C'est pourquoi nous aimerions voir cette nouvelle technologie tenir une place plus importante dans les programmes scolaires.

Comment répondez-vous aux syndicats pour lesquels cette nouvelle technologie signifie la suppression d'emplois ?

— Il faut qu'un dialogue s'établisse avec les syndicats, comme avec le gouvernement et les milieux d'affaires, afin de convaincre chacun que l'utilisation de la nouvelle technologie, et l'accroissement de la productivité, ne signifie pas nécessairement une diminution absolue de l'emploi. Il faut souligner que si l'on est capable de faire des choses que l'on ne faisait pas auparavant, des besoins qui n'existaient pas se créeront. Une demande apparaîtra, et les prix baisseront, rendant de nouvelles services, qui jusqu'ici étaient le privilège de gigantes-

ques multinationales, accessibles aux petites entreprises et même aux particuliers.

— Quand on se penche sur l'expérience des grandes sociétés qui ont utilisé les technologies nouvelles — banques, compagnies d'assurances, etc. — on découvre toujours qu'elles ont considérablement sous-estimé non pas la suppression, mais la création d'emplois, de même qu'elles avaient sous-estimé les nouvelles activités et les nouveaux services que leur clientèle pouvait leur demander. Ainsi remarque-t-on un équilibre entre suppression et création d'emplois.

L'Etat devant les services nouveaux

— Les marchés de la C.E.E. et des États-Unis sont comparables par la taille, mais ils fonctionnent de façon très différente. Quelles leçons la C.E.E. peut-elle tirer de l'expérience américaine ?

— La différence la plus importante est, naturellement, l'habitude qu'a l'industrie américaine, et les Américains eux-mêmes en tant qu'individus, de payer de leur propre poche toutes sortes de services qu'en Europe nous espérons voir pris en charge par l'État. Si ce dernier n'intervient pas, la clientèle, chez nous, est inexistante. Aux États-Unis, en revanche, on trouve toujours des fournisseurs, car il y a des acheteurs qui sont prêts à déboursier pour obtenir l'information dont ils ont besoin. Cela explique le développement extrêmement rapide des banques de données et des systèmes de diffusion de l'information aux États-Unis.

Il y a en outre sur le marché européen une certaine fragmentation : règlements techniques différents, barrières, monopoles nationaux, etc. Ainsi va-t-il falloir unifier, coordonner, rationaliser les programmes de recherche, introduire un élément de préférence communautaire à l'égard de l'énergie, et progressivement ouvrir les mar-

chés nationaux à tous les producteurs de la Communauté.

— Certains estiment qu'il suffit d'avoir accès à la technologie nouvelle, sous licence par exemple, et qu'il n'est pas essentiel de produire de la matière première, des composants électroniques et des composants de base. Quel est votre point de vue ?

— Il n'est pas facile de faire une réponse nette et définitive. Cependant, celui qui est à la fois fournisseur de matière première et de produits finis ne vous vendra pas la matière première au prix du produit fini. Une autre question se pose : celle de se maintenir toujours à la pointe de l'évolution des technologies nouvelles, de façon à pouvoir planifier ses investissements et à prévoir quels nouveaux marchés sont susceptibles de s'ouvrir. Sans cela, il nous faudra conquérir les marchés après coup par une politique de prix plus bas : les coûts de fabrication élevés que nous connaissons en Europe ne nous le permettent guère, si du moins nous voulons continuer à gagner de l'argent.

(Lire la suite page 28.)

Propos recueillis par
MICHAEL HORNSBY
et PETER NORMAN.

Les clés de la conjoncture

Une fuite en avant générale

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulots de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers sont l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, un se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) Croissance la plus forte possible ; b) Croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) Croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

L'ÉCONOMIE américaine n'aura pas fini d'étonner. Les résultats annoncés au 1^{er} trimestre ont conduit jusqu'à présent à redoubler d'optimisme, une récession constamment attendue et jamais au rendez-vous. Or, les données les plus récentes laissent les experts perplexes. Elles les amènent même à se demander s'ils n'assistent pas à un retournement de situation.

Certes quelques résultats annoncent encore la récession, telle la chute de 33 % de la production automobile de janvier (bien que les ventes au détail ont augmenté en janvier au taux record de 2,3 %, qui a surpris et fait penser à une nouvelle fuite en avant inflationniste, d'autant plus que le taux d'épargne des Américains

est descendu au niveau incroyablement bas de 3,3 % du revenu disponible. Simultanément, la forte hausse des prix de gros de 1,6 % de janvier annonce une nouvelle accélération des prix de détail, dont le rythme avait pourtant déjà atteint en décembre le chiffre extraordinaire pour les États-Unis de 13,5 %. N'y a-t-il pas un changement de comportement des Américains qui, constatant la reprise des dépenses d'armement, ont pris brusquement conscience que la montée de l'inflation était loin d'être terminée ? M. Volcker, le président du FED, le pense certainement : intervenant récemment devant le Sénat, il a reconnu que le pétrole et la nouvelle tension internationale font obstacle à sa politique anti-inflationniste. Il continue toutefois à lutter, en élevant encore une fois le taux d'escompte de 12 à 13 %, nouveau record historique.

sur trois mois, s'accroît, bien que plus légèrement qu'auparavant, de 4,5 à 5 %. Les prix de gros, eux, vont beaucoup plus vite : 1,2 % en janvier et 10,3 % sur les deux derniers mois. Comme le souligne une étude de l'Institut de recherche économique de Berlin (DIW), la hausse des prix des produits importés n'est pas seule responsable. Une mentalité inflationniste tend à se développer, malgré la modération relative de l'augmentation de 6,8 % des salaires acceptée finalement par le syndicat de la métallurgie, après des exigences plus élevées de 10,5 %.

Chose nouvelle, le déficit de la balance des paiements courants, de 9 milliards de deutschemarks en 1979, et probablement du double en 1980, est admis officiellement, à condition qu'il ne devienne pas « structurel », ce qui

à pour avantage par ailleurs d'atténuer la pression à la réévaluation permanente du deutsche-marks. Ainsi, les autorités allemandes semblent admettre ce léger dérapage, favorisé par la conjoncture internationale : comme l'a expliqué récemment M. Otto Schleich, secrétaire d'État à l'économie, les incertitudes politiques devraient favoriser la création de stocks, plus importants et un regain d'activité dans les secteurs liés à l'armement.

Si une politique souple est chose nouvelle en Allemagne, ce n'est pas le cas au Japon. Ce dernier a été très tôt laxiste, essayant de ménager les entreprises et la croissance (qui, à 5,3 %, a été la plus forte de tous les pays industrialisés), gardant des taux d'intérêt très bas (le taux d'escompte est resté longtemps

La France, du moins à entendre M. Raymond Barre, aurait une activité soutenue et saine, due à la reprise des investissements et des exportations, permise par le retour à la compétitivité des entreprises. L'Institut national de la statistique et des études économiques exprime une opinion sensiblement différente et diagnostique un certain dérapage inflationniste, avec accélération des prix industriels, constitution de stocks, baisse du taux d'épargne des ménages, qui permet le maintien de la consommation, en dépit de la baisse du pouvoir d'achat. Les derniers résultats annoncés pour le mois de janvier, forte accélération des prix (près de 2 %) et surtout, déficit considérable de 4 milliards de francs de la balance commerciale, aggravé par les importations de biens de consom-

L'explosion des prix européens

Dans les quatre grands pays européens, on observe les mêmes symptômes de dérapage. Leurs gouvernements ont craint surtout l'effet déflationniste des hausses pétrolières. Or l'activité à l'exportation de celle de la Grande-Bretagne, n'est pas encore à la récession, au contraire, et l'optimisme persiste chez les chefs d'entreprise. Simultanément, comme le montre notre courbe, l'inflation

moyenne explose de 12,5 à plus de 15 %, et la tension sur les taux d'intérêt augmente à nouveau. En Allemagne, les chiffres les plus récents montrent une reprise, en particulier dans la construction, où l'on attendait plutôt un affaiblissement. Toutefois, plusieurs signes montrent qu'il y a aussi dérapage. Le rythme des prix de détail, calculé

ÉTATS-UNIS : SITUATIONS ET INCIDENCES

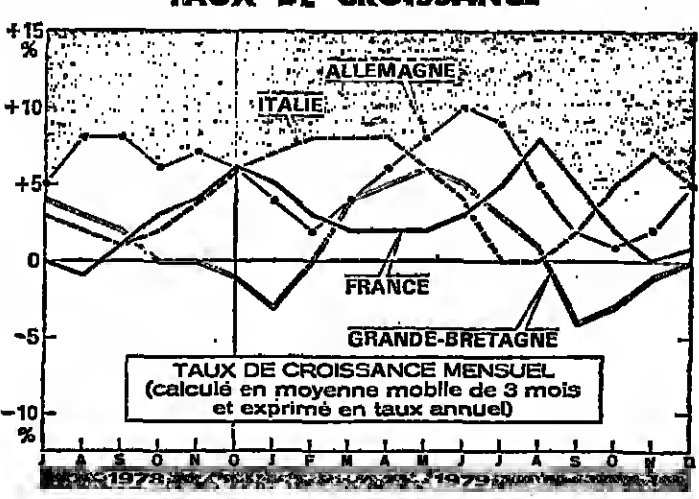
INDICATEUR	NOTATION	COMMENTS
CROISSANCE	(+)	L'évolution de l'activité est toujours incertaine. La production industrielle reste faible : 0,1 % en décembre et 0,3 % en janvier. La production automobile chute de 33 % en janvier. Mais, en sens inverse, la consommation semble marquer une reprise avec une croissance des ventes au détail de 0,5 % en décembre et même de 2,3 % en janvier.
PRIX	(+)	Les prix de gros qui avaient marqué une nette décélération entre novembre (1,3 %) et décembre (0,8) sont fortement remontés de 1,6 % en janvier. Leur rythme annuel, calculé sur trois mois, est ainsi passé de 13 % à 15,3 %. Les prix de détail de leur côté ont continué à augmenter à une allure de 15,4 % sur les trois derniers mois.
CHOMAGE	(-)	Après être resté longtemps à 5,5 ou 5,6 %, le taux de chômage, par rapport à la population active, a fortement augmenté à 6,2 % en janvier. Le nombre de chômeurs est passé à 6,4 millions. Cette aggravation était attendue par les autorités qui prévoient que le taux passera à 7,5 % fin 1980.
CAPACITÉ	(-)	Le taux d'utilisation des capacités productives qui était tombé de 84,9 % en octobre à 84,4 % en novembre, est resté inchangé en décembre. Rappelons que ce taux était de 86,3 % en décembre 1978.
CHANGES	(-)	Le déficit de la balance commerciale (calculé Fob-Fob et corrigé des variations saisonnières) qui avait régulièrement baissé de 2,83 milliards de dollars en septembre à 1,42 milliards en novembre, a de nouveau fortement augmenté à 3,88 milliards en décembre. Finalement, pour 1979, ce déficit est de 24,7 milliards, contre 39,5 milliards en 1978.
MUNÉTAIRE ET FINANCIER		Nouvelle tension sur les taux d'intérêt américains, le taux d'escompte passant de 12 à 13 % et le prime rate de 15,25 à 16,5 %. La constatation est la même dans les quatre grands pays européens, où les taux d'intérêt sont poussés partout à la hausse, la Banque centrale intervenant parfois comme en Grande-Bretagne pour diminuer la tension.
ECONOMIQUE		La remontée des dépenses militaires américaines ainsi que le climat préélectorale limiteront le recul de l'activité et accéléreront l'inflation. Il ne manquera pas d'exercer des effets directs et indirects sur les quatre grands pays européens.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (n) internationale
ALLEMAGNE	++	-	-	++	+	+
FRANCE	+	---	---	+	---	++
ITALIE	++	---	---	-	---	-
GRANDE-BRETAGNE	-	---	---	---	-	+

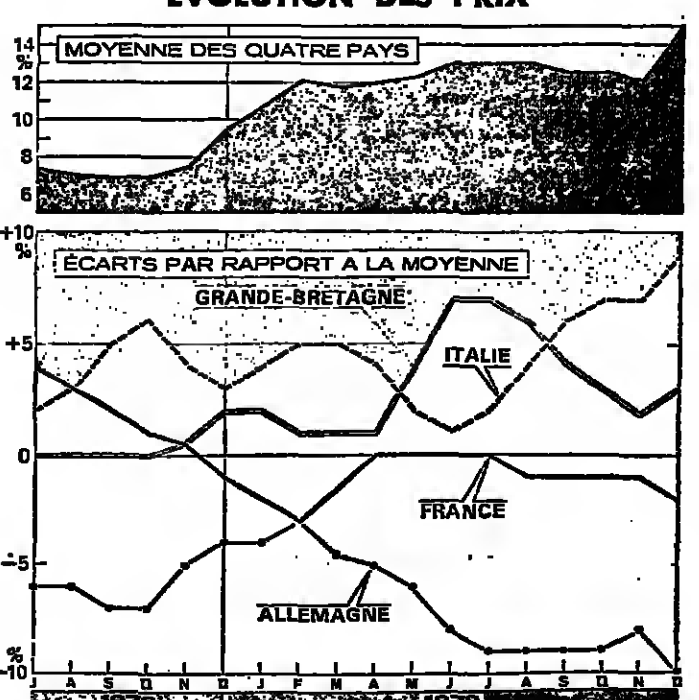
(+) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

TAUX DE CROISSANCE



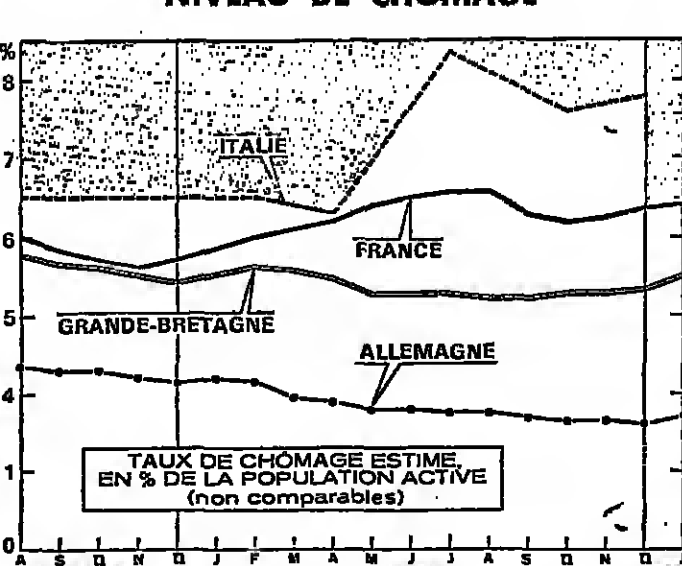
Entre novembre et décembre, la croissance industrielle s'est poursuivie en Allemagne (+ 5 %) et en Italie (5 %). Elle s'est stabilisée en France (1 %). Elle s'est redressée un peu en Grande-Bretagne, mais reste faible (0 %).

ÉVOLUTION DES PRIX



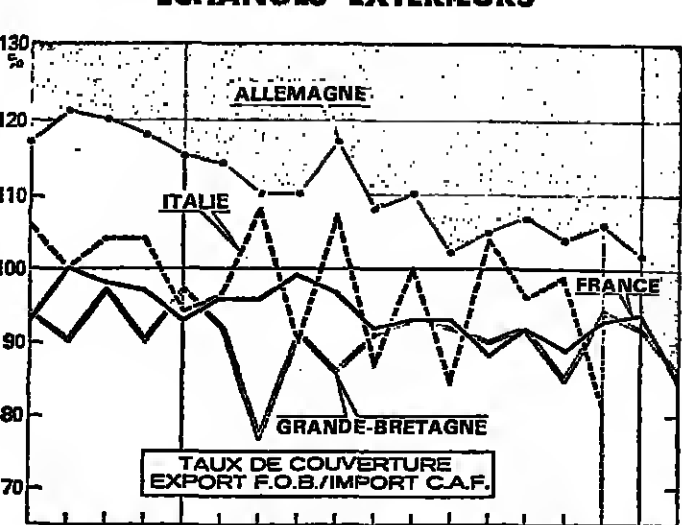
L'inflation moyenne des quatre grands pays européens a considérablement grimpé, passant d'un seul coup de 12,5 à plus de 15 %. Partout elle a augmenté, légèrement de 4,5 à 5 % en Allemagne, plus fortement de 12 à 14,5 % en France, et d'une manière explosive de 14 à 17 % en Grande-Bretagne et de 20 à 25 % en Italie. Rappelons que ces taux sont calculés sur les trois derniers mois. Évalués sur douze mois, ils sont de 5,1 % en Allemagne (avec le nouvel indice), de 12,5 % en France, de 15,4 % en Grande-Bretagne et de 21,4 % en Italie.

NIVEAU DE CHOMAGE



Entre décembre et janvier, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a augmenté partout : en France de 6,35 % à 6,66 % et surtout en Grande-Bretagne de 5,36 % à 5,50 %.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Les taux de couverture des importations par les exportations (calculés Fob-Caf et corrigés des variations saisonnières) ont chuté partout : en Allemagne de 186 % en novembre à 192 % en décembre, en France et en Grande-Bretagne respectivement de 94 % et 92 % en décembre à 85 % et 86 % en janvier.

à 6,25 %), ce qui explique la baisse du yen, le déficit considérable de la balance des paiements, ainsi que la forte hausse des prix de gros. Sur le seul mois de janvier, ces derniers ont grimpé de 2,1 %, à un rythme annuel de 19,3 %. Ainsi, la fuite en avant, entretenue par ailleurs par un considérable déficit budgétaire, a-t-elle constitué une solution aux difficultés. Mais il faut trouver les moyens de rétablir la situation, et comme le reconnaît M. Hiroshi Masakawa, gouverneur de la banque du Japon, la manœuvre ne va pas être facile avec le déferlement des hausses qui, par le canal des prix de gros, vont s'écouler maintenant les prix de détail. Déjà le taux d'escompte a dû être remonté en hâte de 6,25 à 7,25 %.

L'Italie, comme le Japon, a pratiqué, tout au long de l'année 1979, une fuite en avant qui lui a permis de réaliser le deuxième taux de croissance des pays industrialisés (5 %). Mais, ici encore plus qu'ailleurs, les limites sont maintenant en vue, avec une inflation qui explose à 25 % (calculée sur les trois derniers mois) et un déficit commercial qui se creuse subitement. Il ne sera pas facile au gouvernement italien de réaliser le réajustement qu'il s'impose. M. Pandolfi, ministre du Trésor, relance l'idée d'une planification économique, et la Confindustria (le patronat) celle d'une révision de l'échelle mobile des salaires. Finalement, ce sera encore une fois la Banque d'Italie qui prendra la décision et donnera un nouveau coup de frein monétaire.

La France, du moins à entendre M. Raymond Barre, aurait une activité soutenue et saine, due à la reprise des investissements et des exportations, permise par le retour à la compétitivité des entreprises. L'Institut national de la statistique et des études économiques exprime une opinion sensiblement différente et diagnostique un certain dérapage inflationniste, avec accélération des prix industriels, constitution de stocks, baisse du taux d'épargne des ménages, qui permet le maintien de la consommation, en dépit de la baisse du pouvoir d'achat. Les derniers résultats annoncés pour le mois de janvier, forte accélération des prix (près de 2 %) et surtout, déficit considérable de 4 milliards de francs de la balance commerciale, aggravé par les importations de biens de consom-

En Grande-Bretagne, Mme Thatcher applique sans aucune concession ces principes, notamment pour la monnaie et les salaires. Le taux du Minimum Lending Rate avait été fixé à un niveau très élevé de 17 % (qui avait étonné il y a quelques mois), tout a été fait pour diminuer les dépenses budgétaires et imposer à l'économie de nouvelles contraintes, avec l'espoir de réduire rapidement l'inflation et renforcer les entreprises. Malheureusement, les résultats ne sont jusqu'ici guère probants.

Au contraire, l'inflation s'est accélérée à 2,5 % en janvier, et atteint maintenant un rythme annuel supérieur au taux d'intérêt, qui, à son tour, menace de monter encore plus. Les salaires eux-mêmes augmentent à une allure de près de 20 %, et comme le montrent les priorités du conflit de la sidérurgie, ne se laissent pas facilement brider. Malheureusement, en même temps, à la différence de celle des autres pays, l'activité britannique stagne, entraînant les critiques du TUC et même celles de la City. L'exemple de la Grande-Bretagne, comparé à ceux de l'Allemagne et du Japon, de l'Italie et de la France, montre qu'il est difficile, dans la conjoncture actuelle, d'échapper au dérapage général.

MAURICE BOMMENSATH.

LOTO
c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros
Clôture des jeux mardi après-midi

هكذا من الأصل

Les éleveurs ont intérêt à vendre leur production aux offices de stockage européens plutôt que sur le marché

Pour la plupart des éleveurs de la Communauté européenne, il est plus lucratif, depuis des années, de produire de la viande bovine qui va tout droit dans les installations frigorifiques publiques plutôt que sur le tableau des consommateurs. Cela se fait, bien entendu, aux dépens du contribuable et du consommateur, qui doit payer plus cher ce qu'il met dans son assiette...

Cette situation était déjà latente lors de la mise sur pied de la production agricole commune. Elle s'explique par le fait suivant : l'élevage bovin revient beaucoup plus cher dans les pays de la Communauté qu'en Argentine, au Brésil, en Uruguay, en Nouvelle-Zélande ou en Australie, où de plus vastes superficies sont exploitées par les éleveurs. Contrairement à ce qui se passe pour les vaches laitières, l'élevage des bovins pour leur viande, ne demande pas beaucoup de main-d'œuvre, mais de grandes surfaces. En Europe, le terrain coûte cher, et les bovins doivent passer l'hiver à l'étable, où ils sont nourris avec des aliments fort coûteux.

Pourtant la politique communautaire part du principe que l'élevage bovin doit, lui aussi, être lucratif. Cela est impossible dans nos régions, étant données les conditions de marché, déclare Andréas Sati, expert du commerce de gros et du commerce extérieur pour le bétail et la viande. Par conséquent, pour compenser ces inconvénients, les prix élevés de la viande bovine doivent être soutenus par des actions publiques de plus en plus compliquées.

Ce n'est pas ce qui se passe, en règle générale, pour l'élevage porcin, capable de faire face à la concurrence internationale au sein de la Communauté. Un tel élevage se pratique dans des zo-

nes de climat tempéré et surtout dans des lieux clos, l'aliment nécessaire aux porcs pouvant être transporté sur de grandes distances par l'éleveur lui-même, sans frais. Il y a donc très peu d'interventions dans ce domaine de la part de l'Etat, quoique le « cycle du porc », qui se traduit par l'irrégularité des prix, fasse partie des problèmes classiques de la politique agricole.

Croissance du cheptel

Jusqu'en 1973, les prix de la viande bovine dépendaient encore largement de l'offre et de la demande dans la Communauté européenne. Le noyau central de l'organisation du marché était encore alors le « prix d'orientation ». Si à toujours été fixé annuellement par le conseil des ministres de la Communauté, il n'en reflétait pas moins, au début, les conditions réelles du marché, et les éleveurs pouvaient décider de leur production à partir de là. Cela changea toutefois au fur et à mesure que les excédents de lait devenaient problématiques.

Les politiciens agricoles de la Communauté, estiment, en conclusion, qu'il fallait rendre la production de viande bovine tellement plus intéressante que

celle du lait que les agriculteurs s'y convertissent. Non seulement des primes à l'abattage et à la reconversion furent alors introduites, mais les prix montèrent de plus de 10 % par an en 1973, 1974 et 1975. Résultat : des flots de lait s'échappèrent de plus belle des fermes de la Communauté, tandis que la production de viande devenait de plus en plus excédentaire. Cela n'a rien de surprenant : une reconversion ne consiste pas à nonner simplement une nouvelle étiquette autour du cou d'une vache.

Le cheptel global de la Communauté continua de croître. Les éleveurs ne risquaient rien à ce petit jeu puisque dès 1973 fut introduite l'intervention permanente, c'est-à-dire l'obligation pour l'Etat d'acquiescer dans ses frigos des quantités illimitées, ou, du moins, limitées à la seule offre des éleveurs de viande bovine, et ce à un prix d'intervention fixe. Ce prix d'intervention, qui fut d'abord fixé à 7 % en dessous du prix d'orientation, avant de passer à 10 % de moins en 1977, devint, normalement,

uniquement servir de garantie sociale dans la politique des revenus et empêcher le prix de marché de lui devenir inférieur.

Mais les éleveurs partirent de ce prix garanti et augmentèrent leur production. Le pourcentage d'auto-provisionnement pour la viande bovine, qui n'était encore que de 83 % en 1973 au sein de la Communauté, passa à près de 100 %. Conséquence : depuis 1974, en R.F.A., le prix de marché n'a jamais dépassé le prix d'intervention et un tel « phénomène » ne s'est produit dans la Communauté que pendant trois semaines. Les excédents des éleveurs sont donc supérieurs lorsqu'ils livrent leur viande à l'intervention plutôt que de l'écouler sur le marché libre.

Cela coûte cher aux contribuables. Le stockage d'une tonne de viande bovine revient, par jour, à près de 10 francs. Rien que pour les 250 000 tonnes environ que contiennent les frigorifiques de la Communauté, les coûts atteignent quelque 700 millions de francs par an.

Dumping international ?

La viande congelée ne peut être vendue qu'à 7 francs de moins le kilo par rapport à la viande fraîche. Les coûts de transport sont donc accrus de 2 000 millions de francs par an si l'on considère que la viande séjourne en moyenne huit mois dans les installations frigorifiques. Pour résumer, disons que la Communauté européenne a dépensé depuis 1973 plus de 15 milliards de

francs dans le cadre de l'intervention sur la viande bovine. Cela correspond à l'aide au développement de l'Allemagne fédérale pour deux ans.

Jusqu'en 1973, les plus gros fournisseurs étrangers de viande bovine en R.F.A. étaient les Argentine. Aujourd'hui ils ont pratiquement disparu. Le blocage aux importations introduit en 1974 par la Communauté européenne afin de protéger son marché intérieur a, depuis, été levé de jure, mais il n'en reste pas moins qu'en dehors de certains contingents d'importation qui sont le fait d'engagements pris au plan international, importer de la viande est pratiquement impossible. C'est ainsi qu'en octobre 1978 le prix sur le marché international, qui était de 15 francs le kilo, passait à 34 francs en R.F.A., une fois franchies les différentes barrières telles que la douane, les montants compensatoires, la parité monétaire et la T.V.A. Quant à ceux qui auraient été prêts à payer un tel prix, encore leur fallait-il remplir de multiples conditions dissuasives.

Dans le même temps, au grand mécontentement des pays en voie de développement que la Communauté avait incités à accroître dans des proportions considérables leur production de viande bovine, le prix de vente à l'exportation des produits des offices d'intervention européens est tombé de 9,15 à 2,99 marks, du fait des mécanismes de subvention communautaires.

Rien n'indique que cette situation soit près de changer. Bien sûr, la consommation de viande par habitant au sein de la Communauté augmente. Mais, étant donné le prix élevé de la viande bovine, ce sont surtout les éleveurs de porcs qui en profitent. Malgré toutes les mesures proposées par ses membres en vue de résoudre un tel dilemme, la Commission de la Communauté s'attend que le stockage continue à croître.

MARCEL SCOTTO.

HANS-JUERGEN MAHNKE.

A Six, cela n'allait pas mieux qu'à Neuf

(Suite de la page 21.)

1) On ne brise pas une Communauté parce qu'elle a trop bien réussi. Après tout, qu'est-ce qu'on reproche à la C.E.E. ? Les excédents de lait, de beurre, de blé, de tout ? Eh bien ! comme disait un jour la correspondante de l'agence France-Presse à Moscou, il est à l'heure des pays qui aimeraient bien avoir des problèmes d'excédents ! Quel problème il y a-t-il et qu'il faille le résoudre, c'est évident, mais il ne faudrait pas confondre excédent et pénurie dans un même anathème. D'ailleurs, le temps où l'Europe occidentale criait famine sous la botte nazie n'est quand même pas très loin derrière nous !

2) Lorsqu'un club est assailli de demandes d'adhésion, comme c'est le cas avec les demandes pressantes de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, c'est sans doute parce qu'il ne se porte pas si mal. D'ailleurs, quel autre club de coopération se porte-t-il mieux en Europe ? Prenons le Conseil nordique. Il réunit plusieurs Etats et priorités proches, puisqu'ils sont scandinaves. En bien ! le problème. Et qu'on ne dise pas que c'est parce que le Danemark appartient à la C.E.E. Si la coopération nordique avait bien fonctionné, le Danemark n'aurait pas rejoint la C.E.E. La C.E.E. a même la satisfaction de voir un groupe de pays d'Amérique du Sud se doter d'institutions limitées des institutions européennes, conseil et tout récemment cour de justice du pacte andin.

En vérité, dans un monde de plus en plus divisé et où beaucoup d'organisations mondiales de coopération sont en train de subir le triste sort de feu la

Société des nations, on assiste à une sorte de repli régional à l'échelle des continents et des sous-continent. Et la fameuse « supranationalité », tant décrite en Europe parce qu'elle est mal comprise, se révèle finalement un bon artifice d'exportation. Alors, de grâce, ne crechons pas trop dans notre soupe !

JEAN-LOUIS BURBAN.

Pour résoudre les cas pratiques de la vie des sociétés :

C. & C. RAULET
Gestion et comptabilité des sociétés commerciales

dunod

L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE LOMÉ

Pourra-t-on ranimer le malheureux Centre de développement industriel ?

Bilan lamentable. Echec sur toute la ligne. Les jugements sont sévères sur le Centre de développement industriel (C.D.I.), organisme paritaire de la C.E.E. et des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), signataires de la convention de Lomé. Créé au début de 1977 pour donner un contenu concret à ce que devait être la grande affaire des nouvelles relations entre les Neuf et les A.C.P. — la coopération industrielle, — le C.D.I. est toujours, trois ans après, sur la ligne de départ. Les instances communautaires et les A.C.P. viennent donc de décider de se séparer de la direction actuelle. Ils ont nommé à MM. Theisen (Luxembourg), le directeur, et Aldrele (Nigeria), le sous-directeur, la fin de leur mandat.

« Il est parti le nez en l'air sans assurer ses arrières », commente un haut fonctionnaire de la Commission européenne. C'est le reproche principal que l'on fait à M. Theisen. Manquant d'expérience africaine, il s'est aventuré sans faire preuve d'enthousiasme de beaucoup de clairvoyance. De sorte qu'il s'est entêté pour des « éléments blancs » qui étaient connus par les vieux routiers du développement en Afrique depuis longtemps ; tel ce projet de création, à partir de la récupération de la ferraille, d'une petite unité sidérurgique déclarée non viable par les experts européens il y a quinze ans.

La direction du C.D.I. rétorque : bien que l'industrialisation des pays en développement

se heurte à des obstacles considérables, le C.D.I. a retenu en trois ans trois cent soixante-dix-neuf projets en vue d'une assistance technique. Sur ce total, vingt ont été réalisés, dix en cours de réalisation, dont six avec une participation importante en capital social de la part d'entreprises européennes. Les instances communautaires et les A.C.P. contestent ce résultat flétri. C'est dans la politique du C.D.I. disent-elles, de attribuer le succès de certaines opérations à des projets qu'il n'a joué qu'un rôle marginal.

Au-delà de cette polémique, la Commission reconnaît officiellement que le bilan de la convention de Lomé est assez modeste dans le domaine de la coopération industrielle.

Des « peaux de banane »

Comment expliquer cet échec ? Ce qui devait être la force du C.D.I., c'est-à-dire le fait d'être un organe paritaire pouvant jouer entre les deux partenaires, s'est révélé finalement la grande faiblesse de l'encadrement opérationnel de la coopération

industrielle entre les Neuf et les A.C.P. Les deux partenaires s'en sont méfiés dès le départ parce que le C.D.I. n'était pas sous leur contrôle direct. Aussi sa tâche n'a-t-elle été facilitée ni par les uns ni par les autres. Les « peaux de banane » n'ont pas manqué, avançant même certains. Pour la Commission et la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), le C.D.I. apparaît comme un trouble-fête. Sans crédits d'intervention et avec une équipe légère (dix personnes), il lui était difficile de trouver sa place parmi les institutions traditionnelles de la Communauté opérant en Afrique. Le C.D.I. — ce qui est particulièrement révélateur — n'a pratiquement pas eu — l'a-t-il pu ou voulu ? — de contacts avec les délégations de la C.E.E. dans les A.C.P., lieux d'écoute privilégiés des besoins de ces pays.

En outre, faute d'une définition précise de son rôle, le C.D.I. a mené c'est sans doute la faute à la grande erreur de sa direction — des actions dans tous les sens. D'où le reproche de touche-à-tout qui lui est adressé à Bruxelles.

Afin de redresser la barre, la C.E.E. et les A.C.P. ont décidé, outre le changement de direction, de doubler les moyens financiers du C.D.I. (5 millions d'ECU par an contre 2,5 millions au cours des trois premières années d'existence : 1 ECU = 5,80 F).

Sera-ce suffisant pour donner enfin un véritable départ au C.D.I. ? Nombreux sont ceux à Bruxelles qui ont les plus grands doutes. Pour le faire avancer, il faudrait commencer par définir de façon stricte son rôle, à savoir qu'il doit se limi-

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75487 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. Paris 4387-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.

175 F 325 F 425 F 525 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

300 F 350 F 400 F 450 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

200 F 250 F 300 F 350 F

IL — SUISSE - TUNISIE

230 F 280 F 330 F 380 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois volets) von-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse diffi-

ciles ou provisoires (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

SÉJOURS LINGUISTIQUES

(A partir de la sixième)

ANGLETERRE

2 sem. PAQUES : 1.545 F

APPRENDRE ET VIVRE

72, rue de la Marne, 93330 Seaux

Tél. 350-80-71

LENTILLES

DE CONTACT

Les célèbres lentilles souples, ultraminces de Bausch & Lomb, 1^{re} fabricant américain. Douceur exceptionnelle. Adaptation par spécialistes.

Forfait complet à 796 F.

Laboratoires OSIRIS

21, av. de Friedland - 8^e - Tél. 563.55.99

Conseil international de la langue française

103, rue de Lille - 75007 Paris

DICTIONNAIRE COMMERCIAL

dictionnaire rédigé par l'Académie des sciences commerciales : plus de 4000 expressions avec définitions.

au CILF : 130 FF

AUTOMOBILE AMÉRICAINE

Les «trois grands» ne créent plus la demande : ils doivent s'adapter au marché

Le plus grand trust de l'automobile du monde, General Motors Corporation, n'est-il pas responsable des grandes difficultés de l'industrie automobile américaine aujourd'hui ? Dirigé par Alfred Sloan, le constructeur le plus « fort » de Detroit, dont l'entreprise s'est lancée à la conquête de la plus grande part du marché, c'est lui qui, dans les années 50, a fait sortir les premiers « passepieds roulants » de ses chaînes : énormes caisses de tôle équipées de moteur V 8 à haute compression, qui dépassaient par leurs caractéristiques de tenue de route et de confort tout ce qui roulait auparavant sur les routes américaines.

Ces puissantes autos, laides selon le goût actuel, étaient vite révisées des championnes à la vente. Bien que le gargouillis de l'essence passant dans le carburateur fût presque audible pour les passagers. Mais, à l'époque, 1 litre d'essence ne coûtait que quelques cents. G.M. avait bien montré un flair réel, puisque précisément la première grande vague de prospérité déferlait sur les États-Unis. C'était l'époque où l'administration Eisenhower construisait le pays d'un dense réseau d'autoroutes de l'Atlantique au Pacifique, et de nombreux Américains se sentaient heureux de pouvoir partir confortablement

en voiture à la conquête de leur propre continent. Mais les jalons furent ainsi posés pour une évolution qui met aujourd'hui l'Amérique aux prises avec de gigantesques problèmes. D'après l'O.C.D.E., les Américains utilisaient encore en 1977, 1941 litres d'essence par habitant, tandis que l'Allemand se contentait de 462 litres, le Français de 428 litres, l'Anglais de 408 litres et l'Italien de 345 litres. Car la Chrysler Corporation, et plus tard la petite American Motors Corporation, fondée en 1954, ont immédiatement suivi G.M., qui dominait le marché.

A Detroit, l'idée de M. Sloan, selon laquelle les grosses voitures rapportaient aussi de gros bénéfices, s'était répandue. La stratégie générale de marketing reposait sur l'idée que, dans la production en série, les voitures plus grandes ne coûtaient que quelques centaines de dollars de plus que les petites, la différence pouvant être démultipliée dans le prix de vente. Un exemple : il y a quelques années, la différence des coûts entre une Chevrolet Caprice et une Cadillac DeVille, pour le constructeur, s'élevait à environ 400 dollars. Les distingués acheteurs d'une Cadillac payaient toutefois 3 800 dollars de plus que ceux d'une Chevrolet. Mais la voiture devenait le symbole du standing.

En février 1979, la dernière crise a été essentiellement déclenchée par le ralentissement des exportations de pétrole iraniennes. Partant de la Californie, particulièrement asséchée d'essence, une véritable panique s'est emparée de l'Amérique. Après plusieurs mois de queues devant les pompes à essence, la demande de gros véhicules s'est sensiblement ralentie. Le 31 janvier, les stocks de Detroit, constitués pratiquement que de grosses cylindres, malgré d'importantes offres de rabais, atteignaient près de 1,9 million d'unités.

Ces graves fluctuations du marché ont valu en 1979 à G.M. un bénéfice réduit de 18 %, soit près de 2,9 milliards de dollars. Dans le secteur nord-américain, Ford a subi une perte d'exploitation de près de 1 milliard de dollars qui n'a pu être compensée que par des transferts de bénéfices essentiellement réalisés en Europe. Chrysler, avec un déficit de plus de 1 milliard de dollars, a failli s'écrouler. Le programme de soutien de Washington a évité le pire.

Une douzaine et demie d'usines américaines sont fermées, environ deux cent mille travailleurs américains de l'automobile sont au chômage, y compris dans les entreprises de sous-traitance. Cela fait près du quart de l'ensemble des salariés (bât cent cinquante-cinq mille). Le syndicat United Automobile Workers craint que le pire ne soit encore à venir. Lors de la récession de 1975, seuls les « Big Three », c'est-à-dire General Motors, Ford et Chrysler, avaient licencié deux cent cinquante mille travailleurs. Selon des pronostics sérieux, la vente de voitures en Amérique, pour les modèles 1980, diminuera de 14 %, tombant à 9,5 millions de voitures. Tandis que les importations augmentent, peut-être, Detroit devra s'attendre à vendre 1,5 million de voitures en moins. Néanmoins, considérée dans son ensemble, l'industrie automobile américaine est encore plus puissante que cela ne paraît.

H.-A. S.

A Detroit, l'omelette se prépare en cassant des œufs

Les utopistes européens se plaisent à insinuer que l'industrie automobile américaine, après avoir pratiqué pendant des années une politique de modèles erronée, subit les effets d'une concurrence de plus en plus acharnée qui la fait approcher de la faillite. « La chute libre » ou « Décennie décliniste pour Detroit » sont devenus des titres courants d'articles. Les dirigeants des firmes automobiles groupées dans cette ville qui leur est en quelque sorte dédiée sont volontiers qualifiés de « sclérosés, prétentieux et bureaucrates ». Nombreux sont ceux qui estiment dans le Vieux Monde que Ford, seconde entreprise automobile et quatrième firme de transformation dans le monde, est menacée du même destin que Chrysler.

Il en va tout autrement en réalité. Tout d'abord une chose est indéniable : les treize plus grandes firmes automobiles européennes produisent 13 millions de véhicules par an, et se partagent le marché américain. En revanche, aux États-Unis, cinq fabricants se partagent le marché en 1979, y compris la filiale américaine de Volkswagen, produisant au total 3,4 millions d'unités contre 8,1 millions l'année précédente. Pour leur part, General Motors et Ford ont produit respectivement 5,1 et 2 millions de voitures particulières, le reste étant partagé entre Chrysler (3 070 000), American Motors (1 580 000) et VW Westmoreland (1 780 000). Le marché américain est loin d'être saturé et, théoriquement, l'industrie américaine n'aurait aucun problème à produire les véhicules qui sont importés (2,5 millions en 1979). Ces seules constatations indiquent que Detroit n'est pas en si mauvaise posture.

Non seulement le marché américain de l'automobile réagit de façon hypersensible aux fluctuations cycliques de la conjoncture (jusqu'à 2 millions de véhicules sur la demande annuelle), mais il ne fait aucun doute que les taux inhabituellement élevés d'intérêt sur les prêts automobiles agissent actuellement

comme un frein sur les achats. Il est indéniable que Detroit se livre à une révolution structurelle douloureuse. Mais, lorsque celle-ci sera accomplie, il est probable que la concurrence des États-Unis reprendra de plus belle.

Les transformations profondes coûtent particulièrement cher dans l'industrie automobile et demandent beaucoup de temps. Le rythme des investissements s'est fortement accéléré aux États-Unis. De 1978 à 1985, Detroit a prévu d'investir 80 milliards de dollars dans les modèles moyens et les industries nouvelles, une somme dont n'ont même pas rêvé les Européens puisqu'elle dépasse le produit national brut de la Suède, et correspond à la moitié de toutes les entreprises américaines au cours de l'année 1975. Améliorer, ne serait-ce que de quelques kilomètres à l'heure, la puissance d'un moteur ne demande-t-il pas au moins 2 milliards de dollars.

Pour sa part, la General Motors a décidé d'investir 35 milliards de dollars, dont un quart environ à l'étranger. Deux milliards de dollars devraient permettre d'ériger une usine de montage et de pièces détachées de dimensions plus que respectables en Espagne, ainsi qu'une usine de fabrication de moteurs en Autriche. La direction du groupe devait, on le sait, annoncer de nouveaux projets dans ces deux pays. Au cours de la première moitié des années 80, General Motors devrait investir deux fois autant d'argent que pendant les dix années précédentes. La firme se prévaut de dire qu'en 1985 sa production de voitures parti-

culières se composera à 90 % (au lieu de 13 % en 1973) de moyennes cylindres.

La compagnie Ford Motor, de dimensions plus modestes, mais qui s'engage beaucoup plus que General Motors dans une politique de production à l'étranger, forme ses filiales étrangères. Selon l'entreprise mondiale, a décidé d'investir 20 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de trois fois plus qu'au cours des huit années précédentes. Le programme d'investissement 1980 est extrêmement indicatif d'une certaine tendance puisque sur 4 milliards prévus globalement, 1,1 milliard sera investi à l'étranger.

Cette année, Ford prévoit l'agrandissement de deux domaines d'installations existantes en Europe. Elles vont de Sarrelouis à Dagenham en Angleterre. Mais, si l'on observe le phénomène plus attentivement, on s'aperçoit que les investissements portent essentiellement sur les pays d'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique. Il en va de même pour General Motors. Selon Detroit, ces marchés des pays du tiers-monde sont ceux de l'avenir dans la mesure où c'est là que les taux de croissance peuvent être les plus élevés. C'est à également que se livre la véritable bataille de la concurrence, car les Américains ne veulent pas couper l'herbe sous les pieds de leurs filiales en Europe. Ils se contentent donc d'occuper les créneaux disponibles. Ainsi, en 1979, la General Motors et Ford ont exporté respectivement trente mille et treize mille voitures particulières seulement à destination de l'Europe, le principal acheteur étant les forces armées stationnées en Allemagne fédérale.

La voiture mondiale

Pas de doute : Detroit est déjà beaucoup plus en avance que ne le croient les Européens. Chaque entreprise américaine a déjà mis au point des modèles nouveaux, techniquement révolutionnaires (à traction, plus petits et plus légers, donc consommant moins d'essence). Manque encore la

capacité de production. La General Motors dispose à elle seule de plus de quatre modèles qui ne sont différents qu'en apparence : la Chevrolet, la Citation, la Pontiac Phoenix, l'Oldsmobile Omega et la Buick Skylark. Ford prépare son projet Evita.

La « voiture mondiale », produite et vendue partout, existe déjà. A la General Motors, elle s'appelle Chevette, chez Ford, Fiesta. Les Allemands ont largement participé à sa mise au point. Pour le modèle Fiesta, les pièces détachées sont fabriquées en Angleterre, en France, en Belgique, en Irlande du Nord, en R.F.A. et aux États-Unis : le véhicule est assemblé à Valencia, Sarrelouis et Dagenham. Un jour même, dans la logique d'une coopération croissante entre tous les producteurs de véhicules automobiles du monde, toutes les pièces devraient être interchangeables d'une marque à l'autre. C'est du moins ce que l'on pense à Detroit.

Dès à présent, la capitale mondiale de l'automobile consacre des sommes énormes à la recherche et au développement pour des projets à très long terme. Sur les planches à dessin, on peut déjà voir des voitures composées pour une large part d'acier plus léger, mais plus résistant, d'aluminium, de beaucoup de plastique et de graphite. De tels véhicules devraient peser jusqu'à 40 % de moins que ceux d'aujourd'hui. La voiture de l'avenir, aux formes audacieuses et aérodynamiques, obéit aux ordres de mini-ordinateurs. On écrit électronique avec un grand E dans l'automobile. Mais, malgré certains essais de turbines et de batteries, on n'est pas près d'abandonner le moteur à essence et le moteur Diesel, qui se trouvent toutefois considérablement allégés.

On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. Aux États-Unis, personne ne s'en plaint. C'est ainsi que Gerald C. Meyers, président du conseil de direction d'American Motors, commente : « Dans les années 30, il y avait plus de cent firmes automobiles aux États-Unis, il n'en reste plus que quatre, sans compter Volkswagen. Il y a trente entreprises indépendantes dans le monde entier. Tout cela permet de supposer que, d'ici à la fin du siècle, il n'en restera plus que douze ou treize. » Si l'on s'aligne sur les idées d'experts de Wall Street tels que Ronald Glantz de la Paine Webber, Chrysler ne devrait survivre que comme entreprise spécialisée dans le montage automobile et la construction de châssis.

Le rapprochement avec Peugeot-Citroën, qui n'en est encore qu'à ses débuts, est un pas dans cette direction. La prise de participation de Renault (22,5 %) sera une bénédiction pour American Motors, qui a déjà fait sa cure d'amalgamisation. L'entreprise nationale française prévoit, pour 1983, la fabrication d'un véhicule de sa marque dans les usines A.M.C. de Kenosha (État du Wisconsin), qui sera vendue aux États-Unis par les circuits d'American Motors elle-même. Si la conjoncture est favorable, Ford devrait, enfin, se remettre de la chute de ses ventes enregistrée en Amérique du Nord.

H.-A. S.

Après avoir nié l'évidence

La nouvelle philosophie, liée à des revenus réels fortement en hausse et à la possession de deux voire trois voitures par famille américaine, avait à l'époque fondamentalement modifié Detroit. Mis à part des grèves occasionnelles et des fluctuations cycliques de conjoncture, tout montait en flèche. Rien que de 1961 à 1965, le nombre des immatriculations par an de voitures nouvelles en Amérique était passé de 6 à 9,5 millions. Plus tard, les premiers signes d'avertissement du danger, sous la forme d'importations accrues, furent soigneusement ignorés, ou ne furent pris qu'à moitié en considération. L'inflation, conséquence de la politique de prospérité du président Johnson et de la guerre du Vietnam, en était tenue pour responsable.

Malgré Vega, Pinto et quelques autres petites voitures, la plupart du temps injustement mises au point, pour lesquelles General Motors, Ford et A.M.C. avaient finalement opté, la crise du pétrole de 1973-1974 était venue frapper de plein fouet la « cité du moteur ». Après trois années de boom économique, la production automobile américaine diminuait de 24 %, l'Amérique entrant dans une spectaculaire récession. Parmi les stocks géants se trouvaient les « voitures gloutonnes », dont, tout à coup, plus personne ne voulait. Elles continuaient toutefois de représenter plus des neuf dixièmes de la large gamme des modèles de General Motors et de Ford.

Deux années plus tard, le choc était arrivé. Lorsque l'essence recommença à couler abondamment, les Américains revinrent immédiatement à leurs « grosses caisses ». Dès 1978, Detroit vendit 8,5 millions de voitures et augmenta ses bénéfices nets de

233 %, comparativement à l'année précédente. En revanche, la part de l'importation du marché américain tomba de 13 à 14,8 %. Lee Iacocca, chassé par Henry Ford en 1978, et devenu le patron de Chrysler, osa alors faire un pronostic erroné, selon lequel « les Européens et les Japonais ne s'en sortiraient jamais ».

Les constructeurs d'automobiles des États-Unis ont toujours affirmé qu'ils ne devaient pas produire sans tenir compte de leur marché. Le succès des petites voitures importées, notamment au cours de la dernière décennie, ne peut s'expliquer seulement par le fait que Detroit n'avait rien à opposer aux jolies « étrangères » économiques. Il fallut que les législateurs de Washington, estimant que tout ne pouvait continuer d'être exclusivement soumis aux bénéfices, déterminent eux-mêmes une nouvelle orientation. Les importations coûteuses de pétrole, la faiblesse du dollar et l'inquiétude devant la perte d'emplois industriels firent office de stimulants.

Devant l'insistance de diverses administrations, le Congrès institua pour cette branche industrielle une réglementation, qui, avec les sous-traitants, représente environ 16 % du produit national brut américain, des normes sévères pour les carburateurs, la sécurité et la consommation d'essence. Il reste possible que certaines pressions soient assouplies. Mais, en l'état actuel de la législation, d'ici à 1989 toutes les entreprises devront réduire leur consommation moyenne toute gamme de voitures confondues, à 8,8 litres par 100 kilomètres. Dans les conditions américaines, c'est un effort considérable qui ne pourra être accompli sans d'énormes investissements.

Déséquilibre en perspective

Depuis que Washington menace, Detroit procède à son propre dégraissage. Ses « paquebots roulants » deviennent plus courts et plus légers. G.M. emploie à cette cure en moyenne 3,2 milliards de dollars par an. Pour 2,5 milliards, Ford a adopté pour tous ses modèles de pointe une ligne moderne, l'économie d'essence s'élevant à 38 %. La Chrysler Corporation, financièrement faible, a apparemment trop longtemps tergiversé. La demande de ses petites voitures populaires, Orion et Horizon, en traction avant, ne pouvait être satisfaite, notamment à cause du manque de moteurs livrés par Volkswagen (300 000 unités par an). On ne voit plus offrir de nouveaux dinosaures de style ancien aujourd'hui aux États-Unis.

Mais le problème de l'industrie américaine reste qu'elle construit toujours trop de grosses voitures et que pour la construction de petites voitures, elle demeure loin derrière les besoins. Bien qu'en temps un plus grand nombre de modèles économisant l'essence aient été disponibles, les quelques chaînes libérées n'ont pu suffire pour couvrir la demande.

Les fournisseurs de voitures étrangères en sont les bénéficiaires ; la majorité dans le commerce des petites voitures. Ils ont exporté l'an dernier plus de 2,3 millions d'unités vers les États-Unis, contre 2 millions l'année précédente. Leur part sur le marché a fait un bond, atteignant 22 %. Sur le total des importations américaines, plus de 1,76 million l'ont été en provenance du Japon, le reste environ 580 000 voitures en majeure partie de l'Europe.

12 mois sur 12
le
COURS
HUBERT LE FÉAL
forme
à la
PAROLE
PUBLIQUE
documentation
sans engagement
770 58 03

créez votre
entreprise
à l'aide d'un
SIEGE SOCIAL
(de 30 F à 300 F par mois)
PERMANENCE TELEPHONIQUE
SECRETAIRAT
et démarches administratives
G.E.I.C.A.
55 bis, rue du Louvre Paris 2 - Tél. 295 41 12

Partout le Super Service Europcar



Louez votre voiture chez Europcar. Vous apprécierez notre Super Service. En Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, partout Europcar vous offre des voitures et une organisation qui fonctionnent bien. Pour réserver, appelez la station Europcar la plus proche de chez vous ou votre agent de voyages. Ou encore notre Central Réservations à Paris, au 645.21.25.

Europcar location de voitures

Art. U.S.A., en Amérique Latine et dans le Pacifique, c'est National Car Rental.

Une communauté européenne de science politique est en voie de formation

Grâce à des traditions prenant leurs sources dans l'héritage gréco-latin de notre culture occidentale, la pensée politique européenne bénéficie d'un corpus de concepts, références, théories qui constituent un fonds commun aux diverses nations européennes ; ce fonds permet consensus et dialogue, base nécessaire à la recherche scientifique. Mais la nécessité d'une structure européenne s'est fait sentir, afin de dépasser les frontières : une structure originale a été mise en place, le Consortium européen de recherche politique, qui, après quelques années d'existence, a acquis une ampleur et un prestige scientifique notables.

Le Consortium a été créé en 1970 à la suite de négociations animées par le regretté Stein Rokkan, de Bergen, qui fut pendant plus de vingt ans un véritable missionnaire de la collaboration inter-européenne ; par Jean Blondel, qui en créant le département de science politique à Essex a voulu dès l'origine donner à cette institution un caractère nettement international, et par Jean Touchard et Serge Hurst, de la Fondation nationale des sciences politiques de Paris. A ce groupe se sont ajoutés rapidement trois autres pionniers de la science politique européenne : Norman Chester, directeur de Nuffield College, Oxford, pendant de longues années ; Rudolf Wildenmann, qui a su donner au département de Manheim une dimension moderne et internationale, et Hans Daalder qui, à Leyde et, plus récemment, au centre universitaire européen de Florence, s'est constamment efforcé de promouvoir les recherches inter-européennes.

Cette collaboration n'aurait pas suffi sans l'apport financier original de la Fondation Ford et l'aide active et sûre de l'un de ses collaborateurs, Peter de Jarnet. Très rapidement, le Consortium s'est développé au-delà de toutes les frontières, malgré les cotisations assez élevées demandées aux institutions membres : les neuf institutions fondatrices de 1970 ont plus que doublé en moins de dix ans.

Actuellement le Consortium regroupe quatre-vingt-seize universités ou centres de recherches de quinze pays d'Europe. L'expansion du Consortium s'est effectuée progressivement, par adhésions successives d'institutions qui font acte de candidature. Voici la liste des pays et le nombre d'institutions faisant partie du Consortium : Grande-Bretagne (29), France (11), Allemagne (11), Pays-Bas (9), Italie (6), Suède (5), Suisse (4), Danemark (4), Norvège (4), Finlande (3), Espagne (3), Autriche (2), Islande (1).

Vingt ateliers de travail

Tous les trois ans, les délégués des institutions membres se réunissent en assemblée générale et élisent le bureau exécutif du Consortium. Celui-ci comprend douze membres, qui élisent leur président, actuellement le professeur Wildenmann (Manheim) et choisissent le directeur exécutif qui anime et gère le Consortium avec l'aide d'une structure administrative légère et efficace. Le Consortium est financé essentiellement par les cotisations des institutions membres, mais il s'y ajoute également certains crédits attribués par des fondations pour des recherches et des séminaires. L'activité la plus célèbre du

Consortium est son congrès annuel composé d'une vingtaine d'ateliers de travail. S'y retrouvent chaque année environ trois cents politologues venus des institutions appartenant au consortium, auxquels s'ajoutent quelques invités spécialistes pouvant apporter une contribution aux divers thèmes étudiés. Ceux-ci couvrent un éventail très large : théorie politique, méthodes, comportement politique, sociologie électorale, groupes de pression, partis, élites, décisions, politiques locales et régionales, justice, mass media, affaires internationales, etc. Ne peuvent participer au congrès que ceux qui y font une communication scientifique.

Le Consortium met également l'accent sur la recherche comparative et sur la formation. Un certain nombre de projets de recherche sont mis sur pied chaque année, des réunions de préparation et de développement étant préparées à cet effet. Des universités d'état et séminaires de doctorat ont pour objet de renforcer la formation des jeunes chercheurs ; l'école d'état d'Essex est célèbre pour son programme d'initiation et de perfectionnement en matière de méthodes quantitatives ; elle attire des politologues du monde entier dont certains sont parrainés par l'UNESCO. Pour répondre aux besoins de formation des politologues français qui ne maîtrisent pas l'anglais, une école d'état analogue, sous l'égide du C.N.R.S.,

a fonctionné récemment à Grenoble.

Le programme de publications du Consortium est important. Il publie la *Revue européenne de recherche politique*, des volumes sur certains thèmes provenant des ateliers annuels — en collaboration avec la maison d'édition SAGE — des monographies méthodologiques ainsi que des brochures d'information spécialisées et un bulletin d'information.

L'about principal du Consortium est la diversité culturelle de ses membres, mais cet avantage entraîne également des difficultés. L'enrichissement mutuel n'est possible qu'à condition que l'apprentissage des langues soit plus développé qu'il ne l'est à l'heure actuelle, et que les barrières qui constituent les différences de carrière et le statut professionnel s'effacent progressivement.

D'ores et déjà, la compréhension réciproque s'effectue de façon étonnante, et une véritable communauté européenne de science politique est en voie de formation — aussi bien au niveau des jeunes chercheurs que de leurs collègues mieux établis. Cette communauté européenne de science politique est progressivement en mesure de faire contrepoids à la masse des universités américaines et diminue les risques de dépendance culturelle qui sont quelquefois constatés. Le Consortium est ainsi le garant du maintien et du développement des traditions de la science politique européenne dans le cadre plus général de la science politique internationale.

JEANNE BECCARAT-LECLERCQ,
université de Lille-II,
membres du bureau exécutif
du Consortium.

JEAN BLONDEL,
université d'Essex,
directeur exécutif du Consortium.

«Pourquoi je passe par Francfort? Jetez donc un coup d'oeil sur les horaires.»

Propos authentique d'un passager.



Lufthansa

TROMPE L'ŒIL

Un casse-tête : comparer les pressions fiscales

Parmi les notions les plus courantes du vocabulaire économique, certaines retiennent pour l'opinion commune une réalité qu'elles ont perdue. Sous notre rubrique « Trompe l'œil », nous tenterons de démystifier un certain nombre de ces « idées reçues ».

NOUS nous plaignons souvent, en Grande-Bretagne, de payer trop d'impôts. En arrivant au pouvoir, au printemps dernier, le gouvernement conservateur a promis de réduire la charge fiscale. Des comparaisons défavorables sur le niveau d'imposition en Grande-Bretagne par rapport aux autres pays, notamment du Marché commun, ont été mises en avant. Mais que valent ces comparaisons?

D'abord, on compare l'impôt sur le revenu payé par un homme aux gains moyens dans un pays avec ce qu'il paierait dans un autre? Ou bien la mesure significative est-elle la somme totale soit directement par l'impôt sur le revenu, soit indirectement par les taxes sur les achats? Il n'est pas si simple de choisir l'indicateur significatif de la « pression fiscale », puis de le mesurer et de le comparer entre les pays.

L'une des premières difficultés est de choisir la bonne définition de l'impôt. Dans la plupart des pays industrialisés, une proportion considérable des dépenses publiques est consacrée à maintenir le revenu de ceux qui ne travaillent pas ou qui sont malades. Mais, dans certains pays, l'argent dépensé pour ces prestations sociales est recueilli dans le cadre des recettes fiscales générales, alors que, dans d'autres, il l'est pour une large part

sous forme de prélèvements spécifiques sur les employeurs et les salariés, comme « cotisations de sécurité sociale ».

Au Royaume-Uni, des cotisations d'assurance nationale ou de sécurité sociale sont collectées. Mais elles ne représentent qu'une faible proportion des dépenses de sécurité sociale. D'autres pays d'Europe, tels que la France et l'Allemagne, recueillent des recettes plus importantes sous forme de cotisations de sécurité sociale. Ainsi, un tableau classant les pays industrialisés d'après la part de l'impôt dans le P.N.B. à l'exclusion des cotisations de sécurité sociale, place les Britanniques au sixième rang. Un autre classement, traitant les paiements pour la sécurité sociale comme un autre impôt, voit la Grande-Bretagne rétrograder à la neuvième place.

L'Australie, qui n'a pas de cotisations de sécurité sociale, passe du cinquième rang pour la charge fiscale au troisième.

En revanche, la France et l'Allemagne remontent des douzième et dixième places à la huitième et à la septième place lorsqu'on inclut les cotisations de sécurité sociale. Le changement de définition fait donc passer ces pays avant la Grande-Bretagne.

Autre complication : ces cotisations de sécurité sociale sont payées à la fois par les employeurs et par les salariés. Faut-il compter les deux dans la charge fiscale ou seulement le prélèvement sur les salariés?

En 1977, 28,5 % du revenu personnel des Britanniques a fini entre les mains des pouvoirs publics, si l'on inclut la cotisation des employeurs. Mais 19 % seulement si l'on ne la compte pas. Pour la France, le contraire est plus frappant encore. Treize pour cent du revenu total s'en est allé en impôts et cotisations sociales si l'on ne tient pas compte des cotisations patronales mais le total s'élève à 23 % si on les inclut.

Impôts directs et indirects

Lorsque Mme Thatcher parlait de réduire les impôts, elle voulait dire : les impôts sur le revenu. Dans le premier budget des conservateurs, de substantielles réductions de l'impôt direct sur les revenus sont intervenues, mais elles ont été largement compensées par une grosse augmentation de la taxe à la valeur ajoutée qui frappe les dépenses. On peut discuter longuement sur le point de savoir si la charge fiscale dans un pays comprend l'impôt sur la dépense ou si un glissement de l'impôt direct vers l'impôt indirect, tel que celui qui a connu la Grande-Bretagne au cours de l'année passée, peut être considéré comme réduisant d'une certaine manière la charge de la fiscalité sur l'économie.

Les sondages d'opinion effectués après le budget britannique en juin ont laissé entendre que les Britanniques ne se sentaient pas plus à l'aise de voir l'Etat prendre leur argent quand ils le dépensent plutôt que lorsqu'ils le gagnent. Mais le gouvernement britannique défend le passage de l'impôt direct à l'impôt indirect en faisant valoir que l'encouragement à travailler et à gagner de l'argent est plus grand lorsque l'impôt absorbe une plus faible part de ce revenu supplémentaire.

Cela conduit à un autre problème de définition. Quel est le compte? Le taux moyen d'imposition — c'est-à-dire l'impôt total payé en proportion du revenu — ou le taux marginal d'impôt payé sur chaque livre, franc ou deutschemark supplémentaire gagné? C'est ce dernier taux qui affecte la décision de chacun de travailler un peu plus pour gagner un peu plus, ou de ne pas s'en donner la peine parce qu'une trop grande part du revenu supplémentaire doit aller dans les caisses de l'Etat. Mais il est évident que le taux moyen d'imposition mesure mieux la ponction de l'Etat et la charge fiscale générale que le taux marginal.

Les deux mesures se confondent parfois. En Grande-Bretagne, les taux marginaux ont été jusqu'à très élevés, spécialement pour les personnes au sommet et à la base de l'échelle des revenus. Avant le budget de juin dernier, le taux le plus élevé d'impôt sur le revenu était de 83 %, bien au-dessus des autres pays de la C.E.E., mais les taux moyens d'imposition en Grande-Bretagne ne sont pas particulièrement élevés.

Une autre question importante, qui affecte considérablement toute comparaison des impôts directs, est de savoir à quel niveau de revenu on mesure le taux d'imposition. L'impôt sur le revenu est généralement progressif : chacun paie une plus forte proportion de son revenu sous forme d'impôts à mesure que ce revenu augmente. Dans certains pays, bien que le taux de base de l'impôt sur le revenu soit bas, un plus grand nombre de contribuables verse des impôts sur une partie plus importante de leurs revenus. Pendant la période d'inflation rapide des années 1975-1979, beaucoup de gens sont entrés dans les tranches soumises à l'impôt à mesure que l'inflation réduisait la valeur réelle des exonérations fiscales.

Le tableau est également faussé par l'existence d'avantages en nature, tels que les voitures de société, les vacances gratuites, ou les prêts à faible taux. Ces avantages élèvent le revenu mais n'y sont pas inclus et ne sont pas complètement imposés, quand ils le sont.

Un pays A peut imposer plus lourdement une personne aux revenus moyens que le fait un pays B tout en imposant en même temps plus légèrement les gens plus pauvres. Dans quel pays la charge fiscale est-elle la plus lourde?

Dernière source de confusion : la part dans l'économie du « travail noir », activité non déclarée qui ne paie pas d'impôts. Chacun sait que l'évasion fiscale est bien plus répandue en France qu'en Grande-Bretagne, mais comment l'inclure dans les calculs économiques? Finalement, sans entrer dans le détail des statistiques fiscales, on se rend bien compte que l'opinion qu'on en a est souvent en grande partie une affaire de méthodologie.

CAROLINE ATKINSON.

Éditée par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, rue de Valenciennes
PARIS-IXE
1979

Reproduction interdite de tous extraits, sans accord avec l'Administration.
Commission paritaire n° 5747.

POUR UN CHANTIER EN PA
DE LANGUE ARABE

Notre Service de Bâtiment
et Travaux Publics

UN RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

JEUNES CADRES
COMPTABLES
AFRIQUE

LES EMPLOIS
INTERNATIONAUX

Cette direction
des services
internationaux
de la France
pour leur offrir
leurs services
dans les
différents
pays de la
France
et de l'étranger.

296-15-01

هكذا من الأصل

fiscals

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAL	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)



**L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR
DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES
DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (E.S.O.)**
cherche des candidatures pour le poste de

INGENIEUR DE LOGICIEL

dans le Groupe Développement d'Instruments au Siège de l'ESO
à GARCHING près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.

FORMATION ET EXPERIENCE : ingénieur de logiciel avec formation au niveau collège technique ou universitaire et 5 ans environ d'expérience pratique en :
- acquisition de données scientifiques et techniques et logiciel de commandes
- programmation de système pour au moins un système de miniordinateur,
- programmation en assembleur et dans les principaux langages de haut niveau.
L'expérience de CAMAC, des ordinateurs HEWLETT PACKARD ou OEC et des systèmes de microordinateurs, ainsi qu'une formation en ingénierie des commandes et/ou des connaissances de base des techniques des matériels et des interfaces seraient un avantage.
Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Une connaissance suffisante du français ou de l'allemand pour travailler dans une de ces deux langues serait un avantage.

FONCTIONS : participation au développement de l'instrumentation astronomique de l'ESO. On utilisera à l'heure actuelle des ordinateurs HP 21 MX et plusieurs systèmes de microprocesseurs pour les commandes des télescopes et de l'instrumentation optique. Le logiciel des commandes et de l'acquisition de données est mis au point à la fois à l'intérieur de l'ESO et à l'extérieur par des contractants si bien qu'une partie du travail consiste à organiser et superviser l'exécution de contrats et la réalisation de projets.
LIEU DE TRAVAIL : Garching près de Munich, République Fédérale d'Allemagne. Les ingénieurs de logiciel passent un certain temps (1 à 2 mois par an en plusieurs fois) à l'observatoire de l'ESO au Chili pour installer et assurer le maintien des logiciels.
PRISE EN FONCTION : 1.10.80. Une date de prise de fonctions plus rapprochée serait souhaitable mais le candidat devrait alors accepter de prendre ses fonctions au départ à Genève sur le site de l'ESO et d'y travailler jusqu'à la date du transfert à Munich (1.8.80).

REMUNERATION : la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 9.700,00 francs français.

Les candidatures doivent être transmises avant le 1er avril 1980 au Service du Personnel - European Southern Observatory
Schleichstrasse 17 - D-8046 Garching B. München
Tél. : 089/320.40.41

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité dépendant n'est à priori exclue.

CHEF D'EXPLOITATION MINIERE

Compagnie minière au
GABON

recherche

UN INGENIEUR CIVIL DES MINES
(Paris - Saint-Etienne - Nancy)

ou

UN INGENIEUR GEOLOGUE

ayant suivi l'option "Mines" pour prendre la responsabilité de l'un de ses sièges d'exploitation de minerai d'uranium. Le choix se portera sur un candidat ayant 2 à 3 ans d'expérience du commandement dans les travaux miniers. Contre à durée indéterminée, avantages sociaux, vie en famille, scolarité assurée sur place jusqu'en 3me. Possibilité de carrière à l'étranger comme en France au sein d'un groupe important et diversifié.

Envoyer C.V. explicite sous réf. 87668 M
à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Labat
94300 VINCENNES - O.T.



**Banque de Paris
et des Pays-Bas**

recherche

pour une de ses implantations
dans un pays francophone

UN COMPTABLE EXPERIMENTE

- Niveau DECS
- 5 années d'expérience bancaire française ou minimum
- Statut actuel d. V ou VI.

Le candidat retenu bénéficiera de tous les avantages liés à l'expatriation (logement fourni, 2 mois congés, 1 AR par an payé...)

Adresser curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prêt à BPPB (rue 62/63) - BP 141,
75006 PARIS CEDEX 02

PARIBAS

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE à ABIDJAN

recherche

DIRECTEUR FINANCIER

Formation/qualification : HEC - ESSEC - Expert comptable Sup. de Co. ou équivalent.

Expérience : 5 ans minimum, ayant déjà exercé fonction équivalente

- Dynamique,
- Connaissant Informatique,
- Parlant Anglais.

Fonction : Responsable devant Directeur Général des services financiers, comptables, commerciaux. Capable d'entreprendre des études de diversification et d'extension.

La rémunération et les avantages garantis par contrat sont des éléments attractifs.

Ecrire à
01 - B.P. 3962 - ABIDJAN - COTE D'IVOIRE.

BANQUE PRIVEE
recherche
pour l'Afrique

CADRE BANQUE
classe V - VI

- Age minimum 30 ans ;
- Comptable connaitre, fiscalité, expér. indus., habit. commandement et responsabilité.
- Format. supér. souhaitée ;
- Libre rapidement.

Ecr. n° 7.674 « Le Monde » Pub.
3, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

JEUNES CADRES COMPTABLES AFRIQUE

Vous avez une formation comptable DECS et une expérience confirmée de la conduite des hommes. Vous souhaitez faire carrière dans un groupe national important. Nous vous proposons alors de vous intégrer dans un de nos établissements en Afrique pour prendre en charge la mise en place et le suivi des nouvelles procédures inhérentes à la décentralisation de notre comptabilité.

Merci d'envoyer CV manuscrit, photo, prétentions sous référence 201/80 à : S. CONSEIL - 14, cours Gouffé - 13006 MARSEILLE.

CAPTOR

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Entreprise Travaux Publics
recherche
ABIDJAN
— 1 CADRE FINANCIER
— 1 CREF COMPTABLE
— 1 ING. TRAV. ROUTES
— 1 ING. MECANICIEN
— 1 ING. TRAV. MARITIMES
— 2 CONDUCTEURS TRAV. PUBLICS
— 1 AGENT D'EXPLOITATION
Adresser C.V., photo et photo, sous réf. 201/80, à : S. CONSEIL, 14, cours Gouffé, 13006 MARSEILLE.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES

296-15-01

CHEF DU SERVICE MATERIEL

250-260.000 F + avantages

NIGERIA

Un groupe industriel français (effectif 5000 p. - C.A. consolidé supérieur à 1 milliard de F.), spécialisé dans la conception, la réalisation et le montage d'assemblages industriels destinés aux industries pétrolières (raffinerie, production, transport, stockage, raffinage) et pétrochimiques, recherche le Chef du Service Matériel de sa filiale nigérienne. Sous l'autorité du Directeur Général, il devra en toute circonstance gérer, entretenir et administrer le parc de matériels de chantier (grues - véhicules 2T et 4T, postes de soudure, compresseurs, bennes, groupes électrogènes...) de la société afin de répondre aux besoins des chantiers et d'optimiser les coûts d'exploitation. Il dirigera l'atelier central d'entretien et reconditionnement et veillera à la formation de son personnel. Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, de formation de type Ingénieur Mécanique avec de solides connaissances diesel et hydraulique, possédant une expérience de plusieurs années de la direction d'un service matériels de chantier de TP ou Génie Civil à l'étranger. De bonnes notions d'Anglais sont requises. A la rémunération s'ajoutent les avantages liés à l'expatriation (logement, véhicule de service, gratuité des soins, indemnité de résidence...). Ecrire sous référence 300/84 à :

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



**L'Office Européen des Brevets
à Munich**

cherche un

RÉVISEUR (Grade LT4)

TRADUCTEUR (Grade LT3)

(Grade LT4). Ce fonctionnaire est chargé d'assurer l'organisation, le contrôle et la répartition d'un groupe de traducteurs travaillant en français à partir de l'anglais et de l'allemand. Neuf années d'expérience professionnelle en qualité de traducteur, l'expérience de la révision et l'aptitude démontrée à diriger un groupe de traducteurs sont requises.

(Grade LT3). Ce fonctionnaire du service linguistique traduit des textes anglais et des textes allemands en français. Une expérience de la traduction d'au moins cinq ans est requise ainsi qu'une aptitude prouvée à fournir un travail qui, normalement, ne nécessite pas de contrôle détaillé.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme sanctionnant des études complètes de niveau universitaire ou posséder une expérience professionnelle équivalente. Des connaissances juridiques de base, notamment en matière de propriété industrielle, constituent un avantage.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être adressées au Directeur principal du Personnel, Office Européen des Brevets, Postfach 20 20 20, D-8000 München 2, République Fédérale d'Allemagne, et lui parvenir au plus tard le 29 mars. Seul mention contraire, ces emplois sont ouverts aux candidats des deux sexes.

Les grades afférents aux emplois sont ceux du système des organisations coordonnées. Les trois langues officielles sont l'allemand, l'anglais et le français.

IMPORTANT GROUPE
FRANÇAIS

recherche pour

AFRIQUE NOIRE

Jeune INGENIEUR

ELECTROMECANIQUE

Anglais indispensable.
Connaissance structures
mécaniques appréciée.

Adresser C.V. et prétentions
à 48.278 CONTEXTE Publicité,
20, av. Océra, Paris-14* qui vr.

ALLEMAGNE

EURO - SPRACHSCHULE

ORGANISATION

(22 écoles en Allemagne)

recherche

PROFESSEUR DE FRANCAIS

à partir d'août-septembre 1980

pour un contrat de 1 ou 2 ans re-

nouvelable. Allemand néces-

saire. C.V. photo et diplômes à

EURO - SPRACHSCHULE

Herzstr. 39, D-8790

Aschaffenburg, R.F.A. - Inter-

views PARIS, avril-mai 1980.

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES SUR LES CULTURES DES ZONES TROPICALES SEMI-ARIDES (ICRISAT) RECHERCHE POUR SON SIEGE PRES DE HYDERABAD EN INDE

RÉDACTEUR/RÉVISEUR DE FRANÇAIS

Responsabilités primaires pour la langue française et secondaires pour la langue anglaise, dans les publications, articles et communications de l'institut. Aussi responsable pour les traductions d'anglais vers français et parfois de français vers anglais.

Profil : français comme langue maternelle et une bonne connaissance fonctionnelle de l'anglais ; B.A. ou l'équivalent en agriculture ou journalisme. Au moins deux ou trois ans de l'expérience de la rédaction ou de la révision technique pour une organisation francophone de recherche sera un atout.

Rémunération liée aux qualifications et à l'expérience ; indemnités supplémentaires entraînantes.

Prière d'adresser C.V. avant le 1^{er} avril 1980 à :
Director, ICRISAT, ICRISAT Patancheru P.O.,
Andhra Pradesh, 502 324, India.

Nous prions les lecteurs répondant aux
"ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir
bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les intéressant et de
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du
"Monde Publicité" ou d'une agence.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MÖLNLYCKE AB

déjà en France depuis une dizaine d'années, est une filiale du groupe SVENSKA CELLULOSA, leader de l'industrie forestière suédoise. Pour notre nouvelle unité de ROUEN, spécialisée dans les articles industriels en ouate de cellulose, nous recherchons :

directeur d'unité de production

Formation AM ou équivalent

Ayant une solide expérience de la fabrication papetière, il aura la responsabilité de la production, de l'administration et de la réalisation des programmes d'investissement. Il rendra compte de ses résultats au Directeur de notre division en Suède. Ce poste implique des qualités de gestionnaire et de meneur d'hommes évidentes. Ces deux postes s'adressent à des candidats de haut niveau, maîtrisant l'Anglais, et soucieux d'évoluer au sein d'une entreprise qui prévoit une forte expansion.

Les candidatures, avec CV, photo et prétentions seront reçues par l'OFFICE DU COMMERCE SUÉDOIS - 147, rue de Courcelles - 75017 PARIS.

controller

Formation HEC, ESSEC, ESC...

Ce poste s'adresse à un candidat expérimenté, ayant déjà occupé un poste similaire dans une entreprise industrielle. Le candidat retenu sera chargé de l'ensemble des procédures financières et administratives : réalisation et analyses des rapports économiques et techniques, élaboration des budgets et prévisions.

CHEF DES FABRICATIONS

La Société REDLAND, premier fabricant français de tuiles en béton, se développe à un rythme constant et installe à ISSOUDUN une nouvelle unité de production. Après différents stages dans d'autres usines du groupe, le titulaire du poste participera au démarrage de l'unité et prendra progressivement en charge l'ensemble des lignes de fabrication.

Rattaché au Directeur de l'usine et assisté par deux chefs de fabrication, il est responsable de la production en termes quantitatifs, qualitatifs, économiques et de la gestion de ses équipes. En phase opérationnelle, les fabrications emploieront 140 personnes, contre-maitres, chefs d'équipes, vailleurs, OS posés et 2 x 8.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ou technicien supérieur de formation mécanique, électromécanique, possédant une bonne expérience de la gestion et de l'animation d'équipes de production. Celle-ci a été acquise de préférence en fabrication continue (2 ou 3 postes).

Les conditions offertes et les perspectives de l'entreprise sont de nature à intéresser un professionnel compétent.

Merci d'adresser C.V. complet avec photo et prétentions sous réf. M 6304 V 2.

egor industrie

8 rue de Berré 75008 Paris

directeur de division MECANIQUE

EST DE LA FRANCE FF 350.000 MAXI

Grand Groupe Industriel français recherche pour la direction d'une de ses divisions automobiles un Gestionnaire dynamique. Responsable des résultats devant la Direction Générale, il dirigera une unité décentralisée de 1000 personnes qui étudie, fabrique et commercialise des biens d'équipement de haute technicité.

Le candidat idéal serait Ingénieur de formation (Centrale, Mines, A et M ou équivalent) avec de préférence, un diplôme de gestion et posséderait une expérience minimum de 10 ans dans la fonction, si possible, dans le domaine de la mécanique ou de l'électromécanique.

Fortes personnalités requises. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adressez dossier de candidature sous réf. 9555-M à I.C.A. qui transmettra au Consultant chargé de cette recherche confidentielle.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

Notre division européenne d'informatique industrielle connaît un développement très rapide : son taux d'expansion dépasse 40%. Nous étions moins de 200 en 1975, nous sommes aujourd'hui plus de 550. Cette double croissance nous amène à recruter plusieurs

contrôleurs de gestion pour notre département financier

Leur rôle essentiel dans un premier temps sera de mettre en place, assistés du service informatique, un système de gestion analytique pour prendre ensuite très rapidement la charge du contrôle de gestion d'une de nos activités, avec des responsabilités de supervision.

Nous souhaitons rencontrer des personnes (F ou H) ayant une formation solide (ESSEC, HEC, Science Po Paris option comptable, contrôle de gestion, diplôme d'ingénieur + MBA ou IAE), une bonne maîtrise de l'anglais et une expérience de 1 à 3 ans dans le domaine de la gestion.

Merci de nous envoyer un CV précis et détaillé avec photo sous référence : CF/03/4 Claire Bachelard, HEWLETT PACKARD, Service du Personnel, 5 avenue Raymond Chanas 38320 EYBENS.

hp HEWLETT PACKARD

CHEF SERVICE ACHATS NIVEAU INGENIEUR

Animant une équipe de 18 personnes et rendant compte au Directeur des Opérations Industrielles, il a pour responsabilité de contribuer, en liaison avec les usines, aux résultats de l'entreprise par l'optimisation systématique des paramètres : coûts réels, délais, etc... d'un budget d'achats de 100 millions, hors investissements, se répartissant en matières premières, pièces du commerce, outillages et pièces de fondrière, usinées, découpées et moulées, sous-traitées sur plans sociétés.

Le poste ne peut convenir qu'à un homme de formation supérieure, de préférence également diplômé de l'Ecole Supérieure d'Apprentissage, capable de justifier d'une expérience réussie de plusieurs années à des responsabilités et dans une branche similaire incluant si possible l'achat de composants et la sous-traitance d'ensembles électroniques. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Implantation dans ville universitaire à 150 kms de PARIS. Discretion assurée.

Il sera répondu à toutes les candidatures comportant obligatoirement lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et délai de disponibilité adressées au

Cabinet des Sciences Humaines
9, Square R. Bazin - PARLY 2
78150 LE CHESNAY.
chargé du recrutement

G.S.H.

THOMSON-CSF
DIVISION DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES
Centre de CAGNES-SUR-MER

AGENTS TECHNIQUES PHYSIENS

DE RECHERCHES ACOUSTIQUES
Formation DUT Mesures Physiques ou équivalent.
— Expérience en électronique ultra-rapide ou en mesures physiques appréciées.

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

FORMATION DUT ÉLECTRONIQUE
— Expérience dans les techniques digitales et dans les microprocesseurs ;
— ou expérience domaine communication, circuits analogiques appréciés.

PLASTURGIQUES

— Expérience dans les domaines collage, imprégnation, moulage et traitements de surfaces.
Nationalité française.

Adressez C.V. détaillé à THOMSON-CSF, Service du Personnel, B.P. 53 - 06092 Cagnes-sur-Mer.

pharmacien (ne) DIRECTEUR DU CONTRÔLE

Nous sommes un très important Laboratoire Pharmaceutique, filiale d'un puissant Groupe international et nous recherchons un (e) Pharmacien (ne) pour lui confier la responsabilité du contrôle qualité (20 personnes) de notre Société. Il (elle) sera chargé (e) de diriger les équipes de : « contrôle physico-chimique et tests de toxicité animale » « contrôle microbiologique » « contrôle des articles de conditionnement ». Nous voudrions rencontrer un vrai Professionnel possédant une solide personnalité allée à une autorité naturelle. Une expérience d'au moins 5 années dans un poste similaire ainsi qu'une bonne connaissance des méthodes modernes de contrôle analytique et microbiologique des médicaments est nécessaire. La connaissance de l'Anglais lu est très souhaitable.

Lieu de travail : Ville Universitaire (près de la mer) à 2 h par autoroute et train rapide Paris Ouest.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous référence 388 M 8

sélor
29, rue Tronchet
75008 Paris

HAUTE-SAVOIE

Industrie chimique
filiale d'un des plus importants groupes industriels français
recherche

CHEF

du SERVICE COMMERCIAL
diplômé Sup. de Co. ou équivalent ayant quelques années d'expérience dans la vente de biens d'équipement.

Le candidat retenu devra participer à la mise en place de nouvelles structures commerciales répondant aux besoins impératifs d'expansion de ce secteur. Il devra caractériser par une compétence et d'une initiative rapides et efficaces.

Allemand ou anglais souhaitable.
Adressez C.V. et prétentions sous réf. 303
Serge BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche - 75008 PARIS

FISCALISTE

BANQUE - ALSACE

Une Banque du Sud de l'Alsace recherche pour sa Direction des Services Comptables un FISCALISTE de haut niveau, formation comptable DECS minimum, CES fiscal souhaité. Il sera chargé de l'établissement du bilan, des déclarations fiscales, de la gestion des immobilisations et amortissements, de la comptabilité des filiales et du suivi de la réglementation. Ce poste implique une réelle expérience de la comptabilité et de la fiscalité. Elle aura été acquise de préférence dans le secteur bancaire.

La rémunération tiendra compte des compétences.
Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous référence 301/03 M à A. POQUANT - 22 rue St. Augustin 75002 PARIS. Discretion assurée.

France Cadres

THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS
implantée en Région Parisienne et en Province
recherche pour son Service
Développement Industriel de Province

DEUX INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES : A. et M., I.C.A.M. ou équivalent

Pour leur confier, au sein de l'équipe développement, la responsabilité de projets d'études et de développement industriels de matériels de télécommunications.

Envoyer lettre de candidature, C.V. et photo ainsi que la rémunération souhaitée au Service du Personnel - THOMSON-CSF, 110, av. Ledere, B.P. 89 - 49389 CHOLET CEDEX.

GRENOBLE

Industrie composants mécaniques
de grande série
filiale d'un des plus importants groupes industriels français
recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN TECHNICO-COMMERCIAL

diplômé grande école Arts et Métiers ou équivalent ayant quelques années d'expérience industrielle.

Ce poste peut constituer une première étape vers des possibilités d'évolution jusqu'au niveau Direction Commerciale pour un élément de valeur.

Missions France et Étranger.
Bonne connaissance de l'allemand indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 282
Serge BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche - 75008 PARIS

P.M.L. MACHINISME AGRICOLE
(50.000.000 CA ET DONT 40 % EXPORT)
recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER

LE TITULAIRE DEVRA :
— Organiser les services administratifs et comptables.
— Participer à l'élaboration et au suivi du contrôle de gestion.
— Assurer les relations avec les milieux bancaires.

La fonction nécessitant expérience rigoureuse et décisions l'âge souhaité devra être au minimum de 35 ans.

Envoyer C.V., photo, prétentions, lettre manuscrite à E. BELIN, 2, mail des Charmilles, B.P. 194, 10008 Troyes Cedex.

SOCIÉTÉ CHAUDRONNERIE TUYAUTERIE

recherche
INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS

on sollicite 2 ou 3 années d'expérience, pour assurer l'animation, la coordination études et travaux installations clés en main, puis Direction Technique et Commerciale d'un département tuyauterie chaudronnerie.

Faire offre sous n° 237.314 à AGENCE HAYAS, Place des Dominicains - 68026 COLMAR.

DAMART

ROUBAIX
recherche pour son unité de vente par correspondance (15 000 colis par jour)

CADRE SERVICE EXPÉDITION

Il s'agira pour l'élément retenu d'exercer pleinement une autorité naturelle alliant fermeté et diplomatie, une faculté d'animation élevée (service pouvant comprendre jusqu'à 200 personnes, personnel féminin), une forte capacité d'organisation et une aptitude de recherche constante de perfectionnement en matière de productivité, conditions de travail et service clientèle.

Il aura une trentaine d'années et une expérience professionnelle et humaine, et possible dans une fonction similaire.

Un élément de premier ordre pourrait prétendre à une rémunération intéressante et évolutive ainsi qu'à des perspectives de carrière.

Ecrire lettre et C.V. manuscrits avec photo (ret.), sous référence GAE, 8 : GC Conseil d'Entreprise 5/23 résidence Chaux, 59000 LILLE SAINT-MAUR

Réponse et discrétion absolues assurées.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MERLIN GERIN

GRENOBLE
recherche pour son
Département Fonderie
un jeune
Ingénieur Mécanicien
(formation A.M. ou équivalent)
auquel sera confié un poste
d'INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
à l'EXPORTATION
Langue anglaise indispensable.
Ecrire à MERLIN GERIN - Recrutement Cadres
Référence GDL101 38050 GRENOBLE CEDEX.

GIMM

Leader de la Menuiserie Industrielle
Le Groupement Industriel de Manufactures de Menuiseries se compose : de 13 Unités de Production, d'un Réseau de Distribution, de 25 Agents Généralistes et de 500 Points de Vente. Le G.I.M.M. souhaite améliorer sa distribution physique et crée le poste de

Directeur logistique

Placé sous l'autorité du Président, il aura pour mission d'organiser, de gérer et de contrôler l'ensemble des opérations logistiques dans le but d'améliorer la qualité de service au moindre coût.
Nous recherchons pour ce poste un Ingénieur Grande Ecole, 35 ans environ, pouvant justifier d'une expérience réussie dans la distribution physique de biens de consommation industrielle ou d'équipement. Discretion et réponse garanties.



Adressez lettre manuscrite et C.V. détaillé à J. GUYOT, sous la référence 80250/M - Sélé-CEGOS Rhône-Alpes - 76, boulevard du 11-Novembre-1918, 68100 VILLEURBANNE.
Rhône-Alpes
Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Liège, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

NEYR.PIC - GRENOBLE

recherche
INGÉNIEURS

TECHNICO-COMMERCIAUX

POUR SA DIVISION HYDRAULIQUE

FORMATION - CARACTÉRISTIQUES

- Ingénieur diplômé (formation complémentaire assurée)
- Compétence commerciale
- Débutant ou déjà expérimenté
- Disponible pour voyages à l'étranger
- Connaissance indispensable de l'anglais (autres langues souhaitées)

Adressez C.V. + photo à no 47701 CONTESSÉ
Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris
Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTEUR GÉNÉRAL
TRIS IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR TERTIAIRE
RÉGION OUEST
PRÉPARANT LA RELÈVE À PLUSIEURS POSTES DE COMMANDE

recherche

JEUNES

Très grande envergure

- 28 ans environ.
- Intelligence sortant du commun.
- personnalité d'une richesse et d'une solidité sortant de l'ordinaire.

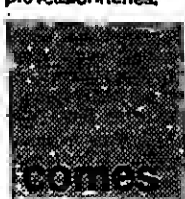
Formation supérieure de premier plan

- Normale Supérieure.
- Grande Ecole.
- Université.

Formation acquise avec facilité et enrichie par une grande culture dans tous les domaines qui sont essentiels à l'homme et à la vie en Société.

Ayant fait une première percée

Toutes les caractéristiques demandées doivent être prouvées par une première réussite incontestable dans les affaires, la fonction publique ou des réalisations personnelles extraordinaires.



Votre lettre et votre curriculum vitae détaillé
seront examinés par le Directeur du COMES,
19, rue de la Polx, 75002 PARIS
Veuillez rappeler la référence suivante : n° 2300
DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

LE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE THOMSON-CSF

Etablissement d'Orvault (44700)

Tél. : (40) 76-31-95

propose immédiatement des postes

Réf. ANPE 1228

INGÉNIEURS INFORMATIQUES DÉBUTANTS (Pos. I) L.O.M.

Les candidats de formation Ecole d'Ingénieur avec si possible option informatique, seront débutants ou auront une première expérience avec pratique au logiciel Téléphone Temps réel. Le goût du travail en commun et des contacts humains est indispensable pour travailler dans des groupes de programmation.

Réf. ANPE 1221

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES (Pos. I-II) L.O.M.

Les candidats de formation Ecole d'Ingénieur électronique, seront attirés par la technique du traitement numérique de l'information. Toute expérience liée au filtrage numérique, acquise lors de stage ou en spécialisation de fin d'études, serait appréciée.

Réf. ANPE 1222

TECHNICIENS INFORMATIQUES Niveau IV & V - L.O.M.

Diplôme DUT INFORMATIQUE ou AUTOMATISME indispensable. Les candidats auront une première expérience ou seront débutants avec stage pratique en logiciel Téléphone Temps réel.

Réf. ANPE 1241

TRADUCTEUR TECHNIQUE - L.O.M.

Pour traduction et gestion de l'ensemble de la documentation technique électronique en langue étrangère qui est livrée avec les équipements téléphoniques vendus à l'exportation (documentation matériel-logiciel).
Langues étrangères exigées : ESPAGNOL et ANGLAIS.

Restaurant - Self-Service - 13^e mois - Rémunération flexible sur 5 jours - Nombreux avantages sociaux
Retraite complémentaire et prévoyance.

Adressez C.V. détaillé avec numéro de téléphone souhaité à :
SERNENCE-ANPE 12, rue de Strasbourg - 44041 NANTES Cedex
Tél. : (40) 47-01-06.

Chef d'Exploitation

Service Informatique

(Equipé NCR CRITERION 8550,
NCR 8250 et 8200)

Mission :
A la tête d'une équipe de 35 personnes environ, en liaison étroite avec la Direction Générale, il dirige son service, en assure la gestion, organise les procédures, les équipes, contrôle le maintien et le développement des programmes.
Il est utilisateur des études informatiques effectuées sur place ou sous-traitées.

Profil
Homme ou femme, 37 ans minimum. Informaticien de haut niveau. Partiellement habilité à conduire et à réfléchir sur l'organisation d'un service de cette dimension.

Ses capacités d'homme d'encadrement, son aptitude à prévoir les aménagements de tous ordres qui permettront d'optimiser l'exploitation rationnelle de son outil, le conduiront à participer à la politique générale de l'organisme en matière d'informatique.

Ce poste en création situé dans une ville importante du SUD-OUEST (100 kms de Bordeaux) est à pourvoir rapidement.
Monsieur PHILIPPE vous remercie de lui envoyer votre dossier complet de candidature (avec C.V., photo et prétentions) sous réf. 2179 à

OS
Conseil en Recrutement
37 Quai Richelieu
33024 BORDEAUX cedex

ingénieur études

génie chimique

Une Société d'extraction et de traitement de minerais d'uranium faisant partie d'un groupe important, recherche pour son unité de production située au Nord de la HAUTE VIENNE, un ingénieur d'études. En liaison fonctionnelle avec les Responsables fabrication, entretien, laboratoire et direction rattaché au Chef de l'usine, il sera dans un premier temps plus particulièrement chargé de l'assistance dans les études d'agrandissement de l'usine qui doit permettre le doublement de la capacité de production actuelle. Ultérieurement, il vivra les problèmes de production pour être en mesure de concevoir et d'étudier les modifications des installations devant permettre d'améliorer en permanence les performances de l'usine et de participer à d'autres projets liés à la politique de développement et de diversification de la Société. Ce poste nouvellement créé, implique d'avoir une formation supérieure en génie chimique, de posséder une expérience professionnelle en études de procédés, schémas d'installation, mise en route, ... d'un minimum 3 ans acquise par exemple dans une société d'engineering et si possible en génie minier. Il conviendrait à un jeune ingénieur cherchant à s'épanouir dans le cadre d'une structure peu rigide et dans un environnement éloigné des concentrations urbaines et industrielles.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 80.25-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés d'examiner les candidatures.



EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 92420 Vanvreson.

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE



Nous sommes un organisme parapublic du secteur santé dont une des missions est d'assurer sur l'ensemble du territoire la diffusion d'applications

D'INFORMATIQUE DE GESTION pour le compte des Hôpitaux Publics.

Nous avons trois agences à BORDEAUX, LYON, POITIERS, ayant chacune la responsabilité du développement, de la maintenance et de l'implantation de un ou deux « produits - programmes » sur le plan national.

Ces produits sont diffusés sur 8 matériels IBM 370, CDC 34, IRLS.
Nos recherches pour deux de nos agences des

ingénieurs

informaticiens

LYON 3 postes :
Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent
- confirmés (3 ans d'expérience minimum)
- débutants.

POITIERS 4 postes :
Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent
- confirmés (5 à 6 ans d'expérience)

Adressez C.V. photo et prétentions en précisant la ville choisie à CNEH 5 bis rue Pérignon, 75015 PARIS. Discretion assurée.

Pour une ville de 150 000 habitants

Vous êtes tenté de passer de l'entreprise privée au secteur public ou bien vous êtes déjà secrétaire général d'une importante agglomération. Depuis longtemps, vous jugez compatibles la rigueur du management et l'administration du service public.

Vous savez qu'en 1980, le secrétariat général d'une grande ville de province requiert évidemment de sérieuses connaissances de droit public, mais surtout les qualités de gestionnaire d'un Directeur (Directrice) Général (e) d'une entreprise de 2 000 salariés. Toutes les techniques de management sous l'habillage administratif, avec ses contraintes spécifiques. En plus, la satisfaction de travailler pour vos concitoyens.

Que vous ayez réussi comme le secrétaire général qui était avant les choses, ou que vous puissiez faire état de succès en secteur concurrentiel, dans une fonction de Directeur Général, pleinement responsable de ses résultats techniques, financiers et humains, nous devrions pouvoir coopérer. Ecrivez à SIRCA, sous référence 804 355 M, même si, pour des raisons évidentes, la localisation de cette fonction n'est communiquée qu'aux finalistes de la sélection.



SIRCA
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DESINTEC

RÉGION SAVOIE

Société de Construction de Matériel

recherche

INGÉNIEUR- MÉCANICIEN

(30 ans minimum)

Chargé de la conception de machines rotatives destinées à la fabrication de films plastiques.

Anglais et/ou allemand indispensables.

Déplacement à prévoir à l'étranger.

Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions à
Alain Linozzer, Ets CELLIER, S.P. 177,
73104 AIX-LES-BAINS Cedex.



Consultant

Recrutement Cadres

CENTOR RHONE-ALPES Département régional du groupe Centor (Centre d'études et d'assistance pour l'organisation humaine des entreprises) recherche, dans le cadre de son développement rapide, un jeune consultant. Au sein d'une petite équipe, après une période de formation à des techniques spécifiques, il se verra confier des missions globales de conseil portant principalement sur le recrutement de cadres. Ce poste, basé à Lyon, conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (commercial ou sciences humaines) ayant vécu une première expérience en entreprise ou en cabinet et possédant une bonne connaissance économique et industrielle du SUD-EST de la France. Ses qualités personnelles de contact et d'autonomie lui permettront de réussir rapidement.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. 820 M à A. RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche.



CENTOR RHONE-ALPES
17, rue Louis Guérin - 68100 Villeurbanne
Tél. : (78) 89.37.18



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SUD-OUEST
IMPORTANT GROUPE PAPETIER
recherche

un chef de projet

Réf. M 1
Ingénieur diplômé d'une grande école, jeune mais déjà confirmé en ELECTRICITE, METROLOGIE et AUTOMATISMES.
Il aura une bonne connaissance des MICROPROCESSUS, acquise de préférence en milieu industriel. La maîtrise du process papeter sera évidemment très appréciée.
Placé au sein de la DIRECTION DES TRAVAUX NEUFS, il étudiera, concevra et suivra la réalisation des ensembles électriques, des dispositifs de régulation et des automatismes.
Son activité s'étendra aux achats et le fera participer à la mise en route des installations nouvelles.
Il aura donc à la fois le rôle actif d'un réalisateur et celui d'un conseiller, à l'aise dans les techniques de pointe.
La rémunération sera fonction de l'expérience.

un jeune ingénieur

E.C.P. Mines Réf. M 2
Dans l'équipe d'ingénieurs de l'une de nos unités de production:
Dans un premier temps, avec 25 professionnels de l'électricité, de la régulation et de l'informatique de process, il mettra sa marque dans la mutation technologique en cours, déjà entreprise par un travail d'équipe.
Puis il progressera dans cet établissement ou dans le Groupe.
Nous lui demandons un fort potentiel et une grande motivation pour le métier d'ingénieur dans l'industrie lourde.
Le niveau de la rémunération est en conséquence.
Pour les deux postes, un bon niveau en anglais est nécessaire.
Adresser les candidatures par lettre manuscrite avec photographie, en précisant la référence du poste choisi, à: P. LICHAU S.A. - B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Responsable de Projets de Matériels Spécifiques

Importante société informatique, région SUD-EST recherche un RESPONSABLE DE PROJETS DE MATERIELS SPECIFIQUES.
Formation Grande Ecole (ESE, INSA, etc...),
Expérience de 2 à 3 ans en développement de matériels mini ou micro-ordinateurs.
Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 3676 à
MEDIA BA
9, Bd des Capucins, 75002 Paris
qui transmettra.
(Réponse et discrétion assurées).

INGENIEUR COMMERCIAL

Rhône - Alpes
Importante société d'ingénierie recherche pour sa délégation Sud-Est un ingénieur commercial.
Il sera chargé de la prospection, de la négociation des contrats et du suivi commercial.
De formation supérieure, ce généraliste diplômé d'une grande école, ayant une expérience de 5 ans minimum, est habitué aux contacts à haut niveau, tant auprès des sociétés privées que des grandes administrations de la région Rhône-Alpes.
Il parle en outre couramment anglais.
Ce poste est à pourvoir à Lyon.
Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 2290 à: rsg carrières - 64, rue la Boétie - 75008 PARIS.

Responsable Unité de Production LA ROCHELLE

Nous sommes un grand groupe industriel et nous créons à La Rochelle, une unité de Production pour assurer la fabrication de sous-ensembles électroniques et de pièces plastiques.
Nous recherchons un
INGENIEUR Confirmé
ayant une expérience de quelques années en fabrication dans des domaines analogues et capable de prendre en charge le démarrage de cette unité à la fois sur le plan de la fabrication, de la gestion et de la conduite du Personnel.
Adresser votre C.V. à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra, sous référence A2 - 3.

Christoffe
Orfèvre à Paris
rech. pour usine de couverts (800 pers.)
YAINVILLE (20 km ROUEN)

un CADRE ELECTRO-CHIMISTE

Diplômé école ingénieur, université ou promotion sociale.
5 à 10 ans d'expérience traitements galvanoplastiques préférences métaux précieux.
Poste comportant responsabilités techniques d'un atelier d'entretien et commandement du service contrôle qualité (80 pers.)
Possibilité logement et avantages sociaux. (3 semaines congés).
Envoyer C.V., photo et prêt. Chef du Personnel CHRISTOFFE 112, rue Ambroise-Croizat, 93200 SAINT-DENIS Cedex 01

MAISON OKAL

Important fabricant de machines industrielles haut de gamme recherche

SON DIRECTEUR DES VENTES

180.000 F +

Le candidat recherché est un homme âgé de 30 ans min., de formation école supérieure de commerce, ayant une grande expérience de la vente (5 ans au moins) dans des entreprises industrielles. C'est un homme de caractère apte à la direction des hommes et à l'organisation des services de ventes, habile négociateur.
La pratique de l'Allemand est souhaitée.
Il sera rattaché à la Direction Générale et dirigera l'ensemble de l'activité « Vente ».
Il aura pour objectif le développement rapide de cette activité.
LIEU DE TRAVAIL : Région agglomération en Alsace
Déplacements fréquents
Voiture de fonction.
Adresser C.V., manuscrit et photo à FIDAL 11, rue Silbermann, 67000 STRASBOURG

Très Important Cabinet offre situations intéressantes à

SPECIALISTES DU DROIT DES SOCIÉTÉS

avec notamment une bonne pratique des constitutions et des assemblées. Postes à pourvoir en province. Dossiers à transmettre.
Ecr. s/réf. M 8772 à M. L. CHAU S.A. B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

E.S.S.C.A.
Dans le cadre du développement de son enseignement, par alternance recherche

ADJOINT STAGES

Dipl. sup. supér. 30 ans min. Expér. entrepr. posté à domin. pédagogique et notions contacts avec entreprises. Adresser candidatures, C.V., photo, prétentions à Ecole Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers 1, r. Lakanal, 49000 ANGERS.

3 ingénieurs technico commerciaux export

sont recherchés par
Société de Constructions Métalliques et entreprises générale pour les secteurs :
ARABIE SAOUDITE IRAK NIGERIA
basée dans une ville de moyenne importance en Province. Ils devront assurer la prospection de la clientèle, la négociation des contrats et le suivi des études en cours.
Il faut une formation Ingénieur Grande Ecole complétée d'une expérience de cinq ans minimum dans une entreprise de bâtiment à un poste similaire. La connaissance de l'anglais est indispensable. Déplacements fréquents.
Adresser lettre manuscrite, photo, curriculum vitae prétentions sous référence 052 à I.C.M. 83 rue de Rennes 75006 PARIS qui transmettra.

FONCTION PERSONNEL

Nous vous confierons la gestion prévisionnelle du personnel non-cadre des secteurs commerciaux de la Société. Vous assurerez le suivi individuel dans le but de favoriser l'évolution de chacun et conseiller la hiérarchie dans l'animation de son personnel. Vous déléguerez les recrutements extérieurs à vos assistants à l'exception de quelques uns que vous réaliserez vous-même.
En outre, vous aurez la responsabilité de missions intéressant l'ensemble de la Société, telles que la préparation et le suivi des mutations ou les relations avec les Ecoles dans le but d'intégrer les jeunes diplômés à nos activités. Le poste est basé à Roubaix.
Merci d'adresser votre C.V. avec photo et prétentions sous référence 80.13.11 à Monsieur Philippe DUQUESNE.
La Redoute 57, rue de Blanchetière 59100 ROUBAIX.

STÉ STANLEY-MABO

Divisions outillage à main
Filiale d'un groupe multinationnel.
Leader dans son marché
2 Usines en France
Siège à BESANCON recherche

UN CHEF DE PRODUIT

pour la division
Marketing de BESANCON.
Expér. ventes ou marketing et connaissance de l'anglais souhaitées.
Adress. C.V. manuscrit détaillé avec photo à Sté Stanley Mabo, Direction Générale, B.P. 1579 - 25009 BESANCON Ced. Discret. assurée.

Ingénieur Electronicien

Burroughs Villers-Ecalles (15 km de Rouen) recherche pour participer à une activité d'études et de développement d'équipements périphériques de terminaux.
UN INGENIEUR ELECTRONICIEN DEBUTANT ayant une connaissance de la logique et de la micro-programmation.
Formation souhaitée: écoles d'ingénieurs (ISEN, ESEO, INSA, etc...)
Anglais souhaité.
Pour faire acte de candidature envoyer C.V., photo et prétentions de salaire ainsi qu'une description détaillée de l'expérience et des stages se rapportant au domaine cité ci-dessus à Mme B. LAHON S.A. BURROUGHS B.P. 5 76360 BARENTIN.
Burroughs

IMPORTANTE USINE CHIMIQUE

Région Ile-de-France recherche

POUR SERVICE ENTRETIEN :

Poste Etudes et Travaux
INGENIEUR DIPLOME
35 ans minimum. Formation Métallurgie. Expérience études, construction, contrôle, entretien matériel chaudronnerie lourde (échangeurs, chaudières, réservoirs, tours, etc.). Expérience en organisation et préparation du travail souhaitée.
— Rémunération selon expérience.
— Logement assuré.
Ecrire « 7677, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75421 PARIS CEDEX 09.

TRW

COMPOSANTS ELECTRONIQUES S.A. BORDEAUX
Société en rapide expansion leader dans le domaine des semiconducteurs haute fréquence et puissance

RECHERCHE

Pour développer la marche européenne

- UN INGENIEUR CHEF DE PRODUIT RF (Réf 105)**
Responsable d'une des gammes de semiconducteurs HF pour :
- la définition et la mise en oeuvre d'une stratégie de produit
- l'étude de marché
- la gestion des produits
- les prévisions des ventes
Trois années d'expérience dans le développement des systèmes des télécommunications seraient appréciées.
- UN INGENIEUR CHEF DE PRODUIT PUISSANCE (Réf 155)**
Après une période de formation, il sera responsable :
- des prévisions de ventes
- des négociations commerciales
- de l'orientation du marché
Des connaissances techniques en semiconducteurs de puissance (régulation de moteurs, alimentation stabilisée à découpage) sont souhaitables.
- UN INGENIEUR D'APPLICATION PUISSANCE (Réf 175)**
Après une période de formation en Californie USA, il mettra en place notre laboratoire d'application européen et assurera la qualification technique de nos produits ainsi que l'aide auprès de nos clients pour leur étude.
Une expérience dans le design pour la régulation des moteurs et les alimentations stabilisées à découpage sont indispensables.

Ces postes nécessitent :
- une formation d'ingénieur électronique
- une maîtrise de l'anglais parlé et écrit
- des déplacements fréquents en Europe et aux U.S.A.
Adresser CV détaillé et prétentions à :
Mylene BARNHART
TRW Composants Electronique S.A.
Avenue de la Jallière - 33300 Bordeaux-Lac

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine intéressant du

MANAGEMENT CONSULTING

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

- Nous ne recherchons que des collaborateurs ambitieux, sachant faire preuve d'initiative, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait entre 25 et 30 ans environ et nous ne voyons pas d'inconvénient à rencontrer des candidats au début de carrière.
- Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés, techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.
- Nous promettons à ceux qui nous prouveront leurs capacités à assimiler et à mettre en oeuvre nos méthodes des résultats rapides tant dans leur position personnelle que dans leur situation matérielle.
- Dans la mesure où des déplacements hebdomadaires sont indispensables à notre activité, votre lieu de résidence actuel ne présentera pas d'importance.
- La pratique courante de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue (allemand ou néerlandais) constituerait un atout supplémentaire. Si vous êtes intéressés par cette opportunité, envoyez votre curriculum vitae (en mentionnant votre salaire actuel et, de préférence, le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre aux heures de travail).

INSIGHT PUBLICATIONS S.A.
boulevard de la Cambre 42 - Boite 13 - 1050 Bruxelles BELGIQUE, sous la référence 3-4-50 L.M., qui transmettra.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE SECTEUR AUTOMOBILE - C.A. 100 MF

études région Rhône-Alpes recherche

pour faire face à son développement permanent

UN JEUNE INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN

et possible 2 ans d'expérience, pour un poste de correspondance technique au sein de la société. Ce poste comprend des fonctions d'acheteur, de surveillance de fabrications et de technico-commercial. Anglais parlé nécessaire.
Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions sous réf. 682 à le Monde « Publicité », 5, rue des Italiens - 75421 PARIS CEDEX 09.

offres d'emploi

GROUPE FRANÇAIS spécialisé en mécanique de précision à activités internationales, travaillant pour tous les secteurs de l'industrie (automobile, machine-outil, électronique) recherche pour son

SERVICE TECHNIQUE

UN INGENIEUR AM ou EQUIVALENT

Le candidat devra avoir le goût de l'innovation et le sens du concret, 2 à 5 ans d'expérience, indispensable.
Anglais souhaité.
Poste situé dans le centre de la France.
Siège de formation prévu en région parisienne.
Adresser C.V. et prétentions sous référence 1.401, à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

importante Société de Conseil d'entreprise recherche

2 FISCALISTES

ayant une expérience professionnelle de 5 ans min. en province. Situation stable et d'avenir. Débutants s'abstenir.
Ecrire s/réf. M 441 - HAYEZ, 8, résidence de la Diamantière, 78000 VERSAILLES qui transmettra.

Société d'ingénierie générale Bâtiment et Infrastructure ayant son siège à Montreuil-sous-Bois (93) recherche jeune ingénieur diplômé génie civil (E.T.P. A.M. - I.N.S.A. ou équivalent) pour assurer la coordination T.C.E. études et de travaux 2 à 3 ans d'expérience souhaitées en B.E.T. ou entreprises.
Ecrire à OFF. n° 4297, 2, rue de Séze, 9.

Imprimerie Bois-Colombes effectue recherches conduites, offre qualifiée sur RFO ou GTO.
Tel. : 780-50-10.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce, les coordonnées et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

ingénieurs électroniques haut niveau

pour la recherche et le développement de matériels électroniques de pointe.
Adresser CV détaillé et prétentions à :
Mylene BARNHART
TRW Composants Electronique S.A.
Avenue de la Jallière - 33300 Bordeaux-Lac

chef de service logiciel

pour la direction des études et du développement de logiciels.
Adresser CV détaillé et prétentions à :
Mylene BARNHART
TRW Composants Electronique S.A.
Avenue de la Jallière - 33300 Bordeaux-Lac

DES INGENIEURS EN HYPERFREQUENCES

pour la recherche et le développement de matériels électroniques de pointe.
Adresser CV détaillé et prétentions à :
Mylene BARNHART
TRW Composants Electronique S.A.
Avenue de la Jallière - 33300 Bordeaux-Lac

un contrôleur de gestion

pour la direction des études et du développement de logiciels.
Adresser CV détaillé et prétentions à :
Mylene BARNHART
TRW Composants Electronique S.A.
Avenue de la Jallière - 33300 Bordeaux-Lac

Spécialiste en formation

pour la direction des études et du développement de logiciels.
Adresser CV détaillé et prétentions à :
Mylene BARNHART
TRW Composants Electronique S.A.
Avenue de la Jallière - 33300 Bordeaux-Lac

هكذا من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Le Groupe TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE offre
25 POSTES pour le développement de ses activités de
systèmes de régulation et d'automatisme d'exploitation des réseaux

SYSTEMES ELECTRONIQUES D'AUTOMATISME

ingénieurs électroniciens haut niveau

Collaborateur direct des Chefs de Service correspondants, ils seront responsables de la conception et de la réalisation des équipements électroniques du Service.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles ayant au moins 5 ans d'expérience en régulation analogique ou automatique logique.

Une expérience supplémentaire d'électronique de puissance, d'automatismes programmés ou de micro-processeurs serait appréciée.

Bonnes connaissances de l'anglais indispensables.

Ref. T 101

ingénieurs électroniciens

Ils participeront à l'étude et à la réalisation des équipements électroniques des Services «Systèmes» auxquels ils seront affectés.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés possédant une spécialisation en automatique.

Une expérience de quelques années en régulation analogique, automatismes logiques ou micro-processeurs serait appréciée.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ref. T 102

ingénieurs systèmes

Ils participeront à l'analyse des processus du transport de l'énergie électrique, à la définition des fonctions et des caractéristiques des différents éléments assurant le bon fonctionnement de l'ensemble, à la mise en œuvre et aux essais du système.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles ayant l'esprit ouvert aux techniques nouvelles d'analyse et de simulation de processus.

Une expérience de quelques années en systèmes d'automatisme serait appréciée.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ref. T 103

techniciens électroniciens

Ils seront associés au développement et à la mise en service des équipements de régulation et d'automatisme du groupe.

Ces postes s'adressent à des techniciens en électronique du niveau BTS/DUT.

Une expérience de quelques années serait appréciée.

Ref. T 104

dessinateurs électroniciens

Ils apporteront leur contribution à la définition des équipements électroniques (schémas, nomenclatures, armoires et coffrets, etc.).

Ces postes impliquent une expérience de quelques années et une qualification minimale de dessinateur d'étude.

Ils comportent des contacts avec le développement et la fabrication, en particulier avec le service des méthodes.

Ref. T 105

INFORMATIQUE TEMPS REEL DE CONDUITE DE PROCESSUS

chef de service logiciel

Responsable de la réalisation des logiciels, il devra définir et mettre en œuvre les méthodes nécessaires à l'obtention de logiciels très évolués pour la conduite et l'automatisation de processus en temps réel. Il assurera en outre la gestion des ressources humaines et matérielles du service dont l'effectif, actuellement de 20 personnes, est en progression rapide; à ce titre, le recrutement, l'accueil et la formation de nouveaux collaborateurs font partie de la mission.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation supérieure pouvant justifier d'au moins 7 ans d'expérience dans les systèmes de temps réel et d'automatisation de processus ainsi que d'une connaissance des procédés modernes de programmation.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Ref. T 106

ingénieurs logiciels confirmés

Dans le cadre du service logiciel, ces ingénieurs analystes participeront à la réalisation des projets de conduite de processus très évolués comme membres ou responsables d'équipes de travail ayant des objectifs définis.

Une formation d'automatique ou d'informatique en temps réel et plusieurs années d'expérience sont nécessaires.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ref. T 107

ingénieurs logiciels débutants

Ils participeront à la réalisation de logiciels en temps réel pour la conduite de processus.

Une formation Grandes Ecoles ou ENSI avec spécialisation automatique ou informatique de processus est indispensable.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ref. T 108

programmeurs

Ils apporteront leur contribution à la réalisation et aux tests de logiciels en temps réel pour la conduite de processus.

Une formation BTS/DUT et la connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Une expérience de quelques années serait appréciée.

Ref. T 109

Adresser candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence correspondante, à :
Monsieur ANDRY, CGEE ALSTHOM, 13, rue Antonin Reynaud 92309 LEVALLOIS PERRET
(Réponse et discrétion assurées)

RTC

LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC

recherche pour le développement du convertisseur de réception de
TELEVISION PAR SATELLITE

DES INGENIEURS EN HYPERFREQUENCES

- pour concevoir et développer des circuits microondes
- pour caractériser et automatiser les mesures de composants

DES AGENTS TECHNIQUES

- Niveau BTS Electronique, mesures physiques,
- pour mise au point et réalisation de sous-ensembles hyperfréquences.

Lieu de travail : LIMEL BREVANNES (Val de Marne)

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo récente à M. BERON
LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC
61, rue Camot - 92150 SURESNES.

Notre Société implantée dans le centre de la France réalise, avec 250 personnes et 4 usines, un chiffre d'affaires de 420 millions de francs dans le secteur de la confection.
Une équipe homogène de 12 représentants exclusifs nous a donné une forte position auprès d'une clientèle de 2000 Industries et administrations. Pour aller plus loin, il nous faut un

Directeur commercial entreprenant, env. 140 000 F

Il s'agit d'une création de poste. Après une période d'intégration et formation, sa réussite dans les missions : organisation commerciale, animation de l'équipe, négociation et représentation de haut niveau, s'exprimera par une efficacité commerciale accrue.
En étroite liaison avec le Directeur Général, il fixera la stratégie commerciale, mettra au point et fera vivre la politique. Il est en fait le

futur directeur général

et à ce titre, est chargé de missions ponctuelles sur les autres fonctions de l'entreprise.
Homme de contacts faciles, s'adaptant bien et rapidement à tous les niveaux, il aura une formation commerciale supérieure et l'expérience de la fonction commerciale dans un milieu industriel, une PMI si possible. Rodé à l'animation et l'organisation commerciales, il aura le potentiel pour prendre de hautes responsabilités.
Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous réf. B 2928, 1 rue de Benî 75008 Paris et garantit le secret de vos informations.

**Bernard Juhlet
Psychom**

Membre de Syntec

La filiale française (400 personnes, 100 MF) d'un groupe anglo-saxon cherche pour son siège à Paris banlieue Sud

un contrôleur de gestion (HF).

En liaison avec le contrôleur européen, il est chargé, pour une ligne de produits, d'exploiter les résultats de la comptabilité analytique, d'établir et de suivre les budgets, d'analyser les écarts, de conseiller la direction sur l'évolution des prix de vente, le développement de nouveaux systèmes de contrôle, les décisions d'investissement, etc.

Nous cherchons un cadre d'au moins 30 ans, de formation DECS, ayant 5 à 6 ans d'expérience en comptabilité analytique ou contrôle de gestion dans une affaire industrielle et, bien sûr, maîtrisant l'anglais.

La rémunération, liée à l'expérience, va de 100 000 à 130 000 F par an. Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 3764 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

BANQUE PRIVEE

RÉGION PARISIENNE

recherche

CADRES D'EXPLOITATION

NIVEAU CLASSE IV - V - VI

Adresser photo et curriculum-vitae à
ROBLE, 127, rue du Ranelagh
75016 PARIS qui transmettra.



CLUB MEDITERRANEE

recherche
pour son service informatique

ANALYSTE- PROGRAMMEUR

avec solide expérience dans domaines :

- Applications temps réel
- Assembleur 370
- Exploitation grand système

Adresser C.V. et prétentions à

Direction du Personnel

CLUB MEDITERRANEE

Place de la Bourse

75008 Paris cedex 02

GROUPE MULTINATIONAL produits grande consommation

(leader sur ses marchés) recherche

SPECIALISTE MATERIELS

PUBLICITAIRES ET PROMOTIONNELS

FABRICATION - IMPRESSION - EDITION

En liaison étroite avec les responsables marketing, il aura pour mission de les conseiller, de leur apporter des idées, ainsi que de négocier les achats et d'assurer les relations avec les fournisseurs.

Le poste exige une formation de base appropriée (Arts Graphiques, Arts Déco...) et/ou une expérience de chef de fabrication en agence ou similaire chez un annonceur ou un imprimeur.

Poste d'avenir dans une société en expansion.
Adresser C.V. avec photo et salaire souhaité, sous réf. 78555M à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

AUDITEUR INTERNE

Banlieue Ouest

Notre client, une société multinationale spécialisée dans la construction mécanique (800 millions de chiffre d'affaires) recherche un responsable de l'audit interne. Dépendant du Directeur Administratif et Financier, il sera responsable de l'efficacité du contrôle interne, du respect et de la régularité des procédures et des méthodes administratives. Il aura à établir pour son département, un plan général d'audit du groupe (siège, usines, filiales et succursales).

Le candidat idéal aura une formation supérieure (HEC, ESSEC ou ESC), ainsi qu'une expérience de 4 à 5 ans acquise en Cabinet ou dans une multinationale anglo-saxonne. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre salaire actuel et vos prétentions à CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra, sous référence n° 48420.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	15,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m sol.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	83,00	96,80
OFFRES D'EMPLOI	5,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

équipé d'un ordinateur IBM 370/155
recherche dans le cadre du développement de son
PLAN INFORMATIQUE axé sur le réseau T.P.
et des bases de données.

INGENIEUR SYSTEME

- PROFIL :
- Formation supérieure
- 4 ans d'expérience sur matériel IBM sous
DOS/VS
- expérimenté en CICS et DL1.

FORMATION PERMANENTE ASSUREE.

• LIEU DE TRAVAIL : Centre de Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 46886,
CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE
livrant des usines et installations dans le monde entier
et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français,
recherche pour son siège à PARIS,
dans le cadre de la mise en place de son informatique de gestion
utilisant les matériels IBM 4331 puis 4341 sous DOS/VSE :

ANALYSTE

DIPLOME INGENIEUR GRANDE ECOLE ou MAITRISE D'INFORMATIQUE

- Expérience d'environ 2 ans en entreprise
- Ayant déjà participé à la réalisation d'applications utilisant CICS et DL1 sous DOS/VS
- Ayant une bonne pratique du langage COBOL et de la programmation structurée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à No 47.487 CONTEXTE PUBLICITE
20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



H. ERNAULT-SOMUA

IMPORTANT CONSTRUCTEUR
de MACHINES OUTILS
recherche
dans le cadre de l'expansion de son
DEPARTEMENT ELECTRONIQUE

Ingénieur Electronicien

pour l'étude de circuits logiques à
base de MICROPROCESSEUR.

Envoyer C.V. et prétentions
au Service du Personnel
32, avenue de l'Europe
78140 VELIZY

Loisirs manuels

Directeur de division

Le marché est porteur, et la société, filiale d'un grand groupe, y
propose des produits très recherchés par un public passionné
d'adultes et d'adolescents. On crée, on fabrique, on importe
(Etats-Unis, Japon, G.B.), on vend. Et c'est pour gérer l'expansion
de cette division d'avoir que l'on recherche un Directeur.
C'est un homme de marketing : il choisit les collections (négoce,
étude et recherche de nouveaux produits), un homme de vente et
de distribution, un gestionnaire rigoureux (il est responsable de ses
stocks, prix d'achat et de revient, et rend compte au P.D.G.), et
l'animateur d'une équipe de 40 personnes.

Il a une formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou
d'Ingénierie), il a vécu aux Etats Unis une expérience profession-
nelle (indispensable pour la qualité des contacts avec les fournis-
seurs anglo-saxons).

Il a surtout une pratique très opérationnelle, sait animer un
réseau, a confronté son bon sens avec le marché et les produits.
Sa rémunération ne sera pas inférieure à 200 000 F.

SEFOP remercie les personnes qui se reconnaissent dans ces expé-
riences et qu'attirent ces responsabilités d'adresser leur dossier
sous la référence DD 270 M.

11, rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DES SYNTIC

animation technico-commerciale

Paris

La filiale française d'un puissant fabricant international de
produits chimiques et biochimiques recherche le responsable
commercial de sa délégation parisienne. Rattaché à la direction
scientifique locale, en coordination avec le siège (marketing),
sa mission sera de consolider la présence de l'entreprise
auprès d'une clientèle d'établissements hospitaliers et de
laboratoires d'analyses, pour l'essentiel. Pour ce faire, il
animera une équipe technico-commerciale (10 personnes),
visitera lui-même les clients les plus importants et assurera
les relations avec certains leaders d'opinion scientifiques.
Ce poste convient à un responsable commercial confirmé de
formation scientifique (chimie clinique, immunologie), âgé
de 32 ans minimum, familier des négociations commerciales
de haut niveau, souple et à l'aise dans les rapports humains.
La connaissance de produits réactifs de laboratoire est un
atout sérieux. Ouverts, la rémunération reposera sur l'apport
du candidat retenu. (Réf. 4113/M)

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite et photo
en précisant la référence à : G. Andrieux, Sélection :
69006 LYON - 28, cours Vitton

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

Diplômé de Grandes Ecoles (Scientifiques ou Commerciales).

Une expérience de 3 à 5 ans dans une banque, un établissement financier
ou dans un cabinet conseil (secteur bancaire) vous a permis d'acquérir
une bonne connaissance des mécanismes bancaires et des compétences
en organisation et traitements informatiques.

Un CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL de réputation mondiale vous
propose des postes d'

ingénieurs

conseil en organisation

secteur bancaire ou financier

Seule une société de dimension internationale vous permettra d'acquérir
les compétences et la stature que requièrent les fonctions de consultant.
Nous vous proposons à cette fin :

- Une initiation progressive (et personnalisée) à nos techniques et
méthodes, en travaillant dans un premier temps en étroite collabo-
ration avec un de nos managers, au sein d'un milieu jeune et stimulant.
- Une formation permanente intégrant des séminaires et des voyages
aux U.S.A.
- L'assurance de l'évolution de vos responsabilités et de votre rémuné-
ration (nous ne recrutons que des candidats à fort potentiel). La rapidité
de progression étant uniquement liée aux aptitudes démontrées.

Ces fonctions impliquent la capacité à intervenir auprès d'interlocuteurs
de haut niveau, le sens du contact et le goût du travail en équipe, ainsi
qu'une forte motivation.

Nous vous invitons à prendre contact avec nous en écrivant, sous
réf. 78.533, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS,
qui transmettra. Discretion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

RECHERCHE

INGÉNIEUR EXPERT

EN

TECHNIQUES LAITIÈRES

POUR POSTE TECHNICO-COMMERCIAL

IL S'AGIT :

Responsable auprès de la Direction Générale de la
promotion commerciale et de la vente d'usines
laitières et fromagères à l'étranger.

- Diplômé d'Ecole Supérieure d'Agronomie.
- Anglais courant.
- Autres langues souhaitées.
- Disponible pour déplacements à l'étranger.

SIÈGE A PARIS

Env. C.V., présent, sous le n° T 18.323 M à REGIE-
PRESSE, 35 bis, rue Rémusat, 75002 Paris, qui tr.

Fonction à créer

Jeune cadre de gestion

Société Industrielle française, 130 personnes, nous
faisons partie d'un groupe international.
Nos productions : des périphériques de calcula-
teurs et de systèmes.

Notre taux de progression : 30 % l'an.

Notre Directeur Financier recherche un Jeune Cadre
qui participera à l'évolution de nos procédures
comptables et budgétaires ; il devra en particulier
recueillir et hiérarchiser les informations nécessai-
res à l'établissement des prix de revient. Il
aura un rôle de Conseil auprès de la hiérarchie :

- établissement des tableaux de bord, contrôle des
écarts ; il aura l'initiative d'études économiques.

Anglais apprécié.

Cette fonction s'adresse à un Jeune Cadre finan-
cier de formation supérieure (Grandes Ecoles de
Commerce, universitaire, DECS - ayant eu une
première expérience de la comptabilité analytique
acquise dans une société industrielle).

Cette fonction peut également convenir à un débutant
ayant de bonnes capacités d'adaptation.

Lieu de travail : très proche banlieue parisienne Est.

Adresser lettre man., C.V. détaillé,
photo, sous référence 71542/M à
R. VERDET, S&S-CEGOS, 33, quai
Gallieni, 92132 SURESNES.

Pour assurer l'organisation

du contrôle interne et sa maintenance,

une Compagnie d'Assurances recherche

UN ORGANISATEUR ADMINISTRATIF

LE CANDIDAT DEVIRA :

- être diplômé d'une Ecole Supérieure de Com-
merce ou d'Administration E.C. avec forte expé-
rience d'organisation ;
- ou bien être de formation Ingénieur avec de
sérieuses notions comptables (niveau BEC).
- De très bonnes qualités humaines sont indispensables.
- De très bonnes notions informatiques seront appréciées.

Il assurera l'animation d'une petite équipe et
dépendra directement d'une des grandes directions
de la Compagnie.

Adr. lettre de candidature man., C.V., photo et
prét. à GESCIAL, 4, rue de Lamblardie, 75012 Paris.

GRUPE MULTINATIONAL DANS
L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE ET HOTELIERE
(C.A. : 3 milliards - siège Paris)
recherche :

DEUX AUDITEURS INTERNES DEBUTANTS

Ces personnes renforceront l'équipe actuelle qui
assure la mission d'audit interne dans le Groupe dans
les 19 pays d'implantation.

Les candidats sélectionnés seront probablement
diplômés des Grandes Ecoles de Commerce (SUP. de
CO., ESSEC, ou équivalent) et parleront couramment
l'Allemand ou l'Italien, une bonne connaissance de
l'Anglais sera également souhaitable.

Ces fonctions impliquent de nombreux déplacements
en France et à l'étranger.

Ecrire avec C.V., sous référence 598 M à
PUBLICIS-ORFÈVRE
11, rue Royale 75008 Paris

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISE BASSIN PARISIEN, FLANDRE ET NORMANDIE

recherche

UN CADRE FONCIER DE HAUT NIVEAU

À qui sera confié la responsabilité du montage d'opérations
de lotissements, (de la prospection des terrains à la com-
mercialisation des lots).

Il sera en outre responsable de la gestion d'un portefeuille
terrains.

Ce poste conviendrait à un spécialiste ayant une solide expé-
rience du lotissement.

Envoyer C.V. et prétentions à SUPAE
CD 117 - 91570 BIEVRES

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE
(380 personnes, C.A. 65 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Notre vocation est la pratique d'une informatique de qualité et de haute tech-
nicité, nous appuyant sur des méthodes rigoureuses et éprouvées depuis 13
ans.

Pour constituer nos équipes, nous nous entourons d'ingénieurs spécialisés,
hautement compétents.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
Débutants, 2 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
ERIA ECA AUTOMATION, Service du Personnel
315 Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche

informaticiens

INGENIEURS CONFIRMES

Ref. DIT/4

JEUNES INGENIEURS

pour développement de projets : • Logiciels d'application • Logiciel de base.

Ref. DIT/5

offre : • une rémunération intéressante, • les avantages sociaux du Groupe,
• une possibilité d'absence pour les congés 80.

et une collaboration caractérisée par : • sa diversification technique, • ses
méthodes de travail, • les techniques de pointe abordées, • des possi-
bilités d'évolution de carrière au plus haut niveau, • une formation
constante.

Les candidats intéressés peuvent écrire ou téléphoner en vue d'un premier
rendez-vous à Bénédictine DELAHAYE au 135, rue de la Pompe - 75116 Paris
749.02.33 poste 35.19, le matin.

هكذا من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Gestion du personnel

Un Groupe industriel français, de dimension internationale, crée de nouveaux postes dans le cadre de la décentralisation de la structure gestion prévisionnelle du personnel. Ces postes concernent les domaines suivants : conduite d'opérations de recrutement et gestion prévisionnelle du personnel, tant en France qu'à l'étranger, conception de procédures de gestion prévisionnelle, en liaison avec le service informatique, couvrant la gestion des ressources humaines.

Conduite de mission d'assistance aux filiales étrangères, tant au niveau des procédures que de la conduite d'opérations.

Ces postes conviennent à des spécialistes de la gestion du personnel, de formation IEP, IAE, ESCP, droit en sciences humaines, ayant acquis sur le terrain en usine ou en chantier de préférence, une solide pratique de la gestion des emplois et du suivi des carrières.

Une ouverture d'esprit sur d'autres cultures, la capacité à innover dans la gestion des ressources humaines et leur développement faciliteront l'intégration aux méthodes du groupe et à ses objectifs.

Basés à Paris, ces postes pouvant impliquer des déplacements et peuvent déboucher, à terme, vers des perspectives opérationnelles dans des filiales étrangères.

Séle CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 22.023/M à Mme GUIMAR, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Responsables Licences

130 000 F +

HAUTE COUTURE

PARIS

Nous sommes l'une des plus prestigieuses maisons de couture. Notre notoriété est internationale. Dans le cadre de notre redéploiement, nous souhaitons pourvoir les postes suivants :

- Un responsable des licences Homme
- Un responsable des licences Femmes

Réf. 002151 M

Réf. 002152 M

Leur mission sera de rechercher de nouveaux contrats de licence, de suivre nos licenciés et de veiller à la stricte application des contrats passés.

Ces postes seront confiés à des éléments jeunes, justifiant d'une bonne culture générale et de connaissances juridiques et pouvant se prévaloir d'une première expérience (3 à 5 ans) de vente ou de gestion commerciale. Le goût et le sens de la négociation à haut niveau et la capacité d'être représentants d'un produit de luxe sont indispensables. Pour chacun de ces postes, une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Notre maison, bien que traditionnelle, est en phase de mutation importante et peut offrir à des candidats(es) de valeur de réelles perspectives de carrière.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe) à Jean-Paul VELLA.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS.

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 08

MEMBRE DE SYNTEC

qualification logiciel

La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii-Honeywell Bull recherche des

ingénieurs informaticiens

Ils seront chargés de la qualification des logiciels de base de tous les systèmes développés par la Compagnie.

Ils seront intégrés à des équipes de haute technicité.

Connaissances appréciées dans les domaines suivants :

- transactionnel,
- télé informatique,
- maintenabilité.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs Grandes Ecoles ou Université avec première expérience professionnelle. Les candidatures de débutants seront examinées.

Lieu de travail : PARIS 20^e puis

(78) LOUVECIENNES.

Adresser C.V., photo et

prétentions sous Réf. M 2 à :

Cii Honeywell Bull

Bureau 1-10540 - ML

R.P. 33

75960 PARIS CEDEX 20.

Cii Honeywell Bull

Directeur d'usine

Façonnage de tubes

Entreprise parisienne de taille moyenne, nous nous sommes spécialisés dans certains travaux très spécifiques de façonnage de tubes. Les grands constructeurs de l'automobile, des véhicules industriels, des matériels de Travaux Publics, etc., font régulièrement appel à notre savoir-faire.

Nous réalisons ainsi 10 millions de CA avec un effectif de 80 personnes et prévoyons pour les années prochaines un développement certain nécessitant des investissements en locaux et matériels.

Notre actuel Directeur d'Usine prend très prochainement sa retraite. Pour assurer son remplacement, notre Direction Générale souhaite copier un spécialiste de façonnage de tubes. De formation ingénieur mécanique généraliste, il aura une expérience de direction technique d'ateliers de fabrication ou de transformation de tubes et devra apporter la preuve de ses qualités de gestionnaire, de novateur et de négociateur.

Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence A 3866 B, 1 rue de Berni 75008 Paris.

Bernard Juillet
Psychom

Membre de Syntec

Société allemande de SYSTÈMES DE TUBES POUR L'INDUSTRIE recherche la

DIRECTEUR

bilingue allemand et

de sa

FILIALE FRANÇAISE

(en création)

Le candidat idéal :

- un spécialiste de la vente d'équipements industriels ;
- un homme de direction sachant animer et motiver une équipe ;
- un gestionnaire commercial ayant le sens de l'organisation et de l'efficacité ;
- Age minimum : 35 ans, formation supérieure.

C.V. + photo + lettre manus. - Réf. 2015

Deutsch-französische Unternehmensberatung Klaus W. Herberich

i.

interconseil

CITIBANK

Succursale française de CITIBANK U.S.A. recherche

jeune cadre

Pour renforcer son Département Grandes Entreprises Internationales.

Le candidat devra être diplômé d'Etudes Supérieures et avoir

une parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que de très bonnes

connaissances financières. Le poste est ouvert à des candidats ayant au moins un an d'expérience de préférence dans une banque

(marketing, financements internationaux).

Adresser lettre manuscrite et C.V. à CITIBANK

B.P. 738-08 75331

Paris Cedex 08

SOCIÉTÉ INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE ET MÉDICALE

en développement

recherche pour son département

INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES

— INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Vente France - Référence 100.

— INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Ventes export Afrique du Nord - Réf. 101.

— INGÉNIEUR ou TECHNICIEN S.A.V.

Intervention clients France et Afrique du Nord - Référence 102.

● Plusieurs années d'expérience professionnelle

dans l'instrumentation scientifique ;

● Anglais parlé et lu pour stages formation ;

● Sens des responsabilités, esprit d'initiative ;

● déplacements fréquents France et Afrique du Nord.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant

référence porte référence n° 1 018.466 M.

RECITE-PRESS, 25 bis, rue Beaumais, 75002 PARIS.

ingénieur service logistique

150.000 F +

PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

Société industrielle agro-alimentaire, C.A. 700 M de F. recherche pour le Directeur de son Service Logistique un Adjoint opérationnel capable de négocier les contrats de transport et de les gérer, de prendre en charge progressivement l'ordonnement central de la société. Pour réussir à ce poste il faut avoir une formation d'ingénieur, une expérience d'au moins 4 ans dans un service logistique ou transport, et posséder dans la grande distribution et de bonnes connaissances générales en informatique. Poste à pourvoir à PARIS.

Envoyer C.V., photo, sous référence 9728-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

ingénieur brevets

La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii-Honeywell Bull recherche pour sa

DIRECTION JURIDIQUE

ingénieur brevets

dont les responsabilités principales seront :

- la recherche des inventions au sein de la Compagnie ;
- la rédaction des Brevets et leur dépôt en France et à l'étranger ;
- l'étude des problèmes généraux en matière de Propriété Industrielle (contentieux, contrats) ;

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, de préférence

Grande École, possédant une expérience

brevets affirmée, acquise dans une grande

entreprise ou au sein d'un Cabinet Conseil.

Un diplôme de Propriété Industrielle (CEPI)

serait souhaitable.

Les lettres de candidatures accompagnées d'un C.V., photo et prétentions

sont à adresser à :

Cii-Honeywell Bull

Direction du Personnel Siège

PC 1 G 017 C

94, avenue Gambetta,

75020 PARIS.

Cii Honeywell Bull

Développer le système d'informations commerciales.

Nous sommes une unité commerciale de quatre services (Administration - Départs - Marketing - Ventes). Nous souhaitons nous adjoindre un INFORMATICIEN pour lui donner une mission de confiance : préparer et créer notre nouvelle organisation informatique.

Il devra donc :

- étudier le système existant de gestion des commandes (nous sommes partiellement reliés par écrans au Service Informatique Central de la Société à laquelle nous appartenons) ;
- de nous évaluer par rapport de nos besoins (gestion des stocks, approvisionnement - analyses des résultats) ;
- de concevoir le système qui nous satisfait ;
- et de le mettre en place (les hommes - le matériel - la formation des interlocuteurs).

L'homme que nous souhaitons rencontrer est de formation supérieure. Il possède une solide expérience de l'informatique de gestion et d'aide à la décision.

Le poste implique, tout au moins au début, de fréquents déplacements entre Paris et la région Rhône-Alpes.

Merci d'adresser votre candidature aux consultants de SEFOP qui organiseront nos premiers contacts, sous référence RD 283 M.

SEFOP 11, rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

informatique

Vous êtes **analystes programmeurs**

Vous êtes **programmeurs**

Vous aimez L'INFORMATIQUE DE GESTION

Vous souhaitez participer au développement d'applications

diversifiées au sein de petites équipes compétentes et dynamiques.

Vous avez le goût des contacts utilisateurs et de l'efficacité.

La Compagnie Internationale pour l'Informatique

Cii-Honeywell Bull vous propose de nombreux postes intéressants d'ANALYSTES-PROGRAMMEURS et de PROGRAMMEURS

à la mesure de vos attentes.

DUT INFORMATIQUE ou équivalent en Diplôme ou expérience.

Connaissance du COBOL indispensable.

Large possibilité de formation (actualisation permanente de vos connaissances).

Lieu de travail : Gambetta.

Avantages sociaux.

Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

Cii Honeywell Bull

Direction du Personnel Siège

PC 1 G 017 C

94, avenue Gambetta

75960 PARIS CEDEX 20.

Cii Honeywell Bull

ingénieurs

Pour renforcer ses équipes de développement d'applications la Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii-Honeywell Bull offre opportunité de carrière à :

un ingénieur diplômé débutant

(Gestion de Stocks)

un ingénieur diplômé confirmé

30 ans minimum

(expérience de la gestion de production.)

Pour ces 2 postes la connaissance de la

langue anglaise est souhaitable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo

et prétentions à :

Cii Honeywell Bull

Direction du Personnel

Réseau International

P C 3 G 083

94, avenue Gambetta

75960 PARIS CEDEX 20.

Cii Honeywell Bull

	La ligne	La ligne T.D.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,46
IMMOBILIER	38,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	38,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	109,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.D.
ANNONCES ENCADRÉES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

BRED-X jeunes analystes

Notre département informatique installé à Créteil (94) dispose d'un 3031 et d'un 370-158/MVS. Nos groupes d'études conduisent des développements aussi bien batch que TP en utilisant les techniques IBM : COBOL (parfois Assembleur), DL1, CICS et VSAM. Nous vous proposons de rejoindre l'un de ces groupes si vous avez une formation supérieure (ingénieur ou maîtrise) et/ou la pratique depuis plusieurs années de la plupart des techniques que nous utilisons. Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 3761 LM) à "Centres de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



EQUIPÉE DE 2 IBM 370
158 et 3032 MVS
TELETRAITEMENT
IMS - VTAM.

Vous avez une
SOLIDE FORMATION de BASE
en INFORMATIQUE
en tant qu'

INGÉNIEUR DÉBUTANT

ESE, GRENOBLE, TOULOUSE ou IIE.

Vous êtes passionné par les techniques les plus avancées mises en œuvre dans les domaines du télétraitement et des bases de données.

Nous vous proposons de

REJOINDRE NOTRE EQUIPE SYSTEME

où, après la formation pratique nécessaire, vous aurez à concevoir et développer de notre centre de traitement auquel sont connectés plus de 1000 terminaux de tous types.

Adresser un dossier de candidature à :
SPI - Service du Personnel
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY
LUGNE
KUHLMANN

jeune ingénieur CONTROLEUR DE GESTION

Cette société de promotion et d'exploitation d'ouvrages publics est la filiale d'un des premiers groupes français.
Son chiffre d'affaires, en développement constant, atteint aujourd'hui 25MF. Elle est conduite à créer un nouveau poste de contrôleur de gestion. Sous l'autorité du directeur général il a la responsabilité du contrôle de gestion proprement dit. Il devra mettre en place un service informatique propre à la société. Enfin, dans un troisième temps, il collaborera étroitement avec le directeur d'exploitation sur tous les problèmes ayant trait à la gestion des contrats d'exploitation.
Cette dernière fonction le conduira à prendre en main des dossiers techniques et économiques.
Nous souhaitons donc rencontrer des jeunes ingénieurs, ayant acquis une formation complémentaire en gestion et une première expérience de 2 à 3 ans les ayant familiarisés avec l'informatique de gestion et, si possible, les problèmes d'exploitation au niveau énergie.

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et rémunération actuelle sous référence M/104/B à

mcp

CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris

SOPRA Ingénierie des systèmes d'information

Notre Groupe est implanté depuis 10 ans à PARIS, en PROVINCE et en AFRIQUE.
Afin de réaliser une expansion harmonieuse, nous créons des départements de taille humaine.

Nous recherchons pour PARIS, GRENOBLE, LYON

ingénieurs en chef

Sous l'autorité du Directeur de Division, vous serez responsable des objectifs de développement du secteur économique ou géographique qui vous sera confié.

Vous animerez et coordonnerez l'activité d'une équipe de conception et de réalisation (chefs de projet, analystes, programmeurs).

Vous serez un conseiller compétent et écouté dans votre secteur.

Nous souhaitons recevoir des ingénieurs GRANDES ECOLES ayant 6 à 8 ans d'expérience en informatique de gestion acquise de préférence dans l'industrie.

Ecrivez avec C.V., photo et prétentions à SOPRA Recrutement sous réf. 403, 90 rue de Flandre, 75019 PARIS.

SOPRA

Assistant Chef de Produits Division Informatique

Nous commercialisons un ensemble de supports magnétiques pour ordinateurs et recherchons un ASSISTANT CHEF DE PRODUITS.
Diplômé école supérieure de commerce ou école d'ingénieur complétée par une formation de type IAE, le candidat devra de préférence faire état d'une première expérience en marketing industriel, produits électroniques, etc...

Adresser CV, photo et prétentions à Monsieur COLOMBET sous réf. 3/C1

3M France
Service Orientation Professionnelle
Boulevard de l'Osse
95006 CERGY-PONTOISE cedex

3M

Très important Groupe Français
recherche

futurs contrôleurs de gestion

H.E.C. ESSEC SUP. de CO.
Option Finances Comptabilité ou autre option + D.E.C.S.
Diplômés ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.
Ils se voient confier des postes de gestion industrielle, commerciale, financière au sein d'une unité ou filiale.
Le candidat devra de préférence avoir de l'anglais et être bilingue.
2^e langue souhaitée.

Adresser dossier de candidature détaillé, réf. 870, à
SVP RESSOURCES HUMAINES
7, rue de Lognonnais 75017 PARIS

CENTRE DE FORMATION A GESTION PARITAIRE
recherche son

RESPONSABLE DE SECTEUR

OISE - VAL-D'OISE

Le candidat retenu aura à assurer des fonctions :

- de PROMOTION et DEVELOPPEMENT,

- d'ORGANISATION, ENCADREMENT, GESTION d'une unité commerciale.

- d'ANIMATION d'équipes de techniciens.

35 ans minimum, issu d'une formation supérieure et opérationnelle devra justifier d'une motivation et de compétences pédagogiques ainsi que d'une expérience à un poste de responsabilité dans un des secteurs suivants :

PRODUCTION - INFORMATIQUE - COMMERCIAL.

Poste à pourvoir à CREIL.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé à CREIL, 18, rue de Tulle 75017 PARIS, sous la référence UBSAC.

Nous sommes la filiale française

à taille humaine (70 millions F. de C.A. 130 personnes) d'un GROUPE INTERNATIONAL LEADER DE SA SPECIALITE fabriquant et distribuant sur le marché

français des produits de base pour l'industrie alimentaire.

Nous sommes localisés dans la proche banlieue Ouest de Paris. Pour renforcer notre action commerciale dans un esprit marketing nous recherchons :

UN ATTACHE DE DIRECTION COMMERCIALE

Cette fonction consiste à assurer directement la responsabilité du marketing et des ventes pour un secteur d'industrie alimentaire donné.

Le poste à pourvoir est celui concernant l'industrie des boissons.

L'homme que nous souhaiterions engager occupe probablement aujourd'hui un poste de développement ou de marketing (chef de produit, assistant chef de produit) dans l'industrie alimentaire, et si possible même dans celle des boissons non alcoolisées.

Il a 28 ans minimum, est diplômé commercial ou industriel alimentaire et est prêt à voyager sur la France pour visiter sa clientèle.

La rémunération offerte sera attractive et tiendra compte de l'expérience et de la formation.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., salaire actuel et photo sous No 88022 M à

SELU Publicité

17, rue Labat - 94300 VINCENNES

Société de Biens d'Équipement Industriels
Filiale d'un important groupe Français
recherche pour visite clientèle PARIS et PROVINCE

UN AGENT DE VENTE

Expérience machine-outil ou similaire.
Fire + commissions. Voiture fournie.

Ad. C.V. photo et prétentions à P. LECHEAU S.A.
s/réf. n° 244 41, rue P. Chassagnard, LYON 1^{er}
qui transmettra.

Société d'importance nationale
recherche

chargé de recrutement

PARIS

Seul dans sa spécialité, collaborateur direct du chef du service Gestion des Carrières, il sera amené à intervenir en liaison avec les responsables hiérarchiques ou fonctionnels dans des domaines diversifiés.

● Recrutement et promotion interne à tous niveaux en assistant auprès de nombreuses entités à vocations diverses.
● Participation active aux mutations, promotions et développements de carrière.

Ce poste intéresse un psychologue possédant bien les techniques d'évaluation (entretiens, tests, etc...), capable de s'adapter à des types de sociétés, problèmes et interlocuteurs divers, disponible pour des déplacements courts sur la France.

Une première expérience est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V., salaire actuel et souhaité à réf. VENGE (mentionné sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Responsable de la Formation

Nous sommes un
IMPORTANT CONSTRUCTEUR
DE MATERIEL PERI-INFORMATIQUE,
Leader sur notre marché.

Au sein de la Direction des Relations du Travail, le cadre que nous recherchons sera chargé de promouvoir et de mettre en œuvre la politique de formation.

Il devra :

- recueillir et analyser les besoins exprimés par la hiérarchie et le personnel (1 000 ingénieurs et techniciens).

- proposer des objectifs, dans le cadre d'une stratégie de développement ambitieuse.

- élaborer le plan de formation et préciser l'enveloppe budgétaire en choisissant les intervenants, les moyens pédagogiques, etc.

- développer les moyens existants et monter de nouvelles actions.

- gérer le budget (de l'ordre de 5 millions de francs) et évaluer les résultats.

Expérimenté et dynamique, le candidat retenu possèdera une très fine expérience des problèmes de formation. Son vécu en entreprise aura mis à l'épreuve ses capacités de communication, de négociation et d'innovation, que nous considérons comme essentielles pour cette fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre motivée, C.V., photo et prétentions) sous référence 311.38 M à

MEDIA BA

9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

Indiquez éventuellement les sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact. Votre confiance sera totalement respectée. Il sera répondu à toutes les candidatures.

GROUPE THOMSON

INGENIEUR LOGISTICIEN

HBS, filiale du groupe Thomson, conçoit et développe des machines de cadage et de tri automatique du courrier, pour les services postaux français et étrangers. Son expansion se conduit à créer 1 poste d'ingénieur.

Il est chargé de préparer la logistique d'équipements complexes (mécaniques, électroniques, opticoélectroniques et informatiques), de telle manière que leur soutien logistique permette aux clients d'obtenir le service qu'ils en attendent (disponibilité et maintenance des performances). Sa mission va donc de l'orientation de la conception des équipements jusqu'à l'établissement des programmes de maintenance.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électromécanicien sensibilisé à l'électronique et l'informatique qui ait eu une première expérience dans ce type de fonction.

Compte tenu des investissements engagés et de l'importance du groupe, des perspectives d'évolution très intéressantes peuvent être offertes à des éléments de valeur.

Le poste est à pourvoir à Saint-Denis (93).

Des informations complémentaires détaillées seront fournies en écrivant sous la réf. M 1242N

media-system

egor industrie

8 rue de Berri 75008 Paris



Responsable de Centre

Société spécialisée en informatique et télécommunication, dans le cadre d'un nouveau centre d'exploitation à Paris, crée un poste CHEF DE CENTRE.

Il est responsable de l'organisation et du fonctionnement de ce nouveau centre d'exploitation, maintenance, réalisation du programme de raccordement d'abonnés. Il anime et dirige une équipe de 4 à 7 personnes. De formation supérieure, il justifie de 2 à 4 ans d'expérience dans le domaine des télécommunications et/ou de l'informatique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 80 803 M à Madame Claude FAVEAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 - PARIS

Responsable régional du recouvrement

95.000 F +

Notre client, société anglo-saxonne de dimension internationale, commercialisant des biens d'équipement, recherche un Responsable Régional du Recouvrement.

Après une période d'intégration au Siège, il aura la responsabilité au sein d'une Unité Opérationnelle (PARIS ou éventuellement PROVINCE), de la diminution de la valeur de la balance clients. Il aura à négocier ses objectifs, puis à organiser le recouvrement pour son Unité, proposer des améliorations, diriger et conseiller ses collaborateurs.

Son évolution dépendra de la réalisation de ses objectifs, dont il est pleinement responsable.

De préférence de formation supérieure, il a une expérience de recouvrement de plusieurs années (3 à 5 ans) dans une importante Société financière ou commerciale.

Brigitte PAULHES vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature + curriculum vitae sous la référence 402, à :

Beckwell

Conseil en recrutement
41, avenue de Friedland, 75008 Paris.

Beckwell International : Francfort, Londres, Amsterdam

offres d'emploi

MOTOROLA

JEUNE RESPONSABLE
FINANCE COMPTABLE LITE

MOTOROLA France S.A.
21, rue de Valenciennes 75019 Paris

chef de projet

IMPORTANT ETABLISSEMENT
BANCAIRE

JURISTE
FORMATION DROIT P

responsable admin
d'antenne

GROUPE
MAISON
FAMILIALE

هكذا من الأصل

offres d'emploi

MOTOROLA

Société Holding Française,
filiale d'un des leaders mondiaux
de l'industrie électronique
et de ses applications

**JEUNE RESPONSABLE
FINANCE COMPTABILITÉ**

Diplômé HEC, ESSEC, E.S.C., M.B.A.,
2 ans minimum d'expérience comptable et
financière (Technique française et anglo-
saxonne acquise dans une société industrielle
ou cabinet d'audit). Il maîtrise parfaitement
l'anglais.

Il sera responsable de l'analyse financière, de
la gestion comptable, et de la fiscalité au sein
de la holding.

Poste rapidement évolutif sur place et/ou
dans autres sociétés du groupe en France et
à l'étranger.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser C.V. et photo
à G. D'ANTIN.

MOTOROLA France S.a.
7 rue de Magdebourg 75116 Paris

**IMPORTANTES SOCIÉTÉ FRANÇAISE
à activités internationales
mécanique de précision**

recherche
pour participer à son programme d'expansion

INGÉNIEURS DE VENTE

Cette fonction exige :

- une formation grande école d'ingénieurs ;
 - un goût prononcé pour la carrière commerciale.
- Ces postes :
- apportent des contacts à tous niveaux avec les bureaux d'étude et les directions d'achat ;
 - permettent largement d'exercer les capacités d'autonomie, d'imagination et d'initiative ;
 - peuvent être tenus, pour certains, par des ingénieurs débutants ;
 - exigent pour d'autres une expérience de quelques années, acquise de préférence dans la vente ;
 - donnent accès à des postes de responsabilités en France et à l'étranger.

Affectation de départ : PARIS.

Envoyer C.V., photo et prétentions à no. 47.301
Contesse Publicité, 20 avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}.

**chef de projet
INFORMATIQUE**

Importante société immobilière recherche pour
son siège à PARIS, un chef de projet pour par-
ticiper aux études, développement et mise en
place de son nouveau système de gestion. Ce
collaborateur, ingénieur ou universitaire, aura
une expérience d'environ 5 ans en organisation
et en informatique appliquée. La connaissance
des SGSD et de la mini-informatique est indis-
pensable.

Adresser C.V., photo et prétentions
sous référence 5863 à :

QIP organisation et publicité
7 rue Marignan 75008 Paris (Châteaufort)

offres d'emploi

darnay

Nous sommes une SA performante de 100 personnes, spécialisée dans la recherche et la fabrication d'équipements pour bureaux d'études (tableaux à dessin, machines à tirer, à plier les plans, fournitures pour travaux de dessin...).
Notre notoriété et notre position de leader sont dues à notre sérieux, à la qualité de nos produits, à l'efficacité de notre service après-vente. Pour poursuivre notre progression, nous créons, à Morangis, un poste de

Directeur commercial à fort potentiel 160/200 000 F.

Une équipe de 23 commerciaux vous est rattachée, sans structure intermédiaire au départ. Vous aurez donc à diriger, dynamiser et former votre équipe, puis, dans un deuxième temps, à assurer la gestion commerciale régionale vous permettant de centrer votre activité sur les aspects stratégiques et politiques de la fonction.

Votre expérience réussie d'une direction commerciale auprès d'une clientèle industrielle, vos qualités d'homme de marketing et de gestion, votre formation commerciale supérieure et la pratique courante de l'anglais doivent vous permettre d'être rapidement opérationnel et de prendre, à moyen terme, de très grandes responsabilités au sein de notre société.

Jacqueline Join-Dieterle vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. B 6930, 1 rue de Berri 75008 Paris.



**Bernard Juhiet
Psycom**

Membre du Syntes

**IMPORTANTES SOCIÉTÉ
DE PUBLICITÉ EXTERIEURE**

recherche

ENQUÊTEURS (TRICES)

Pour location d'emplacements d'affichage en région parisienne.

- devront prendre contacts dans l'immobilier à tous niveaux ;
- conclure les affaires dans un secteur géographique ;
- posséder un véhicule (indemnités kilométriques) ;
- stage de formation assuré ;
- rémunération : fixe + prime ;
- Evolution : selon compétence et résultats.

Ecrire ou se présenter : jeudi 6 mars 1980 à partir de 9 heures.

M. TELLIER - DAUPHIN O.T.A.

63, rue de la Victoire, PARIS-9^e

offres d'emploi

**Société Secteur Industrie Alimentaire
C.A. 100 millions de francs
proximité CERGY-PONTOISE
CREES son service GESTION USINE**

ELLE RECRUTE

SON RESPONSABLE

Le candidat sera un jeune diplômé Ecole supérieure de l'agro-alimentaire, ou un homme d'expérience méthodes + comptabilité analytique.

Env. C.V., prétentions, sous réf. n° 3.456. A :

P. LECHEAU S.A., S.P. 220, 75003 Paris Cédex 02, qui transmettra.

**UFB
LOCABAIL**

La Banque de l'équipement

jeunes commerciaux

France - Missions d'intervention

Nous poursuivons notre politique de promotion interne : elle nous amène à recruter ceux qui, dans 5 ans, dirigeront certaines de nos agences.

• **Votre formation :**
Débutant ou première expérience, un BAC + 2 à 3 années d'études supérieures, une grande souplesse d'adaptation, le goût de la négociation commerciale et la mobilité géographique sont nécessaires pour réussir dans le poste.

• **Votre activité :**
Conseiller et VENDRE aux chefs d'entreprise, commerçants, artisans et professions libérales la meilleure formule de financement (crédit et leasing).
Vous ferez partie d'une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des missions de ramplissement ou de renforcement auprès de nos 70 agences en France. Ce poste, très formateur, occupé pendant 2 ans minimum, vous permettra d'évoluer vers des postes de plus grande responsabilité.

• Envoyer C.V. + photo sous référence 425 à :
COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement -
5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

compagnie bancaire

**ORGANISATION
COMPTABILITE**

Cet important Etablissement Financier inter-professionnel réalise l'appui et l'assistance qu'il apporte auprès de ses sociétés, il crée un nouveau poste de Conseil en gestion informatisée.

Il est chargé d'étudier et de mettre en place, en relation étroite avec les conseils informatiques des sociétés, un système comptable parfaitement adapté à leur besoin.

Nous souhaitons rencontrer de préférence un diplômé de l'enseignement supérieur (S.S.E.C., Sciences Po, ...) titulaire du D.E.C. Il a quelques années d'expérience dans un poste comptable, dans le secteur tertiaire (banques, assurances, cabinets de services, ...). Une bonne maîtrise de l'utilisation des moyens informatiques est bien sûr indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 7324C à :

egor 8 rue de Berri, 75008 Paris.

**ingénieur
méthodes
CONFIRME**

Nous sommes la jeune filiale (située à 50 KM AU SUD DE PARIS) d'un grand groupe électromécanique. Nous fabriquons des vannes nucléaires et classiques.

La mission concerne dans un premier temps, la réduction des coûts à partir d'analyses de la valeur.

Elle peut convenir à un

INGÉNIEUR MECANICIEN

diplômé d'une grande école, âgé de 30 ans minimum ayant une solide expérience des machines outils et si possible de l'analyse de la valeur (mais non indispensable).

Déplacements de courte durée auprès des fournisseurs français ou étrangers.

Intéressantes perspectives d'évolution dans le Groupe.

Ecrire avec C.V. détaillé, sous référence 5800-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
13, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

**SOCIÉTÉ DE SERVICES
ACTIVITÉS INTERNATIONALES**

proche banlieue Nord de Paris

recherche

SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO

bilingue ANGLAIS

sens de l'organisation et des responsabilités. Destinée à assurer le secrétariat de 2 personnes.

DISPONIBLE DE SUITE

Envoyer C.V. et photo sous la référence 804 à l'attention de M. REGARD, 7, rue Newton, Z.I. du Coudray, 92150 LE BLANC-MESNIL.

**IMPORTANT ÉTABLISSEMENT
BANCAIRE**

recherche
pour son service du contentieux à PARIS

**JURISTE
FORMATION DROIT PRIVÉ**

L'intéressé (e) sera plus spécialement chargé (e), au sein d'une équipe de spécialistes, des opérations de recouvrement concernant notamment des dossiers complexes. Ses attributions couvriront la totalité du traitement de ces dossiers, jusqu'à leur solution.

De bonnes connaissances dans la matière des mesures conservatoires, des voies d'exécution, des procédures collectives de règlement judiciaire et de liquidation des biens sont nécessaires.

Une expérience acquise chez un avocat, un syndic ou dans un service contentieux d'entreprise est souhaitée.

Nous vous remercions de faire parvenir
votre C.V. et vos prétentions
sous réf. 88112 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94300 Vincennes

**BANQUE
AMERICAINE**

recherche
pour son siège parisien

**FONDE
DE POUVOIR**

Rattaché au Vice-Président, et membre d'une équipe internationale, il devra développer et gérer le portefeuille clientèle entreprises.

Le candidat retenu aura :

- une expérience confirmée dans le secteur bancaire ;
- un sens réel des contacts commerciaux ;
- une excellente connaissance des mécanismes de crédit au niveau national et international.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence AD 50. Les candidatures seront traitées CONFIANCEMENT par

COGEPAN SELECTION

Tour de Lyon - 185, rue de Arcy

75012 PARIS, à qui nous avons confié cette recherche.

COGEPAN

CHAMBRE SYNDICALE INTERNATIONALE DES COGES EN RECRUTEMENT

COGEPAN

UNE DES PREMIERES SOCIÉTÉS
PRIVÉES FRANÇAISES D'ASSURANCES

recherche

**UN JEUNE CADRE
COMPTABLE**

Chargé de la consolidation des comptes du groupe.

Rattaché au Secrétaire Général, il aura pour mission de centraliser toutes les opérations de consolidation du groupe, de les traiter par informatique, d'exploiter les résultats et d'assurer leur publication légale.

Le candidat recherché doit posséder un diplôme d'Ecole Supérieure de Commerce de Province avec option Comptabilité. Il sera débutant ou aura une expérience d'une année environ dans des fonctions similaires.

Le poste est à pourvoir rapidement à PARIS.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 48266, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

Une grande société française du secteur
bâiment et travaux publics, avec de nombreuses
filiales à l'étranger recherche son

**directeur
financier
et administratif**

Il saura être à la fois : ☐ le soutien des commerciaux et ingénieurs pour les contrats en cours et à conclure, ☐ le gestionnaire avisé et prospectif des flux financiers, ☐ le garant de la parfaite conformité des actes fiscaux de la société avec les textes légaux en vigueur, ☐ le conseiller pour le service assurances.

Ce poste ouvre des perspectives de carrière intéressantes et conviendrait à un jeune homme (30 à 35 ans) ayant acquis une première expérience dans une entreprise similaire ou dans une banque, diplômé d'une grande école de commerce, option finances avec D.E.C.S. ; il aura une bonne connaissance de l'anglais.

Le poste est situé à Paris 8^e avec des voyages de courte durée à l'étranger.

Envoyez C.V., photo, salaire actuel et prétentions à : McCann-Erickson, à l'attention de M. ALHAUD 2, rue de Vienne, 75008 Paris, qui transmettra. Veuillez mentionner sur l'enveloppe la réf. Bel/525.

**responsable administratif
d'antenne**

Il participe à la recherche et à la négociation des financements en liaison étroite avec les Responsables Commercial et Technique. Il traite des problèmes d'ordre administratif, financiers et juridiques (administrations diverses, organismes financiers, notaires, etc...) et assure leur bonne fin.

En contact direct avec la clientèle, il contrôle et veille au bon fonctionnement des programmes (résidences villages, maisons sur terrain isolé).

Il coordonne et planifie les activités d'une équipe importante. De niveau Bac + études supérieures de commerce (droit civil, gestion financière), il a acquis une expérience de 2 à 5 ans dans un poste similaire.

La rémunération fort attractive est fonction des compétences du candidat. Poste à pourvoir au sein de notre antenne régionale de LOUVRES (95).

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 4554 à GROUPE MAISON FAMILIALE - Direction Régionale Paris-Normandie - 15, rue Marignan 75008 Paris.

**GROUPE
MAISON
FAMILIALE**

Analyste de Crédit

AMERICAN EXPRESS I.B.C. recherche, pour son siège situé à PARIS, un ANALYSTE DE CRÉDIT.

De formation supérieure (Université, Ecole de Commerce...) et bilingue anglais, ce cadre justifiera d'une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine du crédit (au siège d'une banque ou en agence).

Outre une connaissance globale des opérations de banque, il possèdera de bonnes notions du risque bancaire et des connaissances juridiques.

Il devra pouvoir évoluer, à moyen terme, vers le poste d'ACCOUNT OFFICER.

AMERICAN EXPRESS I.B.C. nous chargés de transmettre votre candidature.



Merci d'adresser votre dossier
sous réf. M-AC à Danielle DENOEL
MEDIA P.A.
9, Bd des Itières - 75002 PARIS
qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



SNECMA

renforce son Département Informatique et recherche pour ses Centres Informatiques (équipés d'IBM 370/158, MVS, I.M.S.)

INGENIEURS EN INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE (centre de Villaroche)

ingénieurs systèmes informatiques

(réf. 12)

Chargés d'assurer la mise en place des logiciels d'exploitation.

Profil :
Ingénieur Grande Ecole, connaissance du système d'exploitation MVS et de systèmes de gestion de bases de données.

chefs de projets

(réf. 44)

Chargés d'assurer l'analyse et la réalisation de nouveaux systèmes de dépouillement d'essais et de piloter les équipes d'études et de réalisation.

Profil :
Ingénieur Grande Ecole, connaissance des dépouillements d'essais souhaitée.

chefs de projets

(réf. 46)

Chargés de définir de nouveaux systèmes de relevés de mesures sur bancs d'essais et de réaliser l'analyse des applications temps réel.

Profil :
Ingénieur Grande Ecole, expérience programmation sur mini-ordinateur souhaitée.

INGENIEURS EN ARCHITECTURE DE SYSTEME (centre de Corbeil)

ingénieurs d'études bases de données et réseaux de télétraitement

(réf. 107)

Chargés de participer à la conception des bases de données et des réseaux de télétraitement, ainsi qu'à la définition des postes de travail et aux choix des terminaux.

Profil :
Ingénieur Grande Ecole, connaissance télécommunication et réseaux souhaitée.
Maîtrise de l'anglais appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., en précisant la référence du poste à SNECMA - Département Encadrement, 2, bd Victor 75724 PARIS Cedex 15

ÉTUDIANTS :

un boulot sympa et bien payé pour la rentrée de septembre 80

CHEF DE CENTRE OFUP

La fonction est compatible avec la poursuite normale des études et permet d'acquérir une expérience professionnelle très valorisante. Les anciens chefs de centre OFUP abordent la vie active avec une référence professionnelle qui compte.

Elle consiste à recruter, former et animer d'autres étudiants pour leur faire gagner de l'argent en travaillant à temps partiel sans quitter leur enseignement. Il ne s'agit pas de tirer les sonnettes mais d'organiser une campagne de promotion et de vente d'abonnements aux principales publications de la presse française et étrangère, du 1^{er} septembre 1980 au 31 mai 1981.

Les candidats (19/25 ans) doivent aimer communiquer et vendre et pouvoir consacrer du temps à une activité rémunérée. Ils disposent si possible d'une voiture et du téléphone.

Des postes sont actuellement disponibles dans tous les centres universitaires.

La formation complète (4 jours) est assurée avant les grandes vacances.

La rémunération, liée aux résultats, garantit des gains élevés. Elle permet de financer très largement ses études.

Adresser votre candidature (C.V. + photo) avant le 15 avril à Monsieur Thierry Prugnot - UV 3 - OFUP - 21, rue Rodin - 75240 Paris Cedex 05.

OFUP OFFICE
UNIVERSITAIRE
DE PRESSE

BANQUE D'AFFAIRES
INTERNATIONALE PARIS recherche

COLLABORATEURS COMMERCE INTERNATIONAL

- Formation commerciale supérieure.
- Bilingues français/anglais.
- Expérience bancaire exigée 3 à 5 ans dans fonction similaire.

3 POSTES A POURVOIR

1) Etudes bilans et montages opérations de crédits.

2) Suivi portefeuille clientèle grande entreprise.

Envoyer C.V. sous réf. 2.989 à P. LIOUAT S.A. B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Société d'Engineering PARIS
recherche pour sa Direction Technique un

ingénieur A et M

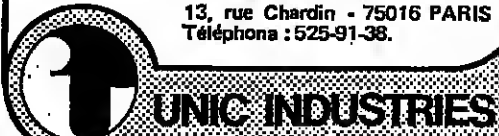
30 ans minimum, pour exercer des fonctions.

d'ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

Le candidat devra déjà posséder une bonne expérience en méthodes Mécanique ou Electromécanique et, si possible, des connaissances en engineering.

La rémunération ne sera pas inférieure à 120.000 F/an.

Envoyer CV et photo à :
UNIC INDUSTRIES
13, rue Chardin - 75016 PARIS
Téléphone : 525-91-38.



IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT
recherche pour la région parisienne

UN CONTROLEUR DE GESTION

ayant solide expérience des chantiers et ayant des connaissances en comptabilité et informatique

Envoyer C.V. et prêt. à : FRÉNET et Cie
5, avenue Maréchal-Juin, 92100 Boulogne.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- certifications, dérogés des obligations militaires
- livres rempliment

OBSERVEZ D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à no 77938 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance
de répondre à toutes les lettres
qu'ils reçoivent et de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.

directeur financier

Nous occupons une position de leader dans le domaine de la promotion et de la construction immobilières. Pour assurer la maîtrise complète de la gestion financière de très importantes opérations, nous recherchons notre Directeur Financier.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC), il aura une expérience de 4 à 5 ans lui permettant d'assurer les relations avec les banques et organismes financiers qui seront ses interlocuteurs privilégiés.

Ce poste de haut niveau, rattaché à notre Direction, s'adresse à un candidat de valeur, motivé et qui apportera la preuve de sa réelle compétence.

Vous adresserez un dossier de candidature, sous référence 5839 à :

ORGANISATION et PUBLICITÉ
2 RUE MARINCO 75001 PARIS / C/A TRANSMETTRA



Telemecanique

recherche pour renforcer son réseau commercial :

— **INGÉNIEURS COMMERCIAUX** (réf. 9.80.01)
spécialistes de la distribution électrique pour le marché tertiaire bâtiment. Postes à Lille et Metz.

— **INGÉNIEUR COMMERCIAL ÉLECTRONIQUEN** (réf. 9.80.02)
spécialiste des constituants et automatismes à base de logique programmée. Poste à Lille.

— **INGÉNIEUR D'AFFAIRES AUTOMATIQUEN** (réf. 9.80.03)
spécialiste de la commande de moteurs électriques par semi-conducteurs de puissance. Poste à Lyon.

— **INGÉNIEUR AUTOMATIQUEN** (réf. 9.80.04)
pour :

- dépannages produits et systèmes ;
- mise en service d'automatismes programmables ;
- assistance technique aux clients (programmation).

Poste en Région Parisienne (Argenteuil).

Les candidats (hommes ou femmes) devront :

- être titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou niveau équivalent ;
- avoir une première expérience de 3 à 5 ans dans des activités similaires ;
- connaître la langue anglaise et si possible une seconde langue.

Une formation complémentaire sera assurée si nécessaire.

— **AGENTS TECHNIQUE-COMMERCIAUX (sédentaires)** (réf. 9.80.05)
Pour les agences de Lyon et Strasbourg.

Formation assurée.

Les candidats (hommes libérés des obligations militaires ou femmes) devront :

- être titulaires d'un diplôme d'un niveau équivalent au BTS ou DUT ;
- connaître si possible une langue étrangère.

Pour l'ensemble des postes proposés, importantes possibilités d'évolution au sein du réseau commercial France ou Export après une période de 3 à 5 ans.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite, à : TELEMECANIQUE, DIVISION COMMERCIALE - DIVISION DU PERSONNEL FRANCE 43-45, boulevard Franklin - Roosevelt - 92500 BUREL-MALMAISON.

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recherche pour la

DIVISION «GRANDS SYSTEMES»

DE SON SERVICE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

INGENIEUR INFORMATICIEN

De formation supérieure en informatique et possédant une réelle expérience de la conduite de projets, il participera au sein de la division «Grands Systèmes» à la mise en place d'applications de gestion sur les différents Centres de Province.

Un informaticien connaissant bien le matériel HS 66, ayant le sens des contacts et le goût du travail en équipe conviendrait à ce poste qui implique de fréquents mais courts déplacements en Province.

Les personnes intéressées voudront bien adresser leur dossier sous référence 918 M à :



Un groupe chimique français de notoriété mondiale
cherche

Un Directeur des Etudes et Recherches

C'est un ingénieur chimiste, ou un docteur ès Sciences, ou un ingénieur Grande Ecole option chimie, de 40 ans minimum, ayant des compétences scientifiques et industrielles élevées acquises en fabrication et en laboratoire, de préférence dans les engrais.

La pratique de l'anglais et une bonne connaissance de l'allemand sont indispensables.

Ecrire à HAVAS CONTACT, réf. 78540 LM,
156, bd Haussmann,
75008 PARIS.

FEDERATION MUTUALISTE
FRANÇAISE recrute

COLLABORATEUR (TRICE)

Formation juridique et de gestion. Connaissances tourisme social appréciées et petite expérience professionnelle.

Adresser lettre manusc. C.V. détaillé + photo (réf.) à F.N.A.F. Division des Relations Sociales, 340, rue Nationale, 75001 PARIS CEDEX 12.

Société d'économie mixte, gestion et promotion immobilières, recrute

RESPONSABLE COMPTAB.

Place stable, disponibilité immédiate.

Env. C.V. à M. le PRÉSIDENT du Logement Olympe, 14, rue Pierre-Dejean, 92000 St-Denis.

ALGECO-COGEFI

Vente de
PRODUITS FINANCIERS AUX
PARTICULIERS.

recherche pour Paris un

cadre commercial

- Homme de confiance, avec une expérience réussie de la vente aux investisseurs privés (Banque, Assurances, Immobilier).
- Il pourra satisfaire ses ambitions dans un poste évolutif et très bien rémunéré.

Envoyer CV détaillé + photo + références sous No 9726 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02

analystes programmeurs ingénieurs système

FILIALE chargée de la mise en oeuvre des
SYSTEMES INFORMATIQUES
d'un très important GROUPE D'ASSURANCES
recherche

des analystes (référence 7262 A)
des programmeurs (référence 7262 P)
et des ingénieurs systèmes (référence 7262 IS)

pour le développement d'importants projets informatiques
utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 3033 - 12.000 K chacun,
- UN 3033 - 8.000 K,
- UN 370/168 AP - 8.000 K,
- 1000 terminaux de télétraitement.

Envoyer CV, en précisant la
référence du poste choisi, au
Service du Personnel,
Tour Franklin, Cédex 11,
92081 PARIS La Défense.

GIE

TIME-SHARING

SOCIÉTÉ DE TELEMATIQUE ET DE LOGICIEL STL

Nous sommes distributeur pour la France
du service

INFONET.

INFONET est le réseau de télé-
informatique créé en 1969 par Computer
Sciences Corporation. INFONET est l'un
des premiers réseaux mondiaux, par l'im-
portance des investissements qu'il représente,
par le nombre de ses utilisateurs répartis sur
tous les continents, et par son C.A.

Nous recherchons des

— INGENIEURS D'AFFAIRES

Diplômés(ées) de l'enseignement supérieur.

Possédant 2 ans d'expérience de vente de Time-Sharing.

— INGENIEURS CONSULTANTS

Diplômés(ées) de l'enseignement supérieur.

Possédant 2 ans d'expérience de support technique et d'analyse des applications de Time-Sharing.

Ecrire à STL INFONET, 115, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD.

offres d'emploi

PHILIPS

UN INGENIEUR
ASSISTANT CHIEF DE PRODUITS

recherche pour la région parisienne

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, avoir une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires, connaître la langue anglaise et si possible une seconde langue.

Une formation complémentaire sera assurée si nécessaire.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite, à : PHILIPS, DIVISION COMMERCIALE - DIVISION DU PERSONNEL FRANCE 43-45, boulevard Franklin - Roosevelt - 92500 BUREL-MALMAISON.

recherche pour la région parisienne

DIRECTEUR

REDACTION EN FRANCE

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, avoir une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires, connaître la langue anglaise et si possible une seconde langue.

Une formation complémentaire sera assurée si nécessaire.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite, à : PHILIPS, DIVISION COMMERCIALE - DIVISION DU PERSONNEL FRANCE 43-45, boulevard Franklin - Roosevelt - 92500 BUREL-MALMAISON.

recherche pour la région parisienne

INGENIEUR DE VENTES

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, avoir une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires, connaître la langue anglaise et si possible une seconde langue.

Une formation complémentaire sera assurée si nécessaire.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite, à : PHILIPS, DIVISION COMMERCIALE - DIVISION DU PERSONNEL FRANCE 43-45, boulevard Franklin - Roosevelt - 92500 BUREL-MALMAISON.

recherche pour la région parisienne

INGENIEURS INFORMATIQUES

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, avoir une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires, connaître la langue anglaise et si possible une seconde langue.

Une formation complémentaire sera assurée si nécessaire.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite, à : PHILIPS, DIVISION COMMERCIALE - DIVISION DU PERSONNEL FRANCE 43-45, boulevard Franklin - Roosevelt - 92500 BUREL-MALMAISON.

recherche pour la région parisienne

Direction Juridique à Paris

JEUNES JURISTES
DE HAUT NIVEAU
DROIT SOCIAL

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, avoir une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires, connaître la langue anglaise et si possible une seconde langue.

Une formation complémentaire sera assurée si nécessaire.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite, à : PHILIPS, DIVISION COMMERCIALE - DIVISION DU PERSONNEL FRANCE 43-45, boulevard Franklin - Roosevelt - 92500 BUREL-MALMAISON.

recherche pour la région parisienne

SERVICE DIRECTION DE MINISTRE DES TRANSPORTS

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, avoir une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires, connaître la langue anglaise et si possible une seconde langue.

Une formation complémentaire sera assurée si nécessaire.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite, à : PHILIPS, DIVISION COMMERCIALE - DIVISION DU PERSONNEL FRANCE 43-45, boulevard Franklin - Roosevelt - 92500 BUREL-MALMAISON.

recherche pour la région parisienne

UN TECHNICIEN SUPERIEUR EN PAYSAGE

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, avoir une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires, connaître la langue anglaise et si possible une seconde langue.

Une formation complémentaire sera assurée si nécessaire.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite, à : PHILIPS, DIVISION COMMERCIALE - DIVISION DU PERSONNEL FRANCE 43-45, boulevard Franklin - Roosevelt - 92500 BUREL-MALMAISON.

recherche pour la région parisienne

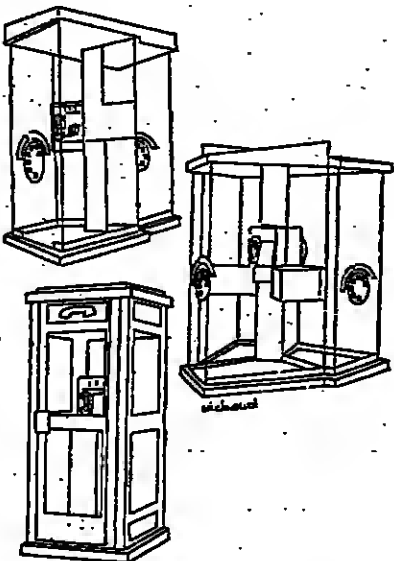
هكذا من الأصل

UN NOUVEAU PROGRAMME DE CABINES PUBLIQUES

Le téléphone dans la rue

Cartes magnétiques

La direction des télécommunications d'Ile-de-France va, d'autre part, installer douze appareils à carte magnétique à la gare Montparnasse, au début du mois de juin. Ce nouveau poste présente un double avantage pour l'usager : il n'est plus nécessaire d'avoir des pièces de monnaie sur soi ; on paye la communica-



Paris en tête

tion à son juste prix. De son côté, l'administration en retire un double bénéfice : ce modèle décourage le vandalisme puisqu'il perd le séduisant aspect d'une œuvre d'art, et permet de supprimer le relèvement des tarifs. La carte en matière plastique sera vendue dans les bureaux de tabac et chez les dépositaires de machines à écrire. Le spécialiste de lecture, chargé de « points » qui correspondent à un nombre déterminé d'unités de taxe : 20 et 100. Une « tête de lecture » qui efface le nombre de « points » correspondant à la dette de la conversation.

Ce nouvel appareil est déjà à l'essai en un grand nombre de quelques modèles fonctionnent également au Luxembourg et en Italie. La cabine téléphonique a

CORRESPONDANCE

Les difficultés de Chanteloup-les-Vignes et l'action de la municipalité

Aujourd'hui, donc, une mission
 ministérielle d'inspection générale
 se penche sur Chanteloup. Nous
 espérons qu'il s'agit de plus que
 d'un « conseil des sages » et qu'un
 train de mesures concrètes verra
 le jour prochainement. Pour ce

LES PETITS FRAUDEURS DU MÉTRO

Distributeurs, pièges à sous

Reste que de telles pratiques ont conduit les responsables de la SAFA à retirer définitivement de certains quais les distributeurs automatiques. C'est notamment le cas à Strasbourg-Saint-Denis où l'appareil placé ou réparé le matin était rigoureusement hors d'usage le soir même.

CONTESTATION

La machine arrondit aux centimes supérieurs

C'est en vertu de cette décision que le prix du carnet (deuxième classe) a été arrondi à 3,80 F, soit seulement 5 centimes de plus que la moitié du prix du carnet de dix billets demi-tarif.

TECHNIQUES COMPTABLES ET GESTION FINANCIERE

UNION D'INFORMATION : MERCREDI 5 DECEMBRE à
Programme et renseignements, tél. 766.51.34 poste 482
M - CENTRE MALESHERBES 103 Bd Malesherbes 75017 P
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

l'efficacité

pour votre expansion

MOZINOR
l'ensemble industriel confortable
en service aux portes de Paris

Toutes informations :
Monsieur TABARE à SADEMO
15, avenue de la Résistance
93100 MONTREUIL
Tél. 858.15.60



Toutes informations :
Monsieur TABARE à SADEM
15, avenue de la Résistance
93100 MONTREUIL
Tél. 858.15.60

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

هكذا من الأصل

CONJONCTURE

SELON UN SONDAGE DE «SUD-OUEST-DIMANCHE»

La cherté de l'essence commence à peser sur l'utilisation de l'automobile

La hausse des prix des carburants est déjà très sensible sur le budget des ménages, si l'on en croit le sondage sur le prix de l'essence publié le 2 mars dans *Sud-Ouest Dimanche*. 40 % des Français qui disposent d'une automobile affirment avoir réduit en 1979 l'utilisation de celle-ci. Mais ce pourcentage monte à 44 % pour les ouvriers et à 46 % pour les inactifs. En revanche, 31 % seulement d'agriculteurs ont réduit l'utilisation de leur voiture, qui reste, pour cette catégorie socio-professionnelle, un instrument de travail indispensable. Pour 1980, 47 % des Français s'apprêtent à moins rouler du fait du renchérissement des carburants. Là encore, les catégories les plus populaires sont les plus touchées : plus d'un ouvrier sur deux (55 %) affirme qu'il réduira l'utilisation de son automobile cette année.

Jusqu'au début, le prix de l'essence peut-il monter ? 69 % des Français affirment vouloir continuer de rouler si le litre d'essence coûte 5 F, 40 % s'il atteint 6 F, mais 10 % seulement s'il doit être payé 11 F.

INDUSTRIE

DES USINES NOUVELLES

Sept équipes pluridisciplinaires primées au concours de conception industrielle

Sept équipes pluridisciplinaires d'architectes, d'agronomes, de sociologues et de cadres ont reçu des prix de 50 000 F à 200 000 F de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Le concours d'équipes de conception industrielle de l'ANACT, organisé pour la deuxième fois, offre à des équipes pluridisciplinaires de concevoir un projet d'usine intégrant de façon innovante les conditions de travail. Le programme porte sur la conception globale des bâtiments industriels, depuis les postes de travail jusqu'à l'aménagement d'ensemble, d'une usine de transformation de taille moyenne.

Trente et une équipes ont été candidates. Sept équipes ont été sélectionnées et ont présenté des projets plus élaborés au vu desquels le jury, en décembre 1979, a attribué les sept prix : un premier prix de 200 000 F, un deuxième prix de 100 000 F, et cinq troisièmes prix de 50 000 F chacun.

Les entreprises qui ont ouvert leurs portes aux équipes relèvent de secteurs d'activité variés : électronique, électro-ménager, confection, mécanique, construction navale de plaisance et traitement des métaux. Parmi les projets primés, certains vont donner lieu à des réalisations.

Une entreprise de confection de Saint-Omer a retenu le projet de l'équipe qui a obtenu le premier prix. Le projet d'usine de Vidéotex — le futur annuaire téléphonique des P.T.T. — a des chances sérieuses de se concrétiser. Celui d'usine de traitement de surface pourrait également être réalisé à Saint-Etienne. D'autres projets devraient donner lieu à des réalisations partielles.

Les projets primés sont les suivants : 200 000 F au projet de manufacture de confection (H. Guillemot) ; 100 000 F au projet d'usine de moteurs à deux temps ; 50 000 F à chacun des cinq autres projets (traitement de surface, télécommunications, machines à laver, construction navale en stratifié, Vidéotex).

L'évolution des prix de détail en janvier (%)

	EN 1 MOIS Quant. 80 par rapport à déc. 1979	EN 3 MOIS Quant. 80 par rapport à oct. 1979	EN 6 MOIS Quant. 80 par rapport à juil. 1979	EN 1 AN Quant. 80 par rapport à janv. 1979
ENSEMBLE	1,9	3,4	6,9	12,9
ALIMENTATION (y compris boissons)	1	2,5	5,2	9,7
Produits à base de céréales	1	1,7	4,8	13,4
Vitamines, produits de la pêche	1	2,1	3,6	7,2
Viandes et charcuterie	1,3	3,2	6,4	12,3
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	1,4	2,9	6,3	10,4
Produits de la pêche	0,8	3,4	6,7	11,2
Lait, fromages	0,8	1,4	4	8,9
Œufs	1,1	6,7	20	11,2
Corps gras et beurres	4,1	2,5	1,4	6,4
Légumes et fruits	0,5	1,5	3,7	8,2
Autres produits alimentaires	0,5	2,8	5,4	10,7
Boissons alcoolisées	0,5	1,5	2,7	9
Boissons non alcoolisées	0,5	2,9	9,9	12,3
PRODUITS MANUFACTURÉS	2,5	4,8	8,5	15,3
1) HABIL. CUIR ET TEXTILES	0,4	2	5,9	11,5
2) AUTRES PRODUITS MANUFACTURÉS	3	5,2	9,2	16,3
Membres et tapis	1,1	2,8	5,2	11,4
Appareils ménagers électroménagers et à gaz	0,8	2	4,5	8,3
Autres articles d'équipement	1,5	3,7	6,8	14,5
Sauvages de ménage, produits d'entretien et prod. d'entretien	1,5	4,4	8,4	15,1
Art. de toilette et de soins	0,4	1,7	3,9	8,0
Véhicules	0,5	2,7	4,8	11,5
Peintures, vernis, journaux	1,1	3,2	5,2	10,9
Fluores, optiques, électro-acoust.	0,3	0,8	1,6	3,5
Autres articles de laiterie	1	2,6	4,4	8,2
Combustibles, énergie	0,3	19,4	14,3	28,5
Tobacs et produits manufacturés divers	2,7	6,7	13,9	25,5
SERVICES	1,9	3,4	5,2	12,1
Services relatifs au logement (dont loyer)	3	3,4	5,8	12
Soins personnels, soins de l'habillement (1)	0,7	2	4,7	12,2
Services de santé	1,2	2,2	1,5	7,4
Transport public	1,2	1,3	4,8	17,4
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	0,5	2,3	8,9	12,4
Hôtels, cafés, restaurants	1,8	2	5,9	12,4
Autres services (3)	1,2	3	6,4	11,6

(1) Le poste « soins personnels, soins de l'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, coiffure, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péages sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-école), spectacles, vacances, sports, camping, location d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevances O.R.T.F., etc.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Net progrès de F.O. à la SNIAS-Saint-Nazaire

De notre correspondant

Saint-Nazaire. — Des élections pour le renouvellement des délégués au comité d'établissement viennent de se dérouler à la SNIAS de Saint-Nazaire. Elles se sont traduites par une nette progression de Force ouvrière. Cette centrale gagnée au siège au C.E. au détriment de la C.G.T. Tous collèges confondus, la C.G.T. perd 9,8 % des voix, la C.F.D.T. perd 2,5 % des voix, l'entente F.O.-C.G.C.-C.F.T.C. gagne 13,1 %. Cela va se traduire par une répartition différente des forces en présence au sein du C.E.

Désormais la C.G.T. et la C.F.D.T., ensemble, auront quatre sièges au lieu de cinq en 1978. Dans le premier collège, sur 1 524 inscrits, 1 628 salariés se sont exprimés. La C.G.T. obtient 628,5 voix, soit 36,16 % des suffrages, la C.F.D.T. avec 369 voix totalise 21,33 % des suffrages. Par rapport aux élections au C.E. de 1978, F.O.-C.G.C. gagnent 18 % des voix et un siège, la C.G.T. perd 11,91 % et un siège, la C.F.D.T. 2,7 % mais conserve son siège, ce qui en donne deux à F.O.-C.G.C. (plus un), deux sièges à la C.G.T. (moins un), un siège à la C.F.D.T. (inchangé).

Dans le deuxième collège, sur 885 inscrits et 802 suffrages exprimés, F.O.-C.G.C. obtiennent 407 voix soit 48,82 %, la C.G.T. 239 voix soit 29,74 %, la C.F.D.T. 139 voix soit 16,06 %. Par rapport à 1978 F.O.-C.G.C. gagnent 10,01 %, la C.G.T. perd 7,51 %, la C.F.D.T. perd 3,47 %.

Dans le troisième collège, avec 110 inscrits et 93 suffrages exprimés, seule l'entente F.O.-C.G.C.-C.F.T.C. présentait des candidats.

FAITS ET CHIFFRES

Energie

● L'Union soviétique va augmenter ses ventes de pétrole à la Pologne. — L'Union soviétique

MONNAIES

LA HAUSSE DU DOLLAR SE POURSUIT : PLUS DE 4,17 F

Favorisée par l'ascension des taux d'intérêt aux États-Unis, où le taux de base des banques a battu tous les records vendredi 29 février, à 24,75 %, la hausse du dollar s'est poursuivie lundi 3 mars. La monnaie américaine s'est élevée, à Paris, de 4,15 F à plus de 4,17 F ; à Francfort, de 4,1750 DM à 1,835 DM, et à Zurich, de 1,70 franc suisse à 1,7150 FS.

À Japon, en revanche, elle a quelque peu rétrogradé, de 251 yens à 248 yens, à l'annonce d'un plan japonais de soutien au yen.

Salaires

● Augmentation de 3,4 % du SMIC. — A la suite de la forte augmentation des prix en janvier et en application des textes qui prévoient un relèvement automatique du salaire minimum quand l'indice officiel des prix dépasse le seuil de 2 % par rapport à la date de référence retenue lors de sa précédente majoration, le SMIC a été relevé de 3,4 % à compter du 1^{er} mars : 13,27 F au lieu de 12,93 F l'heure. Le minimum garanti passe de 7,92 F à 8,19 F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	CHANGES DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas + haut		Rep. + ou Dep.		Rep. + ou Dep.		Rep. + ou Dep.	
\$ E.-U. ..	4.1750	4.1775	- 125	- 195	- 235	- 195	- 870	- 550
\$ Can. ...	3.6430	3.6470	- 19	- 39	- 29	- 35	- 110	- 35
Yen (100) ..	1.6810	1.6835	+ 35	+ 69	+ 80	+ 110	+ 250	+ 365
DM	2.3455	2.3485	+ 85	+ 120	+ 163	+ 210	+ 510	+ 590
Florin	2.1305	2.1340	+ 30	+ 35	+ 30	+ 65	+ 90	+ 110
F.S. (100) ..	14.4335	14.4380	- 310	- 150	- 455	- 280	- 1250	- 715
F.S.	2.4	2.4150	+ 175	+ 210	+ 335	+ 385	+ 944	+ 1435
L. (1 000) ..	5.4625	5.4685	- 540	- 180	- 540	- 180	- 2105	- 1365
£	8.4540	8.4620	- 515	- 405	- 835	- 715	- 2105	- 1865

TAUX DES EURO-MONNAIES

Dev.	1	1 1/2	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
\$ E.-U.	15 3/8	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4
Florin	10 1/2	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
F.S. (100)	12 1/2	13	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
F.S.	12 1/2	13	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
L. (1 000)	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
£	12 1/2	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4

Nous donnons et déduisons les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

Sous le haut patronage de M. le Ministre de l'Industrie et de M. le Ministre de l'Éducation
Sous l'égide de la F.N.E.G.E. et de l'Agence de l'Informatique, l'E.S.C.P., l'E.S.S.E.C., l'I.M.I. organisent :
20 MARS 1980

INFORMATIQUE ET GESTIONNAIRES : « LA FORMATION DOIT ÉVOLUER »

Journée d'étude entreprises - enseignants

Matin : Les « Besoins » et les « Produits » de formation d'informatique de gestion.

Après-midi : Tables rondes sur :
● la formation des gestionnaires à l'informatique ;
● la formation des informaticiens à la gestion ;
● l'impact sur l'enseignement des autres disciplines ;
● l'informatisation de la société et le cadre du futur ;
avec la participation de nombreuses personnalités.

Frais de participation : 140 F (repas et envoi du compte rendu)

M. Renseignements et inscriptions :
Adresse : ÉCOLE SUPÉRIEURE
US COMMERCE DE PARIS
Service de l'Informatique
78, av. de la République, 75011 Paris
Codo postal : Tél. : 355-35-08.

Gestion du budget : le bon sens pratique.



Entre les quittances, les charges fixes, les remboursements d'achats à crédit, l'argent qu'il faut pour vivre et celui qu'on veut mettre de côté, il est souvent difficile de s'y retrouver. Ne vous tracassez plus.

Tout devient plus pratique avec un Compte Chèques du Crédit Agricole. Vos revenus sont virés automatiquement, vos dépenses régulières sont prélevées et vous recevez un relevé de compte pour vous y retrouver.

Crédit Agricole, le bon sens près de chez vous.

CREDIT AGRICOLE

Vos dépenses courantes, vous les réglez en espèces disponibles à tout moment avec la Carte Crédit Agricole dans les distributeurs de billets de banque. Avec votre chèque ou avec Eurocard si elles sont plus importantes.

Et si vous restez un peu d'argent vous le mettez de côté sur le Compte sur Livret qui vous rapporte des intérêts annuels. Renseignez-vous auprès du bureau du Crédit Agricole le plus proche.

هكذا من الأصل

SOCIAL

LA FIN DE LA QUATRIÈME SEMAINE DU TRAVAIL MANUEL

M. Barre invite les Français, y compris... les chômeurs à créer des entreprises artisanales

La IV^e Semaine du travail manuel, qui, selon les organisateurs, a attiré trois cent mille visiteurs au Grand Palais à Paris, et qui était plus particulièrement consacrée, cette année, à la création d'entreprises artisanales, s'est achevée dimanche soir 2 mars. Prononçant le discours de clôture, M. Raymond Barre a exalté « le goût de la création et de la volonté d'entreprendre ». Il a été souvent interrompu par des militants du Mouvement de la jeunesse communiste de France qui avaient réussi à prendre place dans la salle de réunion du Grand Palais. Accusant le gouvernement de vouloir « liquider l'artisanat » en distribuant « des milliards aux sociétés multinationales », les jeunes communistes ont « chahuté » le premier ministre aux cris de « deux millions de chômeurs en France ! ».

Pendant quelque peu patience,

M. Barre a notamment répliqué : « Les chômeurs pourraient essayer de créer leur entreprise au lieu de se borner à toucher les allocations de chômage ! ». Reprenant le fil de son discours, le chef du gouvernement a affirmé : « Contrairement à bien des idées reçues, les tendances récentes de l'évolution économique offrent des possibilités nouvelles à l'initiative individuelle ». Il a rappelé que la petite et moyenne entreprise demeure « le principal créateur d'emplois dans le secteur productif » et il a cité l'exemple d'une entreprise savoyarde de huit salariés qui, exploitant un brevet de soudure-brasure, « est devenue l'un des principaux fabricants mondiaux d'anneaux de pêche ».

« Les créations d'entreprises », a poursuivi M. Barre, peuvent se répartir dans toutes les branches. Il n'y a pas de secteur écono-

mique globalement en difficulté, mais seulement des entreprises qui n'ont pas réussi à temps leur adaptation au changement. Pour le premier ministre, « cette invitation à la création d'entreprises nouvelles s'insère dans une conception d'ensemble de notre société, celle d'une société de liberté et de responsabilité », dans laquelle « participation et concertation doivent devenir une sorte de disposition d'esprit et de principe d'action qui trourent leur expression dans le fonctionnement quotidien de la vie des entreprises ».

Avant l'annonce de la création de M. Barre, un débat conventionnel avait permis à M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, et Maurice Charrier, ministre du commerce et de l'artisanat, de vanter les mérites du livret d'épargne manuelle. Les premiers des quelque soixante mille titulaires de ce livret, créé il y a trois ans, vont pouvoir, pour la première fois cette année, bénéficier des aides de l'Etat en matière de création d'entreprises artisanales : prime égale à 15 % de l'investissement, prêt bancaire au taux moyen bonifié de 7,5 % et formation gratuite à la gestion d'entreprise.

Les interventions intempestives et démagogiques des jeunes communistes présents dans la salle avaient, certes, été assez agaçantes. Mais on était en droit d'attendre du premier ministre qu'il fasse preuve d'un peu plus de sang-froid. Décidément, M. Barre apporte de plus en plus mal la convalescence de son l'amené à lancer, dans l'irritation du moment, une « petite phrase » aussi responsable que les interpellations des jeunes contestataires : comment un chômeur, qui touche, a-t-il le droit de se plaindre ?

« M. Marchelli (C.G.C.) : la situation est comparable à celle de 68. M. Paul Marchelli, secrétaire général adjoint des cadres (C.G.C.), a déclaré, samedi 1^{er} mars à Dijon : « Nous sommes dans une situation comparable à celle des mois précédents mai 1968, avec un chômage qui précède la tempête. » « Certes, le pétrole augmente, a-t-il poursuivi, mais la réponse, c'est la solidarité nationale, et non celle de faire supporter aux salariés les efforts de plus en plus grands. (...) Il faut que participent à cette solidarité les 5 % des Français qui possèdent 85 % de la fortune en France. »

M. Stoléru lance la campagne en faveur de la troisième Semaine du dialogue Français-immigrés

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, a lancé, vendredi 29 février, la campagne en faveur de la troisième Semaine nationale du dialogue Français-immigrés, qui aura lieu du 8 au 15 juin prochain sur l'initiative de l'association Information, Culture et Immigration (I.C.I.) — un organisme lié directement à ses services.

Au terme d'un colloque de cette association sur le thème « Pour un dialogue avec les communautés étrangères en France et dans les pays européens d'accueil », le secrétaire d'Etat a rappelé ses trois préoccupations essentielles en matière d'immigration : la régulation des flux migratoires, visant à respecter les droits acquis et à tenir compte des difficultés de l'emploi en favorisant le départ volontaire des travailleurs étrangers ; une action sociale et la politique d'accueil, « n'oublions pas d'accueillir », puisque les frontières sont désormais fermées, mais où les étrangers en situation régulière doivent pouvoir bénéficier « de tous les avantages économiques et sociaux réservés aux Français », notamment dans le domaine de la préformation ; une action culturelle, enfin, où il y a « également d'énormes efforts à accomplir ».

Répondant aux questions des participants — travailleurs sociaux et responsables d'associations d'alphabétisation ou de logement des travailleurs immigrés — M. Stoléru a rejeté « catégoriquement » la possibilité de régulariser la situation des clandestins, sauf cas sociaux traités séparément. A propos de l'admission en France de nombreux réfugiés du Sud-Est asiatique, il a déclaré que l'on ne pouvait « comparer le cas de ces personnes en train de mourir, au sens propre du mot, à celui des travailleurs étrangers ».

D'autre part, le secrétaire d'Etat considère comme « farfelues » les estimations selon les-

quelles le projet de loi qui porte son nom entrainerait le départ de deux cent mille étrangers par an. Il a révélé que trente-cinq mille départs « volontaires » ont été recensés en 1979. Il a confirmé qu'un projet de loi donnant la possibilité aux autorités départementales de fixer des quotas de renouvellement des cartes de séjour était actuellement en préparation.

A propos de la Semaine du dialogue, un immigré portugais représentant la seule association de travailleurs étrangers de Cambrail a révélé qu'il n'avait pu trouver « le temps » une salle de réunion dans cette ville pour la préparation des manifestations de l'an dernier, en raison du refus de la municipalité de M. Legendre. Celle-ci aurait invoqué le fait qu'il n'y avait pas de locaux disponibles dans la localité.

M. Stoléru a répondu que, pour les problèmes de ce genre, les associations peuvent toujours recourir à l'autorité préfectorale. M. Stoléru a aussi parlé de « la nécessité de toute lutte contre le racisme » en France. Il a observé que la politique de « retours progressifs et volontaires » pouvait éviter des « affrontements » de cette nature. Au rythme actuel des retours, aidés financièrement par le gouvernement, — de l'ordre de quarante-cinq mille à cinquante mille par an, l'économie française « ne souffrirait pas », sans doute, de la perte de ces étrangers. La France veut promouvoir dans ce domaine un système de formation « à la carte ».

LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

Le C.N.P.F. entend toujours lier les congés supplémentaires à la lutte contre l'absentéisme

En se déclarant opposé à la généralisation d'une cinquième semaine de congés payés dans une interview au journal Rhône Alpes, à la fin de la semaine dernière — M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., a une nouvelle fois rejeté les revendications de l'U.C.A. mais il a, sans doute, voulu lancer une mise en garde à M. Pierre Giraudet, P.-D.G. d'Air-France, chargé, par le gouvernement, de rédiger un rapport sur la réduction des horaires après l'échec des négociations entre les syndicats et le patronat.

Pour M. Chotard, il n'est pas possible « sans remettre en cause la compétitivité des entreprises de leur imposer brutalement de nouvelles charges et d'accroître leurs coûts salariaux ». « Le problème », a-t-il déclaré, est de savoir si les syndicats et le gouvernement voudront tenir compte de la situation des entreprises, au niveau des horaires. En disant ainsi « non » à la généralisation de la cinquième semaine de congés payés, M. Chotard ne s'oppose pas, pour autant, une formule qui permettrait la réduction des horaires et le droit à la cinquième semaine de congés, de manière progressive et programmée. Mais le vice-président du C.N.P.F. entend aussi dire pour ses projets qui consisteraient à séparer cette cinquième semaine de la mise en place d'horaires souples et d'une lutte contre l'absentéisme.

Pour le C.N.P.F. il doit y avoir un lien entre congés supplémentaires et présence sur les lieux de travail. Reçu récemment par M. Giraudet, la délégation du C.N.P.F. craint, semble-t-il, que le chargé de mission ne soit tenté de proposer un compromis

qui ne tiendrait plus compte de ces liens. En fait, M. Giraudet n'a pas tenu sa promesse. Il a préféré contacter diverses personnalités ou organisations avant de mettre un point final à son rapport qui serait remis au gouvernement à la fin de ce mois.

ÉPARGNE

M. BERGERON RÉCLAME UN RELÈVEMENT DU TAUX D'INTÉRÊT DES LIVRETS « A » DES CAISSES D'ÉPARGNE

M. André Bergeron, secrétaire général de Forç Ouvrière, a écrit au premier ministre pour lui rappeler « l'insuffisance du taux d'intérêt des Livrets A des caisses d'épargne ». « Le maintien des 6,5 % actuels est insuffisant, étant donné l'aggravation de l'inflation », écrit-il. M. André Bergeron, qui souligne que « la majorité des épargnants appartient aux familles modestes et aux personnes âgées qui, pour des raisons multiples, sont mal placées pour utiliser d'autres formes d'épargne plus rémunératrices », a évoqué les débats de mercredi dernier et d'aujourd'hui à l'Assemblée nationale (à l'occasion des motions de censure déposées par le P.C. et le P.S.). M. Barre avait refusé le principe de l'indexation, mais avait laissé entendre qu'il prochain relèverait du taux d'intérêt de livret A des caisses d'épargne.

(Publicité)



formation continue des cadres

(Groupe ESSEC)

Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Tél. 233-21-88

PRINTEMPS 1980

- UNE FORMATION A LA GESTION ADAPTÉE AUX BESOINS DES ENTREPRISES.
- DES PROGRAMMES DE PERFECTIONNEMENT MODULAIRES qui répondent aux besoins ponctuels de formation des cadres et ingénieurs au s'inscrire dans un plan de perfectionnement de langue durée.
- Un centre d'orientation, véritable conseil en formation, à la disposition des participants pour les aider dans l'élaboration de leur plan de perfectionnement.
- 40 COURS dans l'une des fonctions suivantes :

PERSONNEL ET FORMATION
MARKETING COMMERCE INTERNATIONAL
MARKETING DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES
COMPTABILITÉ CONTROLE DE GESTION
FINANCE
PRODUCTION ORGANISATION
INFORMATIQUE DE GESTION

- UN ENSEIGNEMENT INTENSIF, sans absence prolongée hors de l'entreprise.

Chaque crédit — 9 journées réparties sur 4 mois — selon 2 formules :

- 1 journée tous les 15 jours,
- 2 ou 3 jours consécutifs une fois par mois.

- UNE FORMATION INTER-ENTREPRISES, enrichie par la diversité des origines professionnelles des participants ISSEC.
- Un corps professoral constitué des professeurs permanents de l'ESSEC, l'une des deux premières écoles de gestion de France, et des spécialistes d'entreprises.
- UN DIPLOME DE SPECIALITE ISSEC, homologué par l'Etat depuis 1976, dans l'une des huit fonctions suivantes :

PERSONNEL - FORMATION - MARKETING
CONTROLE DE GESTION - FINANCE - PRODUCTION
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - ORGANISATION

il est réservé aux sessionnaires ISSEC qui, après avoir suivi quatre « crédits » de perfectionnement avec succès, ont soutenu un mémoire.

- CENTRES ASSOCIÉS : Nîmes, Limoges, ...

Séminaires ISSEC

2 ou 3 jours pour faire le point sur :

- Réf. 6 - Promotion des ventes et la loi, 13 et 14 mars.
- 12 - Pratique de la consolidation, 17 et 18 mars.
- 2 - Appréhension et développement des personnes, 19 et 20 mars.
- 13 - Stratégie de l'entreprise, 17 et 18 avril.
- 3 - Analyser le climat social dans l'entreprise, 22 et 23 avril.
- 11 - Gestion à court terme de la trésorerie, 6 et 7 mai.
- 16 - Faire ou faire faire : comment choisir une politique de sous-traitance, 23 et 24 mai.
- 10 - Le problème du capital dans les entreprises moyennes, 3 et 4 juin.
- 15 - Introduction ou management des collectivités locales, associations et organisations sans but lucratif, du 9 au 12 juin.

ISSEC

DEMANDE D'INFORMATIONS - SESSION PRINTEMPS 1980

M., Mme

Société

Adresse personnelle/professionnelle :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

SOCIAL

Le syndicalisme en crise ?

(Suite de la première page.)

En fait, patrons et syndicats s'interrogent encore sur la signification profonde des résultats des prud'hommes.

M. Edmond Maire, surpris et cris de joie passés, s'est empressé de ramener son monde à la raison. A l'un de ses proches, encore un peu gris, qui venait de lancer en pleine réunion de bureau : « Oh est-elle donc votre crise ? », il s'est contenté de glisser un billet succinct : « Ces élections, répondait-il en substance, ont surtout révélé la volonté d'une masse de salariés de s'assurer une défense individuelle. Qu'ils s'unissent sur l'efficacité des prud'hommes, peut-être. Mais leur réaction ne peut que nous faire du bien : nous privilégions trop le collectif, laissant l'individu aux bons soins des réformistes... De toute façon, rien

de décisif qui nous sorte de la crise. Ça ne résout pas nos vrais problèmes... »

Les analyses détaillées réservent encore bien des surprises. Simple exemple : en Basse-Normandie, la C.F.D.T. réalise certains de ses meilleurs scores dans les entreprises où la désyndicalisation est la plus sensible. Dans une banque de Bayeux, elle l'emporte même haut la main après avoir été largement désemparée par la personnalité qui, favorable à l'adoption d'horaires souples proposés par la direction, ne comprenait pas l'hostilité entêtée de son syndicat... « Alors, gare au triomphisme », conclut M. Guy Robert, représentant de l'Union Régionale, bien des contradictions subsistent. Qui sait ? Ce n'est peut-être qu'un morceau de pain blanc dans une journée plus grise ? Comme si, finalement, ces élections n'avaient donné qu'une photo volée de la réalité.

Un « futur-religieux »

Les clignotants sont et restent rouges. La désyndicalisation, séquelle ou non d'un passé révolu, est loin d'être endiguée : la C.G.T., sans chiffres, avoue un « indéfinissable tassement » et les comptes définitifs de la C.F.D.T. pour 1978 révèlent une chute des effectifs de 2,7 %. « La dégradation a persisté en 1979 », ajoute M. Edmond Maire, et rien n'indique encore une inversion de tendance. Un creux de vague, pas un drame, dit-on çà et là, histoire de se rassurer. Deux, trois pour cent, ce n'est pas la Bérézina. Mais les chiffres globaux cachent des tendances plus inquiétantes, des réalités fort diverses. Sur le terrain, tout d'un coup, c'est quelquefois beaucoup plus grave, plus tranché, surprenant.

Longwy. Ici, l'air transpire l'amertume. On ne parle qu'au passé. Comme si demain s'était enfoui, étouffé sous la masse du crasseur. « Longwy vivra ! » Ce n'est plus qu'une banderole délavée, balayée par trop de vents contraires. « Longwy vivra ! », c'était le futur d'hier qu'on criait, hurlait, en rang serré, pour mieux y croire. Aujourd'hui, il ne tient qu'aux banderoles. C'est un « futur-religieux ». Longwy est morte à l'heure des comptes.

« Vieille leçon ! Les coups de chien, ça ne vaut rien de bon : on y laisse des plumes, même si on dit le contraire dans les discours. Le syndicat, en fait, il avance par temps calme... » M. René Boudot soupire, sans passion. Il en a vu d'autres : le

Vieux, comme on dit dans le coin : cinquante ans de C.G.T., un vrai sacerdoce... On vient le voir pour fouiller la mémoire du bassin, pour comprendre, avec le recul. Et il raconte... « J'en ai connu des hauts et des bas. Après Budapest, les copains se faisaient rares à l'union locale. Et puis, ils sont revenus : on oublie... » Mais cette fois, c'est plus grave : « Sûrement, j'écoute leur dossier de sécurité sociale. Alors, je sais, ils ne suivent plus : il y a eu trop de casse peut-être, trop de divisions, trop de querelles... ou une incapacité de négocier, de discuter objectivement sur le plan économique... »

En l'espace de trois ans, les syndicats ont perdu entre le tiers et la moitié de leurs effectifs dans la sidérurgie lorraine. Ce n'est plus le tassement, c'est l'hémorragie ! Il y a eu les départs bien sûr, les mutations plus ou moins contraintes, les retraites et les préretraites, mais cela, n'explique pas tout. Et, sur le tas, on a encore du mal à admettre la réalité. « Normal », explique M. Boudot : de l'initiateur, il y a des questions qu'on ne pose pas. L'attachement au groupe scolarisé un esprit presque religieux, avec ses tabous... Moi-même, quand je demandais au copain trésorier où il en était de ses timbres, il me prenait pour un inquiet ! »

Vient le moment, pourtant, où l'on ne peut plus se voiler la face : ce jour-là, ce n'est plus l'adhérent lointain qui oûble de payer sa cotisation, le copain de l'atelier qui rechigne à le faire manifester, mais le militant, le « dur », celui qui était de tous les « coups », qui se met à douter, qui craque et qui déserte. Plus moyen d'esquiver, ça fait

mal... Ils commencent à être légion, ces « ex- », ces « anciens », dans le bassin, comme à Denain, hier en première ligne, et qu'on retrouve derrière un bar, patron de bistrot, petit artisan, ou simplement abonné à l'A.N.P.E.

Comme bien d'autres — après eux, car ils ont hérité, gênés, à demi-honteux d'une fuite-trahison — comme d'autres, oui, ils ont « pris les cinq briques du patron », prime au départ et au renoncement. Pour solder de tous comptes : avec l'usine... et avec la lutte !

La Lorraine digère mal sa crise. Essouffés, les syndicats ont-ils seulement mesuré l'ampleur du traumatisme ? Car c'est un monde, séculaire, avec ses traditions, ses gestes, ses paysages, sa culture, qui a tremblé. Et la secousse a creusé mille failles. Le syndicalisme est ébranlé, jusque

dans ses fondements : l'homogénéité d'une classe et l'unité de sa culture, celle de ces « Lorrains » dont les grand-pères ont un jour quitté Naples ou Milan pour se vouer, se vendre au four et au laminoir, des gens durs à la tâche et moulés au décor. Un monde qui, même modernisé, n'avait pas tout à fait effacé ses clichés : la forge, le maître et les ouvriers.

L'unité, la « nature homogène » du bassin, se sont maintenant disloquées. Quel étonnant, dès lors, que le discours bégaye ou s'éparpille ? Qu'il soit « rétro » et sommairement productiviste à la C.G.T., ou bien désordonné à la C.F.D.T., fruit d'une C.F.D.T. qui, à Longwy, prend des faux airs de comité soixante-huitard en mal de révolution, le discours, d'évidence, ne « colle » plus au terrain. Les troupes rechignent et les militants s'évadent...

Militier pour quoi ?

Évadé ? « Pas de quoi crâner, c'est vrai, manège l'un d'eux retrouvé « au soleil », sur la Côte, courant les interims. Mais quoi ? Qu'est-ce qu'on pouvait faire de plus ? On a tout épuisé pour sauver ce foutu pays. Militier, c'est bien beau, mais faut vivre aussi. Et militer pour quoi ? Là-haut, ils passent leur temps à se démoir. La gauche, elle pouvait gagner, mais ils n'ont pas voulu. Alors, basta !... »

Changement de décor. Loin déjà de l'univers clos des cuvettes et des crasseurs, des corons de briques et des enfants de Germain. Ça fume encore, mais entre mer et soleil. Ici l'acier... « pieds dans l'eau » et le bleu de chauffe paraît presque passé de mode. On ne parle plus de « bassin », par même d'« usine » : ici,

on dit « site ». Berre, Fos, Lavera, ce n'est plus le Moyen Âge lorrain, secoue et ballotté à coups de « restructurations », mais un fruit encore vert de l'expansion. Là, tout près de nous, juste avant « la crise ». La mémoire collective ne plonge guère au-delà d'un hier encore chaud. La tradition n'est qu'à peine esquissée. Longwy et son crasseur en perdition, Berre et ses craqueurs en folie : tout diffère, tout, sauf le spleen des militants.

La foi... « ils » l'ont tuée

Si militer est un sacerdoce, encore faut-il avoir la foi. Or, la foi, « ils » l'ont tuée ! M. Jean-Claude Apparejo, devenu secrétaire permanent de l'union régionale, a fait ses classes ici, à la Naphta. « A l'époque, raconte-t-il, il y avait du punch. » Et, le doigt pointé vers un poster du « Cbe » — « Hasta la victoria » : « Quand je l'ai collée, cette affiche, en 1970, les gars étaient heureux. Maintenant, qu'est-ce que ça leur dit ? » « Maintenant ? répond un autre, il a les yeux tristes... »

Les tournées de délégués se font rares dans les ateliers de la Naphta. « Aujourd'hui », c'est le patron qui réunit les travailleurs, admet M. Baratelli. Avant, pour vingt heures légales, on en prenait près de quatre-vingts pour aller voir régulièrement les gens. Jusqu'au jour où la direction a « planté » deux délégués et leur a piqué 2 000 F en fin de mois. Ça a suffi : la tournée, ce n'est plus dans les habitudes... »

La carte de l'implantation syndicale dans les entreprises du site ressemble à un tableau parsemé de taches, chacune figurant la « zone d'influence » d'un militant. Que celui-ci s'en aille, muté ou plus souvent — happé par l'appareil syndical, la tâche s'estompe, voire disparaît.

Voilà, s'empresse-t-on de conclure, la source du mal. En rac-

courci : 1978, l'échec brise l'espoir, la déception démobilise, les militants baissent les bras et la masse ne suit plus... faute d'avoir qui suivre.

Raccourci trompeur. Certes, plus que ses voisins européens, le syndicalisme français tient beaucoup par les liens que ses militants tissent et entretiennent avec leur milieu. Ces liens se sont brutalement distendus, parfois brisés. Mais tout ne s'arrête pas là. Il y a plus important, plus grave. On le sait, mais on le sait. Les preuves existent, on les néglige. En fait, tout a commencé bien avant que la gauche n'ouvre le temps de la déprime...

DOMINIQUE POUCHIN.

Prochain article :

DE L'ESQUIVE
A L'AEUE.P.E.C. FORMATION
PROBATOIRE ET APTITUDERévision intensive
2 formules :
Cours le samedi
Vacances scolaires de PâquesRenseignements :
246-59-14 - 246-59-15A PARTIR DU 4 MARS
1 VOL PAR SEMAINE
PARIS-MAPUTO*

UTA
Compagnie Aérienne Française

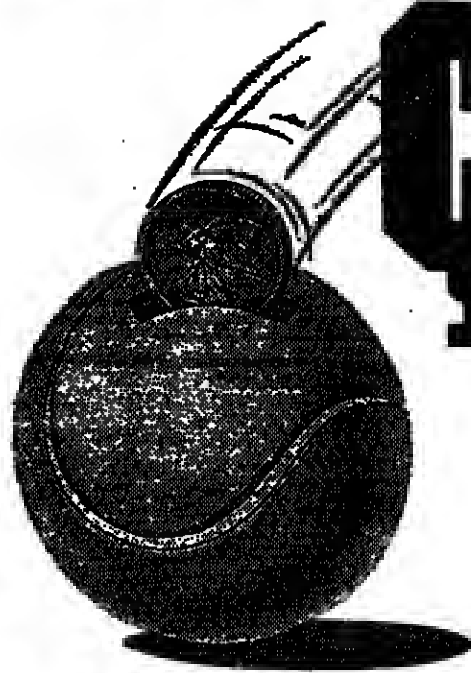
DETA
LIGNES AÉRIENNES DE MOZAMBIQUE

*sous réserve d'approbation gouvernementale.

MARIGNY
Sélection
de Tabacs Bruns

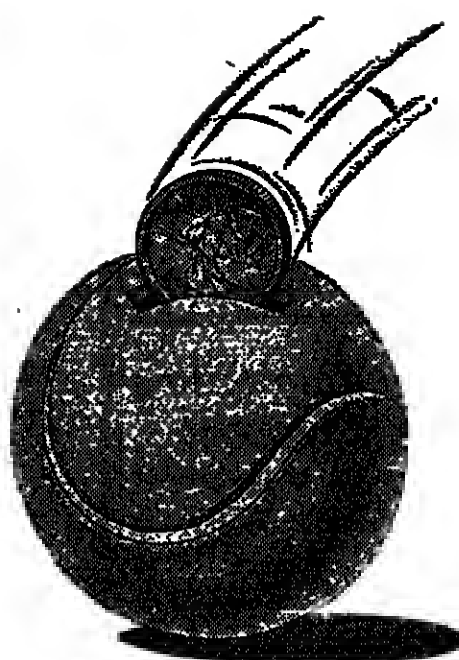
هكذا من الأصل

1 HEURE DE TENNIS, ÇA S'ACHÈTE



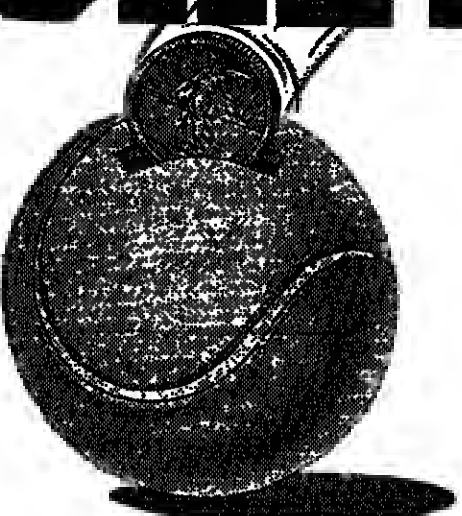
ÇA S'ACHÈTE À CRÉDIT

Les Tennis Courts des Hauts-de-Seine, vous proposent d'acheter une ou plusieurs heures de Tennis, en bénéficiant de nombreuses possibilités de crédit, pour que cet achat ne pèse pas trop dans votre budget.



ÇA S'ACHÈTE ET ÇA S'OFFRE

Les Tennis Courts des Hauts-de-Seine vous proposent d'acheter une ou plusieurs heures de Tennis. Vous pourrez y inviter tous les partenaires de votre choix et même prêter vos heures. Cela fera très plaisir.



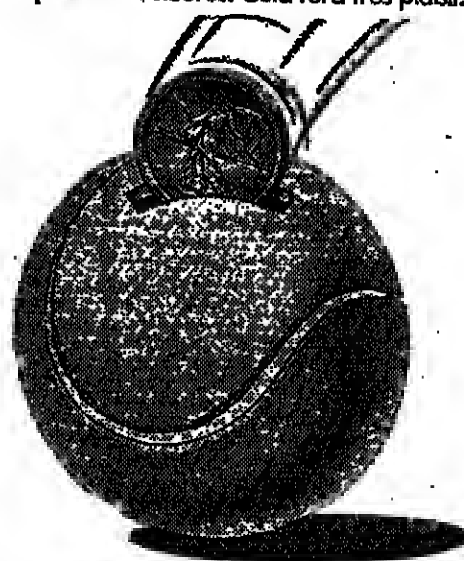
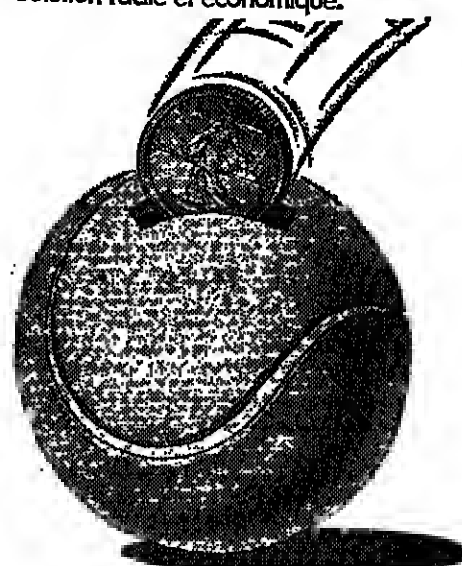
ÇA S'ACHÈTE À PLUSIEURS

Les Tennis Courts des Hauts-de-Seine, vous proposent d'acheter une ou plusieurs heures de Tennis. Vous pouvez en diviser le prix en vous associant avec vos partenaires: solution facile et économique.



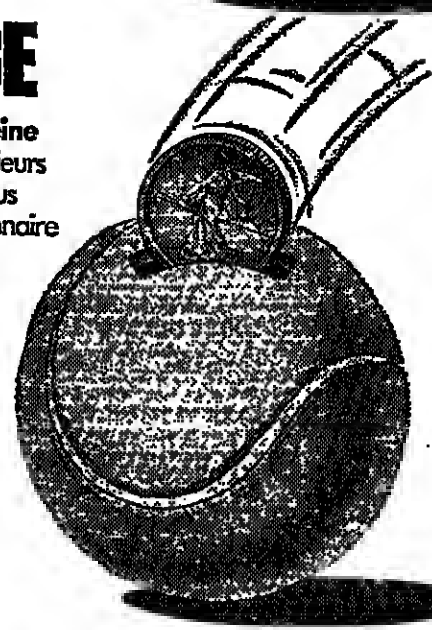
ÇA S'ACHÈTE ÇA S'ÉCHANGE

Les Tennis Courts des Hauts-de-Seine vous proposent d'acheter une ou plusieurs heures de Tennis. Si par la suite, vous désirez échanger vos heures, le gestionnaire vous en trouvera la contrepartie.



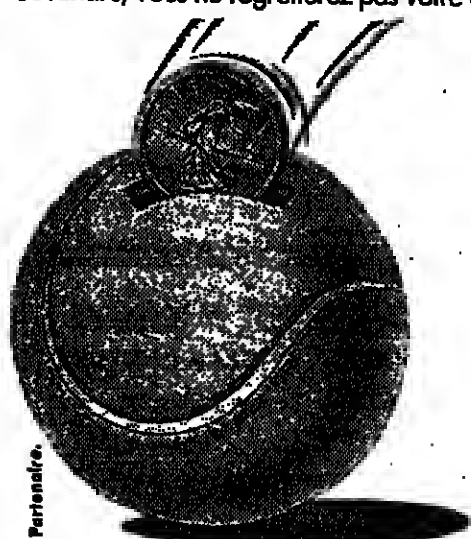
ÇA S'ACHÈTE ÇA SE LOUE

Les Tennis Courts des Hauts-de-Seine vous proposent d'acheter une ou plusieurs heures de Tennis. Vous pourrez à tout moment décider de louer et apprécierez alors la qualité de votre investissement.



ÇA S'ACHÈTE À LA DÉFENSE

Les Tennis Courts des Hauts-de-Seine sont Avenue de La Liberté à Nanterre. Facilement accessible par le RER et l'autobus.



Les Tennis Courts des Hauts-de-Seine vous proposent d'acheter en pluripropriété une ou plusieurs heures de tennis, entre 7 heures du matin et 24 heures, à partir de 17.000 F. Un calcul financier simple et rapide montre que votre investissement, charges d'entretien annuelles comprises, est enrichissant par rapport à une location à fonds perdus sur la même durée. Vous serez enfin membre d'un véritable Centre de Tennis. 12 courts couverts en terre battue. 2 courts de squash. Une piscine. Un bain tourbillon. 2 saunas. Une salle de musculation. Une boutique de sport. Un restaurant. Un bar. Des moniteurs. Appelez vite le 261.81.00, ou renvoyez le coupon.

(APPELEZ VITE 261.81.00).

**TENNIS COURTS
DES HAUTS DE SEINE**
UNE RÉALISATION
CICA

Je suis intéressé par la formule des Tennis Courts des Hauts-de-Seine. Je souhaite recevoir des informations.

Nom: _____

Adresse: _____

Tél. Bureau: _____ Tél. Domicile: _____

Renvoyez ce coupon à l'adresse suivante: Tennis Courts des Hauts-de-Seine, CICA, 45 rue de Courcelles 75008 Paris. Tél. 227.04.30.

ÉTRANGER

LES DIFFICULTÉS DES ÉCONOMIES OCCIDENTALES

SELON L'O.C.D.E.

La situation économique de la Grande-Bretagne ne s'améliorera pas en 1980

Il y a peu de chances que l'économie britannique s'améliore en 1980 si les salaires continuent d'augmenter fortement. C'est ce que ressort de l'étude annuelle, publiée le 3 mars par l'O.C.D.E., sur le Royaume-Uni.

La lutte contre l'inflation aux États-Unis

UN TÉLÉGRAMME DE LA MAISON BLANCHE AUX CINQ CENTS PLUS GRANDES FIRMES AMÉRICAINES

Un télégramme de la Maison Blanche a été adressé, dimanche 2 mars, aux dirigeants des cinq cents plus importantes entreprises américaines pour leur demander d'appliquer strictement la politique anti-inflationniste du président Carter.

Dans ce télégramme, dont la teneur a été rendue publique par la Maison Blanche, le secrétaire américain au Trésor, M. William Miller, et le responsable anti-inflation, M. Alfred Kahn, se disent inquiets par des comptes rendus dans la presse qui laissent entendre que certaines entreprises augmentent leurs prix en prévision d'un contrôle des salaires et des prix.

Le président Carter « est décidé de ne pas imposer un contrôle des salaires et des prix, il n'en a d'ailleurs pas l'autorité et n'a pas l'intention de se la faire octroyer », lit-on également dans le télégramme. — (A.F.P.)

● L'analyse des principaux indicateurs économiques américains, qui est censée donner une indication sur l'activité économique future, a diminué en janvier aux États-Unis pour le quatrième mois consécutif. La baisse de l'indice en janvier a été de 0,7 % et fait suite à une baisse de 0,4 % en décembre (chiffre provisoire, selon les premières estimations). Il était inchangé, de 1,9 % en novembre et de 1,1 % en octobre. La baisse de cet indice quatre mois consécutivement est généralement considérée comme un signe de récession. — (A.F.P.)

même devenir exportatrice nette en 1980. Mais les recettes pétrolières ont servi à financer non les investissements mais la consommation, et si la production de la mer du Nord a rapporté 12 milliards de dollars en 1979, la balance des paiements, en dehors du pétrole, est restée en déficit substantiel.

Le secteur manufacturier n'a en effet pu suivre l'augmentation de la demande, en raison de son manque de compétitivité, ce qui a entraîné une augmentation sensible des importations. Malgré la volonté du gouvernement de Mme Thatcher « de briser le cercle vicieux de l'inflation rapide et de la croissance ralentie » par une politique stable, les experts du chateau de la Monnaie sont plus optimistes. Selon eux, la production intérieure brute diminuera, en 1980, d'environ 2 % et le taux de chômage atteindra environ 7 % de la population active (contre 6,35 % à la fin de 1979). Quant à la hausse des prix, compte tenu des effets du relèvement de la T.V.A. en juillet 1979, elle sera, en moyenne, de 15,5 %.

Enfin, la hausse des coûts de main-d'œuvre (+40 % de 1977 à 1980) et le ralentissement des échanges mondiaux entraîneront une réduction de l'expansion du volume des exportations, qui ne sera plus que de 4,5 % (contre 7 % en 1979).

La principale raison de cette situation est le niveau élevé des coûts de main-d'œuvre et les faibles taux de profit qui en sont résultés, lesquels, de leur côté, ont été la cause de la faiblesse des investissements dans les industries manufacturières.

L'O.C.D.E. préconise donc « une limitation sévère et sans relâche de la croissance monétaire, afin de réduire l'inflation, un plus grand réalisme dans la détermination des revenus », enfin, l'utilisation du « potentiel de croissance » qui résulte d'une « productivité très réduite par la rétention de main-d'œuvre surnuméraire et par des pratiques restrictives dont l'atténuation et la suppression entraîneraient des gains rapides de productivité ».

Le gouvernement japonais a présenté un plan de soutien du yen en coopération avec les États-Unis, la R.F.A. et la Suisse

Le ministre des finances japonais, M. Noboru Takeshita, et le gouverneur de la Banque du Japon, M. Haruo Maekawa, ont rendu public, dimanche 2 mars, un plan en cinq points pour soutenir le yen, qui a fléchi de près de 14 % par rapport au dollar, ce qui renchérit dangereusement les importations nippones, notamment en pétrole, et rend les produits japonais plus compétitifs à l'étranger, surtout aux États-Unis.

Tout d'abord, la Banque du Japon va intervenir plus massivement sur les marchés des changes pour freiner la baisse du yen, en coopération avec la Réserve fédérale des États-Unis et les banques centrales suisses et oest-allemandes. A cet effet, une ligne de crédits « swap » (emprunts de devises entre banques centrales avec restitution à un terme) a été « réactivée » à hauteur de 5 milliards de dollars. Il convient de noter que cette ligne de crédits « swap », qui sera utilisée par la Réserve fédérale des États-Unis pour soutenir le yen, était destinée, à l'origine, à défendre le dollar vis-à-vis du yen.

Parmi les autres points du plan, citons la libération des taux d'intérêt réservés aux dépôts en yens « libérés » par les banques centrales étrangères, le déflationnement du montant des émissions obligataires, libellées en yens, que les entreprises japonaises peuvent placer à l'étranger, et l'accroissement de la politique menée à l'égard des dépôts en yens « libérés » détenus par les non-résidents qui peuvent être rapatriés. Enfin, les banques japonaises sont autorisées à multiplier les prêts en devises aux entreprises jusqu'à des limites aux banques étrangères. Le plan de ces mesures ont pour objectif d'attirer les capitaux extérieurs, notamment arabes.

Lundi matin 3 mars, la Banque du Japon est intervenue massivement sur les marchés des changes pour soutenir le yen, vendant 300 millions de dollars (elle en avait vendu pour 1 milliard le mois précédent). En conséquence, le dollar, qui avait atteint et dépassé, vendredi 29 février, le cours de 250 yens, a fléchi à 247,50 yens.

AGRICULTURE

Les syndicats C.F.D.T. de l'agriculture et de l'alimentation ont fusionné

Les syndicats de l'agriculture et ceux de l'alimentation appartenant à la C.F.D.T. ont décidé, au cours d'un congrès commun tenu du 27 février au 1er mars à Vertou (Loire-Atlantique), de fusionner en une seule fédération agro-alimentaire. Cette décision quasi unanime (99 % des mandats) a été dictée par « le refus de tomber dans le piège patronal des divisions coopératives - industries, organismes producteurs ». « Nous nous sommes rendus compte que là où il y a une organisation en conséquence », ont déclaré les responsables de la nouvelle fédération.

Depuis plusieurs années, cette fusion était envisagée et discutée au sein de la C.F.D.T. La prise en compte du fait « agro-alimentaire » de la politique du gouvernement a accéléré la décision. Pour la C.F.D.T., six éléments justifient le regroupement : la multiplication des imbrications entre production, transformation et services ; l'existence d'une chaîne agro-alimentaire ; les convergences patronales en la matière ; la politique de l'État ; l'interdépendance de l'agro-alimentaire ; et enfin les choix

syndicaux de la Confédération elle-même. M. Edmond Maire a déclaré à cet égard : « Le problème de la faim dans le monde, qui est prioritaire, a été une des raisons de la création de la nouvelle fédération. Celle-ci a-t-elle dit, doit permettre une meilleure capacité d'action entre la C.F.D.T. et les syndicats du tiers-monde, ainsi qu'avec ceux des pays industrialisés ».

La C.F.D.T. estime à 1 355 000 le nombre de salariés de cette branche qui se répartissent entre la production (450 000, dont 170 000 dans l'agriculture non alimentaire : horticulture, forêts, profession du cheval), la transformation (740 000 salariés dont 190 000 dans les coopératives et 197 000 dans l'industrie), les services (165 000 salariés, dont 45 000 dans le secteur public).

L'inauguration du XVIII^e Salon

M. MÉHAIGNÈRE : d'ici dix à quinze ans, les agriculteurs produiront de l'énergie.

M. Pierre Méhaignère, ministre de l'Agriculture, a inauguré le XVIII^e Salon International de l'Agriculture, qui se tient pendant une semaine à la porte de Versailles, à Paris. Évoquant les négociations engagées avec les ministres de l'Agriculture des Neuf pour la fixation des prix agricoles européens, M. Méhaignère a affirmé à plusieurs reprises qu'il « serait fier de Bruxelles », rapportant qu'il nous fait obtenir une hausse de 8 % pour maintenir cette année le niveau des revenus en France.

Le ministre a également évoqué les problèmes de l'énergie, thème de ce salon, estimant que « c'est là une inquiétude, du fait de la hausse des coûts de production, mais aussi une opportunité pour demain, car, d'ici dix à quinze ans, les agriculteurs produiront de l'énergie ».

À la cours de la visite, une étonnante de jeunes agriculteurs du MODE (Mouvement de défense des exploitations familiales) ont manifesté contre la taxe sur le lait et la loi d'orientation. Par contre, les éleveurs de moutons, dont on attendait une manifestation bruyante, se sont contentés de lancer quelques slogans antiréglementaires au passage du ministre.

Le stand de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) était vide, comme prévu dans le Monde du 1^{er} mars, la direction ayant décidé, devant la menace des syndicats de « troubler les conférences afin de protester contre le projet de réforme de l'Institut », de ne pas être présente au Salon.

● Le ministre de l'Agriculture a annoncé trois mesures en faveur des jeunes agriculteurs, samedi 1^{er} mars. Avant la fin de l'année, la durée du remboursement des prêts fonciers sera allongée : les stages pratiques de formation seront multipliés et, d'ici cinq ans, la représentation des professionnels dans l'administration scolaire devra atteindre 25 % à 30 %, a déclaré M. Méhaignère. Une étude de dialogue organisée par les jeunes giscardiens.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les intérêts courus du 10 mars 1979 au 9 mars 1980 sur les obligations C.N.T. 11 % 1978 seront payables à partir du 10 mars 1980 à raison de 99 francs par titre de 1 000 francs nominal, contre détachement du coupon n° 2, après versement à la source d'un droit à un avoir fiscal de 11 francs (montant global : 110 francs).

Les intérêts courus du 10 mars 1979 au 9 mars 1980 sur les obligations C.N.T. 11 % 1978 seront payables à partir du 10 mars 1980 à raison de 99 francs par titre de 1 000 francs nominal, contre détachement du coupon n° 2, après versement à la source d'un droit à un avoir fiscal de 11 francs (montant global : 110 francs).

GRUPE LAFARGE

La Société Lafarge étudie la possibilité et l'intérêt d'acquiescer la participation du groupe dans le capital de Carbone-Lafarge et Céramique (I.C.E.C.), qui est actuellement de 57 %, sous forme d'augmentation de capital, ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste et au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrière-Paris.

Il est rappelé : — D'une part, que les intérêts des titres nominatifs



MEXINOX S.A.

US \$25,000,000

Medium Term Loan

Managed by SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CREDIT CHIMIQUE

Co-Managed by BANQUE EUROPÉENNE DE CREDIT (BEC) BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR BANQUE LEBUS-DREYFUS CONTINENTAL ILLINOIS LIMITED CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Provided by SOCIÉTÉ GÉNÉRALE London Branch BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR, Cayman Branch BANK BRUSSELS LAMBERT (U.K.) LTD. CONTINENTAL ILLINOIS NATIONAL BANK AND TRUST COMPANY OF CHICAGO EUROPEAN BANKING COMPANY LIMITED

Agent SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

January 1980

(Publicité)

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE SOCIALISTE DU PEUPLE
SECRÉTARIAT DES COMMUNICATIONS
ET DU TRANSPORT MARITIME

Département des Transports routiers et ferroviaires

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
 pour la construction de la voie ferrée Misurata-Brach-Sabha

Le Département des transports routiers et ferroviaires du Secrétariat des communications et transports maritimes de la Jamahiriya Arabe Libyenne socialiste du peuple annonce par la présente qu'il a l'intention de construire une voie ferrée reliant Misurata-Brach-Sabha d'écartement standard, longue de 822 km.

Toutes les sociétés internationales spécialisées dans la réalisation de travaux ferroviaires et désirant participer à ce projet sont priées de demander leur pré-qualification auprès de :

The Department of Road Transport and Railways - Shara Esseldi TRIPOLI - LIBYE.

Au plus tard le 30 avril 1980.

Les données, renseignements et documents devant être joints à la demande de pré-qualification ainsi que les documents pré-qualifiés que l'on pourra obtenir auprès du département ci-dessus.

Département of Road Transport and Railways, Shara Esseldi, Tripoli - LIBYE.

MANIFESTATIONS
DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

Plusieurs tonnes de fruits et de légumes ont été déversées, samedi 1^{er} mars, sur la chaussée de plusieurs artères du centre-ville de Marseille, par des agriculteurs. Des manifestations semblables ont eu lieu également à Aix-en-Provence et à Arles où, outre des fruits et légumes, les manifestants ont répandu du purin sur la chaussée.

Ces manifestations, organisées par la Fédération départementale des exploitants (F.D.E.A.) et le Centre des jeunes agriculteurs (C.D.J.A.), visaient à protester contre le bas niveau des prix à la production, ainsi que contre la récession prise de position de l'Union européenne des consommateurs, qui a demandé, à Bruxelles, un blocage des prix agricoles pour la saison 1980.

(Publicité)

Joël PICARD S.A.
 CONSEILLER DE DIRECTION
 Gestion de personnel - Formation - Recrutement

TECHNICO-COMMERCE CHAUFFAGE 78 000 F

PARIS - NORD - OUEST - EST - RHONE - ALPES. — Une Société d'Importance Nationale, faisant du négoce, tech. cinq Technico-Commerciaux responsables, dans leur région, du secteur chauffage. Ils auront une mission commerciale globale : développement des ventes, animation d'une équipe, négociation et gestion. Les candidats, âgés d'une trentaine d'années, auront un B.T.S. ou D.U.T. de mécanique des fluides ou de génie climatique ou équivalent. Une bonne expérience de S.E. spécialisée ou en entreprise est rigoureusement nécessaire. La rémunération, de l'ordre de 78 000 F, tiendra compte de la valeur des candidats. PARIS (réf. 96) - NORD (réf. 97) - OUEST (réf. 98) - EST (réf. 99) - RHONE-ALPES (réf. 100).

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

Joël PICARD S.A., 67, avenue du Maréchal-Foch, 63005 L'YRON
 Téléphone : (7) 989-44-66.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE
 Agence Nationale d'Édition et de Publicité

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres est lancé pour la fourniture des matières premières, produits d'imprimerie et d'arts graphiques.

Les soumissions, sous pli cacheté, seront adressées à ANEP, 1, avenue Pasteur, ALGER, avant le 30 mars 1980, avec la mention « A.O. - NE PAS OUVRIR ».

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de la SN-ANEP Direction de l'Administration Générale, 1, avenue Pasteur, ALGER, 1^{er} étage contre la somme de 100,00 DA.

Le présent Appel d'Offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres du 11 février 1978, portant Manœuvre de l'État sur la Commerce.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

PASSEZ VOS VACANCES DE PAQUES CHEZ BERLITZ ET VOUS PASSEREZ VOS EXAMENS PLUS FACILEMENT.

Pendant les vacances de Pâques, du 31 Mars au 11 Avril, Berlitz organise des cours intensifs pour préparer les examens du mois de Juin ou améliorer ses connaissances en langues. Du lundi au vendredi sauf le lundi de Pâques.

BERLITZ® Organisme privé.

Langues vivantes.

Ch.-Elyées : 720.41.60 - Nottin : 371.11.34 - Opéra : 742.13.39 - Ranelagh : 633.98.77 - St-Augustin : 522.22.23 - V-Hugo : 500.34.38
 Boulogne : 609.15.10 - La Défense : 773.68.16 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70

مكتبة الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS.
3 MARS.

Marché mieux disposé

En cette première séance de la semaine, le marché de Paris a confirmé les meilleures dispositions que l'on avait pu relever à la veille du week-end : l'indice instantané a monté d'environ 50 %. Mais les transactions sont restées assez réduites.

Parmi les valeurs les mieux orientées, figurent les pétroles métropolitains (Française des pétroles, Elf Aquitaine) : une nouvelle découverte d'indices d'hydrocarbures en mer du Nord — en zone hollandaise, cette fois-ci, — effectuée par ces sociétés, a été annoncée vendredi.

Très bonne tenue, également, d'Imetal et de sa filiale Penarroya, favorisées par la hausse des métaux non ferreux : plomb, cuivre, et spéculemment nickel, dont le prix de vente vient d'être à nouveau relevé. Remarquable performance, enfin, de La Redoute, qui gagne plus de 10 %.

Quelques baisses néanmoins : B.C.T., U.F.B., Poclairn, Michelin. Ainsi, tout comme la Bourse de New-York, qui a remonté vendredi, la Bourse de Paris se refuse à baisser.

Tel n'est pas le cas, du moins pour l'instant, d'autant plus que certaines sociétés comme Perodou ou la Compagnie bancaire (voir ci-contre) annoncent des dividendes en forte augmentation (entre 15 % et 33 %).

Aux valeurs étrangères, effritement des pétroles internationaux mais très bonne tenue des valeurs américaines. A.T.T. notamment.

Sur le marché de l'or, où le cours international ne varie guère le lingot a perdu 5 à 85 995 F, et le napoléon a gagné 2.80 F à 699 F, avec un volume de transactions apparentes ramené à 9,5 millions de francs.

LONDRES

LE REPLI S'ACCENTUE
Découragé par les sombres pronostics sur l'avenir de l'économie britannique, les industriels ne replient... Avance des pétroles et recul des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 037 centre 037 ..

VALEURS	CLOTURE	COURS
	29 2	3.3
Benchmark.....	126 ..	124 ...
British Petroleum.....	398 ..	396 ...
Courtaulds.....	73 ..	71 ...
*De Oere	11 3/4	11 3/4
Imperial Chemical.....	458 ..	384 ...
Rio Tinto Zinc Cor.....	448 ..	441 ...
Vickers.....	309 ..	402 ...
War Loan 3 1/2 %	18 1/2	158 ...
*West Driefontein.....	31 1/8	31 1/4
*West Driefontein.....	83 1/2	82 ...
*Western Holdings.....	68 ...	68 1/2

(N. Y. Exchange, N.Y.)

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

F&G.D.O. — Le bénéfice net pour 1978 s'élève à 75,3 millions de francs contre 53,8 millions de francs (+ 31 %). Cette progression n'explique par l'activité satisfaisante du secteur automobile, notamment les pièces de rechange, et par l'augmentation des dividendes des filiales. Les dividendes ont été portés de 20,70 à 24 F (36 F avec l'avoir fiscal), soit

FACOM. — En raison d'une progression « significative » des résultats d'exploitation pour 1979, le dividende (14 F net en 1978) sera « augmenté de sensible ».

COMPAGNIE BANCAIRE. — I

résultat d'exploitation net s'élève
 à 81,4 millions de francs en 1978
 (+15 %), et le bénéfice net, ho-
 pus-values exceptionnelles, à 76,4
 millions de francs contre 66 mil-
 lions de francs. Le bénéfice consi-
 déré sera « un peu supérieur » à
 celui de 1978 (296 millions de francs
 soit 58 F par action). Le dividende
 net de 10 F est maintenu sur le
 capital augmenté de 33 % par at-
 tache gratuite, en juillet 1978,
 qui équivaut à une augmentation
 équivalente de la rémunération p...

tenu de deux attributions gratuites et d'un relèvement de 25 % du dividende nominal, la distribution doublée.

COURS DU DOLLAR A TCY

	29 2	3.2
1 dollar (en yens) ..	250 ..	247

Taux du marché monétaire

Effets privés 13 ..

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Basse 100 : 29 décembre 1972

	22 fév.	29 fév.
Indice général	122,7	122,9

Assurances	138,7	133,3
Banq. et sociétés finanç.	240,9	244,3
Sociétés financières	9,3	95,5
Sociétés investiss. part.	19,0	149,2
Agriculture	129,4	127
Aliment., brasseries, distill.	132,8	138,7
Aliment., cycles et l. équip.	139,4	134,2
Bâtim., mater. constr., I.F.	82,6	80,3
Caoutchouc (ind. et cham.)	101	139,1
Carrières salines, carrières	60,8	59,5
Chimie, pétrole, et nucléar.	180,4	128,4
Hâbit., élect. et télécom.	137	134,5
Hâbit., élect. et télécom.	198,9	164,3
Imprimeries, pap., cartons	100	100,5
Mécan., compt. d'exportat.	145,3	148,5
Matériel électrique	145,3	148,5
Métall., mach. des pap. motaj.	198,8	40
Mines métalliques	43,5	190,1

Prod. chimiq. et él.-mét...	175,2	171
Services publics et transp.	108,1	105,1
Textiles	121,5	122

Divers	183,8	147,1
Valeurs étrangères	196,7	154,4
Valeurs à rev. fixe en ind.	184,1	167,7
Rentes perpétuelles	41,3	42
Rentes amort. fonds gar.	356,5	380
Bet. indust. publ. à r. fixe	0,2	88,8
Sect. ind. publ. à rev. ind.	434,2	427,7
Secteur libre	99,1	98,8
INDICES GÉNÉRAUX RE BASE 100 EN 1980		
Valeurs à rev. fixe en ind.	284,1	284,1

Valeurs à rev. fixe ou ind.	294,1	293,
Val. franç. à rev. variable.	947,3	928,
Valeurs étrangères.....	1 158,2	1 144,

COMPAGNIE DES AGENTS ES CHANGE
 Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	113,0	111,
----------------------	-------	------

Produits de base	113,1	110
Construction	147,5	145
Biens d'équipement	114,4	111
Biens de consom. durables	87	85
Biens de consom. non durabl.	69,8	67
Biens de consom. elimin.	111,2	107
Services	160,7	160
Sociétés financières	113,7	111
Sociétés de la zone franc excl. principal & l'étr....	208,5	207
Valeurs industrielles	107,6	105

ADRESSES REGIONALES

Base 100 = 29 décembre 1972

tsolice général	133,9	133,9
(*) Cours rectifié.		

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

Valeurs françaises ..	187,7	10
Valeurs étrangères ..	109,1	10
C^e DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1951)		
Indice général	111	11

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier	

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 3 MARS - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

COMPAGNIES COTING IN THE NEW YORK STOCK EXCHANGE, 1934

sette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des bordiers coteurs de l'après-

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours									
1878	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1879	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1880	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1881	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1882	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1883	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1884	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1885	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1886	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1887	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1888	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1889	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1890	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1891	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1892	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1893	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1894	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1895	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1896	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1897	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1898	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1899	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1900	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1901	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1902	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1903	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1904	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1905	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1906	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1907	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1908	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1909	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1910	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1911	A. S. 1973.	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950																				

COTE DES CHANGES | COURS DES BILLETS | MARCHÉ LIBRE DE L'

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		ACHAT		VENTE		NORMALES ET DÉVIÉS		COURS
	PRÉC.	3 S.							
Elats-Onts (5 t.)	4 153	4 172	4	60	4	378			
Elvange (100 t.)	234	242	229	229					2580
Saint-Guy (100 t.)	14 441	14 441	137	140	1 300		Or fin (en lingot)		1 0000
Pays-Bas (100 t.)	818 078	210 08	209	211	680		Pièces françaises (20 fr.)		98 26
Canaries (100 t.)	510	510	75	590	77	580	Pièces françaises (10 fr.)		50 30
Norvège (100 t.)	84 500	84 060	81				Pièces espagnoles (20 fr.)		554 35
Suisse-Bretagne (5 t.)	5 455	5 453	8	278	9	704	Unes latines (20 fr.)		734
Indes (100 t.)	1 857	1 857	300				Sucre		280 40
Suisse (100 t.)	245 334	243 400	827	240			Pièces de 20 dollars		2 000 00
Suède (100 t.)	80 810	81 578	1 088				Pièces de 10 dollars		1 000 00
Arabie (100 t.)	32 788	32 770	31	700			Pièces de 5 dollars		500 00
Arabie (100 t.)	32 788	32 770	31	700			Pièces de 100 francs		100 00
Portugal (100 t.)	8 635	8 635	8	930			Pièces de 50 francs		50 00
Canada (5 t.)	9 835	9 858	9	440					

